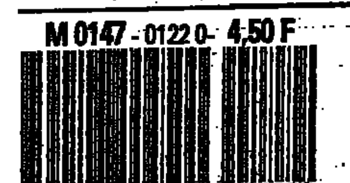
DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13369 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – VENDREDI 22 JANVIER 1988



L'odyssée ensablée

Le dixième Paris-Dakar, course de 12 874 kilomètres qui part de Versailles pour rallier en vingt-deux jours la capitale du Sénégal, s'achève officiellement le vendredi 22 janvier. En réalité, cette odyssée mécanique à travers les déserts de cinq pays était terminée jeudi, l'étape Nouakchott–Richard-Toll (Mauritanie) ayant été annulée après une tempête de sable.

Six cent trois concurrents étaient au départ le 1er janvier. A l'arrivée, restent trente-sept motos sur deux cent six, cent sept voitures sur trois cents quarante-neuf, trente et un camions sur cent quinze. Trois concurrents ont trouvé la mort, ainsi qu'une fillette de dix ans écrasée par une voiture dans la traversée de Kita (Mali). Au regard d'un tel bilan, un onzième rallye est-il concevable l'an prochain ?

Imaginé par Thierry Sabine comme une aventure moderne à la portée de ceux dont le besoin d'évasion était assez vif pour se lancer à travers le Sahara, Paris-Dakar a été contesté depuis l'origine. Ceux qui, comme l'agronome René Dumont, se préoccupent du développement des pays du tiers-monde, estiment que la véritable aventure moderne ne consiste pas à rouler à 200 kilomètres à l'heure à travers le désert – ne laissant aux habitants des villages traversés que de la poussière à manger, – mais à aider les populations de ces régions défavorisées à trouver les moyens de [illegible].

Pour répondre à ces critiques, le rallye a été couplé avec des opérations humanitaires : distribution de pompes, de médicaments ou de vivres. La caravane est, au demeurant, une aubaine pour les villes-étapes, mais aussi pour les Etats traversés – qui taxent lourdement son passage. Cette procession folle n'en étale pas moins des richesses d'un autre monde, sans égards pour ceux qu'elle laisse sur le bord de la piste. C'est un train d'illusions qui, une fois passé, renvoie à leur misère les pays qu'il a traversés. Coupure de deux mondes à l'image de ces camions réfrigérés chargés d'apporter la boisson officielle de la course aux concurrents ? L'« Osservatore romano », quotidien du Vatican, a vu dans cette équipée hypermédiatisée « un outrage inacceptable à la dignité de l'homme ».

Le débat n'est pas seulement de nature éthique. On reproche aux organisateurs d'avoir abusivement durci la course, favorisant ainsi les grands constructeurs au détriment des « poireaux », ces citoyens ordinaires candidats à l'aventure. Tous les moyens ont-ils, d'autre part, été mis en œuvre pour assurer la sécurité des coureurs et des spectateurs ? Thierry Sabine reconnaîtrait-il son enfant ? Autant de questions qui nourrissent la polémique et auxquelles ne répondent pas les autorités sportives internationales, débordées par l'événement depuis le début.

L'organisation du rallye mérite d'être aménagée. Ses règlements devraient être revus. Mais pour le reste ? Au nom de l'aventure, faudra-t-il, en fin de compte, s'habituer au Paris-Dakar comme à un mal nécessaire ?

(Lire nos informations page 10 et le point de vue de JEAN-LOUIS CALMEJANE page 2.)

M 0147 - 0122 0 - 4,50 F

3790147004500 01220

Malgré les interventions des banques centrales

La rechute du dollar et des marchés boursiers inquiète de plus en plus les milieux financiers

Le dollar a repris son orientation à la baisse, provoquant un retour des interventions des banques centrales, notamment au Japon. A Paris, il s'échangeait, le jeudi 21 janvier dans la matinée, à 5,59 francs. Après la chute, mercredi, de New-York (– 3 %), les autres marchés financiers étaient en baisse. A Paris l'indicateur instantané était à – 3 % jeudi à midi. Cette évolution inquiète de plus en plus les milieux financiers.



Un nouveau krach boursier en 1988 ? « *Nos analystes en sont convaincus, mais nous-mêmes en doutons* », expliquait à New-York il y a quelques jours, le responsable d'une grande société d'investissements qui demandait à ne pas être cité. Il ajoutait : « *Même si nous y croyions, nous ne pourrions en parler publiquement, car nous risquerions alors de le provoquer !* » Trois mois après le 19 octobre, et alors que chaque jour ou presque apporte sa nouvelle baisse, la question est pourtant au centre des conversations, dans les milieux financiers new-yorkais comme à Paris. Les interrogations sont parfois plus précises : « *D'où viendra-t-il cette fois-ci, de Wall Street ou de Tokyo ? Quand aura-t-il lieu ? Quelle sera l'ampleur des dégâts ?* »

Les réponses à ces multiples questions manquent cruellement. Investisseurs et « petits porteurs » ne savent même plus qui interroger. Analystes et conseillers financiers ont perdu de leur crédibilité dans la crise. Ils n'avaient prévu ni le premier krach, ni son déclenchement à Wall Street. « *La plus grave erreur que j'ai faite*, regrette aujourd'hui un agent de change parisien, *c'est d'avoir embauché des analystes.* » A New-York, dans leurs opérations de dégraissage, les banquiers n'hésitent pas à tailler dans leur département de recherche. Quant aux conseillers, souvent désemparés, ils ne savent que répondre à leurs interlocuteurs.

Il est donc impossible de rencontrer l'oracle capable de répondre à toutes ces angoissantes questions. Si l'éventualité d'un nouveau krach alimente la réflexion des marchés, c'est que la plupart des causes de la crise d'octobre perdurent en 1988. En outre, la nouvelle conjoncture provoquée par l'effondrement boursier vient alimenter le brasier.

Certes, il apparaît peu probable que l'on retrouve, du moins à court terme, la combinaison des « détonateurs » – pour reprendre la métaphore d'un expert français – à l'origine de l'explosion du 19 octobre.

DOMINIQUE GALLOIS et ERIK IZRAELEWICZ

(Lire la suite page 28.)

Un article du ministre du commerce extérieur

L'Europe dans ses frontières

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 31,4 milliards de francs en 1987. Ce mauvais résultat fait suite à une année 1986 qui avait été presque équilibrée (– 500 millions de francs) grâce à la forte baisse des prix pétroliers. Le plus inquiétant est la disparition l'année dernière de l'excédent traditionnellement enregistré par la France dans ses échanges de produits industriels.

Dans l'article que nous publions aujourd'hui, M. Michel Noir explique pourquoi il craint que les malheurs de l'Amérique, durement attaquée par l'Asie, ne soient aussi bientôt les nôtres.

par Michel Noir

La crise boursière actuelle est à la fois utile et dangereuse.

De façon paradoxale, elle est utile, car elle rétablit le lien nécessaire entre les Bourses de valeurs et la réalité des entreprises.

Elle est dangereuse, parce qu'elle provoque une grave crise de confiance dans un domaine où prédominent les comportements irrationnels et où des croissances exceptionnelles dues à la spéculation ont fait perdre le sens de la mesure.

Elle traduit surtout outre-Atlantique l'immense problème de compétitivité que connaît l'économie américaine depuis le début des années 80, face aux pays les plus développés de l'Asie du Sud-Est. Car autant que l'ampleur du déficit budgétaire aux Etats-Unis, c'est la disparition, dans ce pays, de secteurs entiers de la production des biens de consommation ou industriels qui est la vraie cause des difficultés actuelles. Celle-ci engendre des excédents commerciaux et financiers considérables dans les pays d'Asie du Sud-Est. Sait-on que l'excédent commercial de Taiwan représente, par exemple, à lui seul le quart de sa production nationale !

Cela devrait rendre plus circonspects les dirigeants américains qui espèrent, à tort, tirer bénéfice de la guerre monétaire conduite délibérément depuis plusieurs mois.

(Lire la suite page 30.)

La polémique autour de la correspondance Beaufret-Faurisson

Heidegger et le fil invisible

Il était une fois, quelques années après la fin de la seconde guerre mondiale, dans la khâgne d'un grand lycée parisien, « *un petit rat méchant, déjà repéré comme une sorte de provocateur, défendant à l'occasion des idées nazies mais avant tout par goût de provoquer, d'emmerder ainsi Untel ou Untel* ».

Lorsque les choses tournaient mal pour lui, après l'une ou l'autre de ses escarmouches, le « *petit rat méchant* » se réfugiait dans les bras d'un « *papa* ». C'est ainsi que le folklore interne aux antichambres de la rue d'Ulm désignait les élèves exceptionnellement autorisés à accomplir une quatrième année de khâgne pour tenter d'entrer à l'Ecole normale supérieure.

Sur cette khâgne régnait un professeur de philosophie fascinant et auréolé d'un grand prestige, ancien résistant, correspondant exclusif d'un important philosophe allemand, qui ne dédaignait pas de son côté de cultiver un goût certain du paradoxe. Le « *petit rat* » se nommait Robert Faurisson et le professeur Jean Beaufret.

L'histoire, rapportée par l'historien Pierre Vidal-Naquet, qui était alors élève d'hypokhâgne, peut-elle tenir lieu de clef explicative des deux lettres de soutien et d'approbation envoyées trente ans plus tard au « pape » de l'histoire dite « révisionniste » – négatrice des chambres à gaz – par le porte-parole attitré en France du philosophe allemand Martin Heidegger (*le Monde* des 8 et 9 janvier) ?

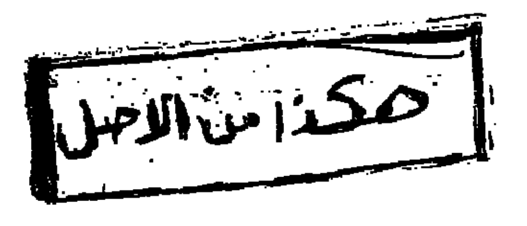
Dans ces lettres (écrites en novembre 1978 et janvier 1979) publiées par les *Annales d'histoire révisionniste*, Jean Beaufret recommandait « *courage et prudence* » à Robert Faurisson et indiquait : « *Je crois que j'ai fait pour ma part à peu près le même chemin que vous et me suis rendu suspect pour avoir fait état des mêmes doutes. Heureusement pour moi, ce fut oralement.* » L'authenticité de ces lettres n'a été mise en doute par aucun de nos interlocuteurs, mais l'exécuteur testamentaire de Jean Beaufret s'est refusé à tout contact et donc à toute recherche précise à ce sujet.

Une telle vision serait trop simple. « *Ahuris* », « *perturbés* », « *incrédules* », « *attristés* », ou, pour quelques-uns, trop contents de voir confirmée une suspicion cultivée depuis longtemps à propos du disciple de Heidegger, tous les acteurs ou témoins de la scène intellectuelle parisienne rencontrés ou interrogés à cette occasion livrent à leur façon quelques répliques ou ressorts d'une pièce sans fin : le débat philosophique et ses à-côtés.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 18.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.





Débats

La situation dans les territoires occupés

Questions aux dirigeants israéliens

Marek Halter s'interroge – et interroge les dirigeants israéliens – sur la politique de Jérusalem dans les territoires occupés.

par MAREK HALTER

VOUS êtes les représentants d'un Etat démocratique et, à ce titre, vous êtes comme les autres soumis à l'examen, assujettis à la critique. De jeunes Arabes ont été tués ces jours derniers par des soldats israéliens. C'est un fait. Mais, si j'évoque ici d'obscurs relents d'antisémitisme, c'est que j'ai pu observer une réelle jouissance chez ceux qui se croient enfin autorisés à vous comparer aux pires dirigeants politiques de l'histoire, voire à vos anciens bourreaux. Dans le climat de passion qui s'installe en Occident, et en France en particulier, chaque fois que des juifs sont acteurs d'un drame politique, ne suis-je pas, moi, inconditionnel supporter d'Israël, malvenu à vous poser des questions ?

Et pourtant, après avoir observé ma vie durant le précepte de nos communs ancêtres *« Justice, justice tu poursuivras ! »*, au nom duquel je me suis permis d'interpeller, avec tant d'autres, tous ceux qui manquaient à ce commandement, comment pourrais-je brusquement me taire ? Par amour de Sion ? Et depuis quand la complaisance serait-elle synonyme d'amour ? Le prophète ne dit-il pas : *« Pour l'amour de Sion je ne me tairai pas, et pour l'amour de Jérusalem je ne prendrai pas de repos »* ? (1).

La violence qui règne actuellement en Israël vous bouleverse, je le sais, comme elle me bouleverse. Voir vos fils, pour lesquels vous rêviez d'un océan de paix, tuer les fils de vos voisins, cela vous désespère comme cela me désespère. Mais le désespoir ne peut tenir lieu de politique, ni pour un individu ni pour un Etat. Et pourtant, vous êtes dans une situation désespérée, je le sais. Vous représentez le seul pays issu de la décolonisation que ses voisins destinent à la destruction. Vous êtes en conflit avec un peuple dont les dirigeants, en dépit de la modération de certains de leurs discours, n'ont pas renoncé à leur charte fondamentale, qui prévoit toujours votre disparition. Mais fallait-il pour autant vous en remettre uniquement au poids des armes ?

« Justice, justice tu poursuivras ! » Oui, pendant des années, avec mes amis, j'ai tenté de promouvoir le dialogue entre Israéliens et Palestiniens (2). Certains d'entre vous en avaient accepté le principe. C'est des Palestiniens que venaient les plus grandes difficultés. Et la mort de Naïm Khader à Bruxelles, de Saïd Hammami à Londres, d'Ezzedine Kalak à Paris et, enfin, d'Issam Sartawi à Lisbonne, tous assassinés par les leurs en raison de leur modération même, ne militait pas en faveur d'un tel projet. *Combien j'ai espéré*, lors de mes voyages à Beyrouth et au Caire, rencontrer un Sadate palestinien qui, suivant l'exemple du grand dirigeant égyptien, vous dirait un jour : *« Je viens ! »*

Sadate n'ignorait pas en se rendant à Jérusalem qu'il risquait sa vie. Mais il s'est rendu à Jérusalem. Et pour un traité de paix avec l'Egypte, Menahem Begin, le « faucon », a, contre toute attente, restitué les territoires égyptiens conquis en 1967.

C'est vrai, je n'ai pas plus que d'autres rencontré votre interlocuteur palestinien. *« C'est trop tôt »*, me répondait-on régulièrement. Cela dit vous n'êtes pas non plus sans reproches. Car, depuis 1967, qu'avez-vous donc proposé à ce peuple qui, à l'issue d'une guerre que vous n'avez certes pas voulue, s'est retrouvé sous votre occupation ?

Immobilisme

Je me souviens de l'inquiétude de David Ben Gourion me disant, au lendemain de la guerre de six jours : *« Il faut nous débarrasser au plus vite des territoires. »* David Ben Gourion n'était pas moins que vous attaché à la terre d'Israël, mais il refusait d'imposer sa loi à une population de plus d'un million d'âmes qui n'avait aucune raison de s'y soumettre. Et, en 1972, après l'échec d'une *énième tentative de dialogue que* nous avons tenté d'organiser entre Moshe Dayan et l'OLP, Dayan, désespérant de tout accord négocié, n'envisageait-il pas le retrait unilatéral des territoires occupés après qu'Israël aurait tracé ses frontières de sécurité ?

Beaucoup d'entre vous avaient *alors combattu cette idée*. Constructive, libérale, l'occupation juive, d'après vous, ne serait pas rejetée. Dans un premier temps, vous sembliez avoir raison. Vous aviez tort. Aujourd'hui, les plus lucides d'entre vous cherchent une solution politique dans le cadre élargi d'une conférence internationale. Mais comment concilier les intérêts incompatibles des grandes puissances dans la région ? Et les ambitions contradictoires des pays arabes ? Et, enfin, comment allez-vous résoudre l'épineuse question de la représentation palestinienne, à laquelle vous vous heurtez, il est vrai, depuis déjà plus d'un siècle ?

Peu de temps après Camp David, j'ai assisté aux efforts du président Sadate, qui tentait en vain de persuader Arafat de constituer un gouvernement en exil et songeait à un Etat palestinien fédéré à la Jordanie, aux côtés d'Israël et en paix avec lui. Olaf Palme aussi poussait dans ce sens. . Au début de ce mois encore, surpris eux-mêmes par l'ampleur des manifestations palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza, les dirigeants de l'OLP, réunis à Tunis, n'ont-ils pas à nouveau *évoqué publiquement* la création d'un gouvernement en exil ? Mais ce gouvernement n'a toujours pas vu le jour.

Je comprends votre inquiétude devant l'incapacité des dirigeants des multiples fractions de l'OLP à mettre au point une politique commune de négociation et de paix. La paix n'implique-t-elle pas communication et acceptation mutuelles ?

Qu'ai-je donc à vous reprocher ? Je vous reproche, l'immobilisme auquel vous condamnent vos rivalités. Je vous reproche de n'avoir rien entrepris après que les négociations avec l'Egypte et la Jordanie pour l'autonomie complète des territoires occupés eurent capoté. Je vous reproche enfin de n'avoir pas compris ces jeunes Palestiniens, qui, parce qu'ils sont nés sous l'occupation israélienne, savent qu'ils n'obtiendront la liberté que si, de votre côté, vous obtenez la reconnaissance et la paix. Gagner la guerre est, je le sais, essentiel à la survie d'Israël. Il lui est non moins indispensable d'obtenir la paix. Y avez-vous songé ? Vous connaissant, je le crois. Mais alors, pourquoi tant de *passivité* ?

Vous parviendrez sûrement à reprendre la situation en main en Cisjordanie et à Gaza ; vous en avez les moyens. Mais, dans vos cœurs, je le sais, l'inquiétude demeurera. Comme Abraham, le patriarche, après ses victoires, vous vous interrogerez sur le point *de savoir si un juste n'a pas été* tué parmi ceux qui sont morts en manifestant.

Oui, mes amis, à un moment moralement difficile, de votre histoire, quand, à rebours des valeurs millénaires que nous honorons, la violence risque d'être intériorisée par vos fils, je vous demande d'être grands.

Vous me répondrez peut-être, comme l'avait fait, il y a cinq ans, Ménahem Begin (3), alors premier ministre de l'Etat d'Israël, qu'il est aisé d'être généreux à « Paris, Ville Lumière », où je vis. Et vous aurez raison. Il n'est pas facile de diriger un Etat qui fêtera bientôt ses quarante ans d'existence, qui sont aussi quarante ans de guerre. Mais il est encore plus difficile de diriger un Etat promis jadis par l'Eternel à son peuple, *parce qu'il était* le peuple de la loi.

Je ne me permets pas de vous donner de conseils. Je vous questionne, je me questionne, tout simplement.

Il y a quelques mois, contemplant Jérusalem, dont la silhouette s'imprimait dans la nuit sur les masses rocheuses de Judée, je pensais à la prophétie d'Isaï, selon laquelle une route traverserait un jour Israël, en paix avec ses voisins, et relierait l'Egypte à la Syrie.

Je sais que vous partagez ce rêve. Et qu'il ne dépend pas que de vous qu'il se réalise. Mais il dépend *aussi* de vous.

Ne serait-il pas temps d'en tracer le parcours ?

(1) Isaï, LXII, 1.

(2) *Cf.* les sept numéros de la revue *Elements*, pour la paix au Proche-Orient, 1968-1970.

(3) *Cf. le Monde*, 17 août 1982.

L'aventure monnayée

Paris-Dakar victime du nouveau PAF ?

par JEAN-LOUIS CALMEJANE (*)

CE qui se passe à propos de la couverture audiovisuelle du Paris-Dakar me semble être significatif de l'évolution du paysage audiovisuel français, et cela est loin d'être heureux.

Que constatons-nous ? Une organisation (TSO en l'occurrence) VEND une EXCLUSIVITÉ à une chaîne de télévision (la 5) pour la couverture d'une épreuve sportive : le Paris-Dakar. Là, rien de bien nouveau... (sinon que les enchères ont monté, mais c'est normal au regard de la nouvelle concurrence).

Ce qui est nouveau, c'est que le PARTENAIRE EXCLUSIF de TSO interdit, dans un premier temps (1), à toute autre télévision de couvrir l'événement, ne serait-ce qu'avec un équipe légère. *Jamais au cours des neuf* dernières éditions du « Dakar » cela n'était arrivé.

A partir de cette constatation, et d'un point de vue purement journalistique, il me semble qu'il est désormais difficile de rendre compte honnêtement d'un événement que nous ne pouvons pas vérifier, n'ayant pas d'équipe, ni même d'envoyé spécial ou de correspondant sur place.

Dangereuse exclusivité

Certes, la 5 n'interdit pas (au contraire, elle « offre » moyennant 3 000 francs la minute...) l'utilisation de ses propres images.

Mais quand on sait que l'organisateur TSO et la chaîne de télévision incriminée travaillent ensemble contractuellement sur la couverture de la course, on peut se poser des questions quant à la sélection des images envoyées par la 5 à Paris, *via* le satellite. Le risque dans ce cas est de gommer volontairement tout fait ou événement susceptible de ternir l'image de marque du rallye, sachant qu'il n'y a pas d'autres « preuves » filmées.

On nous rétorque alors souvent qu'il va falloir se faire à cette nouvelle donne du paysage audiovisuel français : exclusivité des événements sportifs importants comme Flushing Meadow, Roland-Garros ou tel match de football ou de rugby.

C'est sûr, il va falloir s'y faire, et ce n'est pas forcément toujours l'idéal. Mais en ce qui concerne le Paris-Dakar, c'est peut-être l'exception qui confirme la règle, tant l'événement sportif est différent des autres.

L'épreuve dure près d'un mois et s'étale sur plus de 15 000 kilomètres, un match de football dure quatre-vingt-dix minutes et se concentre sur un stade... La couverture *filmée est donc différente* et ne supporte pas une exclusivité absolue trop suspecte de partialité, pour ne pas dire de malhonnêteté.

Thierry Sabine l'avait bien compris. En 1985 par exemple, comme pour les années précédentes, il avait donné la PRIORITÉ à la première chaîne, selon un partenariat bien établi qui prévoyait la possibilité pour les autres chaînes concurrentes (A 2 et FR3 à l'époque) d'être présentes sur place, avec, il est vrai, beaucoup moins de moyens, mais présentes tout de même.

Tout le monde s'y retrouvait : journalistes, organisateurs, télévisions, sponsors et... téléspectateurs. L'année suivante, il accordait contractuellement pour trois ans la PRIORITÉ (et non l'exclusivité) à Antenne 2, qui, pour la première fois, proposait des moyens de direct sur place à n'importe quel endroit de la course, sans pour autant interdire à TF 1 d'être présente.

La mort de Thierry Sabine allait marquer le début d'un changement dans la couverture audiovisuelle du Paris-Dakar. Le contrat avec Antenne 2 était dénoncé pour des raisons obscures, par le père de Thierry... et déjà la 5 était sur le coup.

En 1987, année charnière, c'est TF 1 qui finalement reprenait le flambeau. Antenne 2 était présente sur la course avec une équipe pour expédier des reportages plus «magazines», moins axés sur l'actualité. L'année 1988 marque un changement peut-être irréversible, de toute façon regrettable.

Mal joué la 5, mal joué TSO ! S'ils avaient en effet laissé une équipe de chaque chaîne couvrir la course, nul doute que ces chaînes (A2, certainement) n'auraient acheté régulièrement quelques minutes de leurs images pour assurer l'actualité. Ces images auraient été complétées par des reportages magazines faits par l'équipe sur place. Une fois de plus, tout le monde y aurait trouvé son compte. Au contraire de cela, je suis désolé de constater que, du coup, on traite le Paris-Dakar comme un fait divers, en *fonction du nombre* des accidents ou des victimes. La vision «parisienne» revient au triple galop, d'autant plus qu'il n'y a pas d'équipe sur le terrain.

Le Paris-Dakar était, il me semble, pour l'avoir «couvert» deux fois, une belle aventure des temps modernes, mêlant de purs amateurs à des professionnels, ce qui faisait son charme. Cette aventure risque de disparaître faute de souplesse dans sa nouvelle organisation.

(*) Journaliste au service des sports d'A2.

(1) Ce n'est qu'à huit jours du départ du Rallye que la 5 s'est ravisée (sans doute sous la pression des sponsors). Il était facile à ce moment-là d'accepter la présence d'équipes de télévision concurrentes, quand on sait qu'il faut au moins deux mois pour préparer le matériel nécessaire à la couverture d'une telle épreuve...

L'art à prix d'or

L'oreille coupée

par JEAN-MARIE LHOTE (*)

VAN GOGH tient la vedette dans les ventes de tableaux dits « modernes ». On se souvient des fameux *Tournesols*, et chaque semaine voit des enchères comptées en milliards de centimes pour des Modigliani, Monet, Degas and Co.

A ceux qui s'interrogent sur la signification de ces transactions astronomiques, peut-être est-il opportun de rappeler qu'autrefois les reliques des saints firent l'objet de trafics tout aussi fabuleux. Au milieu du XIIIe siècle, une des plus célèbres ventes de tous les temps – c'est le cas de le dire – concerna la couronne d'épines, supposée être celle du Christ. Nicole Herrmann-Mascard, dans son ouvrage *les Reliques des saints*, publié en 1975 aux éditions Klincksieck, précise que l'échange entre le propriétaire, l'empereur Baudouin, et l'amateur, saint Louis, porta sur 21 000 livres d'argent fin. Nous laissons aux spécialistes le soin de convertir cette somme dans notre monnaie ; il suffit de savoir que c'était vraiment beaucoup.

Le même Baudouin concéda à Eudes de Circons un bras de saint Jean-Baptiste pour 5 000 hyperbères d'or. Quant au « chef » du même Baptiste, trésor de la cathédrale d'Amiens, il provient du pillage de Constantinople ; ce fut moins coûteux ! Les intéressés ne faisaient que suivre des exemples illustres depuis les débuts de ce commerce, généralisé au neuvième siècle.

Les tractations s'effectuaient dans une naïve hypocrisie, un peu comme les « remerciements » versés de nos jours lors des échanges d'otages. Un spécialiste, J. Guiraud, utilise à cet égard une formule charmante : *« Le vendeur donnait gratuitement des reliques à des acheteurs qui leur remettaient gratuitement de l'argent. »*

Reconnaissons que le trafic des reliques était clandestin alors que celui de nos œuvres d'art est fortement médiatisé, mais l'essentiel est identique : *« Ce qui est en cause n'est pas un objet mais une croyance. »* Croyance en la vertu et la valeur des reliques, croyance en la valeur et la vertu des œuvres d'art. Depuis toujours et partout les hommes se forgent des totems protecteurs, épinglent au-dessus de leurs têtes des images de préservation. L'esthétique joue le même rôle que le sentiment religieux de ce point de vue : il s'agit de s'abriter sous un toit rassurant, et quoi de plus rassurant, à défaut du reste, que des matelas de billets de banque.

Aujourd'hui, ce sont les reliquaires qui ont conservé de la valeur. Un jour viendra, plus ou moins lointain, où l'encadrement d'un Van Gogh vaudra plus cher que le tableau, où, pourquoi pas ?, certaines salles protégées de quelques banques seront classées *« monuments historiques »* à l'instar de la Sainte-Chapelle, pour avoir abrité les coups de pinceaux de nos dieux. D'ailleurs, on construit déjà des musées en forme de coffre-fort : bravo Orsay !

En attendant nous nous prosternons devant *l'Oreille coupée* et le suicide de Van Gogh à travers *les Tournesols*, nous vénérons la misère et la tuberculose de Modigliani dans sa *Femme à la cravate*. De la couronne d'épines à la plus humble des images pieuses s'étage une multitude de souvenirs et d'effigies ; de même entre les œuvres d'art les plus précieuses et le moindre poster de vedette. A chaque époque ses reliques.

(*) Directeur de la Maison de la culture d'Amiens.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

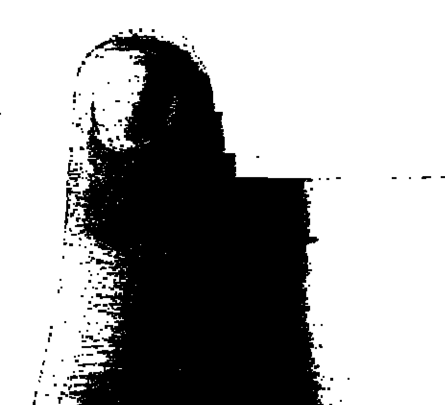
ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le vingt-cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand

En termes d'image, l'Ostpolitik est plus « rentable » que le dialogue avec Paris

BONN
de notre correspondant

Avec qui vaut-il mieux être vu pour impressionner l'électeur outre-Rhin ? Il suffit d'être un fidèle des journaux télévisés des chaînes ouest-allemandes pour constater qu'une réception par M. Gorbatchev ou M. Honecker est beaucoup plus « rentable » en termes d'image qu'une prise de vue à l'Elysée ou à Matignon. En voyageant à l'Est, l'homme politique est certain d'avoir les honneurs des médias, tandis qu'une visite à Paris ne lui vaudra en général que quelques lignes dans la presse écrite.

Derniers exemples en date : M. Franz Josef Strauss, ministre président de Bavière, qui est allé récemment à Moscou, et ne tarit pas d'éloges sur le numéro un soviétique, ou encore M. Johannes Rau, ministre président social-démocrate de Rhénanie-Westphalie, qui se paye le luxe, samedi 16 janvier, à la sortie d'une rencontre ave M. Honecker, d'exiger des policiers est-allemands qu'ils relâchent un protestataire venu réclamer le droit à l'émigration pour qu'il puisse parler avec lui devant les caméras de télévision...

Si compétition il y a entre les divers prétendants aux premiers rôles en République fédérale, c'est bien dans la capacité de dialoguer avec l'Est plutôt dans celle de cultiver l'amitié franco-allemande. Il ne faudrait pas cependant en tirer la conclusion que l'opinion publique est indifférente à cette question.

Personne, à commencer par le chancelier en exercice, ne pourrait se permettre un conflit sérieux avec Paris en se prévalant du soutien de l'opinion publique. Les liens avec la France sont trop étroits, au niveau des individus, des collectivités locales, de la vie quotidienne du citoyen de la RFA, pour que tout ce qui a été acquis en vingt-cinq ans d'étroite coopération puisse être sérieusement mis en cause au nom d'une autre conception du rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde.

Non, tout simplement, l'aune à laquelle on mesure le succès d'un chancelier, d'un ministre des affaires étrangères, ou de tout autre homme politique ouest-allemand — les ministre-présidents des différents Laender ont des ambitions, eux aussi, en politique étrangère, — est celle de leur capacité à œuvrer pour la paix, cette *Friedensfähigkeit* dont chacun se réclame.

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, constitue un cas à part. Il n'a, lui, plus rien à démontrer de sa capacité à cultiver de bonnes relations avec l'Est. Depuis plus de treize ans, il incarne cette politique qu'il a mise en œuvre avec opiniâtreté sous le chancelier Schmidt, puis aux côtés de son successeur après le changement d'alliance d'octobre 1982. Aujourd'hui, M. Genscher et ses amis libéraux veulent être « en pointe » dans le rapprochement franco-allemand et la politique européenne. Son entourage insiste sur le rôle « moteur » joué par le ministère des affaires étrangères en ces domaines.

On peut percevoir dans les rapports entre la chancellerie et le ministère des affaires étrangères un climat qui fait songer, en plus ouaté, à celui de la cohabitation à la française, à cette différence près que M. Genscher ne cherche pas à prendre la place du chancelier. C'est l'une des raisons qui font regretter à M. Genscher le bon temps où il avait à Paris, en la personne de M. Roland Dumas, un interlocuteur dont le poids politique était considérablement plus important que celui de l'actuel locataire du Quai d'Orsay.

Des comptes historiques

La coopération franco-allemande est traditionnellement l'affaire du chancelier et du président de la République française. Les couples sont devenus historiques : de Gaulle-Adenauer, Giscard-Schmidt, Mitterrand-Kohl. Les observateurs se sont toujours étonnés des relations personnelles étroites et amicales qui se sont développées entre des personnalités peu faites, au départ, pour s'entendre.

Il en résulte que la popularité de la coopération franco-allemande en RFA est largement liée à la perception que l'opinion publique a du chancelier. Actuellement plutôt le couple Mitterrand-Kohl traduit des liens privilégiés entre la France et une Allemagne provinciale, petite-bourgeoise, rhénane et catholique qu'avec une Allemagne urbaine, ouverte au monde, intellectuelle et protestante. Mitterrand, dira-t-on, n'avait pas le choix de son interlocuteur.

Celui-ci présentait l'avantage d'être viscéralement attaché à l'héritage de Konrad Adenauer, et de considérer le maintien de bonnes relations avec Paris comme un impératif absolu de la politique étrangère ouest-allemande. Mais on ne perçoit pas sufffisamment en France que ce rapport quasi exclusif avec un chancelier « marqué » régionalement et idéologiquement comporte aussi quelques inconvénients.

François Mitterrand, par son discours sur les euromissiles tenu au Bundestag en 1983, a rendu un service électoral inestimable au chancelier Kohl. Il est peu probable qu'il soit payé de retour, et qu'en dehors des vœux de succès exprimés entre deux portes par des officiels à Bonn, un François Mitterrand candidat à sa propre succession en reçoive un soutien explicite. Il ne peut pas non plus compter sur l'appui du SPD, qui n'a pas fini de se remettre du traumatisme résultant de ce fameux discours au Bundestag.

En liant le sort des relations franco-allemandes trop exclusivement à sa relation personnelle avec M. Helmut Kohl, le président français donnait libre cours au développement de critiques « de gauche » à l'encontre de cette coopération. L'expresssion la plus caricaturale en a été fournie par des éditoriaux incendiaires du directeur de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, M. Rudolf Augstein, qui eut des mots très durs pour la coopération militaire franco-allemande.

En cela, Rudolf Augstein rejoignait les « atlantistes » purs et durs, qui estiment que l'on amuse la galerie avec la brigade commune, le conseil de sécurité et de défense, et qui prennent argument des difficultés et incompréhensions surgies à l'occasion des manœuvres militaires communes « Moineau hardi », au mois d'octobre dernier, pour tourner en dérision les « gadgets » militaires franco-allemands.

Les relations franco-allemandes devront, dans l'avenir, tenir compte du fait que ce pays est pluriel. Que la bonne entente avec un chancelier est certes primordiale, mais que des difficultés pourraient résulter de l'absence d'un dialogue approfondi avec cette partie de l'Allemagne, politique, intellectuelle, héritière des Lumières qui s'étonne de voir un président français incarnant ces valeurs si peu attentif à elle.

LUC ROSENZWEIG.

Calme précaire en Cisjordanie et à Gaza

Israël a mis en place un imposant dispositif de sécurité dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le calme est peut-être précaire en Cisjordanie et à Gaza, mais depuis une semaine l'armée paraît avoir trouvé les moyens d'imposer une phase de répit dans le mouvement de révolte que connaissent les territoires occupés depuis le 9 décembre. Un triple dispositif a été mis en place, et le ministre de la défense, M. Rabin, s'est risqué cette semaine à observer à la Knesset qu'il n'y avait plus de manifestations de masse.

Les couvre-feux qui touchent près du tiers des résidents de Gaza ont prouvé leur efficacité : ils isolent les secteurs les plus chauds et la population des camps connaît jour après jour de plus grandes difficultés d'approvisionnement, l'armée, à titre de sanction collective, interdisant à certains camions de venir livrer dans les agglomérations sous couvre-feu.

Parallèlement, la troupe est décidée à briser les grèves dans le secteur commercial ; elle a de nouveau, et avec un certain succès, obligé les commerçants à lever leur rideau de fer mercredi 20 janvier, et les autorités ont menacé de supprimer les licences des compagnies de transports publics arabes ne reprenant pas le travail.

Enfin, d'imposants détachements sont maintenant dépêchés sur les lieux du moindre incident avec ordre de poursuivre et de *« faire face physiquement et violemment »* aux manifestants. L'UNRWA déclarait mercredi avoir dû faire hospitaliser en deux jours plus d'une cinquantaine de personnes ainsi blessées par des soldats à coups de matraque ou de gourdin, et dont certain souffraient de fractures graves. Dans l'esprit de M. Rabin, il s'agit d'éviter que des petites groupes de soldats ne s'estiment acculés à ouvrir le feu, provoquant ainsi des morts qui relanceront les manifestations. *« Des milliers et des milliers d'hommes ont été déployés dans les territoires »*, écrivait le *Jerusalem Post ;* la plupart des observateurs estiment que quelque dix mille membres des forces de sécurité — chiffre sans précédent — sont installés dans la seule bande de Gaza.

Journalistes pris à partie

L'accalmie est incontestable, même si elle n'est peut-être que temporaire, comme l'observait le chef d'état-major lui-même, le général Dan Shomron. Face à cette situation, les militants de l'OLP, issus de la tendance islamiste, auraient, dit-on, arrêté une tactique commune pour *« maintenir le mouvement en marche »*. Ils s'efforceraient de susciter des manifestations dans les régions non touchées par le couvre-feu et jusqu'à présent épargnées par les troubles.

C'est le cas à Jérusalem et dans sa banlieue. Des incidents sporadiques y ont encore eu lieu mercredi, et l'armée a arrêté plusieurs *« suspects »* dans tous les quartiers et villages arabes de Jérusalem. Dans le bourgade d'Issawiya, au nord de la capitale, un manifestant a été renversé par une jeep de l'armée dont le chauffeur avait perdu le contrôle, après qu'il eut été touché par une pierre. Toujours au nord de Jérusalem, des affrontements ont eu lieu à Ramallah. Enfin, sur le mont des Oliviers, dans la partie orientale de la capitale, de très jeunes gardes frontières (une unité à qui nombre d'excès et d'actes de vandalisme ont été reprochés) sont intervenus pour disperser quelques écoliers qui lançaient des pierres.

Incidemment, et sans aucune raison, les « bérets verts », comme on les appelle, s'en sont pris aux correspondants du *Corriere Della Sera* et à celui du *Monde* qui marchaient alentour : interpellation, hurlement d'insultes, menaces et carte de presse jetée à terre, cependant qu'un des soldats déchirait soigneusement les très subversives notes que notre confrère italien venait de consigner dans son carnet : un briefing du ministère des affaires étrangères sur les relations soviéto-israéliennes.

Que le mouvement de protestation reparte ou qu'il s'essouffle, il continue à susciter un examen de conscience critique dans la classe politique israélienne. Au Likoud, on reparle d'imposer unilatéralement un statut d'autonomie pour les territoires. Le député Ehud Olmert, un proche du premier ministre, déclarait mardi : *« Nous devons réduire au maximum notre tutelle sur la vie des habitants* [de Cisjordanie et de Gaza]. *Il faut le faire vite, dans les mois qui viennent. »*

Chez les travaillistes, on entend faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils s'engagent plus activement dans le règlement du conflit israélo-arabe. On observe également avec satisfaction l'attitude de l'URSS : non seulement celle-ci s'est abstenue de critiquer trop durement le gouvernement de Jérusalem ces dernières semaines, mais encore elle n'a pas hésité en cette période de troubles à inviter une délégation officielle israélienne à se rendre à Moscou.

ALAIN FRACHON.

Altercations à proximité de l'ambassade d'Israël en France

Des altercations ont eu lieu, mercredi soir, 20 janvier, à proximité de l'ambassade d'Israël à Paris entre partisans et adversaires du dialogue avec les Palestiniens à l'occasion d'une manifestation organisée par des juifs français favorables à des négociations de paix entre Israël et l'OLP.

Les heurts ont éclaté lorsque le professeur Francis Kahn, membre de l'Association France-Palestine, a remis une pétition à un responsable de la mission israélienne, dénonçant la *« répression »* et réclamant des négociations directes entre Israël et la centrale palestinienne. De vives discussions, suivies de voies de fait, ont alors opposé les membres de deux camps, qui se sont qualifiés mutuellement de *« traitres »* et de *« fascistes »*.

De son côté, la Fédération des organisations sionistes de France — vingt-deux au total — a adressé *« l'expression de son indéfectible solidarité et de son inconditionnel soutien au gouvernement de l'Etat d'Israël et aux forces de Tsahal devant leur détermination de maintenir l'ordre, face à l'agitation orchestrée à Gaza et en Judée-Samarie »*. La FOSF a appelé à une manifestation pro-israélienne pour le lundi 25 janvier devant l'ambassade.

Pour sa part M. Lionel Stoléru, président de la Chambre de commerce Franco-israélienne, a déclaré que *« la communauté juive de France ne laissera pas ternir l'image de l'Etat d'Israël par une propagande scandaleuse, partiale et que les Français serviraient mieux la cause palestinienne et la cause israélienne en ramenant à leurs justes proportions les événements actuels plutôt qu'en mettant de l'huile sur le feu, comme le fait depuis un mois un antisémitisme primaire qui ne servira jamais la cause palestinienne »*.

L'ambassade d'Israël en France a déploré mercredi que des *« juifs aient cru devoir exprimer leur position unilatérale à propos des événements des territoires administrés par Israël »*. Se référant à un placard publicitaire, signé par deux cent onze personnalités juives et israéliennes (*le Monde* du 20 janvier) l'ambassade affirme : *« Le judaïsme revendiqué par la plupart des signataires de ce texte consiste surtout en un antisionisme militant qui se réveille chaque fois qu'il est possible de calomnier Israël »*.

• **Un message de sept organisations juives françaises.** — *« Juifs, soucieux de la pérennité d'Israël, nous ne pouvons pas rester indifférents devant les morts de Cisjordanie et de Gaza. Nombreux sont les Israéliens qui ont compris qu'à une question politique il faut une réponse politique, réfutant les illusions de ceux qui croient pouvoir perpétuer le* statu quo *dans les territoires occupés. Les soussignés sont solidaires des Israéliens, et d'abord de Chalom Archav* [La paix maintenant], *qui affirment le droit à l'autodétermination du peuple palestinien sur la base d'une reconnaissance réciproque, dans le cadre d'un processus de paix garantissant la souveraineté et la sécurité d'Israël. »*

Ce texte est signé des organisations suivantes : cercle Bernard-Lazare, cercle Michmar, Identité et Dialogue, Les amis de Chalom Archav, Association des juifs de gauche, Comité français du Centre international pour la paix au Proche-Orient, et Socialisme et Judaïsme.

• **RECTIFICATIF.** — Lors de la manifestation d'un groupe d'Israéliens devant leur ambassade à Paris (*le Monde* du 21 janvier) ceux-ci ont lancé un appel au Prix Nobel Elie Wiesel, l'invitant, *« s'il aime Israël, à soutenir son camp de la paix »* et non, comme indiqué par erreur, sur la foi d'une dépêche d'agence, *« son plan de paix »*.



Selon la Maison Blanche

Les pays européens les plus riches doivent accroître leur effort de défense

Washington *(AFP)*. — La sécurité de l'Europe occidentale reste étroitement liée à celle des Etats-Unis, mais les pays européens les plus riches doivent accepter d'en partager mieux le coût, souligne le dernier rapport sur la stratégie pour la sécurité nationale que le président Ronald Reagan envoie chaque année au Congrès.

Alors que, au Congrès, les partisans d'un retrait partiel des forces américaines déployées en Europe pourraient profiter des coupes budgétaires imposées au Pentagone pour relancer leur offensive, M. Reagan souligne que cette présence répond à un besoin.

Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont supporté une importante part du fardeau, ajoute cependant le président, en rappelant que Washington accorde une aide à ceux des pays de l'OTAN dont l'économie ne leur permet pas d'apporter une contribution aussi importante qu'ils le désireraient. *« Nous encourageons les membres les plus riches de l'alliance* [atlantique] *à faire de même. Une telle assistance accroît autant la solidarité politique que la capacité militaire de l'OTAN »*, ajoute le rapport.

L'URSS au FMI et au GATT ?

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, évoquant, le mercredi 20 janvier, ce même rapport a affirmé que le système économique de l'URSS demeure fondamentalement *« incompatible avec une participation dans les institutions du monde libre »*. La position américaine sur ce sujet est inchangée, a ajouté M. Fitzwater, qui démentait ainsi des informations publiées dans le *New York Times* et le *Washington Times* selon lesquelles le gouvernement aurait assoupli sa position quant à l'entrée de l'URSS dans les organisations économiques et financières internationales comme le GATT, le FMI ou la Banque mondiale.

• **Un sommet de l'OTAN début mars.** — Un sommet réunira les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'alliance atlantique les 2 et 3 mars prochain au siège de l'OTAN à Bruxelles, a annoncé, mercredi 20 janvier, un porte-parole de l'OTAN. Cette réunion, avant le sommet soviéto-américain qui pourrait se tenir à Moscou à la fin du printemps, a été proposée vendredi dernier aux Alliés par le secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, avec l'appui notamment, des Etats-Unis et du Royaume-Uni. — *(AFP.)*

Le conflit tchado-libyen

Report de la réunion au sommet du comité « ad hoc » de l'OUA

La réunion des chefs d'Etats du comité *ad hoc* de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) chargé du différend tchado-libyen, à Dakar, a été reportée à avril prochain, a annoncé, mercredi 20 janvier à Libreville, le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, qui préside ce comité.

M. Bongo a précisé que cette réunion, prévue initialement du 3 au 5 février, avait été repoussée, notamment en raison des élections au Sénégal du 28 février. Dans cette affaire, *« il ne faut pas bâcler les choses »*, a ajouter M. Bongo, qui reste optimiste quant à une solution pacifique du règlement du différend frontalier.

Les experts du comité *ad hoc* sont réunis depuis la semaine dernière à Libreville et consultent régulièrement les observateurs tchadiens et libyens présents dans la capitale gabonaise au sujet des documents que les deux parties leur ont remis.

Pour le ministre des affaires étrangères tchadien, ce report fait le jeu de la Libye, qui entreprend, selon lui, des démarchent en vue de la non-tenue de la conférence, afin de relancer la guerre contre le Tchad. *« La situation est grave »*, a affirmé M. Gouara Lassou en invitant l'OUA à *« prendre ses responsabilités pour éviter un embrasement de la région »*. — *(AFP.)*

Pour M. Lajoinie (PCF)

La France doit accentuer le mouvement de désarmement

A la veille du vingt-cinquième anniversaire du traité franco-allemand, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, se prononce dans une interview à l'Agence de presse (ACP), contre la création d'une brigade logistique entre les deux pays et d'un conseil de défense commun.

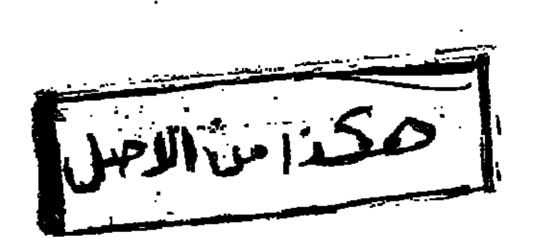
Selon M. Lajoinie, ces projets constituent *« le noyau de la future armée européenne, élément pilier de l'OTAN »*. *« Cette conception-là est tout à fait étrangère à la pensée du général de Gaulle, qui avait axé sa philosophie de la défense de la France sur l'idée du sanctuaire »*, ajoute le candidat du PCF, qui estime que *« la France doit s'afforcer d'accentuer le mouvement de désarmement de deux grands »*.

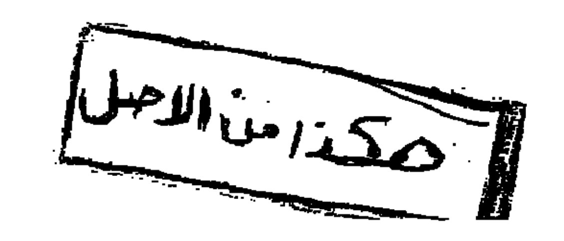
Dénonçant, une nouvelle fois, M. Lajoinie exige que la France abandonne ses projets de nouveaux armements nucléaires : *« Notre objectif reste la destruction de toutes les armes atomiques en l'an 2000 »*, affirme M. Lajoinie. S'il rejette le marché unique européen de 1992, *« étriqué ete au profit du capital »*, il se prononce pour une coopération, notamment européenne, allant de *« l'Atlantique à l'Oural »*.

Un numéro de « Dossiers et documents » sur les relations franco-allemandes

Les « Dossiers et documents » du *Monde* consacrent leur numéro de janvier aux relations franco-allemandes, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de l'Elysée entre la France et la RFA. Le bilan de cette période est résumé en quatre chapitres : de la méfiance à la confiance ; exorciser le passé ; le noyau dur de l'Europe ; ombres et perspectives.

En vente chez les marchands de journaux. 7 F.





Proche-Orient

LIBAN

La « guerre des camps » entre chiites et Palestiniens a pris fin

BEYROUTH
de notre correspondant

Les émeutes de Cisjordanie et de Gaza ont eu pour conséquence positive de régler la guerre chiito-palestinienne des camps, du moins à Beyrouth. Ce qu'il adviendra à long terme de la solution de ce conflit vieux de près de trois ans – guerre dans la guerre du Liban – est une autre affaire. Pour le moment, sur initiative unilatérale de M. Nabih Berri, chef d'Amal, prise en hommage au soulèvement des Palestiniens des territoires, la milice chiite a dégagé les abords des deux camps palestiniens de Beyrouth-Ouest : Sabra-Chatila et Borj-Barajneh. La 6e brigade (chiite) de l'armée libanaise, qui épaulait Amal, a fait de même. Les troupes syriennes, qui contrôlent déjà le secteur musulman de la capitale libanaise depuis février 1987, se sont déployées sur les dix-sept positions ainsi évacuées.

Le siège des deux camps palestiniens, qui durait depuis mai 1985, se trouve donc en principe levé, l'armée syrienne ayant annoncé qu'« *elle traiterait les camps de la même façon que le reste des zones nationales* [c'est-à-dire les secteurs du territoire libanais sous son contrôle], *car la sécurité des camps fait partie intégrante de la sécurité des zones nationales* ».

Si toute la population des camps se trouve soulagée, sur le plan politique ce sont les groupes palestiniens pro-syriens qui devraient être avantagés au détriment du Fath et des *arafatistes en général*. Mais M. Arafat a su, jusqu'ici, malgré son éviction physique du Liban, rétablir une position privilégiée dans les camps palestiniens, de Beyrouth et du Sud principalement.

Le camp de Rachidiyeh, à Tyr, est englobé dans l'initiative de M. Berri, mais l'on n'y est pas encore passé à l'action. Son siège n'a *donc pas été levé, l'armée syrienne* n'étant pas à Tyr, ville trop proche d'Israël. Les camps de Saïda, en revanche, ne sont pas concernés. Et c'est là que la situation est la plus épineuse.

M. Berri, qui a judicieusement saisi l'occasion de se dégager du bourbier de la « guerre des camps », en retire un bénéfice politique sans pour autant laisser les Palestiniens hors contrôle, puisque l'armée syrienne a pris le relais.

LUCIEN GEORGE.

La tension dans le Golfe

Des relèves de navires français n'entraîneront aucun allégement du dispositif

Plusieurs relèves de navires de guerre français dans le Golfe sont prévues, sans pour autant qu'il s'agisse d'alléger le dispositif naval présent, depuis août dernier, de part et d'autre du détroit d'Ormuz. En particulier, le groupe aéronaval autour du porte-avions *Clemenceau* continuera de croiser en mer d'Arabie et un chasseur de mines fera des démonstrations, à des fins de prospection commerciale, à destination de pays du Golfe dont les marines souhaitent s'équiper de cette classe de bateau.

Ainsi, l'escorteur d'escadre *Dupetit-Thouars*, la corvette *Dupleix*, l'aviso-escorteur *Victor-Schœlcher*, les chasseurs de mines *Orion* et *Garigliano*, seront respectivement remplacés sur la zone par le *Du Chayla*, le *Montcalm*, le *Drogou*, l'*Andromède* et le *Cantho*. Il s'agit d'une simple relève, c'est-à-dire que les navires sont remplacés nombre par nombre et que les partants rentrent en France. Le *Clemenceau* reste sur place dans l'immédiat, avec la frégate lance-missiles *Suffren* à ses côtés.

La France reconstitue donc son groupe de chasseurs de mines, qui, avec les *Orion*, *Gariglino* et *Vinh-Long*, ont réussi, depuis plusieurs mois, à neutraliser dix mines au total dans le chenal de Kor-al-Fatan. L'*Orion* était resté dans le Golfe, tandis que, depuis un mois, le *Garigliano* et le *Vinh-Long* étaient en attente à Djibouti. Désormais, le groupe sera constitué, autour de son bâtiment-base, *la Loire*, des chasseurs de mines *Andromède*, *Cantho* et *Vinh-Long*. C'est l'*Andromède*, en service depuis 1984, qui sera chargé des démonstrations au profit de marines des Emirats arabes riverains du Golfe désireuses d'acquérir des chasseurs-dragueurs de mines.

De leur côté, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique, qui ont délégué sur place des bâtiments anti-mines, envisageraient, dans les trois mois, de réduire de moitié leur flotte présente dans le Golfe et de créer un commandement unique de leurs différentes unités sur place. La France et l'Italie ne s'associeraient pas à cette initiative.

Le nouveau « patron » des forces navales françaises de l'océan Indien, le contre-amiral Guy Labouerie, a expliqué que ses navires de guerre apportaient, sans restriction de pavillon, leur assistance aux bateaux marchands, qui étaient attaqués et qui demandaient des secours. Ainsi, la corvette *Dupleix* est venue en aide, samedi 16 janvier, à l'équipage d'un pétrolier libérien pris sous le feu de vedettes iraniennes. Il s'est agi, a dit l'amiral, d'une « *mission humanitaire* ». « *Nous n'hésiterions pas à riposter en cas d'attaque contre un navire marchand français* », a-t-il ajouté.

● **L'Irak annonce un raid contre l'île iranienne de Lavan.** – L'aviation irakienne a lancé, mercredi 20 janvier, un raid contre l'île iranienne de Lavan, à plus de 800 kilomètres des frontières internationales irakiennes. Selon la radio de Bagdad, citant un communiqué de l'état-major, les avions irakiens ont *« détruit et mis le feu »* aux installations pétrolières de l'île, avant de regagner leur base sans dommage. Il s'agit du premier raid irakien annoncé par Bagdad contre un objectif pétrolier en territoire iranien depuis une douzaine de jours. – *(AFP.)*

● **Décès du journaliste égyptien Galal Eddine el-Hamamsi.** – Galal Eddine el-Hamamsi, un des plus grands journalistes égyptiens de tradition libérale, est décédé le mercredi 20 janvier au Caire, à l'âge de soixante-quinze ans, à la suite d'une attaque cardiaque. Ardent défenseur de la démocratie pluraliste et de la liberté de la presse, el-Hamamsi a eu souvent maille à partir avec le pouvoir, notamment sous les présidents Nasser et Sadate. C'est à lui, cependant, que Nasser confia le projet de création de la première agence de presse égyptienne, la Middle East News Agency (MENA), dont il fut en 1956 le premier président-directeur général. Nommé en 1959 rédacteur en chef du quotidien *al-Akhbar*, il fut écarté par Nasser de la rédaction de ce journal dans les années 60. En dépit d'une vieille amitié avec Sadate, il ne tarda pas à se brouiller avec lui et maintint jusqu'à sa mort une attitude d'opposant *« modéré »* exigeant toujours une plus grande libéralisation du régime, thème de sa chronique quotidienne « Fumée ». – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Comores

Amnesty International accuse des mercenaires français d'avoir torturé des opposants

Londres. – Amnesty International a demandé, le mercredi 20 janvier, l'ouverture d'une enquête sur les tortures et arrestations consécutives à l'annonce par le gouvernement des Comores d'une tentative de coup d'Etat, le 30 novembre 1987.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, plusieurs opposants au régime du président Ahmed Abdallah sont morts récemment sous la torture lors d'interrogatoires. Parmi eux, Ali Ngaya, vingt ans, Ali Wadili, dix-neuf ans, et Idi Boina, vingt-cinq ans, dont les cadavres mutilés ont été renvoyés à leurs familles. Par ailleurs, plus de quarante personnes, arrêtées après le 30 novembre dernier, sont tenues depuis dans l'isolement le plus complet, sans inculpation ni jugement, précise Amnesty.

Ces interrogatoires et ces arrestations ont été effectués par des mercenaires français commandés par le colonel « Bob » Denard et le major Marques, tous deux chargés de superviser la garde présidentielle comorienne, ajoute Amnesty. – *(AFP.)*

Turquie

Le secrétaire général du PC victime d'un malaise cardiaque en prison

Le secrétaire général du Parti communiste turc (PCT, clandestin), M. Haydar Kutlu, incarcéré depuis novembre dernier, a été victime d'un malaise cardiaque, le mardi 19 janvier, et hospitalisé. Selon la presse turque, il a été reconduit quelques heures plus tard à la prison civile d'Ankara, où il est détenu avec le secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie (POT, interdit depuis 1980), M. Sargin.

M. Ersen Sansal, l'un des avocats des deux dirigeants, a déclaré à la presse que ce malaise résultait des *« tortures »* que MM. Kutlu et Sargin ont subies, ainsi que des *« mauvaises conditions de détention »*.

Les deux responsables communistes avaient été arrêtés le 16 novembre à leur retour d'exil. Accusés d'avoir porté atteinte à l'*« unité nationale »* et d'*« avoir injurié l'Etat turc et tenu à l'étranger des propos affaiblissant les sentiments nationaux »*, ils avaient été condamnés le 5 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat à une peine de soixante-dix ans et trois mois d'emprisonnement chacun. – *(AFP.)*

URSS

Le KGB d'Odessa sur la sellette

Moscou. – La *Pravda* a dévoilé, le mercredi 20 janvier, un nouveau scandale en citant un rapport officiel qui accuse des agents du KGB, des policiers et des juges d'Ukraine d'avoir réduit un policier trop zélé au silence en l'emprisonnant. Le quotidien indique que la conspiration contre A.V. Malychev, chef de la brigade d'Odessa chargée de réprimer les vols de propriété d'Etat, s'est étendue jusqu'au ministère de l'intérieur et aux services du procureur général, à Moscou.

Le rapport cité précise que la plupart des responsables impliqués dans l'affaire ont été démis de leurs fonctions et vont faire l'objet de poursuites. Parmi les fonctionnaires limogés figurent notamment le chef du KGB à Odessa, A.G. Dov-zhenko. Le numéro un régional du PC à Odessa, Anatoly Nochevkine, également membre du comité central du parti, a d'autre part fait l'objet d'un sévère avertissement.

Les extraits du rapport publiés indiquent que le KGB s'est rendu coupable *« de grossières violations des règles sur la détention de personnes faisant l'objet d'une enquête et sur la façon de se comporter avec elles »*. – *(Reuter.)*

YÉMEN DU SUD : sécurité et reconstruction

L'assistance soviétique est sans faille sur le plan militaire et mesurée en matière économique

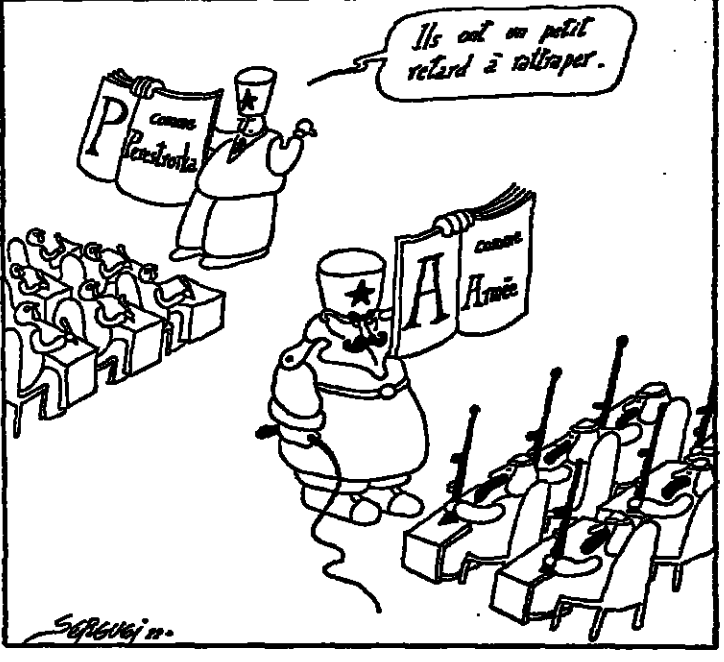
Le nouveau siège du comité central du Parti socialiste yéménite (PSY) – un don des pays de l'Est – *a été construit dans le plus pur style* architectural soviétique. Sur le fronton, tout blanc comme le reste de l'édifice, trois figures féminines forment une chaîne de leurs bras tendus, symbolisant la solidarité prolétarienne. Au fond de l'immense cour intérieure du bâtiment en forme d'U, le principal hall d'entrée, décoré des bustes de Marx, Engels et Lénine, situe tout de go le PSY dans la famille des partis communistes orthodoxes. Apparemment *soucieux de ne pas effaroucher leurs* voisins arabes, les dirigeants sud-yéménites ne se réclament pourtant jamais du marxisme-léninisme et préfèrent se dire adeptes du socialisme scientifique.

Les grands principe du marxisme-léninisme sont enseignés, à deux pas du siège du comité central, dans l'immense bâtiment, tout aussi blanc, qui abrite l'Institut du socialisme scientifique. Créée en 1972, cette université unique en son genre dans le monde arabe, dispense aux Yéménites les rudiments de l'idéologie communiste sous la direction d'une équipe de professeurs surtout composée d'Allemands de l'Est et de Soviétiques, auxquels se sont joints *depuis un certain temps des Sud-*Yéménites.

Coïncidence ou nécessité logique, cet ensemble politico-pédagogique se trouve à une centaine de mètres à peine du complexe de l'ambassade soviétique : une dizaine de bâtiments à l'aspect paisible et provincial, peints en vert et blanc et hérissés d'une forêt d'antennes. Tout alentour, d'autres résidences tranquilles abritent une partie des Soviétiques qui, sous diverses casquettes, travaillent à Aden. Combien sont-ils au Yémen du Sud ? Aucun chiffre précis n'est disponible. Les estimations varient entre quatre mille et dix mille, tout compris : personnel diplomatique, experts militaires, techniciens civils et leurs familles. Les kremlinologues d'Aden, plus ou moins bien renseignés, pensent que le chiffre de six mille est assez proche de la réalité.

Mais pour le commun des mortels, ils sont beaucoup plus nombreux, car *« on les voit partout »*. A Issoua, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Aden, sept cents d'entre eux, installés avec leur famille dans un village voisin, participent depuis 1982 à la construction *de la plus importante centrale électrique du pays*. Les travaux, qui n'en finissent plus, sont l'objet de fréquents quolibets alimentant une sourde campagne antisoviétique. En fin de semaine, les soirées de kat (1) délient parfois les langues. On entend alors souvent des propos peu amènes à l'égard des Soviétiques, qualifiés de *« nouveaux colonisateurs »*.

Ces derniers ont apparemment des consignes très strictes de ne pas se mêler à la population. *Ils ne se* déplacent en général qu'en groupe dans des autobus oranges spécialement mis à leur disposition. *Les boutiquiers de Steamer Point, un quartier proche du port, qui faisaient des affaires d'or avec les marins britanniques il y a une vingtaine d'années, ont rebaptisé de noms russes leurs échoppes remplies de gagdets électroniques démodés. Mais ils se plaignent des mauvaises affaires qu'ils font avec les marins et touristes soviétiques, lesquels, déplorent-ils, *« ne dépensent pas beaucoup »*.




Le manque de contacts des Soviétiques avec les Yéménites à tous les niveaux explique en partie, semble-t-il, qu'ils n'aient pu prévoir les événements dramatiques de janvier 1986. Certes, ils savaient que quelque chose se tramait. Mais ils ne s'étaient jamais imaginés que la crise pourrait prendre une tournure aussi sanglante. Aussi s'efforcent-ils maintenant de resserrer leurs rapports politiques avec les dirigeants d'Aden, *sans trop se faire* d'illusions quant à leur influence sur le cours des événements, qui demeure, selon eux, aléatoire.

Toutes les tentatives qu'ils ont déployées récemment en vue d'introduire *un soupçon de « glasnost »* et de *perestroïka* dans la vie politique d'Aden se sont révélées infructueuses. Nous ne pouvons dans ce domaine, répètent-ils avec résignation à leurs interlocuteurs, que *« prodiguer des conseils dans l'espoir qu'ils seront entendus »*. Ainsi ont-ils tour à tour, mais en vain, conseillé aux dirigeants d'Aden de se réconcilier avec l'ancien président Ali Nasser, de suspendre ou de modifier le cours des procès politiques *de ses anciens partisans et*, comble de paradoxe, de se montrer moins *« doctrinaires »* dans leurs décisions quotidiennes.

En réalité, le seul domaine où la coopération est sans faille est celui de l'aide militaire, que l'URSS fournit apparemment sans compter. Les grandes manœuvres qui ont eu lieu récemment dans le désert, près d'Aden, ont montré, selon l'avis des experts militaires, que non seulement les Russes avaient comblé les pertes en matériel de l'armée, mais que celle-ci avait, en outre, été dotée d'équipements modernes et perfectionnés aussi variés qu'abondants.

Apparemment, il n'existe aucun problème entre les militaires sud-yéménites et leurs conseillers soviétiques, qui, nombreux sur le champ de manœuvres, n'arrivaient pas à dissimuler leur satisfaction devant les *« prouesses »* de leurs élèves, selon eux *« très doués »*. Tout semble par ailleurs indiquer que ces manœuvres, qui se sont déroulées en présence d'une importante délégation politico-militaire nord-yéménite, avaient la valeur d'un *« message »* adressé au Yémen du Nord, dont l'armée s'est récemment montrée quelque peu belliqueuse à la frontière.

A ce propos, les experts russes qui conseillent et entraînent également les militaires de Sanaa, reconnaissent en privé que ceux du Sud surpassent de loin leurs homologues du Nord dans l'art de la guerre et qu'ils ont réussi à surmonter en deux ans le lourd handicap de la guerre civile.

Le rôle des militaires

L'armée d'Aden a, en outre, l'avantage d'être hautement politisée et motivée. Un militaire sur trois est membre du parti. Cette proportion est plus élevée s'agissant des officiers. Ce sont pour la plupart de jeunes cadres du parti formés dans les pays de l'Est, après avoir été recrutés au sein de l'ACHID (Union de la jeunesse démocratique *du Yémen*), *la seule organisation de* masse demeurée à l'écart des querelles de factions et qui constitue le vivier d'où le parti et l'armée tirent leurs plus fidèles serviteurs.

Affirmer, comme certains le font, que les Soviétiques ne verraient pas d'un mauvais œil une prise du pouvoir par les militaires, qui mettrait une fois pour toutes fin aux querelles de clans, serait cependant aller vite en besogne. Ceux qui avancent cette possibilité font valoir que l'armée est la seule organisation disciplinée du pays, qu'elle ne comporte pas, du moins pour l'instant, de tendances rivales, et qu'elle pourrait facilement imposer un *« ordre »* que le parti *divisé est incapable* d'assurer.

Selon ces mêmes sources, Moscou souhaite, dans ce but, la promotion politique de l'*« homme fort »* de l'armée, le colonel Haitham Qassem Taher, vice-ministre de la défense et chef d'état-major. Il s'était illustré en janvier 1986 à la tête du corps des blindés qui, partis de la caserne Salah-el-Dine, avaient fait pencher le sort de la bataille en faveur d'Abdel Fattah Ismail. Le colonel Haitham est depuis février 1986 membre titulaire du comité central, et il vient d'être promu membre suppléant du bureau politique et ministre de la défense.

L'éventualité d'une prise du pouvoir par le colonel Haitham serait, toujours selon ses sources, d'autant plus acceptable par les Soviétiques *qu'il fait partie du clan des « fatahistes »*, dont l'attachement à l'URSS demeure inconditionnel. C'est là où pèche le raisonnement de ceux qui estiment qu'un coup bonapartiste est possible à Aden : pourquoi, en effet, s'emparer d'un pouvoir que l'on contrôle pratiquement déjà ? Le recours à l'armée serait plutôt l'ultime solution envisagée au cas où la lutte pour le pouvoir prendrait à nouveau une forme aiguë susceptible de mettre en danger l'existence du régime.

Priorité au développement

On n'en est pas là, et les militaires *épaulés par les Soviétiques* veillent à ce qu'un tel affrontement ne se reproduise plus. Pour l'instant, les Soviétiques *répètent à qui* veut les entendre – par le truchement des diplomates des pays de l'Est en poste à Aden – que *« la place des militaires est dans les casernes et nulle part ailleurs »*, que *« leur rôle devrait se limiter à la défense des frontières du pays »* et *« qu'en fin de compte un seul Jaruzelski suffit »*.

Moscou estime qu'une fois la sécurité des frontières garantie, la priorité devrait être d'assurer l'indépendance économique du pays. M. Kadyrov, chef de la mission économique soviétique à Aden, a créé une certaine sensation, en octobre, en invitant, lors d'une conférence de presse, les Yéménites à en finir avec la *« politique politicienne »* et à s'atteler à la tâche prioritaire de la reconstruction afin de garantir l'*« autosuffisance du pays »*.

La chaude recommandation de M. Kadyrov, interprétée comme une mise en garde sans équivoque, n'est pas apparemment dépourvue de préoccupations égoïstes. Le Yémen du Sud a coûté et coûte encore cher au contribuable soviétique (en 1985, le total de la dette envers l'URSS se montait à plus de 550 millions de dollars). *Les dégâts infligés à l'économie du pays à la suite des événements de janvier 1986* – estimés à plus de 140 millions de dollars – ont dû certainement grever lourdement les finances de Moscou, contraint de faire preuve d'*« internationalisme prolétarien »*.

Mais trop, c'est trop, et un certain esprit cartiériste est en train de se développer chez les Soviétiques. Ceux-ci répètent à leurs interlocuteurs qu'il est grand temps que les Yéménites prennent en main leur propre sort. Invoquant le sacro-saint principe de *« la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays frères »*, ils soulignent que *« c'est aux Yéménites eux-mêmes de trouver la clé de leurs problèmes économiques »*.

L'aide étrangère, ajoutent-ils, ne doit plus être indispensable. A bon entendeur, salut. En attendant le jour où le Yémen du Sud atteindra son autosuffisance, ils se déclarent toutefois prêts à poursuivre, toujours au nom de *« l'internationalisme prolétarien »*, leur assistance économique et financière.

Les délégations en tout genre se succèdent à une cadence de plus en plus accélérée à Aden, pour qui un effort particulier a été consenti afin de hâter la mise en route de plusieurs projets économiques. Mais il ne faut pas s'attendre à des miracles : il n'y aura *pas de plan* Marshall soviétique. Le mot d'ordre en vogue ressemble à s'y méprendre au vieil adage *« Aide-toi, et le ciel t'aidera »*, *« mais dans la mesure du possible »*, les Soviétiques ayant, de par le monde, d'autres obligations et affrontant, soulignent-ils – « glasnost » oblige, – leurs propres problèmes économiques.

La panacée pétrolière

L'URSS avait pris, il y a un an, la *« décision politique »* de tout mettre en œuvre afin de faciliter la découverte de pétrole. Elle semble avoir tenu sa promesse. Trois gisements de pétrole *« de bonne qualité et en quantité commercialisable »* ont été mis à jour à Chabwa, près de la frontière avec le Yémen du Nord, à proximité des champs de Mareb *découverts au nord en 1984*, par lacompagnie américaine Hunt.

D'après les premières estimations, *les réserves atteindraient 1 milliard* de barils, mais les techniciens russes ont, jusqu'à présent, refusé par prudence de confirmer ce chiffre, précisant que les forages en activité n'étaient que des puits de recherche et non de production. Il faudra probablement attendre le début de 1990 pour pouvoir commercialiser l'or noir.

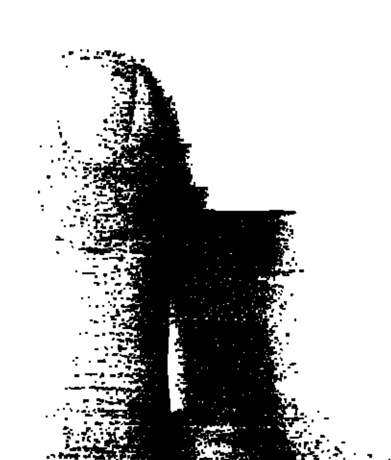
L'annonce de cette découverte, accueillie à Aden comme une panacée, a envenimé les relations entre les deux Yémens. Les deux pays frères se sont trouvés récemment au seuil d'un nouveau conflit armé, les nordistes estimant que la frontière dans cette région n'était pas tracée d'une manière définitive et réclamant pour Hunt le droit d'y prospecter.

Des négociations sont actuellement en cours pour tenter de régler ce litige qui s'ajoute à un contentieux déjà lourd. Mais, de part et d'autre, des *mesures militaires* ont été prises. Au début de novembre, le Sud a dépêché sur les lieux des renforts de blindés. Une fois de *plus*, on compte, ici et là, sur les Soviétiques, qui ont leur mot à dire dans les deux capitales, pour éviter un affrontement armé.

Les grands problèmes du développement économique du *Yémen du* Sud semblent pour l'instant avoir relégué au second plan les préoccupations doctrinales qui furent en partie à l'origine des crises et règlement de compte plus ou moins violents ayant émaillé les vingt années d'existence de cette république. Toutefois, les divergences politiques et idéologiques, les rivalités et les ambitions personnelles, qui subsistent à l'état latent, pourraient compromettre le nouveau réalisme à l'honneur depuis deux ans à Aden.

JEAN GUEYRAS.

(1) Plante que les Yéménites aiment à mâcher en guise de stimulant.



Asie

La négociation en vue d'un règlement du conflit cambodgien

Le prince Sihanouk propose à M. Hun Sen la formation d'un gouvernement sans les Khmers rouges

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, ont une deuxième et dernière journée d'entretiens, le jeudi 21 janvier, au pavillon Henri-IV de Saint-Germain-en-Laye. Ils ont projeté de se retrouver en avril en Corée du Nord. Sur proposition du prince Sihanouk, d'autres sessions sont prévues, plus tard, en France puis en Inde.

Qui débarrassera le Cambodge des Khmers rouges ? Equipés par la Chine, les responsables du génocide disposent encore d'une force de guérilla de quelque trente mille hommes qui fait moins parler d'elle parce qu'elle ne fait pas le poids face à une centaine de milliers de Vietnamiens et, aussi, parce qu'elle consacre davantage d'énergie – depuis l'ouverture d'un dialogue entre le prince et Phnom-Penh – à un travail de pénétration politique qu'à monter des embuscades.

En huit ans, l'armée vietnamienne n'est pas parvenue à les éliminer. Et il n'y a pas de raison qu'elle y arrive d'ici à 1990, date à laquelle Hanoï s'est engagé à retirer toutes ses troupes du Cambodge. Qui plus est, en cas de retrait unilatéral vietnamien sans contrepartie, les Khmers rouges ne feraient sans doute qu'une bouchée de l'armée de Phnom-Penh.

M. Hun Sen en a pratiquement fait l'aveu, mercredi, au cours de sa première journée de travail avec le prince Sihanouk, en liant l'établissement d'un calendrier de retrait vietnamien à *« l'élimination des Khmers rouges en tant que force militaire »*, si l'on en croit le prince Ranaridh, porte-parole et fils de Norodom Sihanouk.

« Hun Sen a même demandé à mon père d'éliminer les Khmers rouges. Comment voulez-vous que le prince Sihanouk réussisse là où 140000 Vietnamiens ont échoué ? C'est ce que lui a répondu mon père », a ajouté le prince Ranaridh. Autrement dit, au cours de discussions serrées et qui s'annoncent longues, le prince Sihanouk et M. Hun Sen ont encore, et avant tout, à trouver un accord susceptible de satisfaire Pékin, afin que les Chinois cessent toute aide à leurs protégés.

Un nouvelle donne

M. Hun Sen n'a donc, mercredi, avancé aucune offre nouvelle. Il a proposé, après l'intervention d'un règlement politique, un retrait vietnamien étalé sur trente mois, ce qui correspond pratiquement, puisqu'on est déjà en janvier 1988, au calendrier promis par les Vietnamiens depuis plusieurs années. Il a réclamé la formation d'un gouvernement de coalition après la tenue d'élections dans le cadre de la « République démocratique » du Cambodge, le régime actuel de Phnom-Penh.

Le prince Sihanouk, toujours selon son fils, lui a répondu qu'il continuait d'exiger le *« démantèlement »* de cette République démocratique et qu'il tenait à la formation d'un *« gouvernement d'union nationale »* avant la tenue d'élections. Il a été *« catégorique »* sur deux points, a insisté le prince Ranaridh. Mais c'est à ce stade de la conversation que Norodom Sihanouk a avancé un pion qui devrait avoir une sérieuse incidence sur les négociations à venir.

D'abord, il a déclaré qu'en cas de *« dissolution »* de la « République populaire » de Phnom-Penh, il *« quitterait »*, de son côté, la République démocratique, dont il est le président, qui est reconnue par l'ONU et qui regroupe, outre les sihanoukistes, le Front de M. Son Sann et les Khmers rouges. Dans la même veine, il a indiqué qu'il était prêt à former un *« gouvernement provisoire »* bi-partisan avec M. Hun Sen, au cas où les deux autres factions (M. Son Sann et les Khmers rouges) continueraient de refuser de se joindre à eux. *« Je ne vais pas demander aux deux autres parties de participer. C'est à elles de se joindre à nous s'ils le souhaitent »*, aurait-il dit.

C'est la première fois qu le prince Sihanouk se prononce clairement pour un règlement à deux au lieu de quatre. Cette nouvelle donne a déplacé la balle dans le camp de M. Hun Sen et des Vietnamiens, car, si l'on comprend bien, le prince Sihanouk n'exclut pas, pour gouverner, de s'appuyer sur l'administration actuelle de Phnom-Penh. Cette proposition de « gouvernement provisoire à deux » chargé d'organiser des élections sous contrôle international a dominé la séance de travail de mercredi. La réunion de ce jeudi indiquera si M. Hun Sen dispose déjà d'éléments de réponse. Et desquels.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Washington ajoute la Corée du Nord sur la liste des pays soutenant le terrorisme

Le département d'Etat américain a décidé, le mercredi 20 janvier, d'ajouter la Corée du Nord à sa liste de pays soutenant le terrorisme. Cette mesure fait suite à l'attentat perpétré en novembre contre un avion sud-coréen ; Washington a estimé qu'il existait des preuves *« très convaincantes »* de la culpabilité du régime de Pyongyang dans cette affaire. Les autres pays figurant sur cette liste sont la Libye, l'Iran, la Syrie, le Yémen du Sud et Cuba ; les Etats-Unis leur imposent des restrictions commerciales et votent contre tout prêt en leur faveur par les organismes financiers internationaux. Le porte-parole du département d'Etat a appelé la communauté internationale, y compris les pays ayant des relations étroites avec Pyongyang, à condamner l'*« acte terroriste »* contre l'avion sud-coréen et à prendre les *« mesures appropriées »*.

Le président Reagan a cependant déclaré, jeudi, dans une interview au quotidien japonais *Mainichi*, qu'il souhaitait que la Corée du Nord participe aux Jeux olympiques de Séoul. Il s'est déclaré heureux que l'URSS et les pays de l'Est aient accepté d'y participer, ajoutant : *« Nous espérons tous un apaisement des tensions dans la péninsule coréenne, ainsi que la réussite des JO, des événements qui pourraient contribuer à l'amélioration des rapports Est-Ouest. »*

Pour faciliter la bonne marche des JO, Séoul a décidé d'autoriser la présence sur son territoire d'un *« quasi-consul »* soviétique chargé des affaires consulaires concernant les délégations, les athlètes, les journalistes et les touristes soviétiques pendant les Jeux. Mais, a déclaré à l'agence sud-coréenne Yonhap une source gouvernementale de Séoul, *« il ne s'agira que de fonctions temporaires et cette mesure ne peut en aucun cas être considérée comme un pas vers la normalisation entre Séoul et Moscou »*. – *(AFP, UPI, Reuter.)*

● **TAIWAN : le droit de manifester autorisé.** – Le président Kee Teng Hui a promulgué, le mercredi 20 janvier, une loi autorisant les manifestations de rue à Taiwan, où elles étaient interdites depuis trente-neuf ans. Seules demeurent interdites celles qui *« violent la Constitution, prônent le communisme ou la sécession »*. Les organisateurs de manifestations devront prévenir la police sept jours à l'avance et ne pourront défiler dans un rayon de trois cents mètres autour de quarante et un lieux, notamment le palais présidentiel, les installations militaires importantes ou les aéroports. – *(AFP).*

PHILIPPINES

Le général Ramos est nommé ministre de la défense

Le général Fidel Ramos a été nommé, le jeudi 21 janvier, ministre de la défense en remplacement de M. Rafel Ileto, démissionnaire.

MANILLE
correspondance

M. Rafaël Ileto, général en retraite, était mécontent de l'état actuel des forces armées et de la stratégie globale du gouvernement. Il ne manquait pas de critiquer en privé les faits et gestes de son principal collaborateur, le général Fidel Ramos. Dans sa lettre de démission, datée du 14 janvier et rendue publique jeudi, M. Ileto évoque son *« mécontentement de la façon dont le gouvernement et la hiérarchie militaire étaient censés* [le] *soutenir... »*.

M. Ileto avait remplacé, en novembre 1986, M. Juan Ponce Enrile, limogé du ministère de la défense à la suite d'une tentative de coup d'Etat menée par ses partisans.

Le départ de cet homme discret et fier de soixante-sept ans, ancien spécialiste de la lutte antiguérilla, augure mal d'un renouveau de l'ensemble de l'appareil militaire. Diplômé de West Point, il était souvent accusé par la gauche d'être l'*« homme de Washington »*. Il affirmait, il y a quelques mois, son intention à la fois de réduire les effectifs *« artificiellement gonflés »* de la troupe et de mettre au rebut un matériel militaire soit peu conforme aux *« besoins urgents »* de l'armée, soit tellement chers à entretenir, que la simple possession de *« cet attirail »* gênait les opérations contre les insurgés communistes. En particulier, le ministre de la défense s'offusquait de ce que les soldats *« paresseux »* se déplacent continuellement *« en camions »*, et donc tombent *« dans des embuscades sans fin... »*.

K. G.-B

Amériques

ÉTATS-UNIS : la pré-campagne électorale

Nouveaux ennuis pour Gary Hart

WASHINGTON
de notre correspondant

Les choses se gâtent pour Gary Hart, le plus connu mais aussi le plus fragile des candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle : il aurait, *pour financer sa campagne électorale*, bénéficié *« illégalement »* des largesses d'un producteur de cassettes vidéo qui s'enrichit en travaillant pour Jane Fonda et pour *Playboy*. Les sommes en jeu ne sont pas considérables — *quelques dizaines de milliers* de dollars en tout — au regard de ce que coûte une campagne électorale. Mais en acceptant — sciemment ou non — ces contributions, Gary Hart ou ses



collaborateurs prêtent le flanc à une accusation embarrassante : celle d'avoir violé les règles de financement des campagnes, très pointilleuses dans la lettre, *sinon dans l'esprit*, et qui limitent en principe à 1 000 dollars les contributions individuelles.

Ces révélations occupaient mercredi toute la une du *Miami Herald*, le quotidien de Floride qui s'était déjà illustré en mai dernier en annonçant qu'un jeune mannequin, Donna Rice, avait logé dans la maison du sénateur en l'absence de sa femme. La première réaction du candidat a été prudente : il a expliqué, calme*ment, qu'il ne peut être au cou*rant de tout, mais qu'il va procéder aux vérifications nécessaires et soumettre ses comptes aux autorités compétentes.

L'affaire, cette fois, n'est peut-être que bénigne. Elle tombe, cependant, au plus mal pour un homme qui affirme sans cesse être *« revenu dans la course »* pour défendre ses idées, mais n'arrive décidément pas à se débarrasser du parfum de *scandale qui entoure sa per*sonne.

« Seul contre tous »

Gary Hart a peu d'argent, encore moins d'organisation, et a déjà contre lui l'*establishment* démocrate et la quasi-totalité de la presse : il lui faudrait vraiment un talent surprenant pour réussir, à trois semaines du début des primaires, à se sortir de ce mauvais pas, à tirer parti de cette situation de « seul contre tous ».

Pour comble de malheur, Gary Hart a, de l'avis général, raté sa première participation à un débat *télévisé avec tous les autres can*didats démocrates, vendredi 15 janvier. On attendait de lui qu'il brille, plane au-dessus de ce lot un peu terne : au lieu de quoi, il s'est fondu dans la masse. Loin de donner de l'élan à sa candidature, *il est resté sur la défensive*, expliquant que, après tout, il ne serait pas, en cas d'élection, le premier président coupable d'adultère... Ce qui est vrai, mais un peu court.

Si elle n'aime, décidément, plus M. Hart — qui, malgré ses malheurs, arrive en tête des intentions de vote dans les Etats du Sud, et en seconde position dans l'Iowa, — la presse s'est découvert, parmi les démocrates, un nouveau chouchou. Un homme d'autant plus sympathi*que qu'il reste collé au plancher* des sondages : Bruce Babitt, quarante-neuf ans, gouverneur de l'Arizona, au physique aussi ingrat que celui de Gary Hart est avenant, mais doté d'un appréciable sens de l'humour et d'*idées plutôt courageuses : il* parle ouvertement de la nécessité d'augmenter les impôts et accuse ses adversaires, qui glissent discrètement sur ce sujet périlleux, de manquer d'honnêteté intellectuelle.

Résultat : Babitt bénéficie d'une certaine estime et — suprême consécration — commence même à attirer le feu de certains concurrents jusque-là condescendants, mais qui commencent à se méfier : tout est possible dans le camp démocrate, où la décantation ne s'est toujours pas faite entre les candidats sérieux et les autres.

Le combat Dole-Bush

Chez les républicains, en revanche, la cause semble entendue et le combat circonscrit : le sénateur Dole et le vice-président Bush se livrent une bataille sans merci, un jour au fleuret moucheté, le lendemain au sabre d'abordage. Aux dernières nouvelles, ils avaient décidé de calmer un peu le jeu, conscients sans doute que, à s'entre-étriper ainsi, ils faisaient surtout le jeu des démocrates.

Mais l'aversion est si évidente entre les deux hommes que de nouveaux et violents assauts semblent inévitables — d'autant que leurs idées politiques ne diffèrent guère et restent d'ailleurs assez floues. C'est donc à chacun de vanter ses propres qualités et les défauts de l'autre, un exercice qui dérape forcément assez vite.

Naturellement, les autres compétiteurs républicains, frustrés, voudraient bien se mêler à cette bagarre au sommet. Pour cela, M. Jack Kemp — l'ancien joueur de football — a décidé, le premier dans cette campagne, d'utiliser l'une des armes favorites de la politique américaine : *les publicités négatives*, les séquences télévisées ou les messages écrits destinés à dénoncer les concurrents. M. Kemp s'en prend donc à la fois à M. Bush et à M. Dole, tandis que le suave et très organisé télévangéliste Pat *Robertson bat la campagne au* milieu d'une caravane d'autobus bourrés de supporters enthousiastes et affirme qu'il dispose d'une armée secrète d'électeurs en puissance.

Les deux autres — le général Haig, qui fut le premier secrétaire d'Etat du président Reagan, et M. Pete du Pont — ne font plus que de la figuration, et, en guise de derniers feux, lancent de temps à autre de féroces attaques contre le vice-président Bush. Le spectacle n'est peut être pas très bon, mais, au moins, il y a de l'action.

JAN KRAUZE.

HAITI

M. Déjoie, l'un des chefs de l'opposition a été incarcéré

L'ancien candidat haïtien à la présidence en novembre 1987 et l'un des principaux opposants au régime militaire, M. Louis Déjoie, a été arrêté mercredi 20 janvier à l'aéroport de Port-au-Prince, alors qu'il rentrait d'un voyage en Amérique du Nord. Il a été incarcéré au quartier général de la police dans la capitale. Cette arrestation survient alors que se poursuit le dépouillement des élections contestées de dimanche dernier. A Miami, un tribunal américain a, par ailleurs, condamné l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, qui se trouve toujours sur la Côte d'Azur, à verser 500 millions de dollars à l'Etat haïtien pour avoir détourné l'aide destinée à la population.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyée spéciale

« La réconciliation nationale » prônée à grand fracas pour tenter d'attirer les électeurs aux urnes dimanche dernier s'amorce bien mal en Haïti. M. Louis Déjoie a été arrêté peu après midi à sa descente d'avion, alors qu'il arrivait de Miami. Il revenait d'une tournée au Canada et aux *Etats-Unis* — deux pays où la diaspora haïtienne est très forte — au cours de laquelle il avait fait valoir ses vues avec une certaine vivacité, voire une certaine imprudence.

C'est ainsi que, à bout d'arguments, au micro d'un journaliste de Radio-Canada, il avait concédé la semaine dernière à Montréal que *« si aucune solution n'était possible, le peuple haïtien devrait se résoudre à prendre les armes »*. Il devait ensuite affirmer au cours d'un meeting à New-York que seul *« un blocus économique total »* serait efficace contre la junte au pouvoir. A-t-on voulu lui faire payer ces propos avec l'arbitraire le plus total ? A moins que l'armée, qui avait déployé une unité anti-émeutes avec matraques et boucliers pour l'arrêter à l'aéroport, ait tout simplement décidé de l'humilier ou de l'intimider en le retenant près de cinq heures au service d'immigration ?

Officiellement mercredi, aucune raison n'était donnée, aucun mandat fourni. Mais le ministère de l'information, manifestement pas prévenu, était incapable de fournir la moindre explication. Seul un haut responsable gouvernemental se contentait, en privé, de présenter la chose *« comme la rançon d'un comportement anticonstitutionnel et antipatriotique »*.

L'internement de M. Déjoie, s'il se prolonge, va donner des armes à une opposition qui cherche désespérément à se faire entendre et à multiplier les interventions publiques. Le Comité d'entente démocratique, dont M. Déjoie fait partie avec trois des principaux candidats qui se sont retirés de la course après les massacres du 29 novembre (MM. Bazin, Gourgue et Claude), avait prévu d'organiser une conférence de presse très attendue. Nul doute que cet incident lui donnera un relief inespéré. D'autant que M. Déjoie appelé « Ti Loulou » est très populaire. Il bénéficie de l'auréole de martyr de son père, Louis Déjoie Ier, que François Duvalier avait spolié de sa victoire aux élections en 1957 et qui est mort en exil.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

ARGENTINE : après la rébellion militaire

Près de 300 mutins vont passer en cour martiale

Buenos-Aires (*AFP, Reuter*). — Quelque trois cents militaires argentins vont être traduits en cour martiale pour leur participation à la rébellion menée par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, ont indiqué des sources militaires argentines. Le commandant de l'armée de terre, Juan Mabragana, a, pour sa part, annoncé que soixante officiers et deux cent vingt-deux soldats avaient été arrêtés après la reddition de Rico, lundi 18 janvier.

A la suite de la rébellion, l'ensemble de la classe politique argentine se demandait, mercredi, quel nouveau tribut pourrait ou devrait à l'avenir payer le pouvoir *pour préserver la loyauté de* l'armée. Le cahier de doléances des militaires est encore bien chargé : ils souhaitent la *« réhabilitation »* politique et morale de leur *« lutte contre la subversion »* et l'élargissement de l'amnistie à la vingtaine d'officiers encore accusés et aux six déjà condamnés. Le président Alfonsin a toujours refusé de souscrire à ces requêtes. En revanche, sur le rétablissement à un *« niveau opérationnel »* du budget des forces armées, le chef de l'Etat a indiqué qu'il n'y était plus opposé, mais que l'économie du pays ne lui permettait pas de procéder à une augmentation significative.

Afrique

TUNISIE

Les élections partielles du 24 janvier auront valeur de test

TUNIS
de notre correspondant

Bien que partielles, les élections législatives qui se dérouleront, le dimanche 24 janvier, dans quatre circonscriptions auront valeur de test pour le pouvoir qui affiche sa volonté d'instaurer un véritable pluralisme politique en même temps qu'il s'attache à réformer le Parti socialiste destourien (PSD) avec lequel il se confond encore.

Après deux semaines de campagne sans incident notoire, vingt-huit candidats briguent les cinq sièges à pourvoir (1) : cinq représentants du PDS, quatre du Parti communiste et dix-sept « indépendants » aux sensibilités diverses mais se réclamant tous *« du changement du 7 novembre »* et qui ont sans doute été encouragés par le succès d'une liste se présentant sous une étiquette identique lors de récentes élections municipales (*le Monde* du 23 décembre).

Deux des trois formations d'opposition officiellement reconnues s'abstiennent de participer à la consultation : le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) estime qu'il serait inconséquent de sa part de postuler des sièges au sein d'une assemblée *« ne représentant ni la réalité ni la diversité de l'opinion tunisienne »*, alors qu'il s'est prononcé pour sa dissolution et l'organisation d'élections générales anticipées, la législature actuelle ne devant se terminer qu'en novembre 1991.

Les concurrents du PSD

Le Parti de l'unité populaire (PUP) se borne à justifier son absence en invoquant *« le caractère limité »* de ces élections qui ne peuvent représenter *« un enjeu politique réel »*.

En revanche, et bien que demandant lui aussi des élections générales anticipées, le Parti communiste présente des candidats dans trois circonscriptions, dont son secrétaire général, M. Mohamed Harmel, à Tunis. C'est une constante : les communistes ont toujours participé aux consultations électorales mais ils donnent à celle de dimanche une signification particulière. *« Ce n'est pas pour nous une question de sièges mais une question de principe*, déclarent-ils. *Nous voulons contribuer à enraciner les traditions démocratiques, à dégager le pays du monolithisme politique, à concrétiser le pluralisme et à permettre à la Chambre des députés de gagner en crédibilité et en représentativité. »*

Les candidats du PSD n'auront pas la partie aussi facile que par le passé lorsqu'ils étaient sans concurrent. Par exemple dans le centre minier de Gafsa, le représentant destourien devra faire face non seulement au communiste dont le parti était implanté dans la région bien avant l'indépendance mais surtout à « l'indépendant » qui jouit dans ce milieu, essentiellement ouvrier, de diverses sympathies syndicales.

A Monastir, la ville natale de l'ancien président Bourguiba qui, de ce fait, conserva durant trente ans de multiples privilèges, le ministre de l'information, M. Addelwahab Abdallah, et le second candidat du PSD ont à surmonter les réserves qui se sont manifestées au lendemain du 7 novembre jusqu'au sein du parti.

Un profil d'« indépendant »

Mais c'est sans doute le scrutin de Tunis où, à la surprise générale, le PSD a désigné le docteur Hamouda Ben Slama pour le représenter, qui retient le plus l'attention des observateurs. Membre fondateur du MDS dont il a démissionné en 1983 pour adopter un profil d'« indépendant » qui lui permettait de se rapprocher du régime et, à l'occasion, de le servir, le docteur Ben Slama n'a adhéré au Parti destourien qu'après le 7 novembre.

Ce choix n'a donc pas été sans heurter nombre de cadres et militants destouriens — et pas seulement parmi les tenants de la stricte orthodoxie — qui évoquent volontiers *« les dangers de l'opportunisme »*. Mais il est aussi significatif de l'intention de la direction du PSD de ne pas changer seulement les méthodes d'action mais également les hommes.

Et puis le docteur Ben Slama a des liens avec les milieux islamiques modérés, dont il partage certaines des vues. Aussi n'est-il pas exclu que son arrivée *« par la grande porte »* au PSD tende à préserver pour le futur les possibilités d'un contact avec ces milieux à défaut d'obtenir leurs voix dans l'immédiat.

Quoi qu'il en soit, le Mouvement de la tendance islamique (MTI) a fait savoir qu'il n'avait donné aucune consigne de vote à ses militants et sympathisants.

MICHEL DEURÉ.

(1) Un siège à Tunis, à Gafsa, à Zagouan et deux à Monastir.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : difficultés en vue pour Mme Thatcher

Le mouvement de grève des infirmières s'étend aux hôpitaux londoniens et écossais

LONDRES
de notre correspondant

Un conflit social d'une ampleur comparable à celle de la grève des mineurs de 1984-1985 est peut-être sur le point d'éclater en Grande-Bretagne. Voilà des semaines, en effet, que se multiplient les signes annonciateurs d'une crise grave dans les hôpitaux publics. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une poignée d'infirmières s'étaient mises en grève pour vingt-quatre heures, le 16 janvier dernier, à Manchester. Un tabou avait ainsi été brisé.

Le mécontentement a maintenant gagné la capitale. Les infirmières de trois grands hôpitaux, Middlessex, Royal-Free et University-College ont voté, le mercredi 20 janvier, en faveur d'une grève d'une journée le 3 février prochain. Des décisions identiques devaient être prises, jeudi, dans cinq autres établissements de Londres.

Le statut des infirmières varie au sein d'un même hôpital. Celles qui relèvent du Collège royal des infirmières se sont engagées à ne jamais cesser volontairement le travail. La majorité d'entre elles n'ont pas prononcé cette promesse mais le poids de la tradition est tel qu'elles se sentent liées par une sorte de contrat tacite.

« Nous avons agi en dernier recours, nous n'avons pas pris notre décision à la légère » : tels sont les propos entendus devant les trois hôpitaux londoniens après le vote de mercredi. Les infirmières recherchent visiblement le soutien du public et n'hésitent pas à expliquer leur action aux simples passants. Elles ont adopté une stratégie très militante qui a décontenancé leurs dirigeants qui depuis des décennies partageaient la même certitude que le gouvernement : ils n'imaginaient pas la possibilité d'une grève dans une telle catégorie professionnelle.

Le gouvernement a fait savoir mercredi qu'il *« regrettait »* ces votes. Le Collège royal des infirmières les a *« condamnés »* au nom de l'éthique. Les revendications des infirmières dont la détermination inquiète les autorités, sont presque exclusivement salariales. Elles sont probablement les employées les plus mal payées du pays puisqu'elles perçoivent entre 6 000 francs par mois pour une infirmière débutante et 10 000 francs pour une surveillante.

Les hôpitaux privés présentés comme modèle

M. John Moore, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a eu bien du mal lors du débat du 19 janvier aux Communes à défendre le bilan du gouvernement dans ce domaine. Face au mécontentement du personnel soignant dans son *ensemble — puisque les médecins se* plaignent pour leur part du manque d'équipements, — il a eu la maladresse de s'en tenir aux vieilles recettes et s'est absolument refusé à demander davantage de crédits au chancelier de l'Echiquier, lequel annonçait pourtant le même jour un excédent budgétaire sans précédent. Il a au contraire invité les hôpitaux à mieux utiliser l'argent dont ils disposent.

La discussion est devenue particulièrement houleuse quand M. Moore, qui a dû abandonner ses fonctions ces deux derniers mois en raison d'une pneumonie, a reconnu qu'il avait été traité dans un hôpital privé. Son appel à prendre davantage modèle sur les établissements privés est très mal passé. Ses projets à plus long terme de faire participer un jour les malades aux frais d'« hôtellerie » (nourriture et hébergement) dans les hôpitaux publics, alors que ceux-ci sont actuellement entièrement gratuits, a soulevé un tollé.

Mme Thatcher a évité jusqu'ici d'intervenir directement. Elle pourra difficilement maintenir cette attitude si le mouvement fait tache d'huile, comme cela paraît vraisemblable. Les syndicats représentant l'ensemble du personnel médical en Ecosse ont décidé en effet, eux aussi, une grève générale, à une date encore indéterminée, pour protester *contre la « privatisation » annoncée* de certaines activités des hôpitaux publics.

Un des grands perdants de cette crise qui s'amplifie pourrait être M. John Moore. Il faisait figure il y a quelques mois encore de successeur potentiel de Mme Thatcher à la tête du Parti conservateur le jour, encore très éloigné, où celle-ci déciderait de passer la main. C'est peut-être intentionnellement que la « dame de fer », souvent machiavélique avec ceux de ses ministres affichant trop d'ambition, lui a confié le portefeuille le plus ingrat et le plus dangereux de son cabinet.

DOMINIQUE DHOMBRES.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Brimades contre le nouveau porte-parole de la Charte 77

En attendant qu'il soit statué définitivement sur la mesure d'éloignement dont il avait été avisé le week-end dernier à la suite de sa nomination comme porte-parole de la Charte 77, M. Stanislav Devaty a dû se plier ces derniers jours à toute une série de brimades de la part des autorités et de son employeur.

Le jeune technicien en informatique, qui avait annoncé qu'il s'opposerait par tous les moyens légaux à son bannissement dans la ville de Poprad, en Slovaquie, s'était présenté, le mercredi 20 janvier, à son poste de travail habituel à la coopérative de Slusovice, en Moravie. Il a été informé par la direction qu'il serait statué définitivement sur son sort dans un délai de trente jours et qu'il était affecté jusque-là dans une ferme d'élevage de bovins dépendant du groupe. M. Devaty a indiqué qu'on lui avait tout d'abord proposé l'équivalent de cinq mois de salaire pour quitter « volontairement » l'entreprise.

Le porte-parole de la Charte a, par ailleurs, été prié de quitter son logement dans la ville voisine de Gottwaldov, jugé désormais trop grand pour lui. Il a également fait état de pressions exercées sur son entourage. Ces mesures, tout à fait inhabituelles ces dernières années, frappent un défenseur des droits de l'homme représentant une génération qui n'a pas connu le « printemps de Prague » et qui a vraisemblablement, aux yeux des autorités, l'inconvénient de militer en dehors des cercles intellectuels habituels de la dissidence dans les grandes villes. — (*AFP*.)

Afrique

88 : ANNÉE DE L'INFO

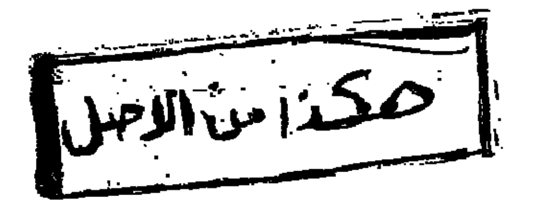
88 JOURNALISTES AU CŒUR DES EVENEMENTS

Philippe ALEXANDRE
Roselyne ARNO
René-Jacques BAPTISTE
Pierre BARETTI
Brice BARRILLON
Serge BAZOLA
André BENEZRA
Jérôme BERNARDET
Hervé BEROUD
Jean-Michel BEZZINA
Jean-Jacques BOURDIN
Georges BOURDOISEAU
Jacques BOUTELET
Emmanuel BRARE
Jean BRETON
Eric BROCARD
Philippe CALONI
Robert CESSIEUX
Philippe CHAFFANJON
Jacques CHAPUS
Pierre-Marie CHRISTIN
Michèle CLAVEAU
Jean-Noël COGHE
Michel COHEN-SOLAL
Jean-Daniel COLOM
Edouard DA COSTA
Robert DARANC
Isabelle DATH
Véronique DE PANAFIEU
Jean-Pierre DEFRAIN
Chantal DELASSUS
Thierry DEMAIZIERE
Thierry DEROUET
Martine DESJARDINS
Jean-Baptiste DUMAS
Jacques ESNOUS
Karim FALL
Remo FORLANI
Bernard GLASS
Jérôme GODEFROY
Florence GODLEWSKI
Béatrice HADJAJE
Laurence HAIM
Alain HAMON
Jean-Yves HOLLINGER
Paul JOLY
Pierre JULIEN
Guy KEDIA
Pierre KOHLER
Alain KRAUSS
Jacques LABIB
Chantal LAIR
Clément LANDRU
Jean-Claude LARRIVOIRE
Robert LASSUS
Michel LEBLANC
Bernard LEHUT
Marc LEROY-BAULIEU
Jacques LIEVIN
Fabrice LUNDY
Catherine MANGIN
Henri MARQUE
Jacques MARTINEZ
Dominique MARTIN
Christian MENANTEAU
Jean MINIER
Philippe NECAND
Christian OLLIVIER
Françoise PARINAUD
Dominique PENNEQUIN
Janine PERRIMOND
Bernard POIRETTE
Claude POZNANSKI
Jean-Michel RASCOL
Philippe ROBUCHON
Christian ROBY
Yves ROGER
Bernard ROSEAU
Marie-Hélène SANS
Jean-Pierre TISON
Isabelle TORRE
Paul-Jacques TRUFFAUT
Marc ULLMANN
Bernard de la VILLARDIERE
Jean-Benoît VION
Thierry WATELET

Direction : Olivier MAZEROLLE et Gérard MERIGAUD

88 C'EST RTL

1ERE RADIO DE FRANCE



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Génération béate...

Comment sortir, lorsque l'on est partisan de M. Barre ou de M. Chirac, du piège d'une campagne présidentielle dominée par la « primaire » interne à la majorité ? En attaquant le candidat socialiste du second tour ! C'est-à-dire, pour le moment, M. François Mitterrand. C'est l'évidence même. Mais l'adversaire n'offre guère de prise. Les chefs de file de la majorité s'en plaignent ouvertement et déplorent, comme M. Philippe Séguin, de ne pouvoir débattre avec un *homme qui n'offre aux Français* qu'une *« sorte de consensus mou »*.

Les barristes s'y essaient, jusqu'à présent sans grand éclat, en évoquant un bilan du socialisme au pouvoir jugé sinistre mais qui, malheureusement pour eux, tend à s'estomper dans la mémoire collective au profit de l'image d'un Mitterrand au faîte de sa popularité.

Ainsi M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, ne soulève-t-il pas la tempête — tout juste trois ou quatre bulles à la surface de l'eau — lorsqu'il affirme que la *« génération Mitterrand »* est celle *« de la retraite forcée, des jeunes mal formés et des chômeurs de longue durée »*.

M. François Léotard avait prévu de parler, dans ce registre, jeudi 21 janvier, à « Questions à domicile » sur TF 1. M. Chirac est entré dans la partie *en accusant le chef* de l'Etat de prendre les Français pour des « béni-oui-oui » qui vont se prononcer sur une simple impression générale.

Il faut atteindre à l'outrance pour produire l'effet polémique. C'est ce qu'a fait M. Albin Chalandon en comparant les relations entre les Français et M. Mitterrand à celles du *maréchal* Pétain avec ses concitoyens au début du régime de Vichy. Il y a des références qui mériteraient d'être maniées avec plus de précautions.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, en sait quelque chose pour avoir eu la malheureuse idée d'évoquer naguère Vichy et la collaboration à propos d'une partie de la droite. Fort de cette triste expérience, il peut aujourd'hui faire remarquer à M. Chalandon que Vichy, c'était aussi *« les juifs, l'étoile jaune, les rafles, la fin de la démocratie et la collaboration avec l'ennemi »*.

L'évocation du régime de Vichy est, par ce qu'elle remue dans les mémoires, parfaitement malhonnête. M. Chalandon s'en est aperçu. Il a très vite *tenté, de modérer ses ardeurs.*

Mal aux oreilles

Celle de la « génération Mitterrand » fait mal aux oreilles. *S'il s'agissait seulement d'une* simple opération de récupération des nourrissons — comme celui de l'affiche qui est aussi celui de M. Séguéla, le publicitaire, — on en rirait. Les nourrissons ne votent pas et, lorsqu'ils *seront en âge de le faire,* M. Mitterrand aura, selon toute probabilité, renoncé à cueillir leurs suffrages. *« Génération Mitterrand »*, si les mots ont un sens, ce n'est pas une plaisanterie. Selon le Petit Robert, génération veut dire : *« Ensemble des êtres qui descendent de quelqu'un à chacun des degrés de filiation. Espace de temps correspondant à l'intervalle qui sépare chacun des degrés d'une filiation (évalué à une trentaine d'années). Ensemble des individus ayant à peu près le même âge. »* Libre à ceux qui se reconnaissent dans cette définition *qui nourrit un slogan à la gloire* de M. Mitterrand d'y adhérer. Libre aux autres de refuser d'être engloutis par un phénomène d'adhésion que l'on voudrait béate non pas à une idée explicitement formulée, mais à un homme.

Comme disait M. Rocard, dans *la Croix*, *« la domination de l'image, dans l'univers de la communication ne facilite pas le passage du rationnel, de l'explicatif »*. A *« génération Mitterrand »*, on répond, de l'autre bord, par Pétain. *« Nous nous amusons, sous prétexte que nous avons une élection présidentielle dans quelques mois, à batifoler sans jamais parler de choses sérieuses »* : qui donnera tort à M. Rocard ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chalandon évoque Pétain à propos des relations entre M. Mitterrand et les Français

« Cela me rappelle le maréchal Pétain » : M. Albin Chalandon a déclenché une vive polémique avec les socialistes, en comparant, le mercredi 20 janvier, les relations entre le chef de l'État et les Français à celles qui s'étaient établies, au début du régime de Vichy, entre le maréchal Pétain et les Français.

« Les relations entre le président de la République et les Français tiennent de celles du père et des fils », a déclaré le garde des sceaux. *« C'est irrationnel »*, a-t-il ajouté, en estimant que le climat ainsi créé risque de fonder la campagne présidentielle sur *« la démagogie du mou et du flou »*. *« Le phénomène est moins fort »* que sous Pétain, a cependant admis M. Chalandon.

Le garde des sceaux, après que les socialistes eurent commencé à lui répliquer, a nuancé cette appréciation. Il n'était pas question, dans son esprit de *« mettre en cause »* le président de la République, a-t-il expliqué : *« J'ai parlé de l'attitude des Français à l'égard du maréchal Pétain. En 1940-1941, par exemple, c'étaient des relations d'un père ou d'un grand-père avec des enfants. C'est cela que j'ai voulu dire. Je crois qu'actuellement certains Français sont dans la même attitude. Ce n'est pas le président de la République qui est en cause. C'est l'attitude des Français à son égard. »*

M. Alain Juppé, porte-parole de campagne de M. Chirac, a simplement déclaré, le jeudi 2 janvier : *« L'histoire ne se répète jamais. »*

« L'étoile jaune »

« M. Chalandon a perdu une belle occasion de se taire », a répondu M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, *« il a cru trouver un angle d'attaque, mais il va le regretter longtemps. Ses amis sont fatigués de devoir traîner le boulet chalandon »*.

« C'est médiocre, a estimé M. Laurent Fabius. Répondant à un homme *« pour lequel nous n'avons plus la moindre estime »*, l'ancien premier minstre a ajouté : *« Parmi les amis de M. Chalandon, il y a des hommes qui font alliance avec l'extrême droite tandis que chez les autres, les démocrates, la devise, c'est Liberté, Egalité, Fraternité. Ce n'est pas la même chose. »*

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, parle de *« rare bassesse »* et conseille à M. Chirac de placer son garde des sceaux au *« repos forcé »*. M. Jack Lang recommande, de surcroît, à M. Chalandon de mettre *« un peu de valium dans son potage » « Embourbé dans les affaires, M. Chalandon perd pied »*, dit-il.

M. Lionel Jospin remarque que le régime de Vichy, ce n'était pas une relation *« père-fils »* entre le maréchal Pétain et les Français, *« c'étaient les Juifs, l'étoile jaune, les rafles, la fin de la démocratie, la collaboration avec l'ennemi »*. *« M. Chalandon*, a-t-il dit à Europe 1, *glisse sur un terrain sur lequel il vaudrait mieux qu'il soit silencieux »*.

M. Chirac quitte la présidence du RPR

Le congrès extraordinaire du RPR, instance statutaire prévue notamment à cet effet, choisira, le dimanche 24 janvier, *« le candidat auquel le mouvement apportera son soutien »* pour l'élection présidentielle. M. Jacques Chirac interviendra en conclusion de cette réunion qui se déroulera au Bourget et qui regroupera quelque quatre mille mandataires.

M. Chirac indiquera alors qu'il se met en congé de présidence du RPR. Son intérim sera assuré, comme lorsqu'il fut candidat à l'Elysée en 1981, par un triumvirat composé du secrétaire général du mouvement et des présidents des deux groupes parlementaires, MM. Messmer et Romani. Avant l'intervention du candidat, prévue pour l'après-midi, les mandataires auront voté leur soutien.

La procédure ainsi retenue est donc sensiblement la même que pour la dernière élection présidentielle. Toutefois, le samedi 7 février 1981, M. Chirac n'avait pas participé au congrès extraordinaire du RPR qui s'était tenu au Parc floral de Vincennes. Le président du mouvement avait alors obtenu 95,40 % des suffrages en faveur de sa candidature alors que M. Michel Debré, qui devait se présenter également au premier tour de l'élection présidentielle du 26 avril, recueillait 2,88 % des mandats sur son nom.

M. Chirac avait attendu le 10 février pour exposer longuement son programme au cours d'une conférence de presse dans un grand hôtel parisien après avoir annoncé sa candidature le 2 février par un communiqué.

Parmi les autres candidats à cette élection, M. Debré avait annoncé sa décision dès le mois de juin 1980 depuis la mairie d'Amboise ; M. Rocard l'avait fait à Conflans-Sainte-Honorine en octobre avant de se retirer le mois suivant lorsque M. Mitterrand avait annoncé la sienne. M. Giscard d'Estaing ne devait annoncer qu'il briguerait un nouveau mandat en tant que « citoyen-candidat » que le 2 mars 1981.

M. Chirac avait choisi, il a sept ans, comme directeur de campagne, M. Francis Le Corno, administrateur civil, M. Charles Pasqua ayant le titre vague mais l'autorité multiforme de « coordonnateur » et M. Pierre Messmer présidant le comité national de soutien.

Le siège de la campagne électorale de M. Chirac avait été établi rue de Tilsitt dans un des hôtels des Maréchaux qui bordent la place de l'Etoile, là même où, en 1967, se trouvait le secrétariat d'Etat aux affaires sociales chargé de l'emploi qui avait été le premier poste ministériel du député de la Corrèze.

Aujourd'hui, M. Chirac installe son état-major près de l'église Saint-Augustin, rue du Général-Foy, du nom de ce général qui a successivement servi dans les armées de la République et de l'Empire avant de devenir comme député le défenseur des libertés individuelles et de la presse.

A. P.

Les comités « Avec François Mitterrand » présents dans tous les départements

Les comités « Avec François Mitterrand », créés le 26 novembre dernier (*le Monde* du 27 novembre 1987) à l'instigation du club de gauche Espaces 89, devaient réunir leur deuxième assemblée générale à Paris, le jeudi 21 janvier. Selon Mme Nathalie Krikorian, secrétaire générale, ces comités — qui ont vocation à soutenir l'*« action »* de M. Mitterrand avant de se transformer en comités de soutien à sa candidature — couvrent dès maintenant l'ensemble des départements.

Mme Krikorian souligne, sans s'en étonner, l'*« ampleur »* du succès de ces comités (l'adhésion à ces comités est payante), qui veulent d'abord regrouper des soutiens du président non-membres du PS.

Ces comités, qui reçoivent notamment le soutien logistique de M. Paul Quilès, ancien ministre socialiste et ancien directeur de la campagne de M. Mitterrand en 1981, ont déjà récolté, selon leur président, M. Alexandre Medvedovsky, trente-cinq mille signatures de soutien au président sortant.

Ces comités sont dotés de structures spécifiques, chez les jeunes et dans les divers catégories socioprofessionnelles, afin de lancer des appels de soutien « ciblés » par catégorie. Les comités « Avec François Mitterrand », qui ont créé un badge portant leur slogan, disposent désormais d'un argumentaire à périodicité bimensuelle.

M. Rocard : « L'élu, quel qu'il soit devra mettre en œuvre mes conceptions »

M. Michel Rocard a réuni, le mercredi 20 janvier au Palais des congrès, porte Maillot à Paris, mille trois cents de ses partisans, au cours d'un dîner organisé par les clubs Convaincre de et d'Ile-de-France. Indifférent aux rumeurs sur son éventuel retrait de la compétition présidentielle, M. Rocard a longuement développé ses thèmes favoris et présenté les cinq priorités (Europe, éducation, emploi, exclus, environnement) de son programme présidentiel.

L'ancien ministre a souligné : *« Nous ne voyons de remèdes à nos difficultés que dans le retour à une grande croissance, qui est désormais exclue parce que ses deux ressorts principaux — l'énergie et l'argent disponible à vil prix — ont disparu (...). C'est terminé, nous ne reverrons plus la grande croissance. »* M. Rocard a également soutenu que l'ère de *« l'Etat riche »* est également « terminée », notamment parce que *« ce que nous lui demandons, l'éducation, la police, la justice, la défense, la santé pour une large part, sont des domaines où les coûts s'accroissent plus vite que la production du pays »*.

Le député des Yvelines a rappelé sa *« conviction »* que *« toutes les réponses techniques sont à peu près inventoriées »* et que *« ce qui fera la différence tiendra aux raisons pour lesquelles on retiendra certaines à l'exclusion des autres »*.

Si l'*« on convient maintenant que le social tient l'économique »* M. Rocard voudrait ajouter que *« l'éthique collective (...) tient le social »*.

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a énuméré les problèmes — *« la vie, l'argent, l'information, la violence »* — auxquels sont confrontées les sociétés modernes. A propos de l'argent, il a lancé : *« Ma conviction est maintenant faite que la vraie question se situe en amont de la réflexion scientifique. Elle est de savoir s'il doit (...) exister une déontologie. » « L'argent*, a-t-il ajouté, *est un des signes de la réussite, il n'est pas la réussite elle-même. »*

L'ancien ministre a conclu en rappelant son attachement à l'idée de *« gouverner autrement »* et en indiquant : *« Nul ne sait, je dis bien nul ne sait qui sera le prochain président. Ce choix dépend des Français au vu de la liste définitive des candidats, mais, quel que soit l'élu, heureux au soir du second tour mais assailli de difficultés dès le lendemain, il lui faudra impérativement mettre en œuvre les conceptions que je viens de définir, car il n'y a pas d'autres possibilités qui permettent un espoir. »*

Ainsi auto-intronisé maître à penser de l'ensemble des candidats éligibles, M. Rocard s'est borné, pour l'actualité récente, à une brève allusion ironique sur la nécessité, pour se faire entendre et *« dominer le bruit du monde »*, de faire événement par *« une déclaration fracassante, une petite phrase assassine voire un dîner inexistant »*.

J.-L.A.

« Reconstruisons la démocratie... »

Dans une interview publiée par *la Croix* datée du 21 janvier, M. Michel Rocard considère qu'il faut refuser au pouvoir politique *« la prétention à fabriquer le bonheur »*. *« Il a assez à faire pour assurer les conditions minimales de ce bonheur : la liberté, la paix, la sécurité, un revenu, un emploi, une formation »*, précise-t-il avant de se féliciter d'un déclin des idéologies.

L'ancien ministre poursuit : *« Un peu partout dans le monde, on découvre qu'[elles] sont dangereuses, toxiques, qu'elles n'aboutissent qu'à de mauvais résultats dans la gestion des sociétés (...) Je me refuse à voir un parti politique détenteur d'une majorité politique au Parlement imposer sa manière de voir les choses. Je pense à cet égard que c'est à la société civile de parler. L'Etat est là pour faire marcher l'eau, le gaz, l'électricité, la police, la justice, la sécurité et l'école. Il ne faut pas lui en demander trop. Si on le sacralise, il usurpe des fonctions. »*

Constatant que *« nos sociétés sont de plus en plus ingouvernables »*, M. Rocard observe : *« Nous nous amusons, sous prétexte que nous avons une élection présidentielle dans quelques mois, à batifoler sans jamais parler des choses sérieuses. Nous vivons au rythme des sondages mensuels. Nous ne percevons plus les évolutions longues. Reconstruisons la démocratie en remettant le politique à sa place : il peut nuire.*

» Il y a six mille ans d'histoire : comment connaît-on les civilisations qui nous ont précédés ? Par les architectes, sculpteurs, peintres, leurs écrivains, Homère, leurs philosophes, Socrate, Platon, etc. Et les politiques, on les connaît quand ce sont de grands tueurs. Dans les grandes périodes de culture et de paix, les politiques, on ne sait plus qui ils sont. Ils ont laissé faire, et ceux-là, ce sont les grands. La grandeur du métier politique tient au caractère pacifique et modeste de ses ambitions. »

POINT DE VUE

La publicité politique

La « génération Mitterrand »

par Jacques Séguéla

POURQUOI cette affiche où s'incruste dans les mots *« Génération Mitterrand »* une main adulte prenant celle d'un enfant ? Parce que me semble venu *le temps d'autres armes*, dans la guerre médiatique. Elles amorcent le grand passage de l'ère de la publicité à celle de la communication : comme la *« Force tranquille »* avait sonné l'An II de la médiatisation présidentielle, enterrant la réclame, à la *« Je lave plus blanc »* giscardo-chiraquienne. Lorsque me fut confiée cette insolite mission médiatique, je suis resté perplexe. Embarras numéro un : peut-on faire une affiche présidentielle sans candidat ? Embarras numéro deux : pourquoi faire une affiche si l'on est convaincu de la médiocre utilité de la publicité politique ? Rien ne m'engage plus que les challenges.

J'étais, en fait, face à la quadrature de la pub. Un message qui puisse à la fois porter la candidature de François Mitterrand, s'il en décide ainsi, ou, qui sait, de celle d'un autre. *Bref, une affiche transmissible. Une* pub est un mariage d'amour entre des mots simples et une image banale que la rencontre sublime. Tout vient des mots d'abord. Le slogan est comme la culture, ce qui reste lorsque l'on a tout oublié. Le concept de « Génération Mitterrand » s'est très vite imposé : il traînait déjà dans les conversations.

Personne ne peut contester au président de la République d'avoir engagé la France dans l'une des plus profondes et nécessaires évolutions de l'après-guerre. Mais génération est aussi création. Or le premier don, me semble-t-il, de François Mitterrand, *est d'être un jardinier des* hommes. De les obliger à pousser plus loin leurs facultés, de les protéger des intempéries de l'époque, de les irriguer de ses propres valeurs de générosité, de solidarité, de paix et d'Europe. Enfin, générer c'est engendrer. *Et aussitôt le déclic se fait.* Car si notre président décide de ne pas se présenter, tout candidat de gauche qui ne se désignerait pas comme son héritier n'aurait que la chance de l'échec.

Restait à trouver le visuel-conjoint. J'ai épuisé quelques trains d'images jusqu'au jour où, déprimé de ne pas avoir trouvé, je me suis enfin posé la question essentielle : *« Si tu n'avais qu'une exigence envers le futur président, quelle serait-elle ? »* La réponse vint, naturelle : *« Que ta fille, qui a un an jour pour jour aujourd'hui, ait un troisième millénaire plus heureux que ce triste siècle qui fut le tien. »*

J'avais trouvé mon modèle. D'autant que le sourire curieux d'un enfant, dans son intemporalité, est rassembleur. Il charrie tous les âges, toutes les inclinations. Je brûlais, mais l'essentiel n'y était pas. Le visuel devait lui aussi être transférable. Ainsi vint l'idée de la main tendue de l'homme vers l'enfant. Cette main, charge à chacun de lui donner un nom.

Il ne manquait plus — pour trouver ma différence, ce hasard et cette nécessité de la pub — que de transformer en un label géant ce qui aurait pu être une affiche comme les autres : un titre, une photo, une signature.

En incrustant l'image dans la typographie, le concept devenait logotype. Un mot-image, unique et multiple à la fois, capable d'identifier le candidat à venir mais dans lequel chacun peut se reconnaître, un symbole des valeurs mitterrandiennes, mais au-delà du président, de tous ceux qui partagent ses idées.

Mais tout ceci n'est que bavardage, le publicitaire propose, et le public dispose. C'est lui qui choisira d'épouser ou non cette affiche au milieu de toutes les autres. Et ce choix-là, bien fat qui saurait le prévoir.

Selon un sondage de BVA

L'écart se resserre entre M. Barre et M. Chirac

M. François Mitterrand confirme sa prééminence aux deux tours de l'élection présidentielle, MM. Raymond Barre et Jacques Chirac ne sont pas départagés et M. Michel Rocard est distancé : tels sont les enseignements du sondage d'intentions de vote réalisé par BVA et publié, le jeudi 21 janvier, dans *Paris-Match* (1).

Soixante trois pour cent des sympathisants de gauche estiment que le président de la République est le meilleur candidat pour représenter la gauche. En tout cas, le chef de l'Etat est largement en tête au premier tour, avec 37,5 % des intentions de vote, tandis que l'ensemble des candidats de gauche rassemblent 45 % des voix (au lieu de 46,5 % en décembre). Au second tour, M. Mitterrand est réélu face à M. Raymond Barre (avec 51,5 % des suffrages au lieu de 53,5 % en décembre) et M. Jacques Chirac (avec 54,5 % au lieu de 55 %).

Le premier ministre a, pour sa part, comblé l'écart le séparant de M. Barre. Pour la première fois depuis juin dernier, une majorité d'électeurs de droite (39,5 % au lieu de 37 % en décembre) jugent que le chef du gouvernement est le meilleur représentant de son camp, alors que 38,5 % des sympathisants de la majorité (au lieu de 40 %) penchent en faveur de M. Barre. Au premier tour de la consultation présidentielle, MM. Chirac et Barre obtiennent respectivement 21,5 % et 22 % des intentions de vote (au lieu de 21 % et 22,5 % le mois dernier) dans l'hypothèse où M. Mitterrand est en lice. Au total, les candidats de droite et d'extrême droite rassemblent, dans cette éventualité, 54,5 % des voix (au lieu de 52,5 %) et 62 % (au lieu de 60 %) lorsque M. Rocard porte les couleurs socialistes.

Ce dernier est de plus en plus marginalisé tant aux yeux des sympathisants de gauche qu'à ceux de l'ensemble de l'électorat. Seuls 12 % des électeurs de gauche pensent que M. Rocard est le meilleur représentant de son camp. C'est là son plus mauvais résultat depuis février 1986, date à laquelle BVA a *pris en compte* l'hypothèse d'une candidature de M. Mitterrand. S'il recueille 26,5 % des intentions de vote (au lieu de 28 %) au *premier* tour, M. Rocard est systématiquement battu au second. M. Barre l'emporte avec 57,5 % des voix et enregistre là son meilleur résultat depuis l'introduction de cette question au baromètre en novembre 1985. Avec 51 % des suffrages, M. Chirac prend, quant à lui, l'avantage, pour la première fois depuis octobre 1986.

(1) Sondage effectué du 4 au 8 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de 2 013 personnes.

Politique

Un point de vue du rédacteur en chef adjoint, contestataire, de « l'Humanité-Dimanche »

L'impasse de Georges Marchais

Invité, par la direction de *l'Humanité* et de *l'Humanité-Dimanche*, à quitter son poste de rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire central du PCF (*le Monde* du 19 janvier), M. Robert Crémieux expose ici les raisons de sa rupture avec M. Georges Marchais et de son soutien à M. Pierre Juquin, candidat rénovateur à l'élection présidentielle.

par Robert Crémieux

JE suis communiste. Je vote Pierre Juquin. Contradiction ? Au contraire. Dans mes raisons d'être communiste, je trouve les meilleurs arguments pour soutenir cette candidature de rassemblement. Elle exprime la volonté de plusieurs familles politiques de la gauche d'ouvrir portes et fenêtres, de faire circuler l'air frais.

Il y a *quelques* semaines, j'étais encore membre du PCF. Je me suis mis depuis, comme on dit, *« de moi-même hors du parti »*. Qu'est-ce qui m'a décidé ? J'ai partagé la démarche des communistes qui vivaient fort mal l'enfermement croissant dans une politique étroite, sectaire. Une politique qui s'est *révélée* incapable de rassembler tous les communistes.

Comme beaucoup, j'ai pensé, j'ai dit jusqu'à ces derniers temps : mon parti est dans l'erreur, mais c'est mon parti. Le vingt-sixième congrès s'est chargé de lever mes derniers doutes. Ce parti-là a été confisqué par la direction à son seul usage.

Combien me disent encore aujourd'hui : *« Je suis d'accord avec toi, mais jusqu'aux élections, je reste « à l'intérieur ». Après, on verra... Sans doute même que pour protester contre la direction... je voterai Juquin. »*

Et Georges Marchais, conscient de l'importance de ce désarroi dans le parti, de s'en prendre à ceux qui attendent *« bien au chaud »* que les lendemains d'élection aient déchanté pour se manifester.

Non, Georges Marchais, ces camarades *n'attendent* pas « bien au chaud ». Ils sont glacés. Ils sont déchirés. Ils vivent la situation actuelle, *pour* nombre d'entre eux, dans le désespoir. Ils sont écartelés entre leur fidélité à leur parti et la conviction *qu'ils* le suivent dans une impasse.

Je le sais, j'ai vécu ce drame.

Et je dis à ces camarades qui se sentent aujourd'hui inutiles, rejetés : venez soutenir la campagne de Pierre Juquin. Vous resterez vous-mêmes, ni plus, ni moins. Venez en ayant la certitude qu'avec les communistes rénovateurs vous ne renoncerez à rien de ce qui fait votre raison d'être, car vous ne demanderez pas à ceux que vous côtoierez qu'ils viennent du PSU, de l'écologie, de l'extrême gauche ou qu'ils soient « inorganisés », de renoncer à être eux-mêmes.

Après avril, on verra, dites-vous. Certes, j'ai la conviction qu'il y aura pour ce mouvement un « après » la campagne présidentielle. Je pense qu'il ne sera jamais trop tard pour nous retrouver, quels que soient nos choix actuels.

« C'est le moment ! »

Mais, franchement, faut-il attendre ? On ne choisit pas la réalité la plus commode pour mener le combat pour la justice, la paix, la démocratie. C'est en fonction des données de cette élection-ci qu'il faut se déterminer. L'enjeu à gauche en est l'amorce d'un processus de renouveau qui ait toutes ses chances au lendemain du vote d'avril.

Rejoignez-nous, c'est le moment. Quelque chose commence où on a besoin des communistes, de leur réflexion politique, de leur expérience de militant, de leur capacité de travail, de leur générosité. Vous irez à la rencontre de gens dont la vocation est de lutter au coude à coude avec vous, quels qu'aient été leurs itinéraires passés, leurs organisations d'origine. La seule chose qu'on vous demandera d'abandonner, c'est l'esprit de boutique.

Votre engagement pour la paix sera conforté par l'option ferme prise en faveur d'un désarmement sans concession. Vous rejoindrez un combat prioritairement axé contre la droite et l'extrême droite.

Vous innoverez sur le terrain européen où les multinationales ont aujourd'hui le champ libre pour construire une Europe du chômage et du surarmement.

« Objection ! », s'insurge Georges Marchais. Pierre Juquin n'est qu'un candidat PS *bis*, sponsorisé par l'Elysée. Le secrétaire général du PCF se comporte en insupportable donneur de leçons. A-t-il perdu la mémoire ? Qui, en 1965, en 1974, a été le champion de François Mitterrand, candidat unique de la gauche dès le premier tour ? Qui a transformé l'un des principaux parti politiques français en force d'appoint du candidat socialiste ? Objection rejetée, camarade Marchais. On ne se lave pas de ses péchés en accusant les autres de ses propres fautes. Le temps des excommunications est passé.

L'avenir se dessine ailleurs.

Le financement des campagnes et des partis

Les socialistes prêts au consensus avec le RPR et l'UDF

Comment financer la vie politique ? Le sujet passionne les parlementaires qui mesurent, tous, les difficultés de légiférer en la matière. En d'autres circonstances, la discussion, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, des projets préparés par le premier ministre aurait pu donner lieu à un vrai travail législatif ; en ces temps de campagne électorale, il est à craindre que les obligations purement politiques ne prennent le pas sur la réflexion individuelle.

Le bureau du groupe UDF du Palais-Bourbon, réuni le mardi 19 janvier, s'est surtout efforcé de trouver un commun dénominateur aux positions parfois divergentes des uns et des autres. Alors que les hésitations, voire les réticences, ont continué à s'exprimer, certains, comme M. Philippe Vasseur, auteur d'une proposition de loi, sur ce sujet, ont manifesté leur intention d'*« améliorer »* les textes gouvernementaux, notamment en ouvrant le dossier, prudemment écarté par M. Jacques Chirac, du financement privé des partis politiques. La tendance générale, en tout état de cause, est que l'UDF, quels que soient les sentiments de certains des siens, devra voter ces projets, ne serait-ce que par solidarité majoritaire.

La tendance n'est pas différente au sein de la majorité sénatoriale. Les présidents de ses groupes se sont eux aussi réunis mardi au Palais du Luxembourg afin de prévenir les risques de divisions internes. Constatant que les projets auraient *« pu être meilleurs »*, les représentants des sénateurs RPR, centristes, républicains et radicaux valoisiens ont annoncé qu'ils les voteront pour des raisons d'opportunité. Ils ne veulent pas, *« par un comportement négatif, prêter le flanc à d'éventuelles critiques socialistes »* et ne multiplieront donc pas *« le nombre des amendements qui peuvent, soit atténuer la loi, soit la renforcer »*. Le rapporteur de la commission sénatoriale des lois, M. Jacques Larché, sénateur RI de Seine-et-Marne devrait être son président.

La commission des lois de l'Assemblée devait, elle, commencer dès le jeudi 21 janvier à se mettre au travail en recevant le ministre de l'intérieur. Son rapporteur sera aussi son président, M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie. Celui-ci a l'intention d'auditionner, au début de la semaine prochaine, les présidents des groupes de députés et les responsables des formations politiques représentées au Parlement.

En dehors d'un toilettage formel des textes, M. Mazeaud envisage de transférer à la commission, composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, le contrôle des déclarations patrimoniales des parlementaires, que le projet gouvernemental confiait aux bureaux des Assemblées. S'il ne veut pas aborder le problème du financement privé des partis, il se demande, en revanche, s'il ne faudrait pas aussi plafonner les dépenses des campagnes lors des élections régionales et municipales dans les grandes villes.

Tenter d'améliorer le projet

Cette préoccupation va dans le sens souhaité par les socialistes. Réunis le mercredi 20, les députés du PS ont, en effet, décidé de tenter d'améliorer le projet dans trois directions : élargissement du champ de la transparence (contrôle des dépenses pour les campagnes européennes et municipales ; déclarations des patrimoines pour les parlementaires européens ; possibilités de consultation de ces déclarations si la majorité refuse leur publication) ; abaissement des plafonds des dépenses de campagnes autorisées ; accroissement des contrôles en confiant ceux des campagnes législatives aux chambres régionales des comptes.

Les socialistes se sont également déclarés prêts à admettre un financement privé des partis, si celui-ci est public et plafonné et si, quand il provient d'entreprises, il est autorisé par le conseil d'administration après consultation du comité d'entreprise. Ils voudraient aussi profiter de la discussion de ces textes pour donner un statut aux partis politiques – qui n'en ont pas actuellement dans le droit français – et pour interdire définitivement la publicité politique à la télévision. Ils comptent travailler en ce sens à la commission des lois, où ils ont fait nommer MM. Pierre Joxe, Louis Mermaz, Paul Quilès, Henri Emmanuelli, Jean Le Garrec et Alain Richard.

Le président du groupe socialiste a prévenu : *« Nous ne sommes pas des maximalistes ; en la matière, nous sommes empiristes. »* En clair, les socialistes prendront tout ce qu'il sera possible d'obtenir sans se montrer trop exigeants. Les dirigeants des trois principaux partis ont ainsi la volonté d'aboutir, sur un tel dossier, à un consensus.

THIERRY BRÉHIER.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barrot

Vraie non-campagne

M. Jacques Barrot a critiqué M. François Mitterrand qui mène, a-t-il estimé, le mercredi 20 janvier, une *« vraie non-campagne »*, consistant à dire aux Français *« élisez-moi les yeux fermés »*. Après avoir affirmé que M. Raymond Barre est *« le plus sérieux challenger de M. Mitterrand au second tour »*, le secrétaire général du CDS a déclaré qu'avec l'actuel président de la République *« nous nous enfoncerions dans le flou et le provisoire »* et que *« nous tomberions dans le piège du mandat court »*, alors que le pays a besoin de *« continuité »*. D'autre part, M. Barrot a souligné que *« si la France va mieux, elle ne va pas bien »*. *« Nos performances laissent tout à fait à désirer par rapport à nos voisins »*, a-t-il ajouté.

M. Marchais

Depuis 1920

« Notre adversaire, ce n'est pas le Parti socialiste, c'est la droite, comme ça l'est depuis 1920 », a affirmé, le mercredi 20 janvier à Vaulx-en-Velin (Rhône), M. Georges Marchais, qui *« ne renonce pas à la perspective d'une alliance avec le PS »*. Après avoir précisé qu'une telle alliance n'est concevable qu'avec *« un gouvernement qui mettrait en œuvre une politique qui n'a rien à voir avec celle qui est menée actuellement »*, le secrétaire général du PCF a expliqué : *« Nous n'avons jamais dit que la droite et le PS c'est bonnet blanc et blanc bonnet ; nous voulons l'union pour le changement. »*

M. Soisson

Cible

Pour M. Jean-Pierre Soisson, *« dès l'instant où M. François Mitterrand a décidé d'être candidat implicite, M. Raymond Barre est devenu la cible du PS »*. Le député de l'Yonne, qui s'exprimait, le mercredi 20 janvier, devant les élus UDF de son département, a ajouté : *« Pour M. Mitterrand, M. Barre est plus dangereux que M. Chirac : mieux vaut l'abattre au premier tour... C'est plus sûr qu'au second. »* L'ancien ministre, partisan du député du Rhône, juge que les Français *« souhaitent profondément un choix »* entre M. Barre et M. Mitterrand et que *« c'est ce choix que le PS voudrait éviter »*.

EN BREF

● **Cinq cent dix signatures pour M. Waechter (Verts).** – *« Aujourd'hui, mercredi 20 janvier, les Verts viennent d'enregistrer la cinq cent dixième signature d'élu acceptant de parrainer Antoine Waechter, le candidat écologiste à l'élection présidentielle »*, affirme un communiqué du mouvement écologiste. Selon les Verts, qui les ont recueillies dans quatre-vingt-dix départements, ces signatures proviennent à 95 % d'élus sans appartenance politique.

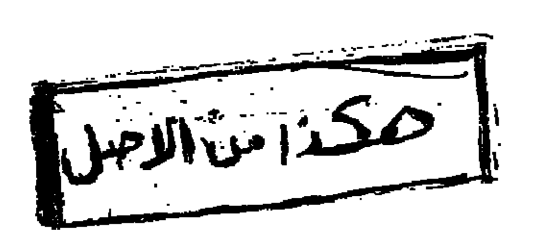
● **Les parrainages.** – Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 20 janvier, un décret résultant de la loi du 13 janvier, qui étend aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger le droit de parrainer un candidat à l'élection présidentielle. Ces membres pourront soit adresser leur formulaire au Conseil constitutionnel, soit le déposer auprès de l'ambassadeur ou du consul de leur lieu de résidence.

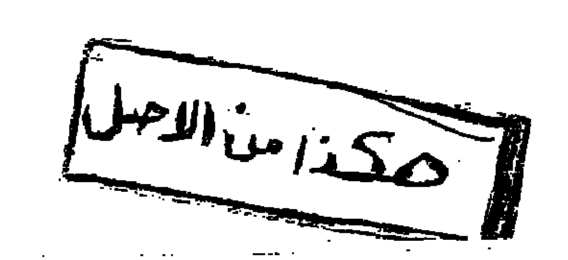
● **Le PCF et le 8 mars.** – A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le mardi 8 mars, le PCF organisera *« une grande marche pour les droits des femmes »*, le dimanche précédent, à laquelle participeront MM. André Lajoinie, candidat du parti à l'élection présidentielle, et Georges Marchais, secrétaire général du PCF. Cette manifestation partira à 14 h 30 du jardin du Luxembourg à Paris. Selon Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central, qui a présenté cette initiative le mercredi 20 janvier, les communistes veulent en faire *« un grand moment de lutte et de soutien à André Lajoinie »*.

● **AISNE : mort d'un conseiller général.** – Conseiller général de Laon-Nord (Aisne), M. Georges Lemoine (RPR) est décédé, le mardi soir 19 janvier, à l'âge de soixante-treize ans. Né le 5 septembre 1914 à Valenciennes (Nord), fonctionnaire, retraité du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, il était conseiller municipal de Laon (Aisne) depuis 1965

● **La LCR s'associe au PCF contre M. Le Pen.** – *« Devant la véritable provocation que représente le prochain passage de Le Pen à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, la Ligue communiste révolutionnaire a décidé de s'associer à la manifestation organisée par le PCF et la CGT, mercredi 27 janvier à 18 heures à la République »*, indique un communiqué de l'organisation trotskiste, daté du mercredi 20 janvier. La LCR engage *« toutes les organisations antiracistes »* à se joindre dans *« un grand cortège unitaire à tous ceux qui ne tolèrent plus les exhibitions de cet apprenti nazi »*.

● **M. Pierre Méhaignerie en voyage officiel en Chine.** – Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. Pierre Méhaignerie, se rendra en voyage officiel en Chine, du 23 au 30 janvier, à l'invitation du ministre de l'urbanisme et de la construction de la République populaire de Chine, M. Ye Rutang. M. Méhaignerie se rendra successivement à Pékin, Shangai et Canton. Ses conversations avec les autorités locales de ces deux dernières villes porteront notamment sur des projets de construction de métro.





Société

Au procès d'Action directe

La défense dans toutes ses audaces

Enfin ! A deux jours de son terme, ce procès prend son envol. Enfin, on débat, on s'empoigne, on argumente, jusqu'à la mauvaise foi et, enfin, passe dans le prétoire le souffle puissant de la polémique. Evidemment, l'envol est un peu éparpillé, mille colombes se dispersent à tous les coins de l'horizon. Le procès a été si longtemps corseté par le mutisme des accusés, l'inexistence de l'accusation !

Maintenant les avocats, comme c'est leur tâche, entreprennent le procès de ce procès. « *Ce n'est pas un procès mais un exorcisme* » attaque tout de suite Mᵉ Lev Forster, défenseur de l'écrivain Dan Franck. « *Les catégories mises au point par le parquet n'existent que dans son imagination* », renchérit Mᵉ Antoine Comte, défenseur de Bruno Baudrillart et Annelyse Benoit, comparant les prétendus « *malfaiteurs* » ici poursuivis aux « *contre-révolutionnaires* » des procès de Moscou – rien de moins – ou aux « *traîtres* » Julius et Ethel Rosenberg, jugés pour espionnage aux Etats-Unis en plein maccarthysme.

Arrive Mᵉ Thierry Lévy, défenseur des frères Hhalfen. Ses confrères avaient mis des formes, feint de ménager le président Ducos. Mᵉ Lévy ne biaise pas, il charge. Au premier coup de lance, il désarçonne M. Ducos. Ah, s'il pouvait la brandir au bout de sa pique, la tête du président ! « *Se souviendra-t-on*, demande-t-il, *des ordres donnés de frapper ceux qui parlaient un peu fort ?* » M. Ducos piqué au vif : « *Maître, je ne peux pas vous laisser dire que j'ai donné l'ordre de frapper les prévenus.* »

Théâtral, Mᵉ Lévy sort de sa poche un certificat médical attestant que Nicolas Halfen a un doigt cassé.

« *Mais c'est lui qui a frappé un gendarme* » tente de protester M. Ducos. Alors, l'avocat : « *Vous n'avez pas pu le voir. Le tribunal n'est entré qu'après ces incidents.* »

A cet instant, le président doit éprouver le douloureux sentiment de se retrouver sur un banc d'accusé. « *Ceux qui ont refusé de parler au cours de ce procès ont-ils eu raison ou tort ?* » demande Mᵉ Thierry Lévy, rappelant au président qu'il a interrompu Nicolas Halfen, pour avoir osé se comparer à Manouchian, ou Jean Asselmeyer, coupable d'être « *ennuyeux* ». En deux phrases, il exécute l'étrange cérémonie judiciaire qui se déroule depuis dix jours : « *On ne peut juger une association de malfaiteurs que dans deux cas bien précis. Avant la réalisation de leur crime, devant un tribunal correctionnel, ou après, devant une cour d'assises. Nous ne sommes dans aucun de ces deux cas.* »

« D'autres valeurs »

Sur quoi il revient au président Ducos pour lui rappeler cruellement la question rituelle qu'il a posée à tous les prévenus, sans jamais obtenir de réponse :

« *Pendant toute l'audience, vous leur avez demandé s'ils admettaient que l'Etat se défende contre leurs menées. S'ils vous avaient répondu, ils vous auraient dit qu'ils sont contre la démocratie puisque, à leurs yeux, elle est hypocrite et elle ment. Ils affirment d'autres valeurs : le désintéressement, la fidélité à la parole donnée, le sacrifice. Car on peut dire que ce sont des crétins ou des isolés, mais on ne peut pas leur reprocher de ne pas se sacrifier pour leurs idées.* »

Avant Mᵉ Lévy, tous les avocats s'étaient employés à combler le mutisme de leurs clients en replaçant leur engagement dans une perspective historique. Emboîtant le pas à Mᵉ Jean-Denis Bredin, qui, la veille, dans un saisissant paradoxe, avait fait de Jean-Marc Rouillan l'héritier à peine perverti d'une longue tradition française de la violence politique initiée par Robespierre, Mᵉ Jean-Jacques de Félice, défenseur de Salvatore Nicosia, appelait à la rescousse les révolutions de 1830, 1848 et la Commune de Paris. Quant à Mᵉ Lev Forster, il ne craignait pas de remonter « *aux Templiers, à Jésus-Christ, à Mahomet qui, eux aussi, ont cherché à construire un monde meilleur* ».

On ne retombe pas facilement d'une si auguste compagnie à la besogne ingrate de défricher le dossier. A l'exception du défenseur de l'écrivain Dan Franck, qui développe longuement le thème de l'amitié abusée, la défense paraît ne se replonger dans les détails qu'à regret. Elle se concentre sur les points les plus attaquables semblant abandonner sans combattre les autres à l'accusation.

Mᵉ Antoine Comte a ainsi beau jeu de revenir sur les revirements à l'audience des trois témoins qui, au cours de l'instruction, avaient accablé ses clients Annelyse Benoit et Bruno Baudrillart, et d'annoncer que ces derniers viennent de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour subornation de témoins. Quant au seul témoin ayant maintenu ses déclarations, Mᵉ Comte relève qu'il assure avoir vu des armes... que l'on n'a jamais retrouvées. « *Donc*, conclut l'avocat, *aucun élément matériel n'atteste la préparation de crimes.* »

Du même revers dédaigneux, Mᵉ Lévy écarte les charges qui pèsent sur les frères Halfen et assure, tirant parti de l'apparente fragilité des témoignages : « *Tout ce que l'on a contre Nicolas, c'est un délit nouveau,: la participation à un hold-up par ressemblance.* » Quant à Claude, « *on lui reproche notamment d'avoir hébergé Rouillan et Ménigon après l'affaire de l'avenue Trudaine pour laquelle ils ne sont pas poursuivis et pour laquelle ils avaient été acquittés* ».

Un signe supplémentaire est ainsi donné que l'enjeu se trouve bien ailleurs que dans le contenu du dossier. « *Nous avons eu un drôle de procès* », déplore Mᵉ Lévy. On ne saurait mieux dire.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Le « détail » de M. Le Pen en appel

Un débat entre le droit et la conscience

Le juge des référés doit-il tout juger et trancher en toute matière faisant de l'institution judiciaire l'arbitre suprême de la totalité des conflits ? Plus précisément, des propos moralement inacceptables sont-ils juridiquement condamnables ? C'est, en substance, à ces questions que devra répondre la cour d'appel de Versailles présidée par M. Pierre Estoup, premier président, en se prononçant, le 28 janvier, sur l'ordonnance des référés rendue, le 23 septembre 1987, par M. Germain Le Foyer de Costil, président du tribunal de grande instance de Nanterre. Celui-ci avait condamné M. Jean-Marie Le Pen à verser le franc symbolique de dommages et intérêts au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), à la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), à six associations de déportés, trois survivants de la déportation et l'Union des tziganes et voyageurs de France (*le Monde* du 25 septembre 1987).

Le magistrat avait accordé cette provision à valoir sur la réparation du préjudice subi après les propos tenus par M. Le Pen lors de l'émission « Grand-Jury RTL-*le Monde* » diffusée le 13 septembre 1987. Invité à s'exprimer sur les thèses soutenues par des « révisionnistes » qui contestent la réalité de l'existence des chambres à gaz durant la deuxième guerre mondiale, le président du Front national avait notamment affirmé : « *Je n'ai pas étudié la question, mais je crois que c'est un point de détail* », tout en se montrant dubitatif.

A l'audience du mercredi 20 janvier, son conseil, Mᵉ Georges-Paul Wagner, a répété devant la cour d'appel que l'on avait dénaturé le sens des propos de son client. Mais l'avocat a surtout plaidé que même dans le cas où M. Le Pen aurait donné à ses déclarations le sens que lui attribuent ses adversaires, elles relèvent de « *la seule appréciation des experts, des historiens et du public qui sont seuls juges* ». Selon Mᵉ Wagner, aucun *texte de loi ne permettait au juge* des référés de dire que la phrase litigieuse avait constitué « *un trouble manifestement illicite* » puisqu'il s'agirait alors d'un « délit d'opinion ». L'avocat s'est appuyé sur les réactions de certains magistrats et juristes qui, sans cacher leur opposition formelle aux idées de M. Le Pen, avaient analysé l'ordonnance de référé en la considérant comme juridiquement discutable.

« *Ce qui est illicite c'est ce qui n'est pas permis au regard de la conscience* », a affirmé Mᵉ Charles Libmann, conseil de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, en rappelant le trouble profond ressenti par les victimes du nazisme et leurs familles devant les propos de M. Le Pen. « *La souffrance, il n'en a cure* », enchaîna Mᵉ Roland Rappaport, suivi par Mᵉ Patrick Quentin, avocat de la LICRA et de l'Union des tziganes et voyageurs de France, pour lequel le « *trouble* » c'est d'« *inciter le public à méconnaître la souffrance* » en prenant le risque de provoquer des réactions violentes. Et Mᵉ Quentin a mis les juges en garde : « *Il faut craindre que la toge ne le cède aux armes* » a prévenu l'avocat. Aussi Mᵉ Bruno Ryterband, pour le MRAP, a-t-il estimé nécessaire qu'« *un juge se prononce avec les armes du droit* » car « *Il faut un juge contre la barbarie* ».

L'avocat général Jean-Louis Nadal a également considéré que le trouble était « *incontestable* » car les victimes ne pourraient supporter que le mode d'extermination spécifique au système nazi n'ait pas d'importance. Pour le magistrat, il fallait qu'« *une autorité le proclame par la décision la plus apaisante qui soit* ».

Auparavant, Mᵉ Bernard Jouanneau, conseil des Associations de déportés, avait soutenu la même thèse en estimant que l'institution judiciaire était la seule à laquelle il était possible de s'adresser en des cas semblables en demandant à la cour de confirmer la décision symbolique de « *réprobation* » prononcée « *en signe d'apaisement* » afin de « *faire avancer le droit* ».

MAURICE PEYROT.

Condamnés par M. Ahmed Ben Bella

Deux opposants au régime algérien arrêtés et inculpés

Deux dissidents de l'opposition au régime algérien en France ont été inculpés et écroués, le mercredi 20 janvier, à Arras (Pas-de-Calais) et à Marseille (Bouches-du-Rhône), après quarante-huit heures de garde à vue. MM. Brahim Kentour et Saada Namane, ce dernier ayant la nationalité française, avaient été préventivement critiqués par le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), fondée en 1984 par l'ancien président Ahmed Ben Bella, en exil en Suisse.

Tous deux ont été interpellés, lundi 18 janvier, par la direction de la *surveillance du territoire* (DST), le service de contre-espionnage français. Résidant à Arras, M. Brahim Kentour, quarante-cinq ans, a été écroué *sous les inculpations* de détention d'arme prohibée et d'infraction à un arrêté de résidence. Agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien, M. Michel Legrand, les policiers ont saisi à son domicile des talkies-walkies, une carabine 22 long rifle avec un chargeur de plus de dix cartouches.

La justice lui reproche encore d'avoir fréquemment quitté le Pas-de-Calais alors qu'il y est assigné à résidence depuis une condamnation à trois mois de prison prononcée en octobre 1986, pour détention d'un chargeur et de munitions. Présenté, mardi soir, devant le tribunal correctionnel d'Arras dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, M. Brahim Kentour a obtenu le report de l'audience au 26 janvier et a été placé en détention préventive.

A Marseille, M. Saada Namane, quarante-deux ans, a été inculpé de détention d'arme, de munitions et recel, et écroué à la prison des Baumettes. Une carabine 22 long rifle, un stock de plus de quatre cents balles et cartouches de différents calibres ainsi qu'un chéquier et une carte d'identité ne lui appartenant pas ont été saisis chez cet ancien commerçant. Responsable de l'association Nouvelle génération. Saada Namane avait conduit la liste du Parti ouvrier européen (POE, extrême droite) aux élections régionales de 1986 dans les Bouches-du-Rhône. Selon Mᵉ Gilbert Collard, son avocat, Brahim Kentour et son client ont été arrêtés sur dénonciation anonyme. Une lettre reçue à Paris aurait indiqué à la DST que les deux hommes préparaient des attentats contre des intérêts français et américains en Algérie.

Le 9 janvier, M. Ahmed Ben Bella avait diffusé, au nom du MDA, un communiqué se désolidarisant préventivement des activités de MM. Brahim Kentour et Saada Namane. Après avoir rappelé que M. Brahim Kentour avait été exclu du MDA le 2 novembre 1987, le dirigeant de l'opposition algérienne en exil poursuivait : « *Depuis lors, ce dernier, entouré d'un carré d'individus tous connus pour leurs relations avec différents services de police, ne cesse d'exciper de notre cause personnelle pour se targuer publiquement de la préparation d'activités violentes de déstabilisation du régime algérien (...). Nous réaffirmons solennellement notre attachement profond au combat d'idées et à la lutte pacifique, seuls à même de créer les conditions d'une alternative démocratique à la grave crise que traverse notre pays. Nous ne saurions, par conséquent, cautionner une quelconque aventure minoritaire, encore moins en être les acteurs aveugles.* » M. Ben Bella ajoutait enfin que M. Saada Namane « *ne peut aucunement prétendre nous représenter* [à Marseille]. *Il n'appartient pas à notre mouvement et n'en a jamais fait partie* ».

A Alger, nous indique notre correspondant, Frédéric Fritscher, l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS) a commenté ironiquement cette prise de position de M. Ben Bella : « *Par cette action qui sent la combine à 1 000 lieux, il veut se doter d'une virginité politique et se présenter comme un pacifiste et un démocrate. En fait, les informations concordantes confirment qu'il a déjà planifié des actions violentes contre l'Algérie.* »

SPORTS

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Le « mea culpa » de Gilbert Sabine

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

L'étape Moudjeria-Nouakchott (Mauritanie), longue de 674 kilomètres, dont 368 kilomètres de spéciale, a finalement été neutralisée à mi-course, le 20 janvier, à cause d'un fort vent de sable. Le directeur de course, René Metge, a interrompu la spéciale à 14 heures et demandé aux concurrents (35 motos et 121 autos ou camions) de se diriger sur Nouakchott en convoi. Ce retard a entraîné la neutralisation de l'étape du jeudi 21 janvier.

Surprenante conférence de presse. Les journalistes réunis le 20 janvier au soir sur l'aéroport de Nouakchott, ont entendu une critique en règle du dixième Rallye Paris-Alger-Dakar, menée par... le directeur de ce même rallye, M. Gilbert Sabine. Alors que le directeur de course, René Metge, se défend toujours de la moindre faute et donne facilement dans l'autosatisfaction, Gilbert Sabine a pratiqué l'autoflagellation avec une déconcertante candeur.

« *Ce dixième rallye devait être une grande fête*, a-t-il dit, *ce n'est plus qu'une fête, et encore le mot est-il trop grand.* » Les défauts de cette course ? Innombrables : « *Trop de concurrents. Trop de mécaniciens dans les avions. Beaucoup trop de gens dans les avions. Trop d'avions.* »

Mais ce n'est pas tout. « *Le découpage de la course n'était pas bon* », constate Gilbert Sabine, qui juge maintenant les étapes « *un peu longues et un peu dures* ». La preuve : « *Des professionnels ont laissé leur matériel.* » Il reconnaît aussi que les départs ont été « *trop tardifs* », ce qui a multiplié les arrivées de nuit.

Quant à la journée de repos d'Agadez, qui a vu défiler quelque huit cents invités, le président la dénonce aujourd'hui, bien qu'il ait lui-même participé à l'inflation. « *Il ne faut pas qu'Agadez devienne Saint-Tropez* ».

Une « campagne infâme »

Une critique que Gilbert Sabine n'admet pas, en revanche, c'est celle contre les médecins du rallye accusés de porter la responsabilité d'une tétraplégie. « *Tous nos médecins ont été sensationnels* », a-t-il insisté, en dénonçant une « *campagne infâme* », menée par un médecin écarté à deux reprises du rallye. En ce qui concerne la couverture télévisée, Gilbert Sabine s'est montré très prudent. « *La Cinq est une chaîne très dynamique. Nous avions un contrat de vingt-cinq heures et ils diffuseront au total quarante-cinq heures. C'est bien.* » Mais il n'a pas exclu que, l'an prochain, le rallye soit « *ouvert à toutes les télés* ».

Pour l'avenir, justement, Gilbert Sabine se montre optimiste car, selon lui, « *le rallye-raid est l'avenir du sport automobile* ». Il veut revenir à « *un Dakar plus humain, plus près de l'esprit de Thierry, par exemple avec des étapes sans road-book* » *qui permettraient aux concurrents de rallier un point à un autre en parcours libre* ».

« *Nous nous sommes laissés entraîner par le grandiose* », a-t-il reconnu. Il envisage de limiter la puissance des véhicules, car « *le terrain se prête mal aux grandes vitesses* ». Mais il ne veut pas interdire les prototypes, comme le souhaiterait la FISA (Fédération internationale du sport automobile) présidée par M. Balestre, qui veut revenir aux véhicules « marathon » proches de la série.

S'agissant des critiques de M. Balestre, précisément, Gilbert Sabine les écarte toutes. « *Il veut que nous avancions le Dakar pour ne pas faire d'ombre au Monte-Carlo. Mais il peut, s'il le veut, lancer le Monte-Carlo le 1ᵉʳ janvier. Ça ne me gêne absolument pas. S'il veut mettre la main sur le Dakar, il fait fausse route* ».

ROGER CANS.

● **Le voleur de la voiture de Vatanen retrouvé.** – *Le responsable de la disparition e la Peugeot 405 du Finlandais Ari Vatanen aurait été retrouvé par la police malienne, a indiqué jeudi 21 avril à Nouakchott (Mauritanie), M. Gilbert Sabine, l'organisateur du rallye Paris-Alger-Dakar qui tenait ces renseignements du colonel Cheik, le responsable de la sureté nationale malienne, a précisé que cette personne avait été placée en garde à vue. Son identité n'a pas été révélée mais il s'agitrait d'un Français qui a participé au rallye.* – (AFP.)

TENNIS

Les Internationaux d'Australie Steffi Graf et Chris Evert en finale

L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf s'est qualifiée, jeudi 21 janvier, pour la finale féminine des internationaux de tennis d'Australie en battant en demi-finale sa compatriote Claudia Kohde-Kilsch (6-2, 6-3) en quarante-cinq minutes. La jeune championne du monde (dix-huit ans), qui n'a pas perdu de set depuis le début du tournoi, rencontrera samedi en finale l'Américaine Chris Evert (trente-trois ans), qui a causé une petite surprise en éliminant sa « vieille » rivale, Martine Navratilova (6-2, 7-5). C'est la première fois que Steffi Graf et Chris Evert seront opposées dans une finale d'un tournoi du grand chelem. Les deux championnes se sont déjà rencontrées dix fois. L'Américaine l'a emporté six fois mais a perdu les quatre derniers matches.

Bruno Saby remporte le Rallye Monte-Carlo

Le Français Bruno Saby (Lancia Delta HF) a remporté, le jeudi 21 janvier, le 56ᵉ Rallye Monte-Carlo, première épreuve du championnat du monde 1988. Il devance l'Italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta HF) de 10 min 58 s et le Français Jean-Pierre Ballet (Peugeot 205 GTI) de 25 min 35 s. Après les abandons de ses coéquipiers, l'Italien Massimo Biasion (panne de moteur) et le Français Yves Loubet (sortie de route), Bruno Saby s'est contenté d'assurer sa première place. Attendues avec curiosité, les Mazda 323, seules rivales potentielles des Lancia, ont déçu. Hannu Mikkola et Ingvar Carlsson ont dû rapidement abandonner, et Timo Salonen a terminé cinquième à 36 min 57 s.

Plus encore que ses coéquipiers, Bruno Saby attendait beaucoup de ce Rallye Monte-Carlo. Depuis sa victoire dans le Tour de Corse 1986 sur Peugeot 205 Turbo 16, ce Grenoblois avait souvent été malchanceux. Engagé par Lancia pour le Tour de Corse et pour le Monte-Carlo 1987, il avait dû abandonner alors qu'il était en tête de cette dernière épreuve. Cette troisième chance avec l'écurie italienne pourrait être la bonne pour ce pilote de trente-neuf ans qui ne disposait pas de volant pour les sprochains rallyes du championnat du monde.

● **BASKET-BALL : Coupes d'Europe.** – Orthez a préservé une mince chance de se qualifier pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en battant Barcelone (95-83), le mercredi 20 janvier. En Coupe Korac, Villeurbanne a gagné à Salonique (81-80) et Monaco a été battu dans sa salle par le Real de Madrid (89-84), mais les deux représentants français sont éliminés.

Nouvelles inculpations dans l'enquête sur les attentats de 1986

Omar Agnaou, âgé de vingt-six ans et de nationalité marocaine, étudiant en mathématiques, a été inculpé, mercredi 20 janvier, par Gilles Boulouque, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour quatre attentats commis en 1986 et revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA). Déjà inculpé pour les attentats commis contre le magasin Tati (17 septembre 1986) et contre l'Hôtel de ville de Paris (8 septembre 1986), Agnaou a été inculpé pour ceux commis à la cafétéria de l'hypermarché Casino de la Défense (12 septembre) et dans le TGV Paris-Lyon à Brunoy (17 mars 1986), ainsi que pour deux tentatives manquées dans le RER (20 mars 1986 et 4 septembre 1986).

Cependant, les chefs d'inculpation varient. Pour l'attentat de la Défense, Agnaou est inculpé « *de complicité de tentative d'assassinat et complicité de destruction et/ou détérioration de biens immobiliers ou mobiliers appartenant à autrui par l'effet de substances explosives* ». Pour les trois autres, il est inculpé de « *tentative d'assassinat et infraction sur la législation sur les explosifs* ». *BR Les inculpations prononcées contre Agnaou – pour un total de quatre attentats et de deux tentatives manquées – avaient été aussi auparavant signifiées à Fouad Ali Saleh, de nationalité tunisienne, et à Abdelamed Badaoui, de nationalité marocaine.*

Société

La conférence des Prix Nobel à Paris

Le SIDA et les droits de l'homme ont occupé, mercredi 20 janvier, une part importante des travaux de la Conférence des Prix Nobel, qui se tient à huis clos à Paris depuis le 18 janvier. Réunis à l'initiative de M. François Mitterrand et du Prix Nobel de la paix Elie Wiesel, les soixante-quinze participants réfléchissent aux moyens d'écarter les menaces qui pèsent sur la planète à l'orée du vingt et unième siècle. Tandis que le docteur John Vane a insisté sur une nécessaire coopération entre les sociétés pharmaceutiques, M. Joshua Lederberg nous a déclaré à propos du dépistage qu'il estime nécessaire que *« chacun fasse des concessions »*. Il faudra, dit-il, plus de dépistage mais en protégeant les droits individuels. Le matin, dans une intervention très remarquée, M. Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, avait dénoncé le danger que font courir aux droits de l'homme les Etats théocratiques.

Madame Hélène Ahrweiler, chancelier des universités de Paris, qui participe à la conférence, comme M. François Gros, en tant que « modérateur », a laissé prévoir que les Prix Nobel pourraient, en se séparant jeudi 21 janvier, lancer un appel pour que les dix dernières années du vingtième siècle soient la « décennie de l'autre ».

M. Claude Simon, Prix Nobel de littérature, avait traité, mardi 19 janvier, des rapports entre culture et société. Il livre au *Monde* son expérience de Nobel participant à la conférence.

Claude Simon en apprentissage

« Y a-t-il un langage commun entre scientifiques et littéraires dans une telle confrontation ?

— Pour moi, science et littérature s'interpénètrent ; on ne peut concevoir Rousseau sans l'Encyclopédie. Mais je crois surtout qu'on peut aboutir ici à des décisions communes. La difficulté n'est pas tellement due aux disciplines différentes, mais au fait que, par exemple, les scientifiques sont souvent des enseignants de très haut niveau, alors que moi je n'enseigne pas... Dans la mesure où le scientifique, comme l'écrivain, apporte quelque chose d'un peu neuf, à savoir des harmonies entre différentes données, entre la chaleur et le coefficient de dilatation, par exemple, pour les scientifiques ; ou entre les mots, entre les groupes de mots, entre les images, pour les écrivains , ou entre les formes pour les peintres, ils participent à cette incessante transformation du monde. Transformation que je n'appelle pas progrès. Une statue cycladique est tout aussi proche de moi qu'une peinture de Miro. Je me sens plus près de Shakespeare que de Corneille ; c'est une affaire de sensibilité.

— Qu'est-ce qu'un écrivain vient faire dans une conférence où l'on traite du SIDA, des manipulations génétiques ou de la dette extérieure ?

— Rien. Apprendre.

— Mais vous n'êtes pas ici pour apprendre...

— On apprend toujours. J'écoute. En URSS, où j'étais invité il y a un an et demi, j'ai essayé de dire que l'art n'a rien à voir avec une *finalité* sociale quelconque, pour reprendre la formule d'Elie Faure. Cela n'a suscité aucun intérêt. J'ai repris ce sujet avec les Prix Nobel. L'art et la science ne doivent pas se laisser régenter par quelque morale ou quelque idéologie, à l'instar — du scientifique lorsqu'il utilise une relation entre deux phénomènes. C'est quand le peintre peint et que l'écrivain écrit qu'il apporte quelque chose de positif. A condition — et c'est le paradoxe — qu'il le *fasse* sans se préoccuper d'idéologie et en faisant son travail *au mieux*. Si Lyssenko et Mitchourine n'avaient pas fait découler leurs résultats des théories économiques officielles, ils n'auraient pas aggravé la pénurie alimentaire de leur pays.

La grandeur de leur tâche

» Einstein n'a pas hésité à poursuivre des travaux dont sa prodigieuse intelligence ne pouvait lui cacher qu'ils auraient aussi des conséquences négatives. On n'arrêtera jamais un vrai savant, un vrai poète, dans leurs recherches, par des considérations extérieures. Les travaux d'Einstein ont rendu possible Hiroshima. Mais ils ont aussi arrêté une guerre qui nourrissait bien des horreurs. Et, plus tard, la menace de destruction atomique ne nous a-t-elle pas protégés de nouvelles horreurs, même très « conventionnelles » ? Vous savez, les camps d'extermination ne devaient rien à la physique nucléaire.

— L'art et la science n'ont pas empêché le génocide...

— Cela ne signifie pas qu'ils n'aient servi à rien. Mais il est vrai qu'on n'a apporté aucun changement aux passions humaines, à l'ambition, à la jalousie.

— Que peuvent alors les Prix Nobel pour le désarmement, les droits de l'homme, le développement ?

— L'attribution du prix Nobel donne un poids exagéré à nos paroles dans l'opinion. Mercredi matin, le professeur Dausset a attiré notre attention sur les dangers des greffes d'organes qui pourraient conduire des êtres au crime. Notre rôle est de nous informer les uns les autres et d'informer le législateur, le politique. Ce sera à eux d'agir ; ce sera d'ailleurs la grandeur de leur tâche. De même, un participant a proposé que la conférence obtienne la réduction de 1 % des armements. La décision est du ressort des gouvernements, pas du nôtre.

— Les positions de certains participants à la conférence en faveur d'Israël ont-elles empêché des Prix Nobel de venir ?

— Je ne sais pas.

— Pèsent-elles sur les travaux ?

— Je ne le pense pas. Dans toute la préparation de la conférence, dans tous les documents qui l'ont précédée, en tout cas, je n'ai trouvé aucune allusion à Israël. Pour ma part, je souhaite que l'on trouve aux problèmes posés dans cette région du monde une solution pacifique qui respecte les droits des peuples israéliens et palestiniens.

— Comment s'exprime à la conférence la voix du tiers-monde ?

— Les Nobel du tiers monde ne sont pas nombreux. C'est un fait.

— Vous avez déclaré que la dernière guerre mondiale et que les camps ont sonné le glas d'un certain humanisme traditionnel ?

— Il a fallu recommencer à zéro. Barthes a publié *le Degré zéro de l'écriture ;* Nathalie Sarraute, *l'Ere du soupçon ;* Alain Robbe-Grillet, des romans dépourvus de tout commentaire psychologique, Dubuffet est reparti du support des murs.

— Par quoi a-t-on remplacé l'humanisme ?

— Votre question s'adresse à un philosophe. Je regrette qu'il n'y en ait pas parmi les Nobel. J'aimerais qu'il existe un Nobel de philosophie, un Nobel de peinture, un Nobel de musique.

Propos recueillis par
CHARLES VIAL.

Les industries pharmaceutiques en accusation

Le Britannique John R. Vane, prix Nobel de médecine en 1982, est intervenu longuement sur le SIDA, le mercredi 20 janvier, au cours de la conférence des prix Nobel à Paris. Le docteur Vane, qui dirige l'Institut de recherche William Harvey à la faculté de médecine de l'hôpital Saint-Bartholomew à Londres, a mis en cause les sociétés pharmaceutiques.

« Ce n'est pas la lutte contre la maladie qui les mobilise pour mettre au point de nouveaux médicaments, a-t-il déclaré. *Ces médicaments sont un moyen de faire de nouveaux profits et résultent d'une compétition acharnée et coûteuse ». « On prétend que cette libre concurrence entre les sociétés pharmaceutiques est saine et que, grâce au désir de profit, elle conduit à l'élaboration de médicaments toujours meilleurs pour des maladies de plus en plus nombreuses (...) Il y aura un conflit constant d'intérêts entre, premièrement, le besoin des sociétés pharmaceutiques de préserver leurs profits et, deuxièmement, le désir des gouvernements et des patients de limiter leurs dépenses en médicaments.*

» En soulevant cette question aujourd'hui, je veux simplement souligner que, dans le cadre du système actuel de libre entreprise, ce n'est pas parce que les sociétés pharmaceutiques souhaitent soigner la maladie qu'apparaîtra une nouvelle thérapie du SIDA au moyen de médicaments, mais parce qu'elles veulent en tirer profit ! »

Le docteur Vane a conclu en lançant un appel aux sociétés pharmaceutiques : *« On nous dit qu'il y a déjà cinq millions d'Africains qui sont contaminés, ce qui pose de toute évidence un problème particulier, car ni eux ni leurs gouvernements ne pourront financer des traitements onéreux (...) Que les sociétés fournissent gratuitement des médicaments à ceux qui, en Afrique et peut-être ailleurs, n'auront jamais les moyens de se les acheter !*

» J'en appelle donc, a-t-il conclu, *à l'industrie pharmaceutique pour qu'elle agisse en « club » afin de combattre cette terrible maladie. »*

Le cosmonaute soviétique rencontre la presse

Romanenko, frais comme un gardon

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Uniforme kaki, bâti comme un taureau, la poitrine bardée de décorations, le cosmonaute Youri Romanenko est apparu, le mercredi 20 janvier, dans une forme éblouissante pour un homme qui, il y a à peine trois semaines, achevait une mission de trois cent vingt-six jours en orbite, après avoir battu le record du monde de durée dans l'espace.

Youri Romanenko, quarante-trois ans, a marché seul, sans soutien, jusqu'au podium de la salle de presse du ministère des affaires étrangères, d'où il a aussitôt déclamé d'une voix forte un exposé d'une demi-heure sur les expériences menées à bord de la station orbitale MIR, et exprimé sa fierté d'avoir accompli cet exploit l'année du soixante-dixième anniversaire de la Révolution d'octobre.

En réponse à des questions, il a affirmé avoir eu moins de difficultés à son retour sur terre cette fois-ci qu'après sa première mission de quatre-vingt-seize jours en 1977-1978. *« A l'époque, lorsque les médecins m'ont demandé de marcher, je me suis levé, mais mes jambes étaient de plomb, je transpirais, et j'avais des palpitations,* a-t-il raconté. *Cette fois-ci, j'ai dû supplier les médecins de me laisser me lever, et faire quelques pas dans l'hélicoptère qui me ramenait à la base de Baïkonour. »* Le 29 décembre, après l'atterrissage de Romanenko et de ses compagnons dans le désert du Kazakhstan, *« ils m'ont aidé, et tout de suite je me suis senti ferme sur mes pieds. Mes jambes avaient bénéficié de l'exercice physique que j'avais fait à bord, je n'ai pas senti la moindre palpitation ; le lendemain j'ai couru un 100 mètres ».*

Les médecins eux-mêmes paraissent étonnés de la remarquable rapidité de la réadaptation de Romanenko. Le professeur Anatoli Grigoriev, directeur adjoint de l'institut des problèmes biologiques et médicaux au ministère de la santé, a souligné que la structure osseuse des cosmonautes n'est pas, comme on le croyait il y a dix ans, un obstacle aux vols de longue durée.

Romanenko paraît avoir mieux résisté à l'épreuve que son compagnon Alexandre Laveikine, revenu en juillet, après cinq mois de vol, en raison de troubles cardiaques. La presse occidentale voyait, pour la première fois mercredi, Laveikine, qui ne s'est pas exprimé au cours de la conférence de presse. Il semble à présent en très bonne forme, mais avait eu de toute évidence à son retour beaucoup plus de mal à se remettre à marcher. Il avait été remplacé pratiquement au pied levé à bord de la station MIR par Alexandre Alexiandrov, qui a regagné la Terre en même temps que Romanenko. Celui-ci, sans aller jusqu'à dire qu'il ne s'entendait pas avec Alexiandrov, a beaucoup regretté le départ de Laveikine.

Mais Romanenko n'a pas d'états d'âme, du moins c'est ce qu'il a affirmé : *« On ne se sent pas isolé car les contacts avec le centre de contrôle de la Terre sont très fréquents, trop même parfois... Je n'ai jamais souffert de la solitude, nous avons aussi un contact hebdomadaire ou même bi-hebdomadaire avec nos familles par radio ou télévision, ce qui m'a permis de diriger depuis l'espace les travaux de rénovation de mon appartement que ma femme avait entrepris. Quand je suis rentré, tout était prêt. D'ailleurs, je disais à mon épouse : Si tu ne finis pas dans les délais, je prolonge ma mission dans l'espace... »*

SYLVIE KAUFFMANN.

Des essais sans autorisation à la centrale nucléaire de Paluel

Les équipes de la tranche numéro un de la centrale nucléaire de Paluel ont failli aux règles de la sûreté dans la journée du 24 novembre 1986 en procédant sans autorisation officielle à des essais sur le réacteur. Au cours de cette opération, les responsables de la centrale ont fait procéder, alors que le réacteur était à l'arrêt mais que son cœur était encore chaud, aux tests d'un nouveau système de capteurs destinés à surveiller le niveau d'eau de refroidissement en cas d'incident.

Cette information, fournie, plus d'un an après l'incident, par une source anonyme, mais confirmée depuis par EDF, ne manque pas de mettre dans l'embarras les responsables, qui rappellent que des tests comparables et autorisés avaient été menés sur une autre tranche nucléaire de la centrale de Paluel quelques semaines auparavant.

« Ce défaut de procédure administrative » n'est pas du goût du Service central de sûreté des installation nucléaires (SCSIN), qui estime que cette opération constitue, *« du point de vue de la sûreté, une démarche inacceptable »*. D'autant qu'une affaire analogue — réparation sans autorisation d'un système de la centrale du Tricastin alors qu'elle fonctionnait — avait, en février 1987, soulevé quelque émotion dans les milieux spécialisés.

Cinq années de prolongation pour l'accord franco-américain sur les centrales nucléaires

Le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA), Electricité de France (EDF), Framatome et la société américaine Westinghouse ont décidé de prolonger jusqu'à la fin 1992 leur accord de coopération de recherche et développement commun sur les réacteurs à eau sous pression (REP, en anglais PWR), signé en 1976, a annoncé un communiqué du CEA.

Depuis cette date, les quatre signataires ont mené à terme, avec succès plus de cent cinquante programmes dans le domaine des PWR, concernant essentiellement le comportement des matériaux, le combustible, les générateurs de vapeur, la sûreté, la réduction des doses d'irradiation, la fiabilité et la disponibilité. La qualité des résultats obtenus, souligne le communiqué, a incité les quatre partenaires à poursuivre ce type de coopération. Cependant, durant cette nouvelle prolongation de cinq ans, l'accent sera mis sur l'amélioration de l'exploitation des centrales existantes.

FAITS DIVERS

L'escroquerie à l'assurance-vie

Une enquête à petite vitesse

Yves Dandonneau, inculpé d'assassinat et d'escroquerie à l'assurance (*le Monde* du 20 janvier), avait été aidé par plusieurs complices aujourd'hui arrêtés. Certains d'entre eux avaient été interpellés dès le mois de novembre.

Le 20 novembre 1987, deux policiers, en mission de surveillance aux abords des centres de chèques postaux, repèrent une R5-Turbo neuve qui se gare devant le bureau de poste de la rue des Favorites, dans le quinzième arrondissement de Paris. Deux femmes entrent à la poste. L'homme qui les accompagne, fébrile, les attend à l'extérieur. Les trois personnes partent ensuite, à pied, lorsque les policiers continuent à surveiller le véhicule.

Deux heures plus tard, les deux femmes se rendent de nouveau à la poste. Elles en ressortent, chargées de sacs bourrés à craquer. Les inspecteurs procèdent à un contrôle d'identité. dans les sacs, ils trouvent 2,14 millions de francs en coupures de 500 francs. Les porteurs de valise sont Marie-Thérèse Hérault, Danièle Simonin et son mari. Les deux femmes viennent d'ouvrir un compte postal et de retirer une partie de l'argent obtenue par une escroquerie à l'assurance-vie, au cours de laquelle un clochard a été tué en juin 1987, à la place du souscripteur, Yves Dandonneau *(nos dernières éditions du 20 janvier)*.

Ayant appris qu'une information a été ouverte à Montpellier pour rechercher les causes de l'accident dans lequel Yves Dandonneau, qui ne possède pas moins de huit assurance-vie, a été, croit-on à l'époque, tué, près de Lodève (Hérault), les policiers du quinzième arrondissement interrogent longuement les trois personnes interpellées. Ils découvrent que Danièle Simonin, cadre dans une compagnie d'assurances où fut employé Yves Dandonneau, a déjà effectué deux voyages à Cannes, où elle a ouvert un compte postal, le 24 octobre, sous son nom de jeune fill. Elle devait s'y rendre de nouveau pour déposer les 2,14 millions de francs retirés. Avant son « décès officiel », Yves Dandonneau lui avait promis de l'embaucher dans la société de jouets qu'il avait montée à Montmorency (Val-d'Oise) et dont le PDG, contrairement aux premières informations obtenues, est Marie-Thérèse Hérault, surveillante de maternité à la clinique de Sarcelles. Dans cet établissement a travaillé également Daniel Blouard, le conducteur de la voiture incendiée volontairement.

Les enquêteurs parisiens sont d'autant plus perplexes qu'il n'y a pas eu d'autopsie du corps retrouvé dans la véhicule. Mais le juge d'instruction de Montpellier, qui n'est encore saisi que d'une possible escroquerie, ne prolonge pas la garde à vue des trois personnes. Sur son avis, elles sont remises en liberté et les coupures de 500 f leur sont même rendues. Episode que les enquêteurs parisiens ne se privent pas de rappeler aujourd'hui.

Ce ne fut, on le sait, que partie remise puisque le clan des escrocs à l'assurance-vie vient d'être arrêté par la gendarmerie, deux mois, tout de même, après l'affaire du bureau de poste. Le mardi 20 janvier, Yves Dandonneau, appréhendé près de Cannes, a été inculpé d'escroquerie à l'assurance par Mme Claudine Laporte. Quatre complices devaient être présentés au juge d'instruction : Daniel Blouard, François Meunier, cuisinier à Sarcelles qui a « recruté » le clochard mort à la place de Dandonneau, Marie-Thérèse Hérault, la compagne de M. Dandonneau, unique bénéficiaire des assurances-vie, Danièle Simonin. Les autres personnes qui avaient été interpellées (*le Monde* des 20 et 21 janvier) ont été remises en liberté.

L'identité de la victime reste inconnue. Selon les déclarations de François Meunier, le clochard âgé d'une quarantaine d'années, se prénommait Joël. Il semble que M. Dandonneau ait effectué auparavant, avec un autre clochard, une première tentative qui n'a pas abouti.

● **Interpellations et expulsions au Pays basque.** — Six personnes ont été interpellées, le mercredi matin 20 janvier, lors d'une opération de police effectuée au Pays basque français dans la région d'Urrugne Sare et le Boucau. Deux militants présumés de l'ETA, Francisco Javier Jauregui-Arribillaga, trente ans, et Cornelio Arregui-Perurena, trente-trois ans, ont été expulsés vers l'Espagne, dans la soirée, selon la procédure dite d'urgence absolue. Deux autres Basques espagnols ont été l'objet d'une simple mesure administrative de reconduite à la frontière. Un cinquième homme, dont l'identité n'a pas été révélée, demeure en garde à vue à Bayonne. Enfin la sixième personne interpellée, une jeune femme, a été remise en liberté après vérification d'identité.

Communication

Avant l'introduction de son groupe à la Bourse de Paris

M. Maxwell entretient le mystère sur ses intentions en France

LONDRES
de notre correspondant

M. Robert Maxwell prépare *« un grand coup en France dans le domaine de la communication »*. Le magnat de la presse britannique, qui pratique volontiers l'intoxication *surtout quand il veut emporter le* morceau, a fait cette confidence aux correspondants français à Londres qu'il avait invités à un déjeuner-buffet suivi d'une visite de la salle de rédaction ultra-moderne du *Daily Mirror*, fleuron de son groupe, un quotidien au format tabloïd qui tire à trois millions d'exemplaires.

M. Maxwell a voulu intriguer son auditoire sans pour autant lui donner d'éléments d'information. S'agit-il de la presse écrite ? De la télévision ? De la diffusion d'images par satellite ? Après avoir lancé son pavé, le patron de British Printing and communication Corporation (BPCC) s'est transformé en sphynx...

« Vous verrez dans quelques jours ! » a-t-il laissé négligemment tomber. Il faut donc interpréter ces sourires entendus et faire la part du bluff. Une seule certitude : « Super Max », comme on l'appelle parfois ici, n'est pas intéressé par la reprise du *Matin*. *« Je ne rachète pas les cadavres »*, a-t-il commenté avec simplicité.

Le « baron » de la presse britannique a, d'évidence, l'intention d'entretenir un certain *« suspense »* autour de ses initiatives — ne va-t-il pas introduire le 5 février son groupe, *Maxwell Communication*, à la Bourse de Paris dans un contexte un peu morose ?

Un quotidien populaire de langue anglaise

M. Maxwell est déjà solidement implanté en France. Outre sa participation minoritaire dans la première chaîne de télévision de *« son ami Bouygues »*, il détient 25 % de l'agence de photo Sygma et possède, par l'intermédiaire de son fils Ian, la petite agence de presse ACP. Il a en outre une maison d'édition qui est la filiale française de Pergamon, le groupe britannique spécialisé dans les livres scolaires, *scientofiques* et techniques qui a été, jadis, la base de départ de sa prodigieuse ascension.

M. Maxwell possède une agence mondiale de publicité par satellite. Il a manifesté de l'intérêt pour le satellite TDF 1 que la fusée Ariane devrait bientôt placer sur orbite. Mais il négocie toujours les conditions avec le gouvernement français tout en gardant des contacts avec les promoteurs du satellite luxembourgeois Astra.

M. Maxwell a un autre projet en France, avoué celui-là : imprimer à Paris, à partir de 1989, un quotidien populaire de langue anglaise qui serait distribué dans toute l'Europe et viserait un tout autre créneau que *l'International Herald Tribune* puisqu'il s'intéresserait à une catégorie sociale nettement plus modeste de lecteurs anglophones.

M. Robert Maxwell a encore eu le temps, mercredi, de faire savoir qu'il était intéressé par le rachat des *Echos*, si M. Balladur mettait son veto, comme il semble le lui suggérer, à l'acquisition de ce quotidien financier par le groupe britannique Pearson.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Guerre des chaînes en Belgique

Un champ de bataille pour les grands groupes européens

La Belgique, un des pays les plus câblés au monde mais aussi un des plus ouverts puisqu'un téléspectateur bruxellois peut recevoir jusqu'à vingt programmes par jour, commence à voir se lever un vent de... protectionnisme. Ainsi, la 5 frappe depuis plusieurs mois à la porte, sans résultat. Ainsi Canal Plus attend toujours son ticket d'entrée. Voilà même que certains souhaitent que TF1, voire Antenne 2, acquittent un droit de péage important pour pouvoir continuer à émettre en Belgique.

BRUXELLES
de notre correspondant

Curieusement, mais ce pays n'est pas à un paradoxe près, le chef de file de cette croisade n'est autre que le fougueux patron de RTL-TVI, M. Jean-Charles de Keyser, qui a obtenu en février 1986 seulement le droit officiel de diffuser de la publicité en Belgique alors que sa chaîne en émettait depuis plusieurs années. *« Certes, j'étais un braconnier*, reconnaît M. Jean-Charles de Keyser, *mais maintenant je suis un garde-chasse, car moi j'ai payé mon permis ! »* Allusion directe aux chaînes françaises qui diffusent en Belgique sans respecter aucun cahier des charges.

« Lorsque TF 1 ou Antenne 2 négocie un contrat avec une firme, la chaîne ajoute : « Et en plus votre » message passera en Belgique », » commente M. de Keyser. *« Ce n'est pas rien quatre millions de téléspectateurs francophones en prime ! »* Principal souci de RTL-TVI : s'opposer à l'arrivée de la 5 considérée comme l'ennemi numéro un, compte tenu de la similitude des programmes. Opérations jusqu'à présent réussie : au grand dam de ses défenseurs en Belgique, la chaîne de M. Robert Hersant n'est toujours pas captée ici. *« Nous sommes d'accord pour signer un cahier des charges*, déclare M. Dario Rivolta, l'homme chargé par M. Berlusconi de faire entrer la 5 en Belgique, *mais que ce soit le même pour tous. Là-dessus le traité de Rome est incontournable. »*

Autre difficulté pour RTL-TVI : sa nouvelle grille, notamment parce qu'elle était trop coupée de spots publicitaires, n'a pas obtenu le succès escompté. Actuellement les téléspectateurs francophones de Belgique se répartissent grossièrement de la manière suivante : 30 % environ regardent la RTBF, 30 % RTL-TVI et 30 % les chaînes françaises. Depuis quelques mois, on note pourtant une augmentation de la RTBF et de TF 1 — qui se taille la part du lion parmi les chaînes françaises — et une baisse d'audience de RTL-TVI. Quant aux « autres » — de la RAI aux chaînes allemandes en passant par TV5 ou Sky channel, — elles se partagent les « miettes ».

Cette évolution favorable, pour le moment, à la RTBF entraîne certains responsables, et notamment les publicitaires belges, à demander une nouvelle fois que la chaîne publique puisse bénéficier aussi de la publicité accordée jusqu'ici exclusivement à RTL-TVI. *« D'accord*, répondent les responsables de cette dernière, *mais à condition de partager aussi la dotation étatique attribuée à la RTBF. »*

Une autre bataille se déroule sur l'installation en Belgique francophone d'une télévision à péage. En lice trois candidats : le français Canal Plus — légèrement « belgicisé », — le suédois Filmnet et le belge TV-Club, qui a reçu le soutien non négligeable de M. Robert Maxwell. *« Il faut bien comprendre*, commente un expert, *que la Belgique, si petite soit-elle, est un des théâtres du combat des chefs... Quand M. Berlusconi attaque notre marché, c'est peut-être pour négocier ailleurs quelque chose avec la CLT, et ainsi de suite. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La panne de Télécom 1-B

Lancement d'un satellite de secours en mars

Troisième satellite de la série, Télécom 1-C sera lancé comme prévu le 4 mars par Ariane, a déclaré le ministre des PTT, M. Gérard Longuet. *« Cette date devient un impératif absolu »*, a poursuivi le ministre. Depuis la panne de son homologue Télécom 1-B (*le Monde* daté 17-18 janvier) les services du système Télécom (radio, TV mais aussi transmission militaires) ne sont plus assurés que par le seul satellite Télécom 1-A, et sont donc fragiles. Le ministre a indiqué que les simulations effectuées pour déterminer la panne de Télécom 1-B ne justifiaient pas une modification de Télécom 1-C. Son constructeur, Matra, s'affirme en mesure, même si c'était le cas, d'effectuer les modifications en temps voulu.

Evoquant les difficultés des satellites de télévision directe comme TV-Sat et TDF1 (*le Monde* du 14 janvier), M. Longuet a confirmé le lancement de ce dernier. Mais il a précisé que *« les esprits étaient murs en France et en RFA pour un vaste brassage d'idées »*. Ce qui pourrait impliquer une coopération entre les deux pays, dont M. Longuet a discuté avec son homologue ouest-allemand, M. Christian Schwarz-Schilling, jeudi dernier.

● *M. André Lajoinie demande le rétablissement des commandes obligatoires des sociétés de télévision à la SFP.* — A l'issue d'une visite au centre de production de la SFP à Bry-sur-Marne, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a estimé, le mercredi 20 janvier, que cette société — *« l'outil de production audiovisuelle le plus performant d'Europe »* — *« ne peut se développer et remporter de nouveaux succès si la politique audiovisuelle mise en œuvre depuis quinze ans est poursuivie »*.

Dénonçant la priorité donné, selon lui, *« à la logique des financiers »* au détriment de l'*« exigence de production de qualité, de diversité des programmes »*, le candidat communiste s'est prononcé pour le développement d'une *« production nationale de programmes »*, en réclamant notamment le rétablissement des commandes obligatoires des sociétés de télévision à la SFP, et la revalorisation des missions de l'INA, dans les domaines de la recherche et de la formation.

Il a demandé, dans l'immédiat, que la SFP assure le tournage des émissions sur le bicentenaire de la Révolution Française, *« qu'on envisage, dit-il, de tourner à l'étranger »*, ainsi que celui des émissions des candidats à l'élection présidentielle au cours de la campagne officielle.

Un nouvel hebdomadaire

« Politis-le Citoyen » paraît en kiosques

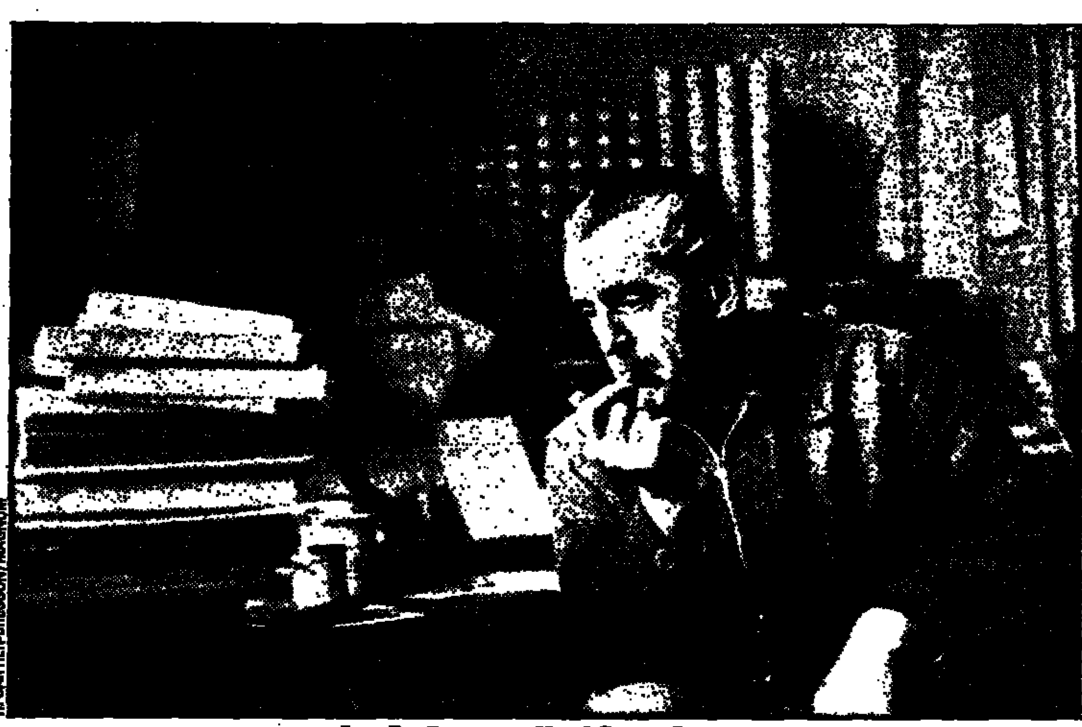
Cinquante-deux pages, une maquette quelque peu austère, trois grandes parties offrant des enquêtes et des reportages (« récits contemporains »), les faits de l'actualité (« la semaine ») et des analyses et commentaires sur les grands sujets de civilisation (« les débats »), rythmées par de nombreuses chroniques : le premier numéro de l'hebdomadaire *Politis-le Citoyen* a paru le jeudi 21 janvier.

Une trentaine de salariés, dont la moitié de journalistes, regroupées autour de Bernard Langlois (ex-présentateur de l'émission « Résistances » d'Antenne 2), travaillaient depuis dix mois à ce projet d'un nouveau titre clairement orienté à gauche. Fabriqué par les imprimeries de *Témoignage chrétien*, *Politis-le Citoyen*, vendu au prix de 20 francs, avait lancé l'automne dernier un appel à l'épargne publique afin de réunir les 4 millions de francs nécessaires à son démarrage. Plus de 2 millions de francs ont été souscrits, ce qui a incité l'hebdomadaire à se lancer.

Le premier numéro a été tiré à cent mille exemplaires, mais quarante mille exemplaires vendus suffiraient à équilibrer l'hebdomadaire. Bicentenaire de la Révolution oblige : un encart de quatre pages au sein du journal relatant les faits marquants de la semaine du 21 janvier... 1788 donne à *Politis* une pointe d'originalité qui se répétera chaque semaine.

Le Monde
DES LIVRES

Une missive de Jean Grenier et des lettres d'André Suarès dans le courrier de Jean Paulhan...


H. CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Jean Paulhan vu par Henri Cartier-Bresson.

Chers épistoliers

QUAND ne sévissait pas encore la tyrannie du téléphone – instrument et symbole de ce prétendu siècle de la communication, dans lequel les gens communiquent si peu, – les femmes ou les hommes de lettres, légitimant leur réputation, employaient une bonne partie de leur temps à tenir leur correspondance. On échangeait les secrets du métier, les recettes de cuisine, la météorologie du temps qui passe, la métaphysique du temps qu'il fait, les stratégies de la séduction, les enseignements des voyages, les façons de vivre et de mourir. On évoquait sa dernière fâcherie avec Dieu, l'Histoire ou sa petite amie. Et sa dernière réconciliation avec l'arrière-monde ou le demi-monde. C'était charmant et instructif.

Maintenant, on vous sonne comme un domestique, à n'importe quelle heure, sans vouloir considérer les progrès de la démocratie, laquelle devrait se confondre avec le droit de disposer de soi. Je parie que Jean Paulhan et Jean Grenier se seraient protégés de tous les fâcheux avec un répondeur, cette voix qui annonce, à votre place, que vous êtes absent, occupé ou réclamé par autre chose – ce qu'il serait difficile de formuler soi-même sans manquer aux règles de la civilité.

Jean Paulhan et Jean Grenier s'écrivirent souvent, de 1925 à 1968, c'est-à-dire jusqu'à la disparition du premier. Le second allait mourir quelques saisons plus tard, en mars 1971. Leur correspondance a paru chez Calligrammes, en 1984. Et voici que Ramsay publie une missive d'un genre particulier, qui figurait parmi les archives de Jean Paulhan. C'est une sorte d'épître, une lettre philosophique dans la tradition de celles que Descartes adressait à la princesse Elisabeth.

Les vieux messieurs frôleurs

En avril 1957, ayant reçu le manuscrit de *l'Existence malheureuse*, Jean Paulhan fut déconcerté, *« embarrassé »* par la manière dont Jean Grenier concluait son livre. Averti de ces *« réserves »*, l'auteur des *Iles* entreprit de s'expliquer dans une longue missive – *la Dernière Page* – destinée au seul Jean Paulhan. Jean Grenier commença son texte le 1er mai, et le termina le 27. Les devoirs de l'amitié, lorsqu'ils adoptaient la forme épistolaire, ne craignaient pas de s'accorder le loisir nécessaire à leur accomplissement. Vingt-sept jours pour comprendre soi-même, et faire comprendre, ce qu'on a voulu dire, ou plutôt ce que l'écriture vous a fait dire. Au passage, le lecteur admire la ponctualité et la modestie du professeur Jean Grenier quand il remet sa copie.

L'objet du débat – le problème philosophique du mal – importe moins que le style de Jean Grenier, l'allure qu'il imprime à ses méditations. *« Les contemporains de Maupassant*, écrit-il, *donnaient* [le nom de frôleur] *aux vieux messieurs qui tournaient autour des femmes. »* Lui-même se conduit comme un *« frôleur »* avec les idées. Il tourne autour de l'une ou de l'autre, les délaisse, revient, repart. Tandis que Jean Paulhan se montre rétif à l'indécision de la pensée, Jean Grenier l'accepte ou l'entretient.

Il cherche l'absolu, mais il se méfie des idéologies arrogantes qui prétendent raccommoder la terre et le ciel. Trop de gens font ou feront *« les frais »* de ce compromis. Alors, Jean Grenier refuse de suivre la ligne droite des triomphes. Il avance d'une manière sinueuse. Il épouse les caprices et les repentirs d'une réflexion qui, dans le même mouvement, se confirme et se désavoue, se rassure et se désempare. Il n'affirme rien sans le contredire. Il s'émeut autant qu'il raisonne. Il relate l'histoire sentimentale de ce qu'il pense, l'histoire philosophique de ce qu'il éprouve. Et les variations de la météo retrouvent leur place dans les boudoirs de la métaphysique...

∴

Autre correspondance : celle d'André Suarès avec Jean Paulhan, qui a commencé en 1925 et s'est poursuivie jusqu'en 1948. Le présent volume des *Cahiers Jean Paulhan* nous la restitue seulement jusqu'en juillet 1940. Aussi, le livre se termine sur ces mots d'André Suarès : *« La médiocrité des chefs est la pire des trahisons. »* Le 8 mai 1940, oubliant un moment les malheurs de l'époque, l'auteur du *Voyage du condottiere* affirmait que *« la meilleure métaphysique »* s'élabore à la façon d'*« une rêverie »*...

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 19.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

L'Air du large, Vers l'Ouest, *de Michel Mohrt*

Critique - Romancier

CERTAINS auteurs ronchons se plaignent que des critiques écrivent des romans et que des romanciers fassent de la critique ; ils ressentent ces passages d'une activité à l'autre comme des cumuls exorbitants, ils voudraient que s'appliquent la division du travail chère aux industries, la mise en carte chère aux flics. De quel droit, grands dieux ! (On reconnaît les poussifs à la manie de légiférer.) N'est-ce pas plutôt un avantage que les livres soient analysés par des gens qui, à leur heure, exposent des livres au jugement et savent un peu y faire, soulever le capot, parler mécanique ?

C'est le cas de Michel Mohrt, et dans une catégorie – les livres étrangers – où l'incuriosité française, à laquelle n'échappent pas les critiques, fait de lui une exception. Un premier recueil de ses diverses études, *l'Air du large I*, a reçu le Grand Prix de la critique 1970. Le tome II que voici réunit d'autres préfaces et articles, avec une prédominance du champ anglo-saxon. Pavese et Mishima sont les exceptions confirmant la règle d'une préférence ancienne, gagée par les activités éditoriales de Michel Mohrt, responsable chez Gallimard de l'outre-Manche et de l'outre-Atlantique.

D'ÊTRE romancier « par ailleurs » donne à l'essayiste un atout fort, en nos temps de spécialisation et de sectarisme. N'ayant jamais trop de toutes les approches disponibles pour cerner les personnages de ses propres œuvres, l'auteur de fiction conserve cet éclectisme à l'égard des œuvres des autres. C'est net, ici : bien qu'on le devine peu porté vers le freudisme, Michel Mohrt reconnaît l'apport de la psychanalyste Marie Bonaparte, quand elle diagnostique le complexe d'Œdipe chez Edgar Poe.

La critique par les influences, si décriée, reste féconde : il n'est pas sans intérêt de repérer les traces du roman « gothique » à la Radcliffe dans *les Hauts de Hurlevent*. Par « influence », Mohrt entend un mécanisme conscient. Pour lui, le grand roman est une construction intellectuelle *« voulue »*, non un jaillissement spontané. Même le feuilletonesque, tel qu'il s'étale dans *la Case de l'oncle Tom*, peut être tout à fait délibéré ; et nullement subalterne.

Rares sont les lecteurs professionnels qui s'encombrent aussi peu d'*a priori* théoriques. Michel Mohrt n'hésite pas à éclairer subjectivement notre lecture à l'aide des siennes et des déformations que le temps leur a fait subir. Certains livres qui ont enchanté notre jeunesse donnent, à la relecture, la même impression de rétrécissement qu'un jardin d'enfance retrouvé après longtemps. Ainsi de *l'Ile au trésor* ou de *Par le fer et par le feu*, de Sienkiewicz.

JAMES demeure le patron, avec Flaubert, des romanciers du comportement. Selon Mohrt, l'auteur des *Ailes de la colombe* a tout dit sur la question, capitale pour un romancier, du *« point de vue »*, et sur le *« secret »* que les personnages jamesiens produisent autour d'eux, comme la sèche crache l'encre. Cette religion du secret, Mohrt la reconnaîtra chez Virginia Woolf, et il en cherchera l'origine dans les biographies de Quentin Bell ou de Claudine Jardin.

Les relectures de romanciers ont aussi le mérite de dénicher des formules récapitulatives telles qu'ils rêvent d'en trouver eux-mêmes, plus profondes que d'épais traités. Pound a tout dit sur l'*Ulysse* de Joyce quand il y voit, dans un texte du *Mercure* datant de 1922, la continuation de la lutte de Flaubert contre *« le pignoufisme »*. Thomas Mann offre l'occasion de s'interroger sur les modifications que connaissent les styles, en vieillissant. Deguy observe qu'ils deviennent plus *« cavaliers »*, aux sens variés du mot. Blanchot dit à peu près de même sur l'*« ironie »* grandissante des vrais écrivains, chez qui le langage se connaît de plus en plus comme *« ruse essentielle »*.

(Lire la suite page 19.)

La propriété, c'est le survol

Jacques Attali s'interroge sur l'histoire de la possession. Foisonnant mais parfois trop rapide.

PEUT-ON écrire trois livres en un ? A lire le dernier livre de Jacques Attali, *Au propre et au figuré, Une histoire de la propriété* (Fayard), la tâche n'apparaît pas insurmontable. S'y entremêlent un essai sur le sentiment de propriété, une méditation sur la fin du pouvoir – au double sens du mot « fin » – et une histoire de la possession et de ses pratiques. Heureusement, l'auteur prend la précaution liminaire de munir le lecteur d'un fil conducteur : la propriété serait, pour l'homme, le moyen de masquer sa peur de la mort en s'assurant une forme d'éternité. Mais, tout en laissant apparaître çà et là des bouts de ce fil d'Ariane, Jacques Attali sait avec talent brouiller les pistes.

Nommer, classer, codifier les choses, telle est la tâche sans cesse renouvelée des hommes. Utilisant un schéma repris pour partie des travaux de Fernand Braudel, Jacques Attali distingue quatre étapes. A l'origine, la seule propriété possible est celle de la vie – on possède sa femme ou son enfant. Elle définit « l'Ordre des dieux », puis, lorsque les sociétés sont suffisamment consolidées, vient le temps de la terre et des symboles qui caractérisent « l'Ordre impérial ». Apparaît alors « l'Ordre marchand » structuré par l'argent, que l'on gagne, que l'on transmet et qui, dans nos modernes sociétés de consommation, permet de jouir de la propriété. Enfin vient « l'Ordre nomade », qui s'esquisse en ce moment sous l'effet conjugué des mutations technologiques et de la crise économique. C'est le temps de la propriété des signes, signes du savoir, de la distinction – sociale, financière ou ethnique.

L'avantage évident de cette démarche est d'offrir au lecteur une classification simple, applicable à l'ensemble des civilisations. Et d'évacuer le sempiternel débat quant au choix de critères normatifs ou « objectifs » définissant l'idée de propriété, puisqu'il existe un échange permanent entre l'enquête historique et la réflexion sur ce concept.

A travers la succession des « Ordres », Jacques Attali démontre combien l'instabilité des systèmes de propriété altère leur rationalité. Mais, en retour, l'émergence régulière de nouveaux « Ordres » témoigne que le problème majeur ne réside pas dans cette instabilité mais dans l'incompatibilité existant entre la logique, individuelle ou égalitaire, de la propriété et la pratique de répartition capitaliste ou collectiviste. L'auteur peut ainsi s'interdire de trancher entre capitalisme et socialisme, dès lors que le marché et l'Etat sont tous deux indispensables à la régulation de la propriété. Nul besoin de proposer une nouvelle théorie et donc d'en détailler les composantes, ce qui prêterait inévitablement à la critique.

Adam, Noé et le Déluge

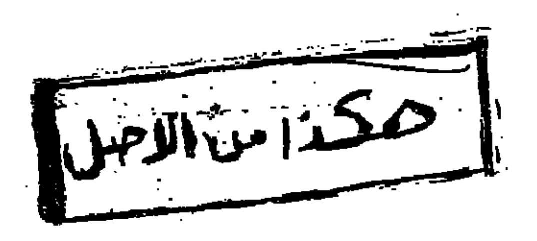
En adoptant ce point de vue de Sirius, l'auteur est cependant conduit à survoler certaines questions essentielles, voire à les négliger. Faut-il se contenter de citer Adam et Noé, sans s'interroger sur la relation qui les unit ? Le Déluge constitue-t-il une rédemption qui rétablit le rapport initial de propriété entre l'homme et Dieu ou bien un nouveau point de départ ? Noé est-il un « héritier » ou bien le signataire d'un nouveau contrat ?

Puisqu'il a choisi de privilégier une analyse dynamique de la propriété, on aurait aimé que Jacques Attali s'intéressât à cette rupture théologique ou bien à l'influence de la Contre-Réforme dans l'élaboration du droit de la propriété. Le lecteur est tout disposé à admettre avec lui que l'histoire de la laïcisation du concept de propriété permet de légitimer le pouvoir sans limites que l'homme exerce désormais sur le monde. Encore convient-il de fournir toutes les données.

A l'âge nucléaire, la civilisation de l'éphémère multiplie objets et propriétaires, satisfaits ou potentiels. Ainsi l'histoire d'un concept s'efface-t-elle devant une interrogation qui rappelle celle des *Trois mondes*. Comment échapper à la fin d'une civilisation engloutie par l'excès de ses richesses ? Rude défi pour nos sociétés et ceux qui les gouvernent.

ANTHONY ROWLEY.

★ AU PROPRE ET AU FIGURÉ, UNE HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ, de Jacques Attali, Fayard, 554 p., 140 F.



A LA VITRINE DU LIBRAIRE

● DERNIÈRES LIVRAISONS

ÉROTISME

● ADOLPHE BELOT : *les Stations de l'amour. « Lettres de deux jeunes époux momentanément séparés, qui, en se rendant leur liberté durant leur séparation, se sont promis de se raconter fidèlement leurs aventures pendant leur absence. »* — Tel est le sous-titre et l'argument de ce petit ouvrage emprunté au « second rayon », paru sous le manteau à la fin du siècle dernier et dû à un auteur tombé depuis dans un (juste ?) oubli... (Ed. Jean-Jacques Pauvert et Ce, 2 *bis*, rue Bénard, 75014 Paris, 69 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● OUVRAGE COLLECTIF : *Du Bartas, poète encyclopédique du seizième siècle.* — Rassemblés par James Dauphiné, voici les actes du colloque international qui s'est réuni à la faculté des lettres et sciences humaines de Pau et des pays de l'Adour en mars 1986. Une somme sur le grand poète baroque. (La Manufacture, 386 p., 165 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● FERNANDO PESSOA : *Erostratus.* — Cet *« essai sur le destin de l'œuvre littéraire »*, suite de méditations subtiles et paradoxales sur le génie, a été rédigé en anglais — il est ici traduit par François Rosso — par Pessoa, vraisemblablement vers 1925. Ce texte est suivi d'un essai de Claude-Michel Cluny, *le Fleuve et l'écho*, qui examine *« comme à bâtons rompus »* les menaces qui pèsent sur la *« survie »* de l'œuvre d'art. (La Différence, 156 p., 69 F.)

● HANS CHRISTIAN ANDERSEN : *Contes.* — Ce volume de la collection « Mille pages » rassemble la totalité des cent cinquante-six contes publiés par l'écrivain danois de 1835 à 1872, traduits et présentés par P.-G. La Chesnais. (Mercure de France, 1 162 p., 149 F.)

NOUVELLES

● OUVRAGE COLLECTIF : *les Meilleures Nouvelles de l'année 1987.* — Présentées par Christine Ferniot, quelques-unes des nouvelles qui ont marqué l'année 1987. Châteaureynaud, Topor, Jouet, Fournel, Garnier..., pour ne citer qu'eux, figurent au sommaire de ce volume. Ces nouvelles furent publiées, parfois en recueil, la plupart du temps en revue. (Syros, 220 p., 79 F.)

● OUVRAGE COLLECTIF : *Paris-Dakar, autres nouvelles.* — Bernard Magnier a invité des écrivains vivant dans les pays traversés par le rallye Paris-Alger-Dakar à lui envoyer des textes « libres » sur le rallye lui-même s'ils le souhaitent ou sur les lieux, les paysages, les habitants, leur histoire... Treize d'entre eux ont répondu. Ceux du « Nord » (les Français) traitent directement le sujet et sont plus virulents que ceux du « Sud » qui ont choisi des chemins de traverse. Ils se souviennent d'autres débarquements, d'autres traversées de ces contrées, et ils parlent du présent de ceux qui y vivent loin du bruit des machines. (Ed. Souffles, 28, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, 142 p., 75 F.)

POÉSIE

● JEAN ROYER : *la Poésie québécoise contemporaine.* — Depuis la fin de la guerre et surtout depuis les années 60, la poésie québécoise n'est plus seulement le chant du *« destin collectif d'un peuple qui prend la parole pour ne pas mourir »*. Pour Jean Royer, qui a composé cette anthologie, elle se développe dans les territoires d'un *« imaginaire littéraire tour à tour ludique et tragique, existentiel et métaphysique »*. (La Découverte, Paris et l'Hexagone, Montréal, 256 p., 169 F.)

SOCIÉTÉ

● PETR KRAL : *Prague.* — Dans la belle collection « Des villes », un livre qui se veut *« vision inspirée par tels moments concrets du devenir »* de Prague et *« témoignage qui prétend moins à une fidélité littérale qu'à une justesse d'esprit et de fond »*. (Champ Vallon, 118 p., 78 F.)

ROMAN

● HENRI TROYAT : *Toute ma vie sera mensonge.* — La tendresse passionnée d'un frère et d'une sœur dans le Paris de l'Occupation. Jalousie, amour juvénile, trahison et mensonge... sont au menu de ce nouveau roman de l'auteur des *Eygletière.* (Flammarion, 210 p., 79 F.)

RELIGIONS

● LE ZOHAR : *le livre de Ruth.* — Traduit de l'hébreu et de l'araméen et présenté par Charles Mopsik, cette partie importante du *Zohar* qui *« évolue entre l'exégèse allégorique et le commentaire rabbinique classique (...), se préoccupe beaucoup de cosmogonie et de cosmologie et met l'accent sur l'angélologie et la psychologie eschatologique »*. (Verdier, 216 p., 98 F.)

HISTOIRE

Un catéchisme de l'Occupation

Albert Chambon, résistant, déporté et ancien ambassadeur, offre des réponses à douze questions maintes fois posées sur l'Occupation et la Résistance. Trop de détails, estime-t-il, cachent aux générations d'aujourd'hui l'essentiel. Comment en effet, quand on a vingt ans, se retrouver dans les deux cent soixante-quatre réseaux et sous-réseaux de renseignements et les quarante-quatre mouvements homologués, dont tous ont leurs mémorialistes ? L'ancien diplomate entend donner des années sombres *une idée claire. Un catalogue des* idées reçues ? Loin de là. Albert Chambon a ses opinions et expose sans fard sa vision des choses.

S'il ne manifeste guère de sympathie pour Vichy et le maréchal Pétain, il n'en estime pas moins que certains historiens, comme Robert Paxton, les ont noircis outre-mesure : les documents officiels qu'ils utilisent étaient destinés souvent à être lus par les Allemands — donc systématiquement faussés. Du rôle des communistes dans la Résistance et dans les camps de concentration, il donne une image sévère et parfois simplificatrice.

Avec une grande clarté, il analyse le rôle historique de la Résistance *métropolitaine*. De Gaulle, à ses yeux, l'a comprise et admise trop tard. Et il l'a empêchée de devenir une force de renouveau politique. Du moins a-t-il su l'utiliser face à un Roosevelt profondément antifrançais. Chambon rappelle, d'après les Mémoires d'Anthony Eden, que le président, en 1943, envisageait la création d'une Wallonie *indépendante* : un morceau de Belgique, le Luxembourg, l'Alsace *et la Lorraine et une partie du nord* de la France...

Statistiques en main, il montre que la Résistance fut l'affaire de toutes les couches de la société *française même si elle ne représentait*, en fait de membres totalement engagés, que cinq cent mille personnes, dans un pays, il est vrai, où deux millions d'hommes en 1940 *étaient prisonniers et un million* trois cent cinquante mille encore en 1942. Il faut, assure-t-il, déculpabiliser les Français. Aux 0,4 % de collaborateurs avérés il oppose la masse croissante d'un peuple activement ou passivement opposé aux vainqueurs de 1940 : 90 % des Français au début de 1944, selon le responsable de la Gestapo Dickler.

Eloge *lyrique* de la Résistance ? L'ancien déporté de Buchenwald entend s'accrocher aux faits et aux chiffres. Son condensé, selon les lois du genre, est parfois sommaire. Au nom d'un apolitisme qui est, comme c'est souvent le cas, plus proche du centrisme que de l'impartialité historique, il tranche dans des débats qui n'ont pas fini d'agiter les experts. Un livre d'honnête homme, en tout cas, et malgré quelques partis pris, le public qu'il veut toucher verra certainement plus clair, grâce à lui, dans une histoire *pleine encore de bruit et de fureur.*

JEAN PLANCHAIS.

★ **QUAND LA FRANCE ÉTAIT OCCUPÉE, 1940-1945, d'Albert Chambon, éditions France-Empire, 205 p., 88 F.**

CAGNAT.

POÉSIE

Ibn Arabi le mystique

Ibn Arabi, le cheikh al akbar, l'homme de la laine drue et de la parole intérieure, le soufi, le mystique musulman dont *« le cœur est le cloître du moine »*, traverse les siècles tel l'écho dans un désert infini. De Murcie, où il est né en 1165, à Damas, où il est mort en 1240, sa voix ne cesse de porter les syllabes d'une passion ardente. Amour de la beauté ; amour de Dieu ; amour du verbe. Abdelwahab Meddeb (1) est un lecteur intime de ce grand mystique. Poète de l'inaccessible, il verse *sa passion dans la parole de son maître* et ami au point de ponctuer son souffle de moments éblouis. Le poète d'aujourd'hui se fait exil, miroir du temps et chant sur chant dans des stances dont le lyrisme reste pudique. C'est une écriture superbe qui est née de cette intimité fraternelle et exigeante ; une voix brûlante et limpide.

Abdelwahab Meddeb *suit pas à* pas, rêve à rêve, l'errance d'Ibn Arabi qui rencontre à La Mecque le reflet de la suprême beauté, femme ou flamme, astre enroulé dans un voile de soie. Le poète se met à hauteur de cette mémoire, et les deux voix se confondent pour composer ces soixante et une stances, *diwan* de l'amour et de l'exil impossibles : *« Je voyage dans le monde, qui est une nuit obscure, je rends visite aux cinquante villes, où commence, où finit la solitude, cités fantômes, quartiers démolis, places neuves, dans les cieux, avec les anges, je vibre à l'éclair, j'ai le vertige, dans les trous d'air, la fièvre est une machine, qui n'arrête pas, dans la nuit noire, je vais au pas, d'un esprit vide, qui, dans la ténèbre, voit et ne pense pas* (2). »

TAHAR BEN JELLOUN.

★ **TOMBEAU D'IBN ARABI, d'Abdelwahab Meddeb, Sillages, Noël Blandin éditeur, 96 p., 78 F.**

— Dans la même collection, « L'Ouverture du champ », paraissent deux autres titres : *Testament nomade*, de Hawad, et *le Livre du cèdre*, de Patrick Hutchinson, qui dirige en outre cette collection. La présentation de ces ouvrages est élégante et soignée. Distribué par Distique.

(1) De cet écrivain tunisien, il faut lire ou relire *Talismano*, son premier roman qui vient d'être réédité chez Sindbad. *Phantasia*, son second roman, est paru en 1986 aux éditions Sindbad.

(2) On est tenté de demander aux libraires d'essayer de garder ce livre le temps nécessaire à la poésie pour qu'elle se signale à ceux qui en ont besoin.

ROMAN

La mort en sourdine

Anselme va mourir. Il meurt. Il est mort. Délicatement, son corps tombe dans du plomb *« tiède et doux »*. Resurgissent alors à sa mémoire, avant, pendant, et après sa mort, les images de son passé : son père, sa mère, sa femme Anna et ses enfants. Anselme refroidit. Son esprit ne fait pourtant l'effort d'aucune reconstitution. C'est un défilé de souvenirs qui, en un après-midi, vont être fossilisés, archivés, *numérotés : le 701 à Caen, le 43* à Chantilly..., pour finir enfin, pianissimo.

Anselme a un ami, Ferrand, journaliste et écrivain comme lui. *L'Après-Midi* est le double récit de la vie de ces deux hommes de quarante ans, *« pris dans le long été immobile de la maturité »*, deux écrivains qui s'entre-tuent depuis vingt ans sur deux morales différentes, complémentaires. Mémoire d'un vivant, mémoire d'un mort. L'un, mobile (en reportage sur les lieux de leur enfance), recompose difficilement ce que l'autre, immobile (sur la table de ping-pong devenue lit de mort), décompose sensuellement, presque tactilement. Comme si sa propre décomposition devait passer par celle de ses souvenirs et de ses sensations. Anselme et Ferrand n'ont qu'un point commun : ce même sentiment d'abandon, d'un temps qui fuit *« moelleusement »* pour le mort, d'*« une vie qui passe comme une fluidité invisible »* pour le vivant.

Jacques-Pierre Amette a écrit là un livre comme on compose un *lied* pour piano et basse. Présent et effacé, Ferrand accompagne la voix silencieuse d'Anselme. Claires et sobres, les voix s'éloignent imperceptiblement comme si un feutre tombait sur des mots trop découverts, des sensations trop vives. Il faudrait, mort, pouvoir se rappeler ce texte écrit en sourdine. Et comparer.

J.-M. DUMAY.

★ ***L'APRÈS-MIDI*, de Jacques-Pierre Amette, Gallimard, 148 p., 68 F.**

● **UMBERTO ECO participera le 27 janvier, à 18 heures, à l'Institut culturel italien (50, rue de Varenne, 75007 Paris), à la présentation de son livre *Sémiotique et philosophie du langage* (PUF).**

● ***PRÉCISION.*** — **Le recueil de nouvelles d'Erik Louis *L'Effacement*, qui a obtenu le prix Prométhée (« le Monde des livres », du 15 janvier) a été publié aux Editions L'Age d'homme.**

● EN POCHE

● Dans l'élégante collection « Tirage limité », dirigée par Olivier Barrot chez Calmann-Lévy, Patrice Delbourg présente un roman d'Emmanuel Bove, *Cœurs et visages*, publié en 1928, 82 F.

● Dans la même collection, mais dans le domaine étranger, un livre de jeunesse, savoureux et cinglant, de Thackeray, *Mémoires d'un valet de pied*, traduit et préfacé (au siècle dernier) par William L. Hugues, et *le Régiment des Deux-Siciles*, un roman du Viennois Alexander Lernet-Holenia, publié dans les années 50 par Manès Sperber, traduit de l'allemand par Bruno Weiss, présenté par G.-A. Goldschmidt (78 F et 82 F).

● Les « Cahiers rouges » de Grasset rééditent l'un des grands romans « initiatiques » de Hermann Hesse, *Siddhartha*, publié cinq ans avant *le Loup des steppes*, en 1922, et traduit en 1925 chez Grasset. Malheureusement, le nom du traducteur ne figure pas dans la présente édition. Egalement dans les « Cahiers rouges », *le Bouddha vivant*, « chronique du vingtième siècle », de Paul Morand.

● De la Commune de Paris à mai 68, en passant par l'affaire Dreyfus et le 13 mai 1958, Michel Winock a dressé un inventaire des *« grandes crises politiques »* et peint le tableau de ce qu'il nomme *la Fièvre hexagonale* (« Points-Seuil Histoire », N° H 97). Dans la même série, le tome 3 de *l'Histoire générale du XXe siècle* par Bernard Droz et Anthony Rowley : *Expansion et indépendances 1950-1973* (N° H 96).

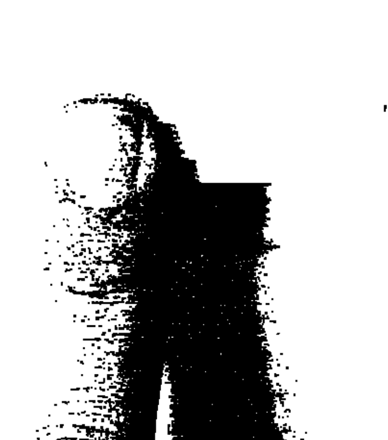
● Philippe de la Cotardière propose un *Dictionnaire de l'astronomie* dans la collection « Références » chez Larousse.

● *« Tout ce qui vit fait du bruit. — Quel plaidoyer pour le minéral »* : c'est l'un des aphorismes que Cioran a tiré *De l'inconvénient d'être né* (« Folio-Essais », N° 80).

● Dans la même collection sont rééditées les *Six études de psychologie de l'enfant* de Jean Piaget (N° 71).

● Dans la série « Fins de siècle » que dirigea Hubert Juin en 10/18, deux nouvelles rééditions de Huysmans, en un volume, *En ménage* et *A vau-l'eau* (N° 974).

● *L'Antre aux fantômes des collines de l'ouest* : sous ce beau titre, André Lévy avait publié, avec l'aide de René Goldman, sept contes chinois (XIIe-XIVe siècle) dans la collection « Connaissance de l'Orient » (Gallimard-UNESCO). Ce volume est repris en poche (N° 21).











هكذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

Un sondage SOFRES/le Grand Livre du mois

Les Français, les livres et la télévision

La multiplication des chaînes diminue encore le temps consacré à la lecture

RIEN *ne s'arrange* entre Gutenberg et MacLuhan. Depuis que la télévision s'est *massivement* installée dans nos vies, devenant tout à la fois le principal instrument de loisirs et le plus important moyen d'information, ses relations avec la lecture – qui exerçait depuis quatre siècles un magistère culturel incontesté – ont toujours été conflictuelles. Toutefois, une sorte d'armistice semblait avoir été conclu, dans lequel certains entrevoyaient les chances d'une complémentarité harmonieuse : la boîte à images, grâce à la séduction qu'elle opérait sur ses fidèles, pouvait aussi devenir le plus efficace des instruments de promotion de la lecture et le plus vorace des utilisateurs de littérature sous forme d'adaptations et de scénarios.

Est-ce un effet du fameux « nouveau paysage audiovisuel français », de la multiplication des chaînes commerciales et de la privatisation de TF 1 ? Cet armistice paraît bel et bien rompu si l'on en croit le sondage réalisé par la SOFRES pour le compte du Grand Livre du mois, entre le 23 et le *29 décembre* 1987.

Si 72 % des personnes interrogées disent n'avoir rien changé à leurs habitudes de lecture depuis qu'il existe six chaînes de télévision (mais celles-ci ne couvrent pas encore la totalité du territoire), 18 % affirment regarder davantage la télévision et lire *moins*, cependant que 5 % déclarent lire davantage. Si la baisse du temps consacré à la lecture à *cause de la télé affecte assez* peu les cadres, les professions intellectuelles et intermédiaires (entre 10 % et 12 %), elle touche beaucoup plus ceux qui déjà lisaient le moins : les employés (22 %), les ouvriers (24 %) et les agriculteurs (25 %), toutes classes d'âge confondues.

Ceux qui attendent de la télévision qu'elle promeuve la lecture risquent également d'être déçus. D'une part, 44 % des Français estiment qu'il y a assez d'émissions littéraires à la télévision, 4 % qu'il y en a trop et 41 % qu'il n'y en a pas assez. Encore ce pourcentage diminue-t-il au fur et à mesure que l'on grimpe l'échelle des âges : si les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans sont 54 % a demander davantage d'émissions consacrées au livre, ils ne sont plus que 38 % entre cinquante et soixante-quatre ans et 33 % à soixante-cinq ans et plus.

Les « Misérables » au palmarès

A défaut des émissions littéraires, les adaptations de livres à *la télévision* et *au cinéma incitent*-elles à lire les œuvres dont elles sont inspirées ? 65 % des personnes interrogées disent ne pas aimer lire un livre après avoir vu son adaptation à l'écran, contre 29 % qui sont d'un avis contraire. Cependant, lorsqu'on va au-delà de ce sentiment et qu'on interroge précisément les Français sur les livres qu'ils ont lus et les œuvres littéraires dont ils ont vu les adaptations, on est frappé par la corrélation étroite qui existe entre les deux. C'est ainsi que 80 % ont vu une version des *Misérables* et que 74 % disent avoir lu le roman d'Hugo. Les chiffres sont respectivement de 55 % et 55 % pour *le Comte de Monte-Cristo*, 45 % et 43 % pour *Manon des Sources* de Pagnol, 33 % et 25 % pour *les Rois maudits* de Druon, 16 % et 12 % pour *le Nom de la rose* d'Umberto Eco. La proportion ne s'inverse que pour *le Rouge et le Noir* qui a été davantage lu que vu (45 % contre 29 %), mais il est vrai que le roman de Stendhal n'a pas été adapté depuis la version qu'a tournée Autant-Lara en 1954, et qui n'a guère été montrée à la télévision.

Valeur éducative et récréation

Au reste, certains de ces chiffres étonnent. Certes, *le Nom de la rose* a été un succès de librairie surprenant pour un roman aussi complexe. Qu'il ait été lu par plus d'un Français sur dix paraît néanmoins peu croyable. Le score des *Misérables*, qui auraient été lus par trois Français sur quatre, demanderait également à être vérifié. Sans soupçonner les sondés de gonfler leurs connaissances littéraires, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle certaines œuvres portées à l'écran laissent une telle impression aux spectateurs que ceux-ci ont le sentiment d'avoir lu le roman lui-même, ne serait-ce que parce qu'ils en connaissent parfaitement le «scénario».

Mais cette possible confusion ne doit pas faire perdre de vue ce qui est l'enseignement essentiel de ce sondage SOFRES-Grand Livre du mois : les Français respectent la lecture et aiment la télévision. Ils respectent tant l'une qu'ils se sentent un peu coupables de tant aimer l'autre. Cette dichotomie sentimentale s'exprime de la façon la plus nette lorqu'on leur demande si, *« avec la télévision, les enfants ne lisent plus »* ou si, au contraire, *« la télévision incite les enfants à lire, car elle éveille leur curiosité »*. Ils sont 68 % contre 14 % à souligner l'effet négatif du petit écran sur la lecture des enfants. La lecture demeure une valeur éducative essentielle : la télévision n'est qu'une récréation. Pour l'avenir de la lecture et de l'écriture peut-être faudrait-il que le livre perde un peu en prestige et gagne en amabilité.

PIERRE LEPAPE.

Le dernier hommage à Marguerite Yourcenar

Le soleil de janvier sur l'île des Monts-Déserts

APRÈS les *grands froids* des jours précédents, le temps était exception*nellement* doux et *ensoleillé* ce samedi 16 janvier dans l'île des Monts-Déserts, à l'extrême nord-est des Etats-Unis, dans l'Etat du Maine. En l'église de l'Union de North East Harbor, le village où habitait Marguerite Yourcenar, on célébrait un service funèbre à sa mémoire, un mois après sa mort, et quelques jours après l'inhumation de ses cendres.

Une dernière fois, Marguerite Yourcenar avait tout organisé. Elle avait voulu une cérémonie *sobre, discrète, identique à celle* qui avait eu lieu, en 1979, à la mort de Grace Frick, sa compa*gne pendant quarante ans*. Ses proches, Mme Deirdre Wilson, son infirmière, et Mme Jean Lunt, sa secrétaire, l'avait interdite aux photographes et aux cameramen.

Le pasteur, jeune pourtant, était le même qu'en 1979. D'emblée il indiqua que, *« Marguerite Yourcenar ayant ses propres convictions, ce service serait un peu inhabituel »*. On y *lirait seulement les textes qu'elle* avait choisis : le Sermon sur la montagne, tiré de l'évangile de Matthieu ; la *premiere épître* aux Corinthiens de saint Paul (chapitre XIII) : le cantique de saint François ; deux fragments de Chang-Tzu ; quatre préceptes bouddhistes ; le poème de Ryo-Nan, religieuse bouddhiste du dix-neuvième siècle. *« Soixante-six fois mes yeux ont contemplé les scènes changeantes de l'automne. / J'ai assez parlé du clair de lune. / Ne me demandez plus rien. / Mais prêtez l'oreille aux voix des pins et des cèdres quand le vent se tait. »*

« Une cérémonie très simple », aurait commenté Marguerite Yourcenar de sa voix inimitable. Une célébration comme elle les aimait, sachant que ce sont les plus émouvantes, en raison même de leur nudité. Dans la petite église en pierre grise, s'étaient rassemblés ses voisins – certains la connaissaient *depuis plus de quarante ans*, – ses amis américains et français. Parmi eux, MM. Walter Kaiser, professeur à Harvard, traducteur de plusieurs de ses livres, Yannick Guillou, son éditeur chez Gallimard – qui représentait également la maison, – Marc Brossollet, son avocat parisien (il est, avec MM. Guillou et Claude Gallimard, son exécuteur littéraire). L'Académie française n'avait pas jugé bon d'être représentée. L'ambassade de France non plus...

« Dans l'éphémère de ce monde sublunaire »

L'hommage de Walter Kaiser, qui fut le seul à prendre la parole, *était un modèle de* mesure et de délicatesse : pas une seule phrase ampoulée, pas même un adjectif superflu : *« Aussi longtemps que, dans l'éphémère de ce monde sublunaire, des hommes et des femmes s'enquerront du sens de leur humanité, Marguerite Yourcenar est un des auteurs vers qui ils se tourneront pour quêter une réponse. C'est la question à laquelle elle s'est mesurée toute sa vie, la question que tous ses livres s'acharnent à élucider*, a-t-il notamment déclaré. *Elle avait beaucoup réfléchi à la mort. En vérité, à ma connaissance, nul autre auteur, dans toute la littérature mondiale, n'a si continûment dépeint au plus vif l'acte de mourir [...]. Elle savait, comme le savait Montaigne, que c'est la vie qui importe, et non la mort. Peu avant de mourir, elle avait dit : « On se doit de peiner et de lutter jusqu'à la fin amère, de nager dans le flot qui à la fois nous porte et nous emporte, tout en sachant par avance qu'il n'est d'autre issue que l'engloutissement dans l'infini de la mer béante. »*

» Elle savait les empires éphémères, les amours fugitives, la terre elle-même périssable. On sentait qu'elle pensait avec Keats que ce monde est « une vallée où se forge l'âme », où notre intelligence ne devient âme que dans la brûlante alchimie des douleurs et des maux. Pessimiste quant à l'avenir d'une humanité acharnée à détruire son environnement, incapable d'entendre les leçons du passé, son regard s'endeuillait au spectacle de ce qu'elle nommait « le document humain, le drame de l'homme aux prises avec les forces familiales et sociales qui l'avaient fait et qui, bribe après bribe, le détruisaient » [...] Dans cet univers de Mount-Desert dont elle était si proche et où elle avait fait sa maison, son esprit, j'en suis sûr, planera toujours sur monts et rivages, répandant sur cette terre la bénédiction de son affectueuse sagesse. Et en ce jour où nous lui disons au revoir, je voudrais pour elle prononcer cette ancienne formule propitiatoire qu'Hadrien sans nul doute connaissait : Sit tibi terra levis Margarita. *Puisse la terre, cette terre que vous avez aimée d'une si profonde tendresse, être sur vous infiniment légère »*.

Selon le vœu de Marguerite Yourcenar, l'office a pris fin sur une phrase de son père, Michel de Crayencour : *« Nous ne devrions pas nous plaindre de la disparition de cette personne ; nous devons nous réjouir qu'elle soit restée avec nous si longtemps. »* Quand la neige aura fondu, rendant au cimetière-jardin de Somesville, non loin de North East Harbor, sa verdure et ses fleurs de printemps, la petite dalle noire sous laquelle reposent les cendres de Marguerite Yourcenar – placées dans un châle blanc, puis dans un panier indien recouvert d'un autre châle, le tout enveloppé dans l'étole blanche d'Yves Saint Laurent qu'elle portait le jour de sa réception à l'Académie française – *brillera de nouveau dans* l'herbe avec son inscription définitive : Marguerite Yourcenar *1903-1987*.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Le Roi des Aulnes va-t-il disparaître ?

LE *Roi des Aulnes, librairie* des pays de langue allemande – les deux Allemagnes, la Suisse, l'Autriche, – est, à Montparnasse (1), beaucoup plus qu'une librairie : une sorte de centre culturel privé, *un lieu de rencontre* où le public, germanophone ou non, peut, depuis des années, rencontrer les personnalités les plus marquantes de la littérature d'aujourd'hui, traduites ou non traduites. Citons seulement *les noms de Christa Wolf*, Christoph Hein, Erich Fried, Hans Joachim Schädlich, Karen Reschke, Anne Duden, Jurgen Fuchs, Sacha Anderson, Jurek Becker ou Herta Müller, ainsi que des éditeurs comme les *jeunes éditions* Arsenal (fondées en 1977), qui font une large place à la littérature berlinoise en publiant des chroniqueurs des années 20 oubliés ou méconnus, tels Tucholski, Heinz Knobloch, Siegfried Kracauer, *Franz Hessel*.

En sept années d'existence, Nicole Bary, grande « connaisseuse » de la culture germanique, a donc su faire des quelques mètres carrés de sa librairie-galerie-salle de conférences un *lieu indispensable*. Comme l'avaient été, jadis, à leur façon, la librairie Calligrammes de la rue du Dragon ou l'antre de l'irremplaçable Martin Flinker dans l'île de la Cité...

Or, nous apprenons que la librairie Le Roi des Aulnes est menacée de disparaître. Ses *amis ont lancé un* appel pour qu'elle continue à témoigner de la pluralité des cultures allemandes à Paris en mettant à la disposition du public non seulement les classiques au programme de l'agrégation et de la *licence ou les best-sellers qu'on* peut trouver partout, mais aussi *les œuvres* d'une culture vivante, en train de se faire. Une vraie librairie, avec un fonds d'ouvrages anciens et récents.

Des négociations avec le service culturel des ambassades d'Allemagne et d'Autriche sont *en cours, mais le temps presse*, car les factures des éditeurs n'attendent pas. *« Nous sommes dans une situation tout à fait paradoxale par rapport au discours qu'on tient officiellement en ce qui concerne la transmission entre les cultures française et allemande*, dit Nicole Bary. *Si nous ne sommes pas aidés, nous ne pourrons pas continuer... »* Une somme de 50 000 DM par an sera nécessaire, qui pourrait venir d'institutions publiques ou privées ou encore du mécénat. La presse allemande a déjà réagi au danger, notamment Lothar Baier, qui, dans la *Süddeutsche Zeitung*, alertait le premier l'opinion pour que l'argent ne *l'emporte pas sur l'esprit et qu'« une entreprise privée qui fait un travail culturel vivant ne soit pas anéantie »*.

Alors que l'on va célébrer pompeusement le vingt-cinquième anniversaire du traité franco-allemand, *le 22 janvier*, et qu'un vaste programme d'expositions, de films vidéos, de débats va être présenté dans les instituts Goethe en France et dans les six instituts français en RFA, avec un projet de coopération culturelle intitulé « L'image du voisin » (« Das Bild des Nachbarn »), il serait tout à fait absurde d'interrompre une entreprise modeste, mais vivante et irremplaçable.

NICOLE ZAND.

(1) *Les Amis du Roi des Aulnes*, 159 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris, tél. : (1) 43-26-86-92.

Un nouveau Joyce ?

Christopher Nolan, *un écrivain* irlandais paralysé qui tape à la machine avec un bâton fixé à son front, a reçu mardi le prestigieux prix littéraire britannique Whitbread Book. Nolan, vingt-deux ans, a empoché les 20 000 livres (200 000 francs) de récompense pour son autobiographie déguisée, *Under the Eye of the Clock* (Sous *l'œil de la pendule), dont le personnage* principal est un garçon du nom de Joseph Meehan qui raconte son combat contre la paralysie cérébrale.

Les critiques comparent son style à celui de James Joyce et de Dylan Thomas. L'un d'entre eux a dit de Nolan : *« Il ramène* [à la surface] *le récit vivant d'un monde inconnu sur lequel personne n'a jamais écrit auparavant. »*

Le souvenir de Jean-Jacques Mayoux

La mort de Jean-Jacques Mayoux (*le Monde* du 24 décembre 1987) a *plongé dans l'affliction* plusieurs générations de spécialistes de littérature anglaise, tout autant que ses étudiants, ses lecteurs, ses camarades de la Résistance et tous ceux qui, sur le plan de l'Université ou de la politique, admiraient la *fidélité à soi-même, l'érudition et* l'intelligence de cet homme qui fut pendant vingt ans (1952-1972) un des grands professeurs de la Sorbonne.

Dans le dernier numéro de *la Quinzaine littéraire* (1), Maurice Nadeau rend hommage à celui qui fut à ses côtés pendant plus de trente ans, aux *Lettres nouvelles puis à la Quinzaine, « ancien et proche ami »*. Il écrit : *« Jean-Jacques n'était pas seulement un brillant professeur, un écrivain accompli. Son esprit civique le fit participer à la Résistance et, durant la guerre d'Algérie, signer le Manifeste des 121. Il a animé la Société européenne de culture, qui visait au rapprochement à l'Ouest comme à l'Est des écrivains non inféodés à l'argent ou à un régime. Sans jamais appartenir à un parti, il avait choisi très tôt son camp. »*

Ses amis, ses disciples – Michel Gresset, Hélène Cixous, Kenneth White, Diane de Margerie, Bernard Brugière, Paul Rozemberg, Viviane Forrester – se joignent à cet hommage pour évoquer l'œuvre d'un grand angliciste et traducteur, depuis ses études sur Thomas Love Peacock et Richard Payne Knight, Joyce, Shakespeare, Beckett, la *peinture anglaise* ou le désormais classique recueil de ses essais sur des écrivains anglo-saxons réunis *dans Vivants piliers (Lettres nouvelles*. Réédition Maurice Nadeau, 1985).

N. Z.

(1) *la Quinzaine littéraire*, nº 501, du 16 au 31 janvier, 20 F.

Une statue pour Fourier

Les nazis l'ont fondue en 1941. Les étudiants des beaux-arts la remirent en place, quarante-huit heures, en 1969. Depuis, plus rien. Le socle, qui avait pour fonction, à dater de 1899, de soutenir vertueusement la statue de l'utopiste Charles Fourier, à l'angle de la rue Caulaincourt et du boulevard de Clichy, *demeure désespérément* vide. Il est de notoriété publique que ce socle s'ennuie, nonobstant les graffiti dont il s'orne. Les amis de Fourier en sont tristes par sympathie pour lui.

Car, à vrai dire, la morosité n'est pas leur fort. Ceux qui ont lu la *Théorie des quatre mouvements, le Nouvel Ordre amoureux*, a fortiori *les Œuvres complètes*, vivent dans l'attraction passionnée d'un rire grave. Ils gravitent dans une nébuleuse aromale où les *méfaits* de la civilisation sont transitoires. Même le socle pourrait être consolé. Il suffirait que tous les mécènes qui lisent *le Monde* s'entendent avec les pouvoirs publics pour aider les « Amis de Charles Fourier » (5, rue Duguay-*Trouin*, 75006 Paris) dans une si noble cause.

En attendant, un colloque, *consacre à « l'actualité* de Charles Fourier », se tiendra à la Sorbonne, le 26 janvier (salle Louis-Liard), de 9 h à 18 heures. *Sous la présidence* de Michel Maffesoli et Simone Debout-Oleskiewicz, interviendront notamment Dominique Desanti, Maurice de Gandillac, Guy Hocquenghem, Gabriel Matzneff, René Schérer et plusieurs chercheurs italiens.

On constatera peut-être ce jour-là qu'il y a seulement deux sortes de gens qui n'aiment pas Fourier : ceux qui ne l'ont pas lu et ceux qui n'y ont rien compris. Ces derniers sont très inquiétants.

ROGER-POL DROIT.

Le Roi des Aulnes va-t-il disparaître ?

• LETTRES ÉTRANGÈRES

Un Polonais à Paris

Les Carnets d'exil d'un écrivain préoccupé par l'Histoire, mais sans illusion sur l'Est comme sur l'Ouest

UN grand écrivain polonais vit en France depuis 1981, c'est Kasimierz Brandys que le coup d'Etat du 13 décembre a surpris à New-York, où il était l'invité de l'Université Columbia, et contraint de s'installer quelques mois plus tard à Paris, dans le Marais, sans espoir de retour. C'est un joli quartier, le passé et la Pologne y ont laissé des traces. Bien des Polonais, juifs surtout, sont venus s'installer tout près, de l'autre côté de la rue de Rivoli. A Varsovie, Kasimierz Brandys a tout laissé : sa voiture, ses livres, ses meubles. Il en parle sans regret, avec détachement. Pourtant, dans les *Carnets* qu'il vient de publier, la liste qu'il dresse des objets *« reçus ou achetés »*, pour aider en 1981 à son installation de fortune, serre un peu le cœur. Des images et des photographies, des tissus, des livres, donnent toutefois au petit appartement un peu froid une chaleur, un ton.

Peu d'écrivains européens sont autant que lui préoccupés par l'Histoire : Kasimierz Brandys n'est pourtant pas exactement un écrivain engagé. Dans tous ses livres, comme dans le dernier, *Rondeau* (1), les enjeux de l'Histoire se découvrent et se dérobent dans les jeux souples et ironiques d'une fiction complexe. La vérité des personnages s'y donne par profils dans une construction subtile où le narrateur finit par se perdre, après avoir feint de mener le jeu. On comprend donc que, dans une œuvre aussi soucieuse d'éthique, de réflexion et de vérité, les *Carnets* ne puissent se contenter de la place mineure dévolue généralement au journal d'un écrivain. De fait, il faut le dire : ces carnets-là sont une œuvre majeure. La figure de Kasimierz Brandys et sa présence en France y acquièrent une dimension singulièrement importante.

La « poursuite infantile du bonheur »

Car voici un homme qui, sous les dehors pondérés d'une gravité douce, aimable, ose dire un certain nombre de vérités qu'on n'aime pas trop entendre *(voir notre entretien)*.

Là où le livre dérangera sûrement le plus, c'est lorsque, ayant suggéré que la dictature soviétique avait sans doute ses origines dans le despotisme tsariste, Kasimierz Brandys en vient à séparer le sort de la Russie du sort des pays occupés. « *Je ne peux mettre sur le même plan,* écrit-il, *le malheur des Russes soviétiques et celui des nations qu'ils ont conquises, parce que je subodore que les Russes sont fiers de leur propre malheur et que leur avilissement leur assure un sentiment de supériorité* » (page 216). Il n'en veut pour preuve, du reste, que l'attitude des Russes même « dissidents » qui n'ont jamais un mot de compassion ni de solidarité pour ceux qu'opprime le régime qu'eux-mêmes combattent ou rejettent. Celle aussi des exilés qui n'ont jamais tenté de rapprochement avec les exilés de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie.

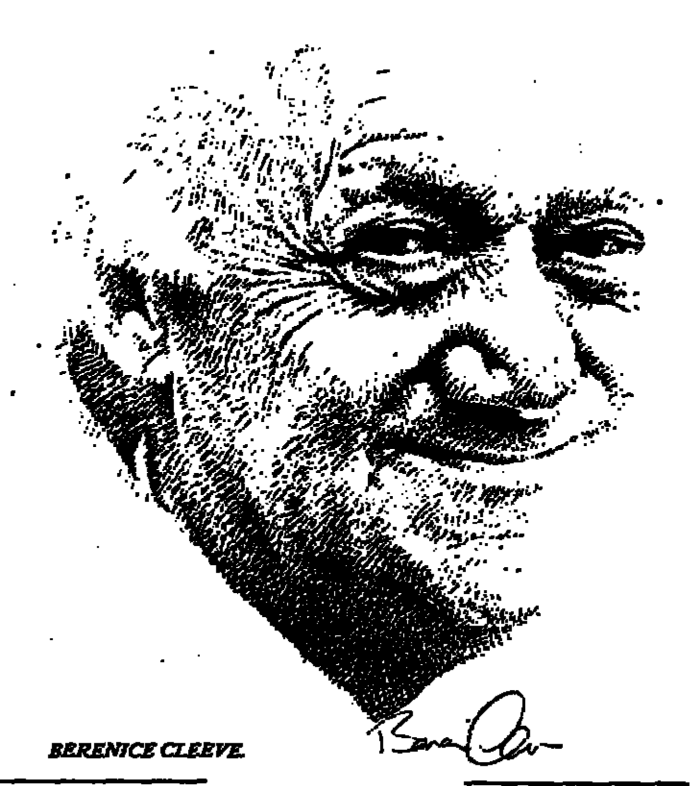
L'intolérable situation des pays occupés d'Europe centrale et de l'Est ne lui donne pas pour autant de faiblesse à l'égard de notre propre société, et ne le rend pas aveugle aux maux qui la menacent. Ce qu'il a vu aux Etats-Unis l'inquiète : la *« poursuite infantile du bonheur »* n'y a-t-elle pas remplacé les idéaux de liberté et de justice ? Il s'en faudrait sans doute de peu qu'on doive conclure sur une note pessimiste, s'il est vrai qu'à l'Est l'affreuse réalité du *« communisme appliqué »* a effacé jusque dans les têtes et les espoirs le rêve de justice dont le socialisme avait été porteur ; s'il est vrai que, à l'Ouest, la vérité du capitalisme se déguise en *« loi naturelle »* et rencontre l'adhésion d'une nouvelle génération de gagneurs et de battants. Mais, contrairement à l'optimisme historique, le pessimisme ne parie sur rien. Il ne dessine pas la figure d'un avenir, même redouté : il est une manière d'appeler à la vigilance, il est l'exercice calme de la conscience.

Toutes les conversations qu'on peut avoir avec Kasimierz Brandys en sont marquées. La conversation : ce haut exercice de l'intelligence et de l'amitié.

D. S.

★ CARNETS PARIS-NEW-YORK-PARIS, de Kasimierz Brandys, traduit du polonais par Thérèse Douchy, Gallimard, 296 p., 130 F.

(1) A paraître chez Gallimard. Ont déjà été traduits chez le même éditeur : *Façon d'être* et *Carnets de Varsovie, 1978-1981* ; chez Julliard : *la Mère des rois* et *Lettres à Madame Z...* ; au Seuil : *En Pologne, c'est-à-dire nulle part*. Certains de ces titres attendent en vain leur réédition.



BERENICE CLEEVE.

Un entretien avec Kasimierz Brandys

« Ce sont les pires expériences qui se transmettent le mieux »

— La Pologne dispose, en France, d'un important capital de sympathie et, dans le même temps, elle suscite critiques et méfiance ; du fait de son catholicisme, du fait de son « nationalisme » et, enfin, de son antisémitisme : vos *Carnets* n'hésitent pas à plonger au cœur de ces sujets brûlants...

« — Il y a, dans mes *Carnets*, une trame : l'histoire d'un couple conjugal qui, au temps de sa jeunesse, a connu de dures épreuves, à cause du nationalisme polonais. Et aussi de l'antisémitisme : ce sont le narrateur et sa femme, M., qui n'est pas juive. Mais, je le répète toujours, leur épreuve la plus dure a été celle du nationalisme allemand durant l'Occupation : le nazisme. Les Occidentaux semblent parfois oublier que ce ne sont pas les Polonais qui ont exterminé les juifs pendant la guerre.

» Il y a un an, ou plus, un journaliste français intitulait ses réflexions sur le film *Shoah* de Claude Lanzmann *la Pologne au banc des accusés*. C'était vite dit, et j'en ai été choqué. Les Polonais du village de Treblinka ne sont pas des gens cruels ; plutôt indifférents ou bavards, souvent vulgaires.

» Aujourd'hui, en Pologne, il n'y a plus de juifs, les nazis allemands les ont tués. Ceux qui ont survécu ont été chassés, presque tous, par les communistes, après 1968. Pourtant, l'antisémitisme a subsisté dans certains milieux. L'antisémitisme sans juifs. C'est paranoïaque. Mais il me semble que, aujourd'hui, en Pologne, les catholiques éclairés ressentent de plus en plus un besoin de faire un geste envers les juifs. Ce geste, je l'attends en particulier de la part de l'Eglise catholique polonaise.

— Dans ces mêmes *Carnets*, vous n'hésitez pas à voir une continuité entre le despotisme tsariste et le totalitarisme soviétique.

— Je ne puis que citer un petit passage de mes *Carnets Paris-New-York-Paris* : *« Je ne » confonds pas la Russie et le » communisme. Je crois simple- » ment que la Russie a eu une » influence décisive sur la for- » mation des Etats idéologiques » totalitaires contemporains et » que c'est en Russie que, » depuis longtemps, existait » leur horrible prototype. » Prototype*, non pas *modèle*.

» Continuité ou rupture ? Je réponds : les deux, continuité et rupture à la fois, ce qui est paradoxal et contradictoire, mais c'est ainsi. Que pourrais-je ajouter ? Que bien des intellectuels occidentaux, français en particulier, souffrent, depuis Voltaire et Diderot, d'un inguérissable sentimentalisme à l'égard de la Russie ? Mêlé à de la crainte, sans doute. Mais, aujourd'hui, les Tchèques, les Polonais, c'est un sujet ennuyeux, n'est-ce-pas ? On croit en Gorbatchev, le libérateur.

» J'entends parfois ceci : *« Les Polonais disent « la Russie » au lieu de « l'Union soviétique », voilà le nationalisme polonais »*. Est-ce qu'on ignore que les Polonais ont connu de près non seulement l'empire tsariste mais aussi l'empire soviétique ? Deux siècles d'invasions et de violences, d'annexions territoriales, de déportations, d'emprisonnements...

» Cependant, lorsqu'on dit *la Russie*, il faut penser également à celle de Herzen et de Sakharov. Mais, que nous le voulions ou non, ce sont les pires expériences qui se transmettent le mieux. Imaginez un étudiant de Varsovie qui apprend qu'en 1863 le grand écrivain russe Léon Tolstoï, déjà célèbre et père de famille, voulait s'enrôler dans l'armée russe pour combattre les insurgés polonais. Et le même étudiant apprend un autre jour que, en 1940, l'écrivain soviétique Alexis Tolstoï est arrivé à Lwow, ville polonaise occupée par l'armée soviétique, pour enrichir sa collection d'argenterie. Pensez à cet étudiant de Varsovie. Ne serait-ce pas trop d'exiger qu'il n'y voie pas de continuité ?

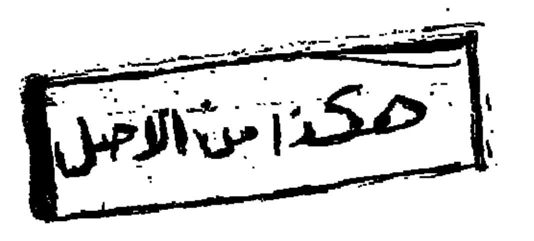
— Vous dites : *« L'oppression rend fou, mais la liberté rend idiot »*. Pensez-vous, comme l'écrit avec humour György Konrad, que c'est *« dans les endroits étriqués qu'on pense profond »* ?

— Vous citez une phrase de mes *Carnets* que j'avais écrite après avoir vu une manifestation pour la paix où la foule exhibait des portraits de Staline et de Mao. Bien sûr, la liberté est plus favorable aux arts que l'oppression. Mais il y a quelque chose de vrai dans l'opinion de Konrad : l'oppression par la censure force un écrivain à tourner la surveillance par un subterfuge, une allusion, une parabole, une métaphore. Comme l'ont fait les peintres dans l'Italie ou l'Espagne du XVI[e] siècle, en inventant des moyens artistiques nouveaux.

— Ne regrettez-vous pas que nous ayons fait passer la littérature au second plan, dans la conversation que nous venons d'avoir ?

— Notre entretien est, comment dire, politique, sociologique ? Pourtant, nous sommes romanciers, tous les deux. Pour moi, mes *Carnets* sont une sorte de roman : un roman-journal ou un auto-roman, si vous voulez. J'y raconte ce qui se passe et ce qui s'est passé dans ma vie, dans mon pays ; mes lectures, mes amitiés, mes haines. J'y raconte aussi une histoire d'amour. C'est peut-être un roman, en fait ? Je ne sais pas, j'y réfléchis toujours. »

Propos recueillis par
DANIÈLE SALLENAVE



• PHILOSOPHIE

Heidegger et le fil invisible

(Suite de la première page.)

Considérée isolément, la publication de la correspondance Faurisson-Beaufret *ne peut soulever* – au pire – qu'une tempête dans un verre d'eau. En est-il de même *si l'on remonte*, de proche en proche, une chaîne d'incidents, de polémiques et de controverses, *pas toujours* microscopiques, *qui* ont émaillé les quarante dernières années et qui ont en commun de renvoyer directement ou non *à la* personnalité et à l'œuvre de Heidegger ?

Ainsi s'entremêlent en permanence les heurs et malheurs d'une intelligentsia dont les comportements sont complexes et les intérêts variables ; et les interrogations fondamentales qu'alternativement ses membres relancent, dissimulent ou manipulent.

Jean Beaufret n'a pas, ou *pas* exclusivement, cédé sur le tard (il est mort en 1982 à l'âge de soixante-quinze ans) à un mouvement de sympathie d'un provocateur dans l'âme pour un autre, amplifié par les possibles délabrements de l'âge. En 1967, la préparation de la publication, chez Plon (1968), d'un recueil d'hommages intitulé *L'endurance de la pensée, pour saluer Jean Beaufret* s'accompagna d'un incident éclairant.

Un ancien élève de Jean Beaufret, Roger Laporte, devenu lui-même professeur de philosophie et écrivain, fit part *en 1967* au philosophe Jacques Derrida de déclarations qui l'avaient atterré. Jean Beaufret, qui était demeuré pour lui un maître et un ami à qui il rendait fréquemment visite, avait fait état devant lui de réflexions que l'on qualifierait aujourd'hui de révisionnistes et aussi de critiques à l'encontre du penseur juif Emmanuel Lévinas (connaisseur passionné et tourmenté de Heidegger depuis la fin des années 20) qui dépassaient, *précisément*, l'ordre de la *simple* critique.

Une participation critique

Jacques Derrida, Roger Laporte, puis le critique-écrivain Maurice Blanchot, *songèrent* un moment à retirer du volume les textes qu'ils lui avaient destiné. *Le livre* parut *finalement. Mais il* porte la trace de la crise et des hésitations de ces intellectuels. L'hommage de Blanchot est assorti d'une dédicace à Emmanuel Lévinas ajoutée au dernier moment, qui vaut réplique. Et l'incident, cristallisé par une confrontation orageuse et sans issue entre Jean Beaufret et Roger Laporte dans le bureau de Jacques Derrida, laissa des traces profondes, malgré les dénégations indignées de Jean Beaufret. Dans une lettre transmise aux bons soins de l'éditeur et jamais parvenues aux auteurs du volume, Jacques Derrida expliquait à ses destinataires les tenants et aboutissants de l'affaire et les raisons ultimes d'une participation critique à plus d'un titre.

Sans méconnaître le fonction*nement de chapelle, voire de* secte, que les phénomènes de dévotion, de complicité ou de concurrence *intellectuelle* engendrent fréquemment, avec leur inévitables contreparties : excommunications ou retraits douloureux, il paraît donc peu contestable qu'un « problème Beaufret » a existé, attesté bien avant la rédaction des lettres de 1978-1979 dont Robert Faurisson vient de révéler l'existence.

Affaires privées, incidents minuscules surinterprétés par une glose abusive ou au gré d'exploita*tions pas toujours « innocentes »* ? Risquons une autre hypothèse : celle d'un fil invisible qui remonte de Robert Faurisson (et surtout de l'état d'esprit faurissonien) à Jean Beaufret, de ce dernier à Heidegger et du penseur allemand à la question jamais épuisée de sa philosophie et du nazisme.

L'avocat et la cause

D'autres incidents, d'autres conflits, d'autres vertiges surgissent alors. Ils constituent la trame d'une interrogation qui excède les limites du champ intellectuel parisien.

Jean Beaufret est devenu, à partir de 1946, après une visite à Heidegger en Allemagne, son interprète philosophique privilégié, bientôt totalement identifié à la cause du « maître ». A cette époque rebondit un débat amorcé avant la seconde guerre mondiale (on en trouve des traces en 1936) : la pensée de Heidegger peut-elle de près ou de loin être identifiée à *ou* rapprochée d'une métaphysique du nazisme ? Ou bien, au contraire, hypothèse éga*lement défendue jusqu'à ce jour*, cette pensée échappe-t-elle aux mésaventures de son auteur ?

Heidegger lui-même n'ayant jamais contribué, de quelque façon qu'on interprète ce fait, à la réponse, Jean Beaufret (et avec lui le cercle de ses fidèles) s'est *trouvé* très rapidement en position d'avocat identifié à la cause et embarqué dans une stratégie de *re-légitimation dont l'urgence et* l'issue valaient autant pour lui que pour Heidegger. Aussi, dès *1946*, commence-*t-il* par récuser tout amalgame et même tout rapprochement, puis toute interrogation. Conviction, sans doute. Mais qu'adviendrait-il s'il cédait tant soit peu à l' « adversaire » ? Sa propre identité culturelle et sociale s'en trouverait menacée.

Car Jean Beaufret échoue, d'autre part, dans sa gestion d'une carrière qu'il a rêvée plus mar*quée par la reconnaissance* sociale. De plus, au fil des années, se développent, en concurrence ou contre *sa prétention* monopolistique, d'autres « lectures » de Heidegger.

Aidé par l'inattention ou la distraction oublieuses des uns et, il faut le souligner, par l'attachement, passager (Jean-Paul Sartre) ou durable (Emmanuel Lévinas), à l'œuvre de Heidegger, Jean Beaufret œuvre donc avec acharnement pour la reconnaissance de « son » Heidegger en France, *via* l'acceptation inconditionnelle d'une pensée obscure et peu transmissible.

Cela ne va pas sans résistances. Dans un numéro très balancé des *Temps modernes*, *en 1946, le philosophe Maurice de Gandillac*, premier universitaire français à avoir rencontré Heidegger après la guerre, donne de ce dernier une image ironique et dubitative : l'homme qui exhibe comme par enchantement d'un tiroir, en 1945, une photographie le repré*sentant en 1929 aux côtés du philosophe* juif (chassé ensuite par le nazisme) Ernst Cassirer n'est-il pas un peu trop habile et discret *sur ce qui est advenu entre ces* deux dates ?

Sartre, qui dirige la revue, n'accepte qu'en grimaçant cet instantané acidulé. D'autres philosophes, comme Alexandre Koyré, ne peuvent y voir que la confirmation surabondante de la gêne que *Heidegger, textes et homme indissociablement*, leur inspire depuis longtemps. Et tandis que Vladimir Jankélévitch frappe pour toujours d'interdit Heidegger et toute la culture allemande, des philosophes viennent ou *reviennent inlassablement* aux textes du penseur de la Forêt-Noire.


ARCHIVES PONTIGNY-CERISY

Heidegger *devant le château* de Cerisy-la-Salle.

En 1955, après le colloque de Cerisy, dont il a été l'hôte et le « sujet », Heidegger, dont la venue en France a été précédée d'une ample polémique, est présenté au peintre Georges Braque, au psychanalyste Jacques Lacan, au poète René Char, dont il deviendra l'ami. La légitimation est en marche. Au cours de la rencontre de Cerisy, Lucien Goldman, Paul *Ricœur, tenteront, en* vain, comme toujours, d'aborder avec Heidegger ce qu'il convient, en termes pudiques, d'appeler *« la question du rapport de la philosophie au politique »*, ou encore le poids de la riche tradition judaïque. Heidegger s'opposera ensuite à la publication de ces échanges.

Légitimation et exégèse. Défense et défensive. Jean Beau*fret se dépense alors sans compter* comme aujourd'hui ses propres fidèles pour lui. Rien n'est cependant définitivement acquis. Au cours de certains dîners chez Lacan, et ailleurs, on s'engueule ferme, à coup d'arguments péremptoires. Heidegger nazi contre Heidegger grand philosophe hors d'atteinte. Avocat, encore et toujours : Jean Beaufret. Un détail révèle à quelles impasses peut conduire un comportement aussi entier : il est *avéré que Jean Beaufret, informé* de la durée beaucoup plus longue que ne le concède Heidegger de ses liens avec le nazisme, a sciemment dissimulé ce fait. Pourquoi pas d'autres ? *Et à quelles fins* ?

Est-ce parce que remettre en cause la vie l'aurait contraint à reconsidérer l'œuvre ? Avec gêne ou en toute franchise, en tout cas avec bonne foi, les philosophes, en général, s'y refusent. Le sociologue Pierre Bourdieu avait au contraire, au terme d'une longue étude publiée en 1975, conclu : *« Détracteurs qui récusent la philosophie au nom de l'affiliation au nazisme ou défenseurs qui séparent la philosophie de l'appartenance au nazisme s'accordent pour ignorer que la philosophie de Heidegger pourrait n'être que* la sublimation philosophique, *imposée par la censure spécifique du champ de production philosophique, des principes politiques (ou éthiques) qui ont déterminé son adhésion (provisoire) au nazisme. »*

Le fil n'est plus invisible si l'on admet cette analyse radicale. Et la situation demeure bien inconfortable si l'on se demande, avec le philosophe Jean-Toussaint Desanti, pourquoi les intellectuels sont si souvent frappés de cécité devant les errements du politique, et surtout si toute philosophie *« peut développer en elle-même les ressources critiques propres à dissiper les zones aveugles qu'elle produit immanquablement »*. Question qui pourrait s'adresser aussi bien à Heidegger qu'à Jean Beaufret. Et à quelques autres.

MICHEL KAJMAN.

• La revue *le Débat* publie dans son numéro de janvier-février un dossier consacré à « Heidegger, la philosophie et le nazisme », avec diverses contributions et des textes politiques du philosophe allemand datant de 1933-1934. (*Le Débat*, nº 48, Gallimard, 70 F.)

Témoignage

François Fédier, professeur de philosophie, ancien élève et disciple de Jean Beaufret, nous a fait parvenir le témoignage suivant.

J'ignorais l'existence des lettres que Jean Beaufret a écrites à Faurisson. Je les déplore profondément. Leur publication, aujourd'hui, au milieu d'une polémique engagée contre la pensée de Heidegger, ne peut que troubler encore davantage un débat déjà très confus.

Ce qui m'importe, dans les circonstances présentes, c'est *de formuler deux choses, à mes* yeux, fondamentales. La première est une question : y a-t-il, oui ou non, des conditions du débat d'idées où il soit légitime d'interdire de parole qui que ce soit ?

La seconde est une affirmation : nul ne peut, sans se déshonorer, mettre en doute la réalité du martyre planifié qui a été *infligé* à la communauté juive par un *régime politique* ayant peu à peu descendu tous les degrés de l'abominable. J'ai *suffisamment connu Jean Beaufret*, et *jusqu'à* la fin de sa vie, pour témoigner qu'il n'a jamais cessé de penser ce que je viens d'affirmer.

Pour moi, l'essentiel est là. Si nous ne cédons rien sur le principe, si au contraire nous le rappelons avec force chaque fois qu'il paraît être mis en doute, nous ne courons pas de risques à laisser sa plus entière liberté à la parole. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » *ne doit pas être, me* semble-t-il, la loi de la vie de l'esprit. Mais la vraie tolérance *n'est possible que si nous* sommes absolument intransigeants.

FRANÇOIS FÉDIER.

Réhabiliter la raison

La science offre-t-elle assez d'occasions pour ne pas désespérer du rationnel ?

QUE peut la raison ? Telle est la *question* autour de laquelle tourne toute la philosophie contemporaine. Question inlassablement reprise, car la raison ne cesse d'être pour elle-même une énigme. L'histoire de notre siècle ne nous la montre-t-elle pas capable de *se mettre* au *service* des pires aberrations ? Et pourtant l'homme ne cesse de se rendre chaque jour davantage « maître et possesseur » de la nature. Trois livres récents viennent de nous le rappeler, qui ont pour point commun de nous redonner confiance dans la réalité du progrès scientifique.

Le premier, dû à Alan Chalmers, professeur à l'université de Sydney, se demande *Qu'est-ce que la science ?* On y trouve, exposées avec concision, les principales réponses apportées à cette question depuis un demi-siècle par l'épistémologie anglo-saxonne. Le second porte sur *la Structure poétique du monde : Copernic, Kepler*. L'auteur, Fernand Hallyn, s'y efforce d'analyser les conditions théoriques dans lesquelles notre vision actuelle du *système solaire a supplanté* la conception ptolémaïque de l'univers. Quant au troisième ouvrage, il concerne les sciences de l'homme plutôt que celles de la nature. Jon Elster, philosophe norvégien qui enseigne actuellement la science politique à l'université de Chicago, s'interroge dans ce livre intitulé *le Laboureur et ses enfants* sur les limites de la rationalité et la manière dont la raison, consciente de ses lacunes, peut parvenir à endiguer ce qu'il y a d'irrationnel en l'homme.



Le travail de Chalmers constitue une excellente synthèse des *grands débats actuels sur la* nature des théories scientifiques, débats auxquels le monde intellectuel français est hélas demeuré quelque peu étranger. La *science procède-t-elle par* induction à partir d'observations empiriques, comme le prétendent les positivistes logiques critiqués par Popper ? Procède-t-elle au contraire par approximations théoriques successives que les observations ont seulement pour fonction de falsifier, comme le disent Popper et Lakatos ? Ces derniers à leur tour ne sous-estiment-ils pas le rôle des facteurs socio-historiques, comme *l'affirme Kuhn ? Mais le* relativisme de celui-ci, s'il est poussé à l'extrême, ne risque-t-il pas – comme on le voit chez Feyerabend – de faire disparaître jusqu'à l'idée même de *vérité* ?

Ces débats, loin d'être purement scolastiques, *mettent en* cause l'idée que nous pouvons nous faire du fonctionnement de la connaissance. Et le livre de Chalmers, au-delà de la vulgarisation, nous aide à *cerner au plus* près le but ultime de toute activité intellectuelle – lorsque celle-ci n'est pas un jeu gratuit. Mais peut-être Chalmers, comme la plupart des *philosophes anglo*-saxons, a-t-il tendance à négliger la part d'irrationnel à l'œuvre dans la raison elle-même, et le rôle positif que cet irrationnel peut jouer ? C'est justement l'intérêt du travail de Fernand Hallyn d'attirer notre attention sur ce point.

Un zeste d'utopie

Revenant, après *Koyré*, *Kuhn* et bien d'autres, sur la révolution copernicienne, Hallyn montre par une série d'exemples précis comment la vision héliocentrique du monde, loin d'être née dans le royaume de l'esprit pur, est issue d'un ensemble de déterminations *religieuses, philosophiques* et poétiques elles-mêmes liées à une tradition culturelle précise. C'est au cosmos de Platon et au néoplatonisme de la Renaissance que se rattache Copernic. Quant à Kepler, lorsqu'il découvre la nature elliptique de la trajectoire des planètes ou lorsqu'il spécule sur l'harmonie céleste, fait-il autre chose que traduire en astronomie le maniérisme dominant dans les arts de son temps ?

Qu'il y ait beaucoup de métaphores et un zeste d'utopie dans la façon dont furent élaborées les théories scientifiques aujourd'hui les moins discutées n'est donc plus fait pour nous surprendre. Reste que l'irrationnel n'est pas toujours l'allié de la raison. Dans les sciences de l'homme, il est souvent ce que la raison doit s'efforcer de maîtriser. Avec plus ou moins de succès, comme le rappelle justement Jon Elster.

En ce domaine, tout est question de stratégie. Le laboureur de La Fontaine laisse à ses enfants un message qui, par des voies *détournées, leur permettra* d'atteindre un but auquel d'eux-mêmes ils n'auraient pas su tendre. Ulysse, lorsqu'il se fait attacher pour mieux se défendre contre la séduction des *sirènes*, remédie par avance à la faiblesse de sa propre volonté. De ces exemples *paradoxaux*, dont Elster tire d'astucieux développements, il résulte que la raison doit parfois faire preuve d'humilité pour mieux surmonter les obstacles qui se présentent à elle. Même ainsi, sa victoire n'est pas assurée. Mais au moins l'homme peut-il apprendre à utiliser, pour son propre bien, les contradictions qui l'habitent.

Telle est la conclusion, modérément optimiste, des analyses d'Elster. Celui-ci, comme Chalmers, pense que la science offre des raisons suffisantes de ne pas *désespérer de la raison. Ne* démontre-t-elle pas qu'il est toujours possible d'être raisonnable, même si *les prétentions* du rationalisme classique ne sont plus de mise aujourd'hui ?

CH. DELACAMPAGNE.

★ QU'EST-CE QUE LA SCIENCE ? d'Alan Chalmers, traduit de l'anglais par Michel Biezunski, La Découverte, 240 p., 98 F.

★ LA STRUCTURE POETIQUE DU MONDE : COPERNIC, KEPLER, de Fernand Hallyn, Le Seuil, 320 p., 130 F.

★ LE LABOUREUR ET SES ENFANTS, de Jon Elster, traduit de l'anglais par Abel Gerschenfelder, Minuit, 208 p., 138 F.

• LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Critique - Romancier

(Suite de la page 13.)

Parmi les Américains, Mohrt n'exclut de ses études aucun grand – Hemingway, Caldwell, Dos Passos, Capote, Styron, – mais il réserve ses plus long développements à Faulkner, sur qui il republie un texte épuisé. Là encore, le critique-romancier associe toutes les approches, celle des sources familiales où puise la saga de Jefferson comme celle de la métaphysique. Si l'auteur des *Palmiers sauvages* se débat dans un monde sans issue et frappé d'expiation, c'est qu'il regrette à la fois la fin du vieil ordre du Sud et ses sources impures...

COMMENT reste-t-on attaché à ce dont on n'est pas spécialement fier ? Cette question, Mohrt se l'est posée souvent sous le masque du roman, en particulier dans *Mon royaume pour un cheval*, mais jamais il n'en a donné les clefs personnelles aussi directement que dans le court récit, *Vers l'Ouest*, qui accompagne et éclaire son *Air du large*.

L'américanomanie qui a saisi beaucoup de jeunes Français en 1945 se nourrissait le plus souvent d'admiration pour les libérateurs ou, comme chez Boris Vian, de passion pour le jazz, le cinéma, le roman policier et les « *comics* ». Chez Mohrt, elle prolonge les rêves d'une enfance bretonne pour laquelle le Nouveau Monde, vu de Morlaix, était la première terre au-delà du couchant, et elle fait suite à une espèce de chagrin d'amour entre son pays et lui, né d'un malentendu.

Mohrt n'a pas vingt-cinq ans lorsque éclate la guerre de 1939. Il est mobilisé comme éclaireur-skieur au-dessus de Nice. Il croit à la patrie et au bonheur. Il craint pour l'une et l'autre. *La Campagne d'Italie* a raconté délicatement cette attente, moitié *Désert des Tartares*, moitié *Grandes manœuvres* à la René Clair. Ce que le roman ne disait pas, et que laissait seulement entrevoir l'essai *Montherlant homme libre*, c'est qu'entre deux patrouilles à ski et deux dîners galants sur le Vieux Port, Mohrt rencontre l'auteur de *Service inutile*. Il admire en lui une morale de la « *hauteur* », dont les lettres publiées récemment n'ont pas encore révélé la duplicité. A Nice, puis à Paris, c'est l'occasion de surprendre un Montherlant intime que laissaient entrevoir Nimier ou Roger Peyrefitte, prêt à toutes les gamineries retorses pour servir sa gloire, grossir ses comptes d'auteur ou préserver des intrigues sans rapport avec ses grands airs.

Son estime d'homme, Mohrt la réserve à son voisin de poste, complice de permission et partisan, comme lui, d'un « national-socialisme » à la française : Bassompierre. Celui-ci choisira la LVF, par haine du communisme, volonté de servir et soif d'obéir. Blessé, rengagé, prisonnier des Russes, caché en Italie, démasqué au moment de quitter Gênes pour l'Amérique du Sud, Bassompierre sera condamné à mort et exécuté. Déjà « exilé » au Canada après quelques mois de responsabilités corporatives à Vichy, Mohrt gardera le remords de n'avoir pu témoigner, au procès, des intentions pures de son ami.

Mon royaume pour un cheval racontait l'ultime rencontre entre les deux frères d'armes de 1940 : *Vers l'Ouest* en donne la version vécue. C'est en 1944. Bassompierre va repartir vers le front russe. Sur une chaise : sa veste vert-de-gris. Le prix à payer pour « *se sentir dans le coup* » ? Le prix est élevé ; et rejoindre les Alliés à Londres ou en Afrique du Nord, allons, ce n'était pas mal non plus !

Si Mohrt gagne l'Amérique et ses campus sans histoires, enfin innocents comme des clubs de tennis, c'est pour fuir le malaise où l'ont jeté la défaite et une victoire à laquelle il n'a pas sa part, non plus, pense-t-il, que la plupart de ses concitoyens, quoi qu'on ait proclamé. On connaît la chanson, vieille comme *Maréchal nous voilà !* : la légalité était à Vichy, le patriotisme et le courage n'en étaient pas forcément absents ; à la Libération, des « résistants » sans mérite ni talent ont censuré des grands écrivains tout juste imprudents, etc.

SELON une hémiplégie courante, la protestation oublie les censures de la liste « Otto », quelques mois plus tôt ; la critique de l'épuration passe sous silence les massacres qui ont précédé, ou la chasse aux Français donnée par Darnand, le futur milicien avec qui Bassompierre entretient des liens « *de l'ordre de la chevalerie* »... Durant quarante années et jusqu'à il y a quelques mois, de telles choses n'osaient s'écrire ; les nostalgiques du pétainisme les marmonnaient seulement, avec rage qu'elles n'aient pas droit de cité. Les dire ainsi, sans forfanterie comme sans crainte, ne manque pas de panache.

Et qui ne souscrirait à cette conclusion ? « *La distinction à établir entre les hommes, à cette époque de l'histoire, n'est pas entre ceux qui ont combattu le fascisme hitlérien et ceux qui ont combattu le communisme, mais entre ceux qui se sont battus et ceux qui n'ont rien fait.* »

★ L'AIR DU LARGE II, de Michel Mohrt, Gallimard, 258 p., 95 F.

★ VERS L'OUEST, de Michel Mohrt, Orban édit., 150 p., 79 F.

Chers épistoliers

(Suite de la page 13.)

Né en 1868, André Suarès avait seize ans de plus que Jean Paulhan, mais cette « ancienneté » n'était qu'une moindre raison de la déférence que le second marquait au premier. « *Ne me donnez pas du Maître* », demandait André Suarès dans sa lettre du 10 février 1932. Sur le ton du sarcasme, il ajoutait que « *ce titre* [était] *réservé à tous les illustres de la Sorbonne et des Académies : la française, la Goncourt d'Auteuil, la patoise de Toulouse, l'Académie Gide, l'Académie Maurras* [...], *etc.* » Le 12 février, Jean Paulhan répondit qu'il renoncerait au « *Cher Maître* », mais qu'il en éprouverait des regrets. Pour lui, ce n'était pas seulement une formule de politesse, car il comptait André Suarès parmi nos meilleurs écrivains.

« Je n'aime rien de ce moraliste... »

C'est grâce à Jean Paulhan qu'en 1926 le condottiere fit sa « *rentrée à la NRF* », dont ses détracteurs l'avaient évincé en 1914. Lui-même préférait employer le mot « *ennemi* ». Il pensait avoir de nombreux adversaires et mettait André Gide au premier rang de ceux-ci, le tenant pour responsable de la défaveur qu'il subissait dans la République des lettres. « *Je n'aime rien de ce moraliste* (...) ; *et c'est où il me rencontre qu'il me répugne le plus* », déclarait André Suarès, le 14 avril 1933, avec sa véhémence habituelle.

Même si le condottiere exagérait parfois ses motifs de se plaindre, Jean Paulhan estimait que son œuvre – volontiers négligée, sinon dédaignée – méritait réparation. C'est pourquoi, tout au long de cette correspondance, il se sent l'obligé d'André Suarès : payant la dette laissée par d'autres, il craint souvent d'avoir commis une maladresse. « *Comment me défendre*, dit-il, *d'un reproche que je ne connais pas ?* »

Etude de caractères : d'un côté, l'urbanité rigoureuse de Jean Paulhan, ses précautions de diplomate au service de la fermeté d'âme et de jugement ; et sur l'autre bord, les tourments, les fureurs, les intempérances d'un homme qui avouait le 17 juillet 1938 : « *Que n'ai-je de quoi vivre, je fuirais ce monde : il m'a trop fui, il me fait trop outrage.* »

Cet homme impossible, parce que trop singulier, ne réprimait pas davantage les véhémences de son esprit que les emportements de son cœur. Aussi le trouvons-nous presque toujours étincelant dans sa façon de penser. Voyez comment il terminait une lettre du 11 mars 1938 : « *Bien à vous, mon cher philologue, qui cherchez l'âme des mortels dans les mots.* » Quel critique a mieux compris Jean Paulhan ?

FRANÇOIS BOTT.

★ LA DERNIÈRE PAGE, de Jean Grenier, préface de Jean Clair, édition établie et annotée par Claire Paulhan, Ramsay, collection « Pour Mémoire », 96 p., 69 F.

★ CORRESPONDANCE JEAN PAULHAN-ANDRÉ SUARÈS, 1925-1940, Cahiers Jean Paulhan 4, avant-courrier de Roger Judrin, édition établie et annotée par Yves-Alain Favre, Gallimard, 320 p., 130 F.

Autres parutions

● Ramsay publie également *Les à peu près*, de Jean Grenier. Lorsqu'il séjournait en Egypte, vers la fin des années 40, Jean Grenier notait les paroles de la rue, particulièrement les confusions, les déformations de mots. Il fit paraître ces « à peu près » dans la *NRF*, en 1955 et en 1966, avec des textes de présentation. Voici l'ensemble, souvent drolatique (introduction de Claire Paulhan, 52 p., 59 F).

● Don Juan fascinait André Suarès, qui le considérait comme « le héros de la déception ». Voici réunis dans un volume les textes qu'il lui a consacrés : une pièce de théâtre, *A l'ombre de matines* ; des extraits inédits des *Carnets* ; un passage de *Sur la vie* et des *Portraits sans modèle* (textes établis et préfacés par Yves-Alain Favre-Rougerie, 86 p.). Signalons aussi la publication des actes du colloque Larbaud-Suarès, qui s'était tenu à Cerisy-la-Salle, en septembre 1983 (textes recueillis par Yves-Alain Favre et Monique Kuntz. Aux amateurs de livre, 62, avenue de Suffren, Paris, 182 p.).

● La collection « Le regard littéraire » a repris récemment deux textes de Jean Paulhan : *le Marquis de Sade et sa complice* (avec une préface de Bernard Noël), et *Paul Valéry ou la littérature considérée comme un faux* (avec une préface d'André Berne-Joffroy). Le premier volume a été complété par le témoignage de Jean Paulhan, au procès Pauvert-Sade, en 1956 : un petit chef-d'œuvre de subversion. Comme le président du tribunal insistait sur les dangers que comporte la lecture de Sade, Jean Paulhan approuva et donna l'exemple d'« *une jeune fille* [...] *entrée au couvent après avoir lu les œuvres de Sade, et parce qu'elle les avait lues* » (édit. Complexe, 49 F chaque volume). Un petit éditeur, L'Echoppe, nous permet de redécouvrir la lettre que Jean Paulhan adressa à Jean Dubuffet en 1944 (12, rue de la Gare, 14300 Caen).

● Georges Perros a, lui aussi, consacré beaucoup à la littérature épistolaire. Deux numéros de la *NRF* (juillet-août 1987 et janvier 1988) nous font connaître sa correspondance avec Brice Parain (75 F et 48 F).

• BIOGRAPHIE

L'homme de l'art et des dollars

Pierre Assouline retrace la carrière de D.H. Kahnweiler, marchand de tableaux.

POUR la première fois en France, un marchand de tableaux a l'honneur d'une grosse biographie – à partir de documents inédits, – et d'un grand biographe au savoir-trouver consommé. Pierre Assouline, amateur d'éminences grises, a tiré le portrait de Kahnweiler comme il avait tiré celui de Gallimard. Même principe : prendre à revers l'histoire officielle de la peinture ou de la littérature, la prendre par surprise et ne pas s'attaquer directement aux créateurs mais à ce qui passe pour anecdotique, les comptes et mécomptes d'un éditeur ou d'un marchand de tableaux. Même résultat : le rappel de quelques vérités majeures et négligées, la mise en pièces de quelques illusions, la mise à mal des mythologies établies.



Daniel Henry Kahnweiler (à gauche) avec Picasso et Michel Leiris à Mougins en 1967.

Assouline a le sacrilège démonstratif et érudit. Sa méthode lui impose d'effrayantes accumulations de dates, de citations, de chiffres et de correspondances. Les ayant réunis, il en tire la matière même de son récit, juxtaposant ses preuves et arguments au risque de provoquer une indigestion de faits. Il y en a tant et de si précis que l'on en vient presque à plaindre la victime d'une biographie à l'Assouline. Kahnweiler est comme déshabillé, ligoté puis livré à la vue du lecteur. Ses vanités, ses faiblesses, ses petitesses, tout y passe. Et point seulement les siennes : avec le marchand comparaissent ses peintres, cubistes et surréalistes, Masson à leur tête, ses poètes et ses critiques, Apollinaire, Max Jacob, Salmon, et ses familiers, Leiris, le beau-frère ethnologue et écrivain, Gris, le favori, et Picasso enfin, le diable incarné.

Ce serait peu de dire que la matière est riche, elle abonde. Mais elle n'est pas neuve. Kahnweiler a écrit et parlé à des confidents prêts à tout répéter, il a fait l'objet d'une exposition du Musée national d'art moderne et n'a pas manqué de thuriféraires. Le danger était là : redire ce que les historiens connaissaient déjà et ne faire qu'œuvre de vulgarisation. Pierre Assouline a cédé, de temps en temps, à cette tentation, relevant d'un peu de pittoresque et de drame tel épisode fameux, comme la révélation des *Demoiselles d'Avignon*. Il y échappe le plus souvent, et d'abord parce qu'il a su faire l'usage le plus large des archives de la galerie Louise-Leiris, c'est-à-dire de la galerie Kahnweiler rebaptisée du nom de sa belle-sœur après la défaite de 1940, de manière à échapper aux persécutions antisémites. A l'aide de lettres d'affaires et de registres, il réussit à décrire en détail la violence courtoise d'un métier où esthétique et économie ont partie liée.

Lâché par « ses » peintres

Il y eut certes une époque héroïque du cubisme, quand un jeune Allemand, né en 1884, permettait à trois ou quatre peintres inconnus de travailler et d'exposer, grâce à l'argent de la banque familiale. Image d'Epinal : la Richesse éclairée venant au secours du Génie maudit. Eclairée, la richesse ? Sans doute. Mais Kahnweiler achète Derain ou Picasso *aussi* parce que Matisse demande de trop forts prix. Maudit, le génie ? Maudit par la « grande presse » et par ceux qui voient des « boches » dans les cubistes, quoique les collectionneurs russes ou américains fussent déjà nombreux dans les années 1907-1908. Mais la malédiction n'a pas duré, grâce à Kahnweiler lui-même, qui a su convaincre les esprits rétifs du « sérieux » de cette peinture difficile. Il y parvint si bien que « ses » peintres, Picasso et Braque, Derain et Léger, Vlaminck et Gris, de maudits devinrent des vedettes de l'heure, et que ses grands hommes, Gris excepté, prouvèrent leur gratitude en lâchant à peu près l'ex-bienfaiteur quand il fut à son tour le « maudit », l'Allemand dont le fond était placé sous séquestre en 1914 et honteusement vendu aux enchères après guerre.

On connaissait cet épisode. Assouline en donne cependant une analyse plus complète. « Ses » peintres ont de l'amitié pour Kahnweiler, mais pas au point de quitter leurs nouveaux marchands, Rosenberg ou Paul Guillaume, et leurs nouvelles cotes. Kahnweiler ne paie plus assez cher après guerre pour prétendre conserver un Picasso ou un Derain, et il ne lui reste plus qu'à philosopher sur le cubisme finissant et à rechercher de nouveaux jeunes peintres.

Kahnweiler doctrinaire d'une esthétique de l'art « moderne » inspire moins Assouline que Kahnweiler homme d'affaires et de contrats. S'il décrit ses idées, c'est pour les reprendre à son compte, malgré le sectarisme qui les caractérise. L'orthodoxie cubiste selon « Daniel Henry » (pseudonyme du marchand) exclut les cubistes de 1912, la géométrie de Mondrian et du Bauhaus ou le « retour à l'ordre » de l'entre-deux-guerres. Elle ignore l'essentiel d'une évolution qui ne se résume pas à un « reniement » des saintes lois de 1910 et l'a poussé à méconnaître la peinture abstraite américaine et française de l'après-45.

L'autre personnage, le marchand qui ne mettait pas toujours ses actes commerciaux en harmonie avec sa pensée, intéresse davantage Pierre Assouline. Et cela donne un excellent journal de bord, des années grises du retour en France aux années noires de la crise, de l'Occupation et de la vie clandestine en Limousin. Kahnweiler croit en Masson, repousse Miro, accepte Klee, se trompe quelquefois et travaille à reconquérir Picasso. Il n'y réussit qu'à la Libération, et non sans douleurs ni épisodes tragi-comiques.

Picasso et les finances

Assouline se délecte des scènes où le malheureux marchand attend des heures entières dans le vestibule de l'atelier, mortifié et tremblant de la peur d'être supplanté par quelque confrère américain arrivé dans une immense automobile. Il attend, il gémit, et Picasso finit évidemment par condescendre à lui vendre enfin « quelque chose ». Commence alors la négociation financière, toute admiration esthétique mise à part.

Peut-être est-ce là ce qu'Assouline analyse le plus complètement, le meilleur et le plus instructif du livre : son tableau des rapports du « marchand des marchands » et du peintre le plus illustre de son siècle. A qui croirait encore à l'angélisme, que le galériste est un philanthrope ou l'artiste un pur esprit, à qui s'obstinerait à vouloir comprendre l'art du vingtième siècle sans parler commerce, « réclame » et finances, la lecture de cette biographie est de première nécessité. Elle dit, et prouve par l'exemple, ce qu'il est de bon goût de taire : que le succès d'un mouvement artistique dépend désormais de l'adresse de celui qui l'expose et que le talent ne suffit plus sans le secours de la publicité. Un Kahnweiler, qui ne fit pas œuvre de créateur, a dans l'histoire de l'art une importance presque égale à celle d'un Braque ou d'un Léger, qui furent, eux, d'authentiques inventeurs. C'est peut-être triste, mais c'est ainsi.

PHILIPPE DAGEN.

★ L'HOMME DE L'ART, D.-H. KAHNWEILER, de Pierre Assouline, Balland, 546 p., 149 F.



● HISTOIRE

Frédéric II l'empereur messie

Voici enfin traduit le chef-d'œuvre de Kantorowicz paru en 1927 : le portrait du premier « père des peuples ».

IL est des monuments dont on ne s'approche qu'avec un respect mêlé de crainte. *L'Empereur Frédéric II*, d'Ernst Kantorowicz, est de ceux-là, d'autant que l'on nous prévient que l'auteur, universitaire juif de Poznan et contraint à l'exil outre-Atlantique par les lois de Nuremberg, s'est longtemps opposé à la réédition de ce gros livre, paru pour la première fois en Allemagne en 1927. Sur ce chef-d'œuvre d'un historien de trente-deux ans plane l'ombre du surhomme nietzschéen et de ses épigones.

Celui qui devait être le dernier des Hohenstaufen s'inscrit dans une double tradition, sicilienne par sa mère, la fille du Normand Roger II de Sicile, germanique par son père, le fils de l'autre grand Frédéric, Barberousse. Né en 1194, c'est en Sicile, au carrefour des langues et des cultures de la Méditerranée, que grandit le futur Frédéric II, abandonné de tous après les morts successives de son père et de sa mère. Pourtant, cet « enfant d'Apulie » est appelé à l'empire à l'âge de dix-sept ans. Par Rome, où règne le grand Innocent III, il gagne l'Allemagne, et les villes du Rhin s'ouvrent à lui une à une dans l'enthousiasme.

Il y a, pour Kantorowicz, des destins des grandes races royales. La race des Welfs, qui s'opposait à celle de Frédéric, appartient au « type du géant bas-saxon », incapable de comprendre les subtilités de la Curie romaine. La race des Hohenstaufen, au contraire, est celle des esprits libres, « éclairés » avant la lettre, capables de tenir tête à la papauté ; esprits supérieurs que la force du destin poussait immanquablement à l'empire.

Le parent de Nietzsche

Et Frédéric II, après avoir été couronné sur le trône de Charlemagne à Aix-la-Chapelle, prend le commandement de la croisade, dans un sacrifice de sa personne à sa vocation d'empereur. Ce faisant, il ravit la direction de la chrétienté au pape et se pose en souverain universel. Des prophéties avaient annoncé qu'un souverain messianique venu d'Occident serait le libérateur du saint sépulcre : c'est chose faite le 17 mars 1229. Frédéric s'y couronne lui-même roi de Jérusalem, ce qui, dans son esprit, signifiait que son empire relevait directement de Dieu.

Il avait auparavant solidement établi son autorité en Sicile, *« le nombril et le havre de tous les royaumes du monde »*, traité avec les princes germaniques, affronté les cités lombardes et défié le pape Innocent III, qui l'excommunia. *« Sa victoire en Terre sainte,* commente Kantorowicz, *avait suscité cette métamorphose radicale qui se produit lorsque le héros prend conscience de son origine et que le Dieu dont il se réclame l'habite véritablement... Du stade des actions personnelles, il se hausse à celui d'une activité créatrice de contenu universel, lorsque dans l'empire il donne corps à la loi éternelle qui réside en lui. »*

Comme Auguste, comme Justinien, Frédéric II est législateur. Mieux, il est la « loi animée ». Par les Constitutions de Melfi en 1231, il jette en Sicile les bases d'un Etat séculier, libéré de l'Eglise, fondé sur le droit, la nature et la raison. A la tête de l'empire universel, l'empereur occupe la place du Christ.

Le successeur d'Innocent III, le pape Grégoire IX, a parfaitement vu le danger : il renouvelle l'excommunication et voue Frédéric II à Satan. Désormais, l'empereur n'a plus de précautions à prendre avec le pouvoir ecclésiastique. D'ailleurs, son extraordinaire ascension montre assez qu'il a bien la faveur de Dieu. *« J'ai été l'enclume suffisamment longtemps,* déclare-t-il. *Désormais, je veux être le marteau ! »* C'est à ce cri que Nietzsche a reconnu en Frédéric II *« son plus proche parent »*. Mais l'empereur se pose en Messie, celui qui doit venir pour frapper le clergé corrompu et conduire le monde au salut. Est-il Christ ou Satan, le prince de ce monde ? Est-il Christ ou Antéchrist ? *« C'est le propre des génies de ne pouvoir s'interpréter de façon univoque »*, dit encore Kantorowicz.

« Le soleil du monde »

Mais, de façon récurrente, paraît dans son livre l'autre figure christique, celle qui a la préférence de l'Eglise après hésitations : l'anti-Frédéric II (et peut-être l'anti-Nietzsche ?), c'est le *Poverello* d'Assise, lui aussi nouveau Christ, mais en un sens bien différent. *« François d'Assise, le plus grand contemporain du Hohenstaufen, fut le porteur de la force adverse véritable, la force secrète contre laquelle Frédéric II était destiné à se dresser et à rassembler toutes les forces du monde. »* François portait inscrits dans sa chair les stigmates du Crucifié. Frédéric II a fait orner son sarcophage de la figure du Pantocrator.

« Il s'est couché le soleil du monde qui a brillé sur les peuples, il s'est couché le soleil du droit, le refuge de la paix... » Mais, comme le soleil invaincu, il reviendra. Et Kantorowicz achève son livre en 1927 par cette phrase qui, rétrospectivement, fait frémir : *« Ce n'est plus à l'empereur que fait allusion la sentence de la sibylle, mais au peuple de l'empereur. »* On comprend qu'il en ait, dans les années suivantes, éprouvé de la gêne. Les drames du vingtième siècle entrent ainsi en résonance avec l'itinéraire intellectuel de l'historien médiéviste.

On apprend dans ce livre que l'expression *« père des peuples »* aurait été employée pour la première fois à propos de Frédéric II. Chacun sait aujourd'hui à quoi s'en tenir vis-à-vis des *« pères des peuples »*, petits et grands. On peut toujours faire *a posteriori* une lecture prophétique d'un livre, mais le mieux est sans doute, au moins dans ce cas, d'y résister. C'est ce qu'a fait l'éditeur, qui nous propose, soixante ans après la première édition allemande mais encore à son heure, une excellente traduction, due à Albert Kohn, de ce qui est d'abord un très grand livre d'histoire.

MICHEL SOT.

★ **L'EMPEREUR FRÉDÉRIC II, *d'Ernst Kantorowicz, Gallimard*, 664 p., 250 F. Le même éditeur annonce (depuis longtemps) la traduction du dernier ouvrage de Kantorowicz paru à Princeton en 1957, *The King's Two Bodies (les Deux Corps du roi.)***

● ROMANS

Les déserts de l'amour

LES histoires d'Hubert Haddad ont leur logique propre, comme indépendante du vouloir de celui qui les raconte. Le déroulement, les épisodes successifs de chacun de ses romans — il en est à son huitième (1) — semblent appartenir à un ordre du monde imaginaire dont l'auteur lui-même n'est pas, ou pas totalement, le maître.

Le Visiteur aux gants de soie est une étape de plus sur ce chemin crépusculaire encombré de rêves et d'images, où le pas n'est jamais assuré, où le guide doit constamment avouer son ignorance... Ce roman succède à un ouvrage aux proportions plus vastes et ambitieuses, *Perdus dans un profond sommeil* (« Le monde des livres » du 5 septembre 1986). L'errance et l'égarement d'une troupe hagarde, perdue dans un univers indéchiffrable, formaient l'axe incertain autour duquel s'ordonnait ce beau livre d'Hubert Haddad.


SOPHIE BASSOULS / SYGMA
Hubert Haddad : au royaume des ombres et des leurres.

La pureté de l'Inconnue

Plus court et concentré sur un unique personnage, *le Visiteur aux gants de soie* est le récit d'un sortilège amoureux, d'un envoûtement au royaume des ombres et des leurres. *« J'ai tant rêvé de toi que tu perds ta réalité »*, *chantait* Robert Desnos : Isabelle, *« passante élue des deux mondes »* comme l'*Aurélia* de Nerval, que le héros de Haddad poursuit, et dans la poursuite de laquelle il se perd, est l'éternelle figure de l'Absente, de l'Amante dont seul le désir fasciné de l'amant dessine les contours, le visage.

Marie-Hans Herder, gynécologue de profession plus que de vocation, est installé depuis peu dans l'ennui d'une petite ville de province. Troquant nuitamment ses gants de caoutchouc pour des *« gants de soie »*, il devient le héros dérisoire et solitaire d'un cérémonial pervers, né de *« l'atroce désert d'une cité mentale »*. Ses *« errances infinies en quête d'une pauvre lueur qui eût un instant égalé l'incendie qui le consumait »* sont moins celles d'un malade captif de son obsession que l'expression d'une unique quête amoureuse, contrepoint mystérieux de ses activités médicales : à la féminité dévoilée, examinée répond la pureté intouchable de l'Inconnue... Ici tout est signe, tout fait signe, du nom du héros qui croise le féminin et le masculin, *à la main artificielle* de l'assistante en passant par les lieux — ruelles et remparts, maison... — et les événements extérieurs — un crime, une enquête...

Mais le signe central, c'est *« cette inconnue »* elle-même, *« à peine entr'aperçue à travers un voile de cheveux blonds »* qui en sera la porteuse, entraînant celui qui subit ce rapt imaginaire dans les *« obscures perditions de la mémoire »*.

Ce « coma solaire »

« Qu'était-il d'autre qu'une ombre attardée qui se débattait sans urgence ? A croire qu'il eût usé depuis longtemps sa part de destin. Le présent n'existait pour lui qu'en état de rêverie, à la façon d'un corps gazeux impossible à transmuter. » Il n'y a pas de différence de nature entre la passion éperdue où tout bascule et s'égare dans les « déserts de l'amour » et cette solitude non moins éperdue, hantée, ce *« coma solaire où tout est en même temps oublié et souvenu »*.

Le Visiteur aux gants de soie échappe totalement aux pires conventions vers lesquelles il aurait pu déraper : un héros gynécologue et pervers, c'est presque *trop !...* Livre émouvant, habité, œuvre de poète, le dernier roman d'Hubert Haddad confirme un talent singulier, à l'écart de quelques modes, encore en attente d'une vraie, d'une légitime reconnaissance.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **LE VISITEUR AUX GANTS DE SOIE, d'Hubert Haddad, Albin Michel, 238 p., 85 F.**

(1) Tous publiés chez Albin Michel.

La prouesse américaine de Nicole Avril

Entre New-York et Lourdes, les amours tourmentées d'un Noir et d'une Blanche

NUL doute que Nicole Avril ait un talent d'écrivain apte à saisir les individus dans leurs gestes, leurs corps, aussi bien que les mouvements de foules ; mais elle a encore plus un tempérament de romancière. On la croyait vouée à Lyon, où elle a situé plusieurs de ses livres, notamment l'histoire de cette femme bourreau déguisée en homme qui ne révélait son identité qu'aux condamnés à mort, la veille de leur exécution, pour adoucir leur agonie. Rappeler ce roman, c'est souligner combien elle aime les diablesses et les situations d'exception.

Elle accomplit aujourd'hui une jolie prouesse : peindre les Etats-Unis, les Noëls de New-York, ses étés étouffants et impudiques, la folie d'une journée d'élection présidentielle, les encombrements de ses rues, ses bars hantés de femmes alcooliques, ses mauvais lieux où descend la police, mais aussi les cimetières de riches à Washington, les rodéos au Texas, les nuits de la Nouvelle-Orléans où le jazz, détourné de ses origines, ne chante plus la souffrance des esclaves d'antan que pour le plaisir des touristes..., tout en nous associant à une chaude histoire d'amour, condamnée à l'échec. C'est sauvage et emporté, rapide, visuel et violent.

Le romanesque des situations et des sentiments n'effraie pas Nicole Avril. *Sur la peau du diable* (une expression de marine qui évoque la bourrasque) met en scène une Française qui vit à New-York depuis dix ans, une de ces cavales éprises de plaisir, *toute en excès et en vitalité*, que cette romancière affectionne. Elvire, un des cadres du French Movies Office, où elle assure les relations publiques, engage comme chauffeur un Sénégalais, depuis un an débarqué d'Afrique en Amérique, plein d'illusions et de rêves. Entre ces deux exilés, ces deux transfuges de leur civilisation, une intimité naît. Elle est d'abord de confiance et d'amitié. Dans cette enclave française, Alassane n'a pas à souffrir du racisme. Il véhicule sa patronne dans la Cadillac blanche qui est à celle-ci comme une seconde demeure. Elle y reçoit, y travaille, s'y rafraîchit, s'y farde, s'y habille, s'y donne à ses amours de rencontre. Lui découvre peu à peu, *scandalisé et fasciné*, la force et la faiblesse de cette femme qu'il adore. Sous l'effet d'un curieux déclic, cette amitié va se muer en amour.

La passion d'Elvire

C'est qu'Elvire porte sur ses épaules un fardeau qui la leste, une sœur cadette dont un accident de naissance a fait une infirme à vie, incapable de se mouvoir et de parler. Depuis l'enfance, Marie est la passion d'Elvire, qui la poussait dans sa petite voiture, essuyant les rebuffades des gens, dans les faubourgs de Lyon où sa famille, désarçonnée par le malheur, résidait. Pour deux, Elvire avait eu à cœur de s'instruire, de vivre, de découvrir le monde. Elle avait franchi l'Atlantique mais revenait chaque année de là-bas pour conduire sa sœur à Lourdes. Ne lui avait-on pas dit qu'un miracle seul pouvait rendre à Marie l'usage de ses muscles ? Sans y croire, fidèlement, elle accomplissait le rite. Jusqu'au jour où, forte du dévouement d'Alassane, elle conçoit l'ambitieux projet de faire venir Marie pour quelques mois aux Etats-Unis.

Une relation étroite se noue entre l'infirme et le Noir, qui trouve d'emblée les mots, les gestes, les attentions capables de faire, tant soit peu, participer Marie à la vie. La jeune fille est arrivée à New-York aux approches de Noël. Dans une scène splendide, Alassane, tel un christophore, la porte dans ses bras comme une offrande, devant le gigantesque arbre de Noël qui illumine Rockefeller Center.

Cette bonté simple et efficace, cette pitié partagée et agissante révéleront pour la première fois l'amour à Elvire. Sitôt après le départ de Marie, elle attire dans ses bras, dans son lit, sans le moindre embarras, son chauffeur. Lui, *qui ne se sent pas à sa place* et croit trahir les siens, n'est pas sans réticence ni malaise. Quand il quitte sa maîtresse au petit matin, c'est comme s'il la fuyait. Un voyage à La Nouvelle-Orléans, où il revit les humiliations endurées par ceux de sa race, accroît son trouble où la jalousie se mêle. Elvire, cette femme trop libre, n'a-t-elle par jeté son dévolu sur un autre homme ?

Première fêlure dans une passion fragile que d'autres crises secoueront, tant et si bien qu'Alassane se retrouve père d'une petite fille. Une Noire américaine, de celles qu'il appelle ses « cousines », auprès de qui il s'est réfugié un soir de grand vertige, la lui a donnée. Elvire a connu à cause de cette liaison passagère les affres de la jalousie *et revient* à ses passades avilissantes.

La fin du livre est à mon avis gâtée par une surcharge d'événements. Nicole Avril, qui a besoin d'un meurtre pour illustrer la violence endémique américaine, pousse sur le devant de la scène un figurant, pour qu'il joue les victimes. Le coiffeur de Soho n'a pas le temps de devenir un personnage et sa disparition nous laisse aussi froids que les crimes sordides qu'on lit dans les journaux.

Un rêve ruiné

C'est sur la relation ombrageuse des amants que nous avons l'esprit fixé. Son avenir demeure incertain, mais le rêve qui monte en Elvire, d'une famille où Marie et la fille d'Alassane trouveraient leur place, sera ruiné. Il ne reste aux *amants désaccordés qu'à* poursuivre leur étrange musique dont les couacs, les dissonances, les harmonies éphémères, ressemblent aux rythmes heurtés et déchirants du jazz.

Sur la peau du diable, le dixième livre de Nicole Avril, est un bon roman qui, sans recherche particulière d'écriture ou de construction, déploie dans sa spontanéité tout un art du contraste. L'auteur y joue de multiples *oppositions* : entre les peaux, les lieux, les sentiments, les attitudes envers la vie, les diverses formes de l'amour, le plaisir sans pudeur recherché par les corps robustes, la douleur sans merci des infirmes que, seule, apaise la charité d'autrui. Entre les fêtes américaines s'insère un pèlerinage à Lourdes ; le souvenir des rivages et des rites africains sert de contrepoint aux images rutilantes ou sordides du Nouveau Monde. Cela produit un curieux mélange de tendresse, de ferveur, d'obscénité, d'espoir et de dégoût, où le livre trouve son romantique éclat.

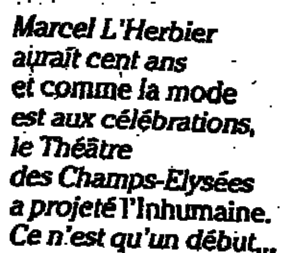
JACQUELINE PIATIER.

★ **SUR LA PEAU DU DIABLE, de Nicole Avril, Flammarion, 290 p., 89 F.**

CINÉMA

La reprise de « l'Inhumaine » de Marcel L'Herbier

La musique des images



Marcel L'Herbier aurait cent ans et comme la mode est aux célébrations, le Théâtre des Champs-Elysées a projeté l'Inhumaine. *Ce n'est qu'un début...*



« L'Inhumaine » réalise la synthèse des arts décoratifs du moment

Au mois d'octobre 1986, pour le Festival d'automne, *l'Inhumaine*, de Marcel L'Herbier (1924), avait été présenté à la Grande Halle de La Villette dans une version restaurée par le service des archives du film de Bois-d'Arcy, avec le concours du cinéaste Jean Dreville. *L'Inhumaine* est une histoire « féerique » imaginée par Marcel L'Herbier pour la cantatrice Georgette Leblanc (sœur du romancier Maurice Leblanc, qui inventa Arsène Lupin, et compagne de l'écrivain belge Maeterlinck).

L'ambition — accomplie — de son film était de réaliser « cinégraphiquement » la synthèse des arts décoratifs du moment. Ainsi avait-il demandé les décors de studio au peintre cubiste Fernand Léger, à l'architecte Robert Mallet-Stevens, à Claude Autant-Lara et Alberto Cavalcanti, les meubles à Pierre Chareau, les robes au couturier Paul Poiret. Le Théâtre des Champs-Elysées, dans son esprit, appartenait donc à un ensemble. Et, pour le centenaire du cinéaste (il était né à Paris le 23 avril 1888, il est mort le 26 novembre 1979), c'est dans la salle restaurée et récemment réouverte de l'avenue Montaigne qu'a été présenté, en soirée de gala le 13 janvier, en plusieurs séances jusqu'au 17, *l'Inhumaine* (de 1924).

Ainsi, le temps s'abolit et l'avant-garde moderniste de Marcel L'Herbier trouve un nouvel éclairage dans le présent. Nous avons déjà parlé, ici, de *l'Inhumaine* (*le Monde* du 23 octobre 1986), dont Jean Dreville avait refait toute la coloration, puisque la pellicule devait être teintée en bleu, jaune sépia ou rouge, selon certains moments de l'action. De l'œuvre originale, il manquait seulement la musique d'accompagnement pour orchestre, de Darius Milhaud, dont la partition était perdue.

Le jeune compositeur Jean-Christophe Desnoux a écrit et dirigé une composition contemporaine qui peut être exécutée sur scène. Une société La Boîte à images, qui voulait remettre en circulation *l'Inhumaine*, a organisé les manifestations du centenaire. Après le Théâtre des Champs-Elysées, le TLP-Déjazet présente, du 21 au 24 janvier, d'autres grandes œuvres muettes de Marcel L'Herbier, El Dorado (1921), *Feu Mathias Pascal* (1925) et *l'Argent* (1928) avec le « documentaire » *Autour de l'argent*, de Jean Dreville. Le cinéma Studio 43 a commencé depuis le 13 janvier une rétrospective de l'œuvre muette et parlante qui continuera jusqu'au 26 janvier inclus.

Intellectuel, lettré, admirateur de Mallarmé, Paul Valéry, Oscar Wilde, Maeterlinck, Debussy, Marcel L'Herbier ne s'intéressait guère au cinéma jusqu'à la révélation du *Forfaiture* de Cecil B. De Mille.

Il réalisa son premier film, *Rose-France*, en 1918. C'était une ode poétique, inspirée de Charles d'Orléans et produite par Léon Gaumont, chez qui Marcel L'Herbier resta sous contrat jusqu'en 1922. Attaché à la « musique des images », à l'impressionnisme visuel, il allait se distinguer, comme chef de file, de l'avant-garde cinématographique française, par des innovations esthétiques appliquées à des scénarios parfois mélodramatiques en apparence, tel celui de *El Dorado*, dont les extérieurs furent tournés à Grenade.

« L'Argent » chef-d'œuvre absolu

Les recherches ciné-graphiques (ainsi le flou envahissant l'écran lorsque la danseuse s'évade par la pensée, et que Léon Gaumont prit d'abord pour un incident technique) portent à la tragédie l'histoire interprétée par Eve Francis.

Feu Mathias Pascal est une admirable adaptation du roman de Luigi Pirandello (dont Pierre Chenal, en 1936, devait tirer *l'Homme de nulle part*), tournée dans les paysages de Sienne Sangemignano et dans les studios de Montreuil, qui avaient appartenu à Méliès. Ivan Mosjoukine en est la vedette. Michel Simon y débuta. Ce film, fascinant par l'ambiguïté du changement de personnalité et l'appel à la liberté de l'individu, est accompagné au TLP Dejazet par le musicien compositeur Martial Solal, qui improvise au piano.

L'Argent, c'est le chef-d'œuvre absolu, l'apogée du langage des images cher à Marcel L'Herbier, au moment où le parlant va bouleverser le cinéma. Le roman de Zola, modernisé, n'a plus rien d'une étude naturaliste. L'argent reste abstrait, signe de puissance pour le financier Saccard (Pierre Alcover). Marcel L'Herbier employa parfois jusqu'à quinze caméras, dans les décors réels du Bourget, de la place de l'Opéra, de la Bourse, et dans de très vastes et très « modernes » décors de studio. Le découpage, l'écriture, les mouvements d'appareils descriptifs, l'association de l'esthétique à un point de vue moral et à la direction d'acteurs (l'Allemande Brigitte Helm, Marie Glory, Antonin Artaud, Alfred Abel, Henry Victor, Raymond Rouleau) soulevèrent l'entousiasme lors de la redécouverte — après restauration — à la fin des années 70. On a pu dire avec raison que ce langage cinématographique annonçait Alain Resnais.

Sur la scène du TLP Dejazet, Jean-Jacques Birgé, Francis Gorgé et Bernard Vitet, membre du groupe Un drame musical instantané accompagnent les projections de *l'Argent*.

En 1929, Marcel L'Herbier s'essayait en parlant avec *l'Enfant de l'amour*, d'après Henry Bataille. En 1930-1931, il réalisait deux adaptations de romans de Gaston Leroux, *le Mystère de la chambre jaune* et *le Parfum de la dame en noir*, dont la réussite commerciale aurait pu lui permettre de mettre en œuvre un projet de l'ambition et de l'importance de *l'Argent*. Il lui manque une coproduction européenne et, après deux ans de chômage, il dut se résigner aux films de commandes. La rétrospective du Studio 43 prouve que ces films, longtemps négligés, ne sont pas indignes du cinéaste.

JACQUES SICLIER.

★ TLP Dejazet, 41, boulevard du Temple, tél. : 42-74-20-50.

★ Studio 43, 43, rue du Faubourg-Montmartre, tél. : 42-47-09-50 et 42-70-63-40.

« Berlin », de Walter Ruttman, musique de Pierre Henry

Fragments sonores pour une grande ville

La mode est à l'accompagnement musical des films muets. Même la Jeanne d'Arc *de Dreyer, perfection plastique que le silence exalte, vient d'en faire les frais.*

La mise en sons par Pierre Henry du montage documentaire de Walter Ruttman *Berlin, symphonie d'une grande ville* n'est pas du même tabac. La bande enregistrée sur laquelle le film du cinéaste allemand viendra s'incruster, lors de la projection que lui a réservée l'exposition « Cités-Cinés » de la Villette, ne lui était pas, à l'origine, destinée.

Ce n'est pas de la musique de film. Mais une œuvre radiophonique, un *Hörspiel*, commandé en 1983 à Pierre Henry par la Westdeutsche Rundfunk de Cologne, diffusée d'abord sur cette antenne, puis sur France-Culture et une radio australienne.

Montage de sons concrets — bruits de gare ou de pas, ambiances de rues ou de foules — portrait kaléidoscopique à partir de fragments sonores enregistrés au Mexique, à Londres, à Paris, en Allemagne, tour du monde urbain, métropole imaginaire : l'œuvre s'appelait — s'appelle — *la Ville*.

« Quand je composais, je me suis souvenu du film de Ruttman, que j'avais vu il y a bien longtemps, et qui date de 1927, année de ma naissance, comme d'ailleurs la Jeanne d'Arc *de Dreyer. J'ai eu envie de voir si les deux œuvres, musique d'images d'un côté, images de sons de l'autre, n'iraient pas bien ensemble. J'ai coupé dans ma musique, jamais dans Ruttman. Parfois, néanmoins, le film est interrompu par des noirs, afin que ce qu'on entend prolonge ce qu'on vient de voir. La projection dure cinquante minutes ; la bande-son, vingt-cinq de plus : elle fait donc aussi office de prélude et de postlude. »*

Le fruit de cette insolite superposition vient d'être présenté à Berlin, où il fut jugé *« passionnant et irrespectueux »*. Gageons que le public parisien ne le jugera pas en termes de respect : l'œuvre de Walter Ruttman est à peu près ignoré ici. Documentariste d'avant-garde avant d'être gagné à l'idéologie nazie (il fut le conseiller technique de Leni Riefenstahl pour *les Dieux du stade*, ensemble documentaire sur les Jeux olympiques de 1936), tué en 1941 sur le front russe, où il tournait des actualités, ce spécialiste des effets spéciaux, des superpositions d'images et des montages « musicaux » peut être considéré comme un précurseur de la musique concrète. Cette musique concrète, la vraie, c'est Pierre Henry, avec Pierre Schaeffer, qui allait, après la guerre, officiellement l'inventer.

ANNE REY.

★ *Berlin, symphonie d'une grande ville*, de Walter Ruttman, est projeté sur la musique de Pierre Henry, vendredi 22 janvier à 20 h 30, dans la Grande Halle de La Villette.

« El Sur », de Victor Erice

Le passé rapproché

Neuf ans après son premier long métrage, *l'Esprit de la ruche* (1973), Victor Erice réalisa le second, *El Sur (le Sud)* qui fit un passage remarqué au Festival de Cannes en 1982 et sort aujourd'hui en France, avec cent films, du 20 janvier au 18 avril) avec près de six ans de retard, ce qui n'est rien pour certaines œuvres et une éternité fatale, pour d'autres, sans que l'on sache toujours pourquoi.

Parlera-t-on encore aujourd'hui de « chef-d'œuvre » et de « fascination » pour ce petit Sud long et très tempéré ? Non, sans doute, tant il paraît aujourd'hui fané même si l'on devine comment il put trouver un écho sensible, récemment encore.

Dans une maison, « la Mouette », entre ville et campagne, dans le nord de l'Espagne, la petite Estrella vit avec ses parents et son chien. Le père, Agustin (Omero Antonutti), est médecin et sourcier, la mère reste au foyer ; ancienne maîtresse d'école, elle a perdu son poste après la guerre civile.

Nous sommes en 1957, et les blessures sont profondes, actuelles. Il ne se passe pas grand-chose, au jour le jour, on est le plus souvent au bord de la mélancolie et de l'ennui. Estrella est fascinée par les pouvoirs magiques de son père, qui manie doctement le pendule et la baguette de coudrier. Agustin pense à autre chose, à quelqu'un d'autre plutôt, peut-être une actrice de cinéma, étoile filante, du nom d'Irène Rios (« Irène R. », diraient, unanimes, Duras et Modiano), qu'incarne brièvement Aurore Clément.

Sous les lampes du Café Oriental, il écrit des lettres à une inconnue. La mère est transparente, gentille, ne compte pas. Une tante cocasse, une grand-mère autoritaire, apportent du Sud un peu d'animation pour la communion d'Estrella, qui danse, ravie, vêtue « en jeune mariée », un paso doble avec papa.

Et les années passent, tout de même, la petite devient adolescente, le père boit de plus en plus depuis qu'il a renoncé à fuguer pour ce fameux Sud, obsédant, d'où il vient et où demeure probablement son amour caché. Il n'aura pas le temps de dire toute la vérité à sa fille, en fin de compte, qui bien sûr ne voudra épouser personne. C'est d'une simplicité dans la narration qui n'est pas loin de la gaucherie. D'un dépouillement presque avare.

Tant de sobriété devrait nous confondre dans le respect et faire échapper le film aux contingences du temps et de l'histoire. Au contraire, parce qu'il ne décolle jamais, ne surprend jamais, que les comédiens ne sont pas très convaincus (le père notamment a vraiment l'air d'être ailleurs, et pas seulement dans le Sud, la tante joue gros, la mère plat, seule la fillette est juste) sans être mauvais, on s'enlise noblement dans une tristesse provinciale d'un autre âge.

Non seulement l'après-guerre, mais aussi l'année 1982 sont décidément, grâce à Victor Erice, très loin, avec leurs couleurs gagnées par l'ombre, leurs silences pesants, leurs douleurs. C'est cette vitesse à glisser dans le passé qui aujourd'hui nous émeut.

MICHEL BRAUDEAU.

★ A signaler également, au Centre Pompidou, la rétrospective « 30 ans de cinéma espagnol, 1958-1988 », avec cent films, du 20 janvier au 18 avril.

COULISSES

« Le Dernier Empereur » toujours en tête

Le film de Bertolucci *le Dernier Empereur* provoque une polémique au Japon à propos d'une scène — tirée d'un documentaire d'époque, et qui montre les massacres de Nankin. Mais le porte-parole des affaires étrangères a déclaré *« La position du gouvernement reste inchangée. Nous sommes conscients de nos responsabilités. »* En France, le film remporte toujours un vif succès. Après huit semaines d'exploitation, il devance toujours ses concurrents sur Paris-périphérie. A la fin du mois, il devrait dépasser le million d'entrées sur cette zone.

Le procès que Fellini a intenté à son distributeur français, à la suite du sous-titrage qu'il jugeait défectueux, ne semble pas avoir affecté la carrière d'*Intervista*, qui remplit toujours les salles parisiennes au rythme de plus de trente-cinq mille spectateurs par semaine.

Woody Allen à Berlin

Les Etats-Unis seront fortement représentés au Festival de Berlin, qui se tiendra cette année du 12 au 23 février. Woody Allen y présentera son dernier film, *September* avec Mia Farrow. *Walker*, d'Alex Cox, réalisé avec le soutien du gouvernement sandiniste du Nicaragua, concourra pour l'Ours d'or, et *l'Empire du soleil*, de Steven Spielberg clôturera ce 38e Festival, où la Grande-Bretagne sera représentée par *Cry Freedom*, de Richard Attenborough, une évocation du Sud-Africain Stephen Biko et de sa lutte contre l'apartheid.

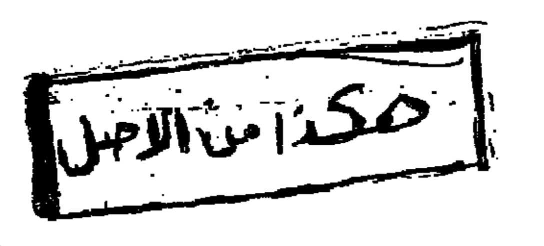
Optimisme de rigueur

En dépit de la crise qui a secoué le cinéma français en 1987, Jean-François Court, M. Cinéma au ministère de la culture, reste optimiste. Il remettra dès la fin du mois à François Léotard son rapport sur la situation de la profession.

Pour lui, la chute inquiétante du nombre des spectateurs est due à la faiblesse de la production française et à la guerre des chaînes de télévision. Les rapports entre le grand et le petit écran doivent pouvoir s'éclaircir, dit-on rue de Valois, grâce aux négociations qui sont en cours.

En revanche, les tensions avec les exploitants sont toujours vives et difficiles à maîtriser. Pour faire revenir le public dans les salles, une campagne nationale d'affichage va être lancée au printemps, ainsi qu'une action concertée avec l'ensemble des chaînes de télévision.

Les grands réseaux de distribution ont mis en place des cartes de réduction pour remplir leurs salles. Après Pathé, l'UGC lance sa carte « Privilège » (*le Monde* du 9 janvier), 100 F pour quatre séances.



Culture

CINÉMA

Un entretien avec Robert Frank à propos de « Candy Mountain »

La fin du rêve

De New-York à la Nouvelle Ecosse, l'odyssée initiatique et marginale d'un jeune commissionnaire, fou de guitare. C'est Candy Mountain *le quatorzième film et le premier long métrage de fiction de Robert Frank.*

En chemise beige, crinière au vent, Robert Frank est, à soixante-trois ans, plus solitaire et désenchanté que jamais, presque pathétique à force de lucidité, mais toujours aussi sincère. Il a réalisé son film avec Rudy Wurlitzer. Principaux acteurs : Kevin O'Connor, Tom Waits et Bulle Ogier.

« *Candy Mountain*, cela veut dire « montagne de sucre » ?

— Oui. Cela vient d'une comptine enfantine qui dit qu'il ne faut pas accepter de bonbons d'un étranger. Je l'ai trouvée dans une chanson des Eagles, qu'on entend en partie.

— La musique joue un rôle de premier plan.

— Je voulais qu'elle soit très légère et survienne presque par hasard. Elle fait partie de l'histoire. Très dure à New-York, « country » au Canada. Mais je pense qu'il y en a trop. Pour moi, il n'y a pas assez de silences. Les producteurs voulaient un maximum de musique. J'ai résisté tant que j'ai pu.

— Votre histoire se déroule comme une succession de rencontres. D'où vient votre refus de la narration ?

— Je ne suis pas un raconteur d'histoires. Ce sont les accidents qui m'intéressent. Le script a été écrit comme une suite de petites histoires séparées. Et nous l'avons presque suivi à la lettre. Le tournage a duré sept semaines. Y compris les voyages. On n'avait pas le temps de répéter, ni d'improviser. Nous étions très pressés par le temps. Ce fut le plus difficile. Et très compliqué aussi à cause des musiciens. J'aurais préféré ne pas tourner dans l'ordre. Cela aurait été plus fort, moins contrôlé. C'est quand le film est fini qu'on voit ce qui ne va pas. La beauté du cinéma est de n'avoir pas de règles.

— Vous avez tourné chez vous, à Mabou. C'est un pays neutre, très pacifique, où il ne se passe rien. On y sent terriblement le froid.

— J'espérais plus de neige, qu'il fasse encore plus froid. Pour moi, c'était crucial de faire voir ce pays froid. Souvent, je me dis qu'il fait trop calme chez moi, que c'est comme un cimetière, que je devrais partir pour ne pas y mourir. Je ne peux montrer que la réalité que je connais. Je ne pourrais pas faire un film en Inde. Ni même en France. Ce n'est pas mon pays.

— Avez-vous songé à *l'Odyssée* en écrivant le scénario ?

— Non, j'ai pensé à ma propre expérience. A *Au fil du temps* de Wim Wenders, et un peu aussi à John Ford. J'ai pensé au voyage, à Kerouac et à Dylan. On est marqué par tant de choses. Ce qui est fabuleux en Amérique, c'est l'immensité de l'espace. En Europe, les gens voyagent comme des touristes. Ils rentrent chez eux recouvrer leurs racines. L'Amérique produit une sensation de liberté. J'ai pensé à çà aussi.

— « *Je ne sais pas quel est le but des gens aujourd'hui* », dit Bulle Ogier. Est-ce le vrai sujet du film ?

— Le but du héros est l'argent. Les jeunes Américains, aujourd'hui, sont très conscients de tout. Ils ne rêvent plus comme quand j'étais jeune. Sans doute étais-je un peu naïf. Je suivais mes impulsions. Les jeunes aujourd'hui sont lucides. Ils ont moins de rêves et moins d'avenir, mais ils ont un but : la sécurité, la réussite, le pouvoir et l'argent. En ce sens, je suis plus proche du vieux Elmore que du jeune Julius. Elmore est un homme du passé. Ce n'est pas un héros.

— La fin peut apparaître comme un échec, mais le personnage reprend quand même la route.

— A la fin, il a appris une chose. Il faut compter sur soi. C'est la vie. Mais je n'ai pas voulu faire un film moral. Quand Julius reprend la route, il ne reste rien. Il y a encore le décor de l'aventure mais son sens a disparu. Le rêve est fini. C'est bien dans l'esprit américain. Tout recommence. Mais je suis Européen. J'ai une vision plus fatale de ce qui arrive. Je suis sans illusions. Et je trouve beau cette vue d'un monde où tout a disparu. »

Propos recueillis par
PATRICK ROEGIERS.

MUSIQUES

Venet et Arman sculpteurs d'opéras

Géométrie et désordres lyriques

Féconder la création musicale à l'opéra grâce à de grands plasticiens, telle est l'idée des « cartes blanches » que Jean-Louis Martinoty a instauré l'an passé avec les peintres Paul Jenkins et Karel Appel, et développée cette année avec les sculpteurs Bernar Venet et Arman.

Bernar Venet est un graphiste de l'espace qui a installé d'étonnants entrelacs métalliques de lignes « indéterminées » en différents lieux publics de France et d'Amérique, et implantera bientôt, en juin 1986, un arc de cinquante mètres de haut autour de l'autoroute du Sud !

Depuis plus de vingt ans, il songeait à ajouter le mouvement et le son au dessin et à l'espace. D'où ce ballet, *Graduation*, présenté salle Favart, ballet vertical sur trois grilles d'acier (1) où s'élancent quatre danseurs en collant rouge, les reins et les fesses sanglés pour tirer des cordes qui dessinent des diagrammes de plus en plus compliqués ; chaque fois qu'ils changent de direction, ils fixent les cordes par des mousquetons à l'intersection des tubes. Une véritable performance d'alpiniste pour la compagnie Roc in lichen, dont les ébats géométriques requièrent grâce et force particulières.

La musique, on l'aurait parié, est déterminée par le spectacle même : les danseurs courent sur les grilles comme les notes sur les portées, graves et bas, aigüs en haut. Les lignes musicales sont plus ou moins vives et intenses selon le rythme et s'interrompent quand les danseurs se reposent.

Bernar Venet a demandé au compositeur Michel Puig de réaliser la partition avec « *des cordes pour les arcs, des bois pour les angles et des cuivres pour les lignes indéterminées* ». Et, malgré bon nombre de transpositions, on aboutit, normalement, à une musique quelque peu invertébrée, riche en trémolos et en glissandos, sans logique propre. Pourquoi ces enchevêtrements graphiques auraient-ils *ipso facto* une vertu musicale ? « *J'ai été séduit*, note Puig, *par l'idée d'écrire une musique sans thème, sans sujet, sans expression.* » Le résultat est inclus dans l'énoncé du problème.

Des motos dans le palais Garnier

Après ce régime un peu austère, on a droit salle Favart à quelques moments de franche rigolade avec les *Désordres lyriques* d'Arman. Le célèbre accumulateur-démolisseur-compresseur-incendiaire, coupable de cinq à six mille numéros de « destructions, soustractions et attentats », et dont les valises et les horloges ornent la gare Saint-Lazare, s'en est donné à cœur joie en fouillant les magasins de décors de Garnier et Berthier, *que lui ouvrait* généreusement Jean-Louis Martinoty.

Avec ces merveilles récupérées dans les « poubelles » de l'art lyrique, déconnectées de leur origine, Arman monte un spectacle illustrant des scènes typiques de l'opéra, pour lesquelles Georges Aperghis, à son exemple, découpe et comprime des fragments de ses propres œuvres (*Concerto grosso, Pandoemonium, Liebestod*, etc.) avec quelques rappels célèbres (*Paillasse, Lulu, les Mamelles de Tirésias*).

Ronflements de moteurs : robes du soir et smoking, débarquent à moto dans le capharnaüm du palais Garnier. Le chef d'orchestre, Yves Prin, dirige à grands gestes une magnifique ouverture silencieuse. Huit « servants du rituel » (habits et tubes noirs) apportent un piano droit, et la scène commence à se remplir : palmiers cassés, cercueil, crosses d'évêques, voitures d'enfants, oriflammes de Jeanne d'Arc, deux cygnes, horloge, armures, bustes, statue égyptienne, etc. D'une malle on extirpe cent objets hétéroclites, empilés soigneusement dans un aquarium.

La musique, encore vagissante, s'organise peu à peu : trois barytons montés sur élévateurs se défient ; Faust apparaît, tenu en laisse par Méphisto ; au San-Carlo de Naples, les beaux messieurs arment leurs jumelles tandis que trois cantatrices tricotent en enchaînant de terribles vocalises ; les acolytes d'Arman s'attaquent au piano avec des haches, mais sont mis en fuite par la courageuse pianiste (Odette Chaynes), tandis que les cantatrices hurlent d'horreur et s'écroulent dans des voitures de paraplégiques...

Peu à peu le rythme s'accélère, l'action devient « intense » : une contrebasse est sciée en deux sur des tréteaux ; du ciel dégringolent des jambes, des bras, des pieds, des bustes, salués par l'air du catalogue (*excellent exemple d'accumulation, il est vrai*) de *Don Giovanni* ; accumulation aussi de chats dans la gorge qui jettent les femmes au tapis, puis de pinceaux collés sur une belle toile aux couleurs d'arc-en-ciel, que les chanteurs contemplent comme à la fin de *l'Or du Rhin* : descente d'un rideau serré de masques à gaz, indispensables pour affronter la vision d'un orchestre qui brûle dans une épaisse fumée, tandis qu'un quatuor joue des bribes de musique de plus en plus évanescente.

Il est plus facile de parodier les rituels de l'opéra que d'écrire un opéra. L'idée a déjà beaucoup servi et Kagel en avait donné d'emblée le chef-d'œuvre dans *Staatstheater* à Hambourg (*le Monde* du 28 avril 1971). Mais ces *Désordres lyriques* ne manquent pas de charme dans la réalisation de Michel Beretti, avec cette musique si spirituelle, servie par douze chanteurs étourdissants que l'on s'en voudrait de dissocier (2), et les musiciens de l'Opéra, sous la direction d'Yves Prin, qui n'a pas son pareil en ce domaine.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Salle Favart, les 21, 22 janvier (19 h 30) et 23 janvier (14 h 30 et 20 h 30).

(1) Trois grilles de 10 x 7 mètres, séparées par des intervalles de 1,80 mètre, avec un maillage rectangulaire de 0,90 mètre de haut.

(2) Jacques Bona, Cécile Claude, Pierre Danais, Marie Duisit, Armelle de Frondeville, Mario Hacquard, Liliane Mazeron, Sigune von Osten, Evelyne Razimowsky, Sylvie Sulle, Michel Verschaeve et Martine Viard.

NOTE

A Théâtre Ouvert

Découvertes

Pour fêter son statut de Centre dramatique nationale de création, effectif depuis le 1er janvier, le Théâtre Ouvert de Lucien et Micheline Attoun donne carte blanche, jusqu'au samedi 23 janvier, à une vingtaine d'invités, *auteurs, acteurs* ou metteurs en scène. Seule règle du jeu imposée : la liberté de présenter, sous une forme simple et rapide, un texte ou un projet autour d'un auteur.

La plupart des auteurs invités ont choisi de monter eux-mêmes au créneau. Armand Gatti a inauguré, le 18 janvier, ces « Six jours pour la création », avec une lecture de sa pièce, *le Passage, les oiseaux dans le ciel*.

Samedi 23, il y aura une « nuit blanche » de 20 h 30 à l'aube avec, notamment, à minuit, la participation de Jean-Pierre Vincent, qui a choisi un texte d'André Guthert, *les Deux Frères*.

Od. Qt.

★ Tous les soirs à 20 h 30, jusqu'au 23 janvier. Théâtre Ouvert, 4 *bis*, cité Véron, 75018 Paris. Tél. : 42-55-74-40 (entrée libre, dans la limite des places disponibles).

Zizi chante

La voix et les jambes

Zizi Jeanmaire n'a pas froid à ses grands yeux dévorants. Aux Bouffes du Nord, elle assure avec panache un vrai tour de chant (*le Monde* du 16 janvier), une vingtaine de chansons soigneusement *agencées et mises en scène* par Roland Petit. Cinq musiciens conduits pas Maurice Vander. Un danseur, Jean-Charles Verchère. Et elle, qui arrive fringante et toute menue. La salle délire, nous avons retrouvé notre croqueuse *de diamants*.

D'abord, les jambes se cachent sous un pantalon noir qui dévoile seulement les chevilles enserrées dans un collant de dentelle scintillante, et qui semble prolonger le corsage. Donc, on ne voit que ces chevilles merveilleusement fines et le pied cambré dans les escarpins. Ensuite Zizi apparaît en tunique noire à encolure ronde qui dessine le cou, et de la longueur la plus difficile à supporter : à mi-cuisse.

Côté jambes, Zizi peut tout se permettre. Elle est habillée par Versace avec l'insolente simplicité du luxe. A la fin, c'est la jambe entière qui se révèle, sous une soie fluide et strassée : avec neuf *danseurs et des éventails roses*, Zizi offre son indémodable truc en plumes. Le triomphe. Chansons et intermèdes font environ soixante-quinze minutes ; avec les applaudissements, on approche les deux heures.

Les chansons, c'est *la Croqueuse, la Chabraque, le Doux Caboulot, Elisa, Rosa ma rose*, de Jean Vautrin et Marius Constant, *les Bleus*, de Gainsbourg... Zizi fait partie des gens, comme Gréco par exemple, qui n'ont jamais chanté une idiotie. Elle caresse la nostalgie, se coule dans la tendresse mais ne s'y attarde pas. Quoi qu'il arrive, très vite elle se marre. Très vite, Zizi la gouaille qui se moque, se paie un *tango, amorce un chacha*.

Elle ne danse pas vraiment, se réserve pour l'éblouissant final. Elle n'a pas besoin de s'agiter, il lui suffit d'un geste de la main, de pencher la tête contre une épaule d'homme... Quand on la regarde, *on a l'impression d'être paralysé* et de peser cent kilos. Et puis, en dehors de la souplesse nerveuse, de l'élégance, il y a cette façon de vivre le rythme des *musiques* que tous les chanteurs ne possèdent pas... Zizi a trouvé son espace *aux Bouffes du Nord, et c'est* un enchantement.

COLETTE GODARD.

★ Bouffes du Nord, 20 h 30.

Spectacles

théâtre

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◇ : *Horaires irréguliers.*

SPECTACLES NOUVEAUX

DIVAS SUR CANAPÉ. Sentier des Halles (42-36-37-27), 20 h 30.

ATTENDRIRE. Spectacle avec Jean Lapointe. Grand Edgar (43-20-90-09), 20 h 30.

LA MÉTAMORPHOSE. Gymnase Marie Bell (42-46-79-79), 21 h.

MADEMOISELLE ELSE. Café de la Gare (32-78-52-51), 19 h 30.

L'EXTRAORDINAIRE MONSIEUR NICOLAS. Cinq Diamants (45-80-51-31) 20 h 45.

APPEL A TÉMOINS. Institut polonais (42-25-10-57), 20 h 30.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers Tango : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◇ Offre d'emploi : recherchons Dieu diplômé : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Daphnis et Chloé + l'Ile de Tulipatan : 20 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Aglavaine et Sélysette : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Zouc : 20 h 45.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Anomique II : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. La Vénus à la fourrure : 20 h 30. Les Pragmatistes : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). ◇ L'Extraordinaire Monsieur Nicolas : 20 h 45.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Le Candidat : 20 h 30. La Galerie. La Dernière Bande : 20 h 30. La Resserre. Les Femmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Mon Faust : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Monsieur chasse : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). S.O.S. : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 20 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). ◇ L'Auberge du cheval blanc : 15 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Le Jour de la limace : 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Au-delà du jardin : 21 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. le Prince des rats : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien ! : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). L'Eloignement : 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You 're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Crime et Châtiment : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Je cherche un être à envahir : 19 h. La Colombes, + Aux abysses : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.

INSTITUT POLONAIS (42-25-10-57). ◇ Appel à témoins, d'après Ferdyturke : 20 h 30.

JARDIN D'HIVER-THÉATRE OUVERT (42-62-59-49). ◇ Six jours pour la création : 20 h 30 et 22 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Véga : 22 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Jean Lapointe dans son nouveau spectacle Attendrire : 20 h 30.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). ◇ L'Etonnante Famille Bronté : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. ◇ Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MADELEINE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau : 21 h.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Line ou le premier : 20 h 30. Finie la comédie : 21 h 45.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami : 21 h 15.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Lamy public nº1 : 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

MOUFFETARD (43-31-11-99). Fra Sylvère : 20 h 45.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Léopold le bien-aimé : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). ◇ Carte blanche à Bernar Venet et Arman : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ◇ Une passion dans le désert : 19 h. ◇ Madame de la Carlière : 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué : 20 h 30.

Jeudi 21 janvier

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

STUDIO DES URSULINES (43-26-19-09). Haute surveillance : 22 h 15.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Suzanne Andler : 20 h 45.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Flagrant Délire : 20 h 30.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Le Fauteuil à bascule : 19 h et 20 h 30.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65). ◇ Le Scorpion : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11). La Légende dorée : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ L'Ecume des jours : 20 h 30. Salle II. ◇ Les Bonnes : 20 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). ◇ La Chasse au corbeau : 20 h 30.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). ◇ La Savetière prodigieuse : 20 h 45.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). ◇ Le Pont des soupirs : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé : 19 h. Chabrol joue intensément : 21 h.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). ◇ A Chorus Line : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles : 20 h 45. Théâtre Gémier. Vêtir ceux qui sont nus : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Le Public : 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Une heure avec : le Jardin de Tchékhov : 18 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Bruno Coppens : 20 h. Plait it Again le spectacle qui rend fou : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Peinture sur soi : 19 h. Profession imitateur ! Et en plus... : 20 h 30. J'aime Brecht : 22 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

ZÈBRE (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. La maison accepte l'échec : 20 h 30.

cinéma

Les cinémathèques

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Bungalow pour femmes (1956, v.o.), de Raoul Walsh, 16 h ; Brigham Young (1940, v.o.), de Henry Hathaway, 19 h ; Chotard et Cie (1932), de Jean Renoir, 21 h 15.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

Baruch ou Das Alte Gesetz (1923), de Ewald-André Dupond, 15 h ; Broadway (1929), de Paul Fejos, 17 h ; Un autre regard (1982, v.o.s.t.f.), de Karoly Makk, 19 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Kargus (1980, v.o.), de Ventura Juan Minor, 14 h 30 ; Ocana, retrato intermitente (1978, v.o.), de Ventura Pons, 17 h 30 ; le Jardin des délices (1970, v.o.), de Carlos Saura, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA BAMBA (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CAYENNE PALACE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

COBRA VERDE (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CORDES ET DISCORDES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

DRAGNET (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GÉNÉRATION PERDUE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

IL SEMBLE MORT ? (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

ISHTAR (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES MONTAGNES DE LA LUNE (Fr.-Por., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PACTE AVEC UN TUEUR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

POKER (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PROMIS... JURÉ ! (Fr.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PROVISEUR (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES FILMS NOUVEAUX

ANGE GARDIEN. Film yougoslave de Goran Paskaljevic, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

CANDY MOUNTAIN. Film franco-canadien-suisse de Robert Frank et Rudy Wurlitzer, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

DANDIN. Film français de Roger Planchon : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DERNIER CRI. Film français de Bernard Dubois : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

EL SUR. Film espagnol de Victor Erice, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ROBOCOP. (*) Film américain de Paul Verhoeven, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UNE FEMME HONNÊTE. Film chinois de Huang Jianzhong, v.o. : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

Y'A BON LES BLANCS. Film franco-italo-espagnol de Marco Ferreri : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

YAM DAABO, LE CHOIX. Film Burkina-Faso de Idrissa Ouedraogo, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 22 JANVIER

« L'impressionnisme au musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, entrée des groupes (Approche de l'art).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Michèle Pohyer).

« Le Musée Rodin dans l'hôtel Biron », 14 h 30, 77, rue de Varenne (Didier Bouchard).

« Découverte du nouveau quartier Crimée », 14 h 30, angle de la rue de Crimée et de la rue Mathis (V. de Langlade).

« Hôtels du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« Maisons, rues du Moyen Age autour de Maubert », 14 h 30, Saint-Nicolas du Chardonnet (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« L'architecture à Orsay », 15 heures, parvis, face au rhinocéros (Monuments historiques).

« L'hôtel royal des Invalides et ses bâtisseurs », 15 heures, cour d'honneur, sous la statue de Napoléon (Monuments historiques).

« Le dix-septième siècle flamand au Louvre », 15 heures, 36, quai du Louvre (Tourisme culturel).

« L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Dominique Fleuriot).

« Le grand couvert des souverains contemporains de Louis XV », 15 h 15, 107, rue de Rivoli (Isabelle Hauller).

« Trésors du Musée international de la Chaux-de-Fonds », 17 h 15, Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (Hauts lieux et découvertes).

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : « Réincarnation, message d'espoir ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

Maison des Mines, 270, rue Saint-Jacques, 20 h 30 : « Pérou, le royaume du soleil » (Clio-Les amis de l'histoire).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 21 janvier

TF 1

20.40 Questions à domicile. Emission d'Alexandre Tarta, Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani. Invité : François Léotard, en direct de Fréjus. **22.05 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.** *L'héritage.* **22.50 Les Nobel de la Une.** Débat sur le thème « Les droits de l'homme ». **23.05 Magazine : Rapido.** Invités : Ry Cooder, Fabulous Thunderbirds, Omar and the Howlers, Def Jam. Reportages : la mode country en France, les Indiens à Paris, le rodéo en France ; Cinéma : interview de Kevin Peter Hall ; Clips : Linda Rondstadt, Emmy Lou Harris, Honky Tonk Man. **23.35 Journal. 0.00 La Bourse. 0.05 Variétés : Panique sur le 16** (rediff.).

A 2

20.30 Cinéma : Un si joli village ■ Film français d'Etienne Perier (1978). Avec Victor Lanoux, Jean Carmet, Valérie Mairesse, Michel Robin. **22.25 Magazine : Edition spéciale.** D'Alain Wieder, présenté par Bernard Rapp. Sur le thème l'homme et l'animal domestique ». **23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 0.05 Entrez sans frapper.**

FR 3

20.30 Cinéma : le Retour de l'inspecteur Harry ■ Film américain de Clint Eastwood (1983). Avec Clint Eastwood. **22.35 Journal. 23.00 Magazine : Océaniques.** Une autre vie, ou chronique de quelques Indiens Wayanas : Mimi-Siku, pisse de chat. **23.55 Rallye de Monte-Carlo.** *Arrivée.*

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Quelque part dans le temps ■■ Film américain de Jeannot Szwarc (1980). Avec Christopher Reeve, Jane Seymour, Christopher Plummer, Teresa Wright. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : le Cinquième Commando** ■ Film américain de Henry Hathaway (1971). Avec Richard Burton, John Colicos, Clinton Greyn, Danielle de Metz. **23.50 Cinéma : Une défense canon** □ Film américain de Willard Huyck (1984). Avec Dudley Moore, Eddie Murphy, Kate Capshaw. **1.20 Cinéma : Poltergeist II** ■ Film américain de Brian Gibson (1986).

LA 5

▶ **20.30 Face à France.** Emission animée par Guillaume Durand. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. **22.15 Spécial Paris-Alger-Dakar. 22.35 Série : Capitaine Furillo.** La fin de Logan. **23.30 Série : Maigret.** (rediff.). **1.15 Série : La grande vallée.** Miranda (rediff.). **2.25 Série : La cinquième dimension.** Images vivantes (rediff.). ***3.00 Spécial Paris-Alger-Dakar*** (rediff.).

M 6

20.00 Série : Les têtes brûlées. Les loups dans la bergerie. **20.50 Téléfilm : Tant qu'il y aura des hommes** (3e partie). **22.30 Magazine : M 6 aime le cinéma.** Le maccarthysme à Hollywood (suite) ; interview de Jacques Dutronc. **23.00 Journal et météo. 23.15 Magazine : Club 6. 0.00 Série : La ligne de démarcation.** Claude (rediff.). **0.30 Feuilleton : Nans le berger.** 8e épisode (rediff.). **1.35 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique : La condition de l'homme, de Madeleine Louys. 21.30 Profils perdus. François Chatelet. **22.40 Nuits** ***magnétiques.*** Les mariniers (3e partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Symphonie nº 4 en la majeur, op. 90, de Mendelssohn ; Concerto pour piano et orchestre nº 24 en ut mineur, K 451, de Mozart ; Symphonie nº 3 en fa majeur, op. 90, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Kurt Masur ; Sol. : Alexis Weissenberg, piano. **23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Mélodies.**

Vendredi 22 janvier

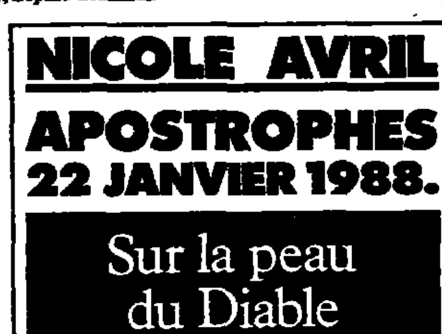
TF 1



▶ **20.40 Variétés : Les uns et les autres.** ▶ **22.50 Magazine Ushuaïa** Magazine de l'extrême. **23.50 Journal. 23.57 La Bourse. 0.00 Série : Les envahisseurs.**

A 2

18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Le standard en folie. 20.00 Journal. 20.30 Série : Espionne et tais-toi. Les poubelles de la gloire, avec Grace de Capitani, Jean-François Balmer, Sophie Grimaldi.



21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Tous les plaisirs du roman. Sont invités : Daniel Boulanger (Jules Bouc), Franck et Vautrin (La dame de Berlin), Patrick Grainville (L'atelier du peintre), Benoîte Groult (Les vaisseaux du cœur), François Salvaing (Misayre ! Misayre !) Nicole Avril (La peau du diable). **22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Monsieur Smith au Sénat** ■■ Film américain de Frank Capra (1939). Avec Jean Arthur, James Stewart, Claude Rains. **1.05 Entrez sans frapper.**

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Les muscles et la graisse. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.25 INC** Les lave-linge. **20.30 Feuilleton : Un jour viendra.** De Luigi Perelli. Avec Virna Lisi, Jean-Pierre Cassel, Mathilda May (3e épisode). **21.30 Magazine : Thalassa.** De Georges Pernoud. Rivages amers. *Aux Philippines.* **22.15 Journal. 22.35 Documentaire : Ballerina** (3e partie). Présenté par Natalia Makarova. **23.35 Musicales.** Trois années dans la vie de Mozart : les vêpres d'un confesseur (1780).

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : A la poursuite du diamant vert. ■■ Film américain de Robert Zemeckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny de Vito, Zack Norman. **15.40 Cinéma : Les cousins.** ■■ Film français de Claude Chabrol (1958). Avec Gérard Blain, Jean-Claude Brialy, Claude Cerval. **17.25 Cabou cadin.** Bravestarr ; Alvin et les Chipmunks. **18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Invités : Mariane Sergent, Treiz, Lio. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invités : Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart. **20.30 Téléfilm : Les enfants de Stepford. 21.55 Flash d'informations.** ▶ **22.05 La nuit du film d'art. 3.05 Documentaire : Lions dans la nuit africaine. 4.00 Boxe.** Championnat du monde des poids lourds : Mike Tyson (E.U.) - Larry Holmes (E.U.) **5.25 Série : Le retour de Mike Hammer. 6.10 Documentaire : Les allumés du sport.**

LA 5

18.55 Flash d'information. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Les flambeaux du Sénégal. Emission présentée par Stéphane Collaro. En direct de Dakar, remise des prix du dixième rallye Paris-Dakar. **22.30 Magazine : Bains de minuit. 0.00 Série : Maigret** (rediff.). **1.45 Série : La grand vallée** (rediff.). **2.55 Série : La cinquième dimension.** Lieu maudit (rediff.).

M 6

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Père et impairs. Sacré Henry. **20.30 Série : Le Saint.** L'héritage. **21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.** 21e épisode : A votre santé. **22.10 Série : Addams family.** La famille Addams sur la lune. **22.40 Journal. 22.50 Météo. 22.55 Sexy clip. 23.25 Série : Espion modèle** (rediff.). **0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Peindre sur les murs. **21.30 Musique : Black and blue.** Les tambours à Colin-Maillard. **22.40 Nuits magnétiques.** Les mariniers (dernière partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Stuttgart) : Symphonie nº 3 en mi bémol majeur, op. 97, de Schumann ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur, op. 82, de Glazounov ; Carnaval (transcription de Maurice Ravel pour timbales, harpe et cordes), de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Neville Marriner ; sol. : Frank-Peter Zimmerman, violon. **22.20 Premières loges.** Extraits des Troyens, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique royal et le Chœur de la BBC, dir. Thomas Beecham. **23.07 Club de la musique ancienne. 0.30 Archives.** Cycle Joseph Krips et l'Orchestre national.

Audience TV du 20 janvier 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	42.3	Santa Barbara 23.0	Actual. région. 9.2	Actual. région. 2.0	Nulle part 2.6	Porte magique 3.1	Cher oncle Bill 3.1
19 h 45	48.5	Roue fortune 22.4	Maguy 10.7	Actual. région. 1.5	Nulle part 3.6	Boulev. Bouvard 8.7	Mon ami Ben 1.0
20 h 16	64.3	Journal 29.1	Journal 14.3	Opéra 2.6	Nulle part 5.6	Journal 8.2	Espion modèle 4.6
20 h 55	65.8	Sacrée soirée 29.1	Marche du siècle 10.7	Opéra 3.6	Ciné salles 5.6	Joe Dancer 15.3	Falcon Crest 1.5
22 h 08	58.7	Sacrée soirée 21.9	Parlez d'histoire 13.3	Opéra 1.6	Bronco Billy 4.1	Joe Dancer 16.3	Libre et change 4.1
22 h 44	40.3	Sirocco 9.2	Parlez d'histoire 8.2	Opéra 3.1	Bronco Billy 5.1	Loi Los Angeles 10.7	Libre et change 4.1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 à 0 h TU et le vendredi 22 janvier à 24 h TU.

De l'air doux et humide gagnera vendredi la moitié ouest de la France et s'étendra samedi vers le Sud tandis que de l'air frais s'enfoncera progressivement sur la France par le Nord et recouvrira dimanche matin la majeure partie du pays. Dimanche, une nouvelle perturbation abordera la France par l'Ouest.

Vendredi : pluie, neige en montagne et vent.

Le matin, un temps instable persistera des Alpes à la Corse, avec des *averses de neige à partir de 800 mètres* et des orages locaux. Mistral et tramontagne souffleront. Des brouillards seront observés du Nord-Est à la Champagne au Massif central au Lyonnais et à Midi-Pyrénées. De plus, à l'Ouest, le ciel sera couvert par les nuages d'une perturbation dont les pluies tomberont de la Bretagne à la Normandie et aux Charentes.

Cette perturbation progressera vers l'Est. Le soir, seules la Côte-d'Azur et la Corse seront encore épargnées. Mais elles auront un ciel très nuageux et du vent encore assez fort de nord-est. Les autres régions subiront donc des pluies, de la neige à partir de 1 000 mètres sur les Pyrénées, de 600 mètres sur les autres massifs.

Des éclaircies reviendront sur le Nord-Ouest dans l'après-midi. Mais des averses se produiront alors de la Bretagne au Nord.

Le vent modéré de secteur sud au passage des pluies tournera à l'Ouest-Nord-Ouest à l'arrière. Il sera alors fort sur les côtes de la Manche avec une vitesse moyenne de l'ordre de 80 kilomètres à l'heure et de fortes rafales.

On retrouvera de faibles gelées sous abri de l'Alsace à la Champagne au Massif central, à Midi-Pyrénées et au Lyonnais avec 0O à - 3°, localement - 5°. Du Nord au Bassin parisien, les minimas seront de - 1° à + 1°, sur la Côte-d'Azur et les côtes atlantiques, 4° à 7°, sur celles de la Manche 2° à 5° ailleurs, 1° à 3°. Les maxima atteindront 7° à 11° de la Bretagne aux Charentes, 8O à 12° de l'Aquitaine à la Méditerranée, 4° à 8° sur les autres régions.

Samedi 23 janvier

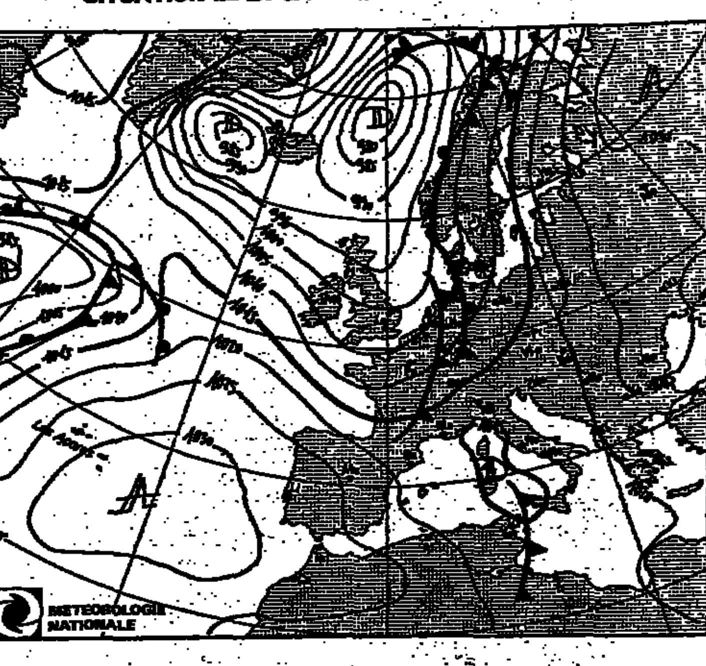
Sur les régions s'étendant de l'Aquitaine aux Pyrénées, aux Cévennes et aux Alpes, le temps restera couvert et pluvieux toute la journée. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 500 mètres à 2 000 mètres et sur les Alpes, au-dessus de 1 000 mètres à 1 500 mètres. De la Bretagne à la Vendée le temps couvert et pluvieux le matin laissera place, dans la journée, à des éclaircies accompagnées d'averses. De la Lorraine et de l'Alsace à la Franche-Comté, brumes et nuages bas le matin puis temps couvert et pluvieux. Sur le reste du pays, après les brumes et nuages bas matinaux, des éclaircies se développeront mais elles seront accompagnées d'averses.

Les températures minimales seront comprises entre 1 dégré et 5°. Les températures maximales s'étageront entre 5° et 10° sur la moitié nord et entre 6° et 13° sur la moitié sud.

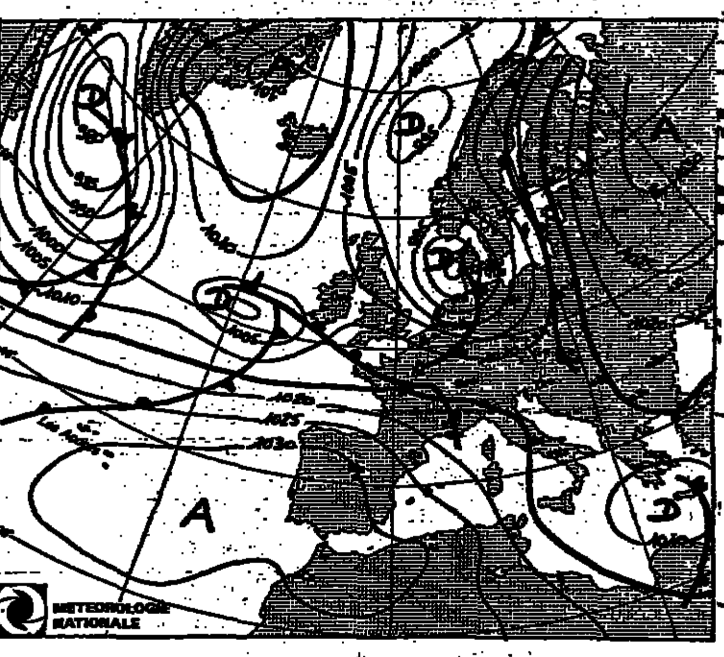
Dimanche 24 janvier

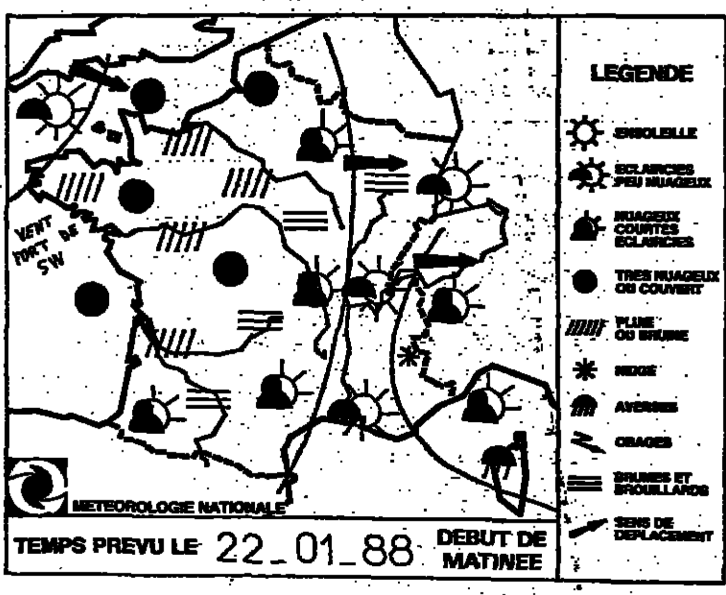
Le matin, le temps sera encore couvert avec de la pluie ou de la neige au-dessus de 1 500 mètres à 2 000 mètres sur les Alpes. Ailleurs brumes ou nuages bas. Des averses sont possibles près des côtes de la manche. En cours de journée le ciel se couvrira de la Bretagne à l'Aquitaine et au Midi-Pyrénées et il pleuvra. Sur le reste du pays le temps sera nuageux avec de belles éclaircies. Les températures minimales seront comprises entre - 1° et 5° (gelées dans le centre). Les températures maximales seront en baisse de 1° à 3°.

SITUATION LE 21 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER À 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-01 à 6 heures TU et le 21-01-1988 à 6 heures TU — le 21-01-1988

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	17	5	A
BIARRITZ	14	7	A
BORDEAUX	13	5	A
BOURGES	9	2	D
BREST	8	3	A
CAEN	8	3	P
CHERBOURG	3	3	O
CLERMONT-FERR.	8	3	A
DIJON	6	3	P
GRENOBLE St-M-H	5	3	C
LILLE	8	3	N
LIMOGES	7	2	N
LYON	10	6	P
MARSEILLE-MAR.	14	5	B
NANCY	9	3	A
NANTES	11	3	D
NICE	16	8	O
PARIS-MONTS.	9	4	N
PAU	12	5	A
PERPIGNAN	12	5	C
RENNES	10	2	D
ST-ÉTIENNE	11	3	P
STRASBOURG	4	2	C
TOURS	9	2	D
TOULOUSE	11	5	A
POINTE-A-PITRE	29	18	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	15	10	O
AMSTERDAM	7	4	P
ATHÈNES	12	6	C
BANGKOK	32	20	D
BARCELONE	14	4	D
BELGRADE	9	0	D
BERLIN	3	-2	D
BRUXELLES	7	4	N
LE CAIRE	19	6	D
COPENHAGUE	2	1	C
DAKAR	22	14	D
DELHI	25	8	D
DJERBA	20	11	D
GENÈVE	3	2	P
HONGKONG	18	16	D
ISTANBUL	9	4	C
JÉRUSALEM	12	5	C
LISBONNE	14	8	N
LONDRES	9	-1	D
LOS ANGELES	17	5	D
LUXEMBOURG	6	2	A
MADRID	12	5	D
MARRAKECH	14	6	D
MEXICO	24	8	B
MILAN	9	7	P
MONTRÉAL	2	-3	A
MOSCOU	-8	-10	*
NAIROBI	28	15	D
NEW-YORK	9	2	B
OSLO	3	2	P
PALMA-DE-MAJ.	17	4	D
PÉKIN	5	-2	D
RIO-DE-JANEIRO	34	26	N
ROME	14	5	B
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	2	2	P
SYDNEY	22	18	O
TOKYO	12	4	C
TUNIS	19	9	N
VARSOVIE	2	-3	N
VENISE	12	7	P
VIENNE	2	1	B

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 19 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, Paris-8e), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige, en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arcs : 30-115 ; Bellecombe (Notre-Dame) : 0-35 ; Bonneval-sur-Arc : 45-105 ; Les Carroz-d'Araches : 05-45 ; Chamonix-Mont-Blanc : 80-200 ; La Chapelle-d'Abondance : 10-15 ; La Clusaz-Manigod : 05-130 ; Le Corbier : 05-100 ; Courchevel : 55-80 : Crest-Voland : 10-30 ; Flaine : 30-130 ; Flumet : 05-20 : Les Gets : 15-50 ; Le Grand-Bornand : 15-50 ; Megève : 05-60 ; Les Menuires : 15-100 ; Méribel : 10-75 ; Morzine-Avoriaz : 15-60 ; La Norma : 10-50 ; Peisey-Nancroix : 20-100 ; La Plagne : 60-100 ; Pralognan-la-Vanoise : 15-25 ; La Rosière 1850 : 35-100 ; Saint-Gervais-Le Bettex : 10-20 ; Les Saisies : 20-30 ; Samoëns : 20-35 ; Thollon-les-Mémises : 0-30 ; Tignes : 70-135 ; La Toussuire : 10-35 ; Val-Cenis : 15-70 ; Valfréjus : 10-60 ; Val-d'Isère : 60-100 ; Valloire : 05-55 ; Valloire : 05-55.

DAUPHINÉ-ISÈRE

L'Alpe-d'Huez : 20-30 ; Alpe du Grand-Serre : 05-15 ; Auris-en-Oisans : 05-10 : Autrans : 0-0 ; Chamrousse : 10-20 ; Le Collet-d'Allevard : 10-30 ; Les Deux-Alpes : 20-180 ; *Les Sept-Laux* : 10-20.

ALPES DU SUD

Allos-le-Seignus : 40-100 ; Auron : 100-140 ; Beuil : 90-110 ; Isola-2000 : 135-170 ; Montgenèvre : 40-60 ; Les Orres : 20-70 ; Pra-Loup : 20-85 ; Risoul : 35-45 ; Le Sauze : 10-80 ; Serre-Chevalier : 65-100 ; Superdevoluy : 20-40 ; Valberg : 100-120 ; Vars : 30-60.

PYRÉNÉES

Barèges : 20-45 ; Cauterets-Lys : 15-45 ; Font-Romeu : 25-40 ; Gourette : 10-30 ; Luz-Ardiden : 25-45 ; La Mongie : 15-40 : Pyrénées 2000 : 20-25 ; Superbagnères : 10-10.

MASSIF CENTRAL

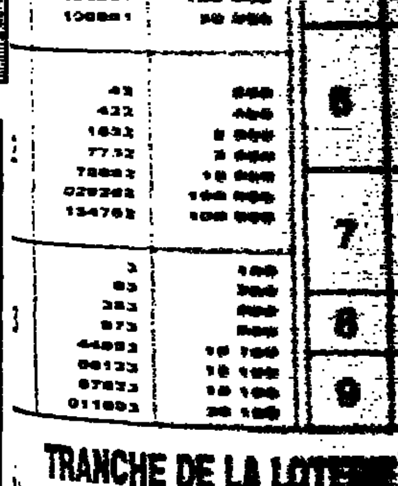
Le Mont-Dore : 05-15 ; Super Lioran : 10-25.

JURA

Les Rousses : 0-20.

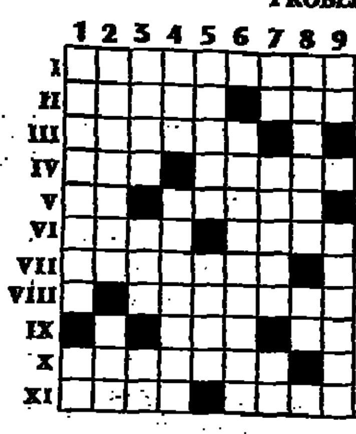
LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Andorre : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75809 Paris, tél. : 47-42-45-45.



Mots croisés

PROBLÈME N° 4663



HORIZONTALEMENT

I. A un rôle à jouer quand viennent les jours sombres. – II. Personne qui n'a certes pas une bonne situation. Envoie bien des choses en l'air. – III. Telle qu'on ne doit pas avoir à craindre de se la mettre à dos. – IV. Il est parfois nécessaire de ne pas avoir peur de se mouiller pour y mettre les pieds. Ne demeura pas longtemps quelqu'un de haut placé. – V. Adverbe. Achever, en général, sans hésiter. – VI. Où certains ont l'habitude de prendre de nombreux verres. Ce n'est pas la petite bête que d'aucuns s'efforcent d'y chercher ! – VII. Ne travaille que très lentement. – VIII. Rien d'étonnant à ce qu'il en ait une couche, celui-là ! – IX. Préfixe inversé. De quoi se faire des idées. – X. On n'y voit parfois que du bleu. – XI. Poussés au départ. Est destinée à ceux qui ont l'habitude de toucher beaucoup d'argent.

VERTICALEMENT

1. Opère lors de certaines interventions dans le but de mettre fin à un mal. Employé dans les « transports ». – 2. Où il en est qui travaillent doublement avec application. Redoute les hausses de tension. – 3. Fait souffrir des bergers. S'est sans doute intéressé au corbeau et au renard. Démontre. – 4. Révélé par celui qui n'a rien à cacher. Avec eux, il y a de quoi être bien sapé. – 5. Peut faire perdre très gros. Est proche de l'URSS. – 6. Des courses peuvent suffire à les épuiser. – 7. Note. Est idéale pour lancer des piques. Représentant d'une lointaine mais vitale présence. – 8. Fut élève puis maître d'école. Vont de « berge » en « berge ». – 9. Conjonction. Fait usage d'une scie.

Solution du problème n° 4662

Horizontalement

I. Sottisier. – II. Epaules. – III. Risée. Set. – IV. Mfis. Sauce. – V. Omis. Néon. – VI. Loge. Lu. – VII. Noisettes. – VIII. Eu. Il. Os. – IX. Urne. Or. – X. Sal. Ardue. – XI. Electeurs.

Verticalement

1. Sermonneuse. – 2. Opium. Oural. – 3. Tassili. Nie. – 4. Tué. Sosie. – 5. Ies. Gel. At. – 6. Se. Anct. Ore. – 7. Issue. Tordu. – 8. Ecoles. Ur. – 9. Retenus. Dés.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au *Journal officiel* du jeudi 21 janvier :

UNE DÉCISION

● N° 87-241 DC du 19 janvier 1988 du Conseil constitutionnel (statut de la Nouvelle-Calédonie).

UNE CIRCULAIRE

● Du 31 décembre 1987 relative aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
0	3410 3870 089490 100290 140730	F. 2 500 2 500 5 000 000 30 000 30 000	4	284 404 554 914 10384 82864 280304	F. 400 400 400 400 15 000 15 000 100 000
1	231 731 8041 01881 028201 108231 108881	400 400 2 500 15 000 30 000 100 400 30 000	5	35 215 3565 057765 258675	200 400 2 500 100 000 30 000
2	42 422 1882 7732 78962 029202 154782	200 400 2 500 2 500 15 000 100 000 100 000	6	6 76 48576 81046 179756	100 300 15 300 15 100 30 100
			7	4237 09897 019847 080817	2 500 15 000 30 000 30 000
3	3 63 383 873 44863 56123 67523 011663	100 300 500 500 15 100 15 100 15 100 30 100	8	088508	30 000
			9	1239 7249 9869	2 500 2 500 2 500

TRANCHE DE LA LOTERIE NATIONALE

88 — TIRAGE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988 — 5°

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 20/08/87)

Le numéro **171044** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchants à la centaine de mille	071044 271044 371044 471044 571044	671044 771044 871044 971044	gagnent 40 000,00 F

Les numéros approchants aux					gagnent
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	
101044	170044	171144	171004	171040	
111044	172044	171244	171014	171041	
121044	173044	171344	171024	171042	
131044	174044	171444	171034	171043	
141044	175044	171544	171054	171045	10 000,00 F
151044	176044	171644	171064	171046	
161044	177044	171744	171074	171047	
181044	178044	171844	171084	171048	
191044	179044	171944	171094	171049	

Tous les billets se terminant par	1044 044 44 4	gagnent	4 000,00 F 400,00 F 200,00 F 100,00 F

LOTO N° 3 TIRAGE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

11 24 26 29 32 49 — NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 47

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 27 ET SAMEDI 30 JANVIER 1988 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

88 TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988 6°

Le Carnet du Monde

Naissances

– Gabriel MEYER

a la grande joie d'annoncer la naissance de son arrière-petite-fille

Clémence,

fille de

Marie-Paule KIENY
et de
Richard LATHE,

le 18 décembre 1987, à Strasbourg.

Tour du Miroir,
1, rue Jacques-Preiss,
68100 Mulhouse.
11, rue de Gascogne,
67100 Strasbourg-Meinau.

Décès

– Tlemcen. Paris.

M. Jean-Charles Benchétrit
et ses enfants,
Isabelle, Michaël et Jessica,
M. Joseph Hassan,
M. et Mme Gilbert Hassan,
M. et Mme Simon Amslem,
Mlle Martine Hassan,
ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée

Mme Colette BENCHÉTRIT,
née Hassan,

survenu le 19 janvier 1988.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 janvier 1988, à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h 30.

3, rue Henri-Rochefort,
75017 Paris.

– Les familles Candille et Roussel ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CANDILLE,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de la Santé publique,
chevalier de l'ordre de la Couronne de Belgique,

survenu le 18 décembre 1987, à Astrigue (Hautes-Pyrénées), à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– On nous prie d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

M. Henri FOURNIER,
directeur général honoraire
de la Banque de France,
ancien directeur,
rédacteur en chef de la revue *Banque*,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix des services militaires volontaires.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 janvier 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e, et seront suivies de l'inhumation à Cambrai, dans le caveau de famille, au cimetière de la Porte-de-Paris.

« Aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés. »
Jean, XIII, 15.

De la part de
Mme Henri Fournier-Vernier,
son épouse,
M. et Mme Denis Fournier,
M. et Mme Pierre Guiral,
M. et Mme Yves Rambaud,
ses enfants,
Marie, Amélie et Jeanne Fournier,
Christine, Jérôme, Bertrand et Antoine Guiral,
Caroline, Sophie et Fabien Rambaud,
ses petits-enfants,
Mme Achille Vernier,
sa belle-mère,
Des familles Fournier-Marchant, Marchant-Brasseur, Vernier, Debu, Anssens et Ruchon.

Les personnes qui auraient souhaité envoyer des fleurs sont priées de les remplacer par des dons à la communauté de l'Arche à Trosy, 60350 Cuise-la-Motte.

8, rue Léon-Vaudoyer,
75007 Paris.
40 Paseo de Bonanova,
08017 Barcelona,
13 *bis*, rue du Bel-Air,
94170. Le Perreux-sur-Marne.
102, chemin de Ronde,
78110 Le Vésinet.

– Mélik, Djémil et Saadi KESSOUS,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Ridha,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart,
91120 Palaiseau.

– Saint-Brieuc. Rennes. Lorient. Maël-Carhaix.

Jean, Anita et Jean-Paul,
ses enfants,
Nathalie et Anne-Aël,
ses petites-filles,
Ses filleuls, ses sœurs, beau-frère, belles-sœurs, neveux et nièces,
Et ses nombreux amis
ont la tristesse d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingts ans, de

Mme LE BOUILL,
née Marie Hourman.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 12 janvier 1988.

Jean Le Bouill,
19, avenue du Mail,
35000 Rennes.
Anita et Jean-Paul Dangoin,
5, rue de Pressensé,
56100 Lorient.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire de la mort du

président Georges BIDAULT,

Une messe sera célébrée le mardi 26 janvier à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

– Le 21 janvier 1984,

Simone PESQUIES-COURBIER,

nous quittait prématurément.

« S'il me manque l'amour, je ne suis rien. »
(1 Corinthiens XIII, 2.)

– A la mémoire de

François CHRISTIEN,

qui a disparu le 22 janvier 1982.

Avis de messes

– Les enfants de

Meryem et Georges FABRE

invitent leurs amis à se joindre à eux, le dimanche 24 janvier 1988, à 17 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e.

Messe concélébrée par le Père Michel Riquet.

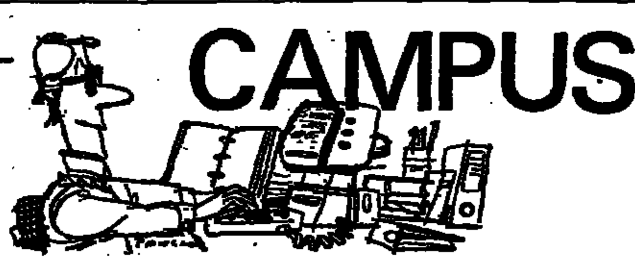
Fabre,
5, cité Vaneau,
75007 Paris.

Communications diverses

– Cercle Bernard-Lazare, samedi 23, à 20 h 30. Musique de chambre : ensemble A. Reverdy, Jacob Cukiez, piano. Rossini, Haydn, Bach, 10, rue Saint-Claude. Tél. : 42-71-68-19.

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 79 F
Abonnés .... 69 F
Communicat. diverses ... 82 F
Renseignements : 42-47-95-03





Triade plaide pour le « partenariat »

CRÉÉE en 1983, la Mission universitaire de coordination des échanges franco-américains, Paris-Ile-de-France (MICEFA) a vu ses activités proliférer à un tel point qu'elle a décidé de se dédoubler : elle continuera de s'occuper des échanges d'étudiants, de jeunes chercheurs et d'enseignants entre la France et les Etats-Unis, mais elle a créé une association, Triade, qui prendra en charge ses deux autres programmes : l'organisation de séminaires technologiques et industriels, et la promotion du français langue étrangère grâce à ses « bus pédagogiques ».

*Présidée par M. Hervé Serieyx, président d'Euréquip et auteur de l'*Entreprise du troisième type, *et réunissant des industriels, des universitaires, des journalistes et des administrateurs, Triade veut* « développer le partenariat entre le système éducatif, le monde de la recherche, les entreprises et les collectivités locales, et promouvoir l'image de la France dans le monde ». *Elle organisera des réunions d'experts, des colloques, des sessions de formation, des missions individuelles et collectives, et diffusera le résultat de ses recherches sous forme écrite et audiovisuelle. Ses réflexions poursuivront celles réunies par la MICEFA dans un livre qui vient de paraître, sous la direction de Pierre Dommergues :* la Société de partenariat *(AFNOR-Anthropos, 439 pages, 180 F).*

MICEFA et Triade, 101, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 45-49-20-38 et 45-48-08-95.

F. G.

Codage

La Société mathématique de France organise, samedi 23 janvier, à l'Ecole des mines de Paris, une journée d'études sur « le codage et la transmission de l'information ».

Société mathématique de France, BP 126-05, 75226 Paris Cedex 05. Tél. : 46-33-39-42.

« Forum Ponts »

Le troisième « Forum Ponts » aura lieu les mercredi 27 et jeudi 28 janvier dans l'enceinte de l'Ecole nationale des ponts et chaussées. Au cours de ces journées deux débats seront organisés : « L'ingénieur, moteur de la qualité totale » avec le PDG de Renault, de la CGE et d'Euréquip et « Entreprise-école-étudiants : pour un nouveau dialogue », avec le PDG d'EDF-GDF et de la Banque Stern.

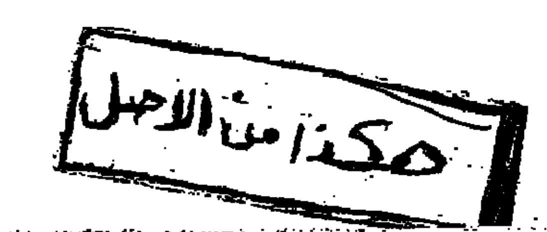
(Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Tél. : 42-60-34-13, poste 1055.)

L'Alliance

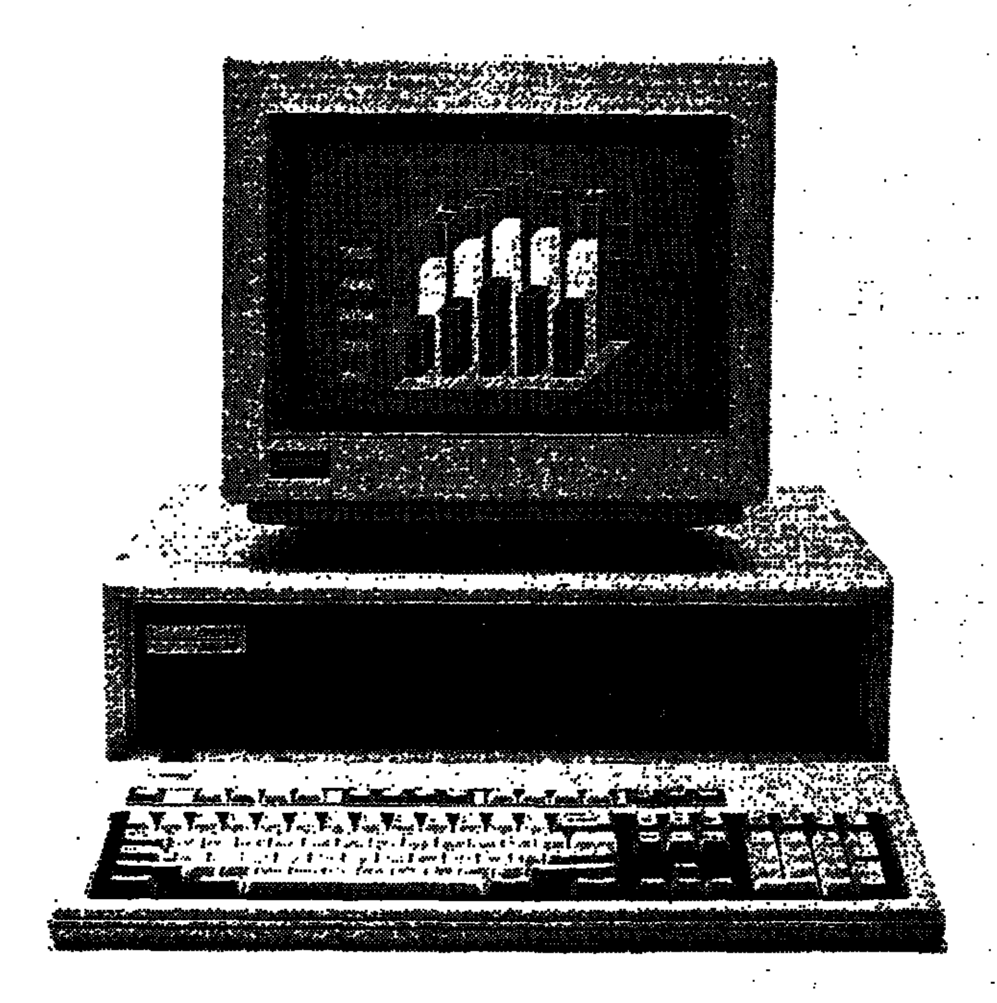
L'Alliance israélite universelle organise, samedi 30 et dimanche 31 janvier, le deuxième symposium du Collège des études juives sur le thème : « l'Alliance ».

Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Tél. : 42-80-35-00, poste 146.





COMPAQ. LES 2 MICRO ORDINATEURS LES PLUS PUISSANTS SUR LA TERRE



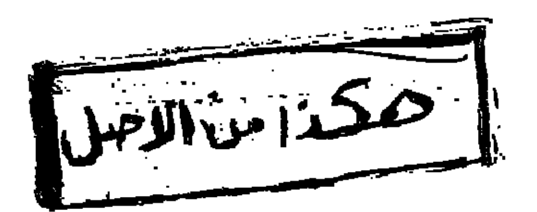
LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 386/20™

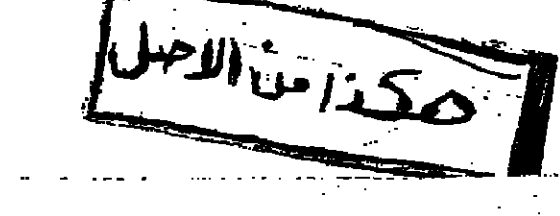
Depuis sa création au début des années 80, la société COMPAQ® a accumulé les succès. Le secret de cette réussite? Une gamme d'ordinateurs toujours plus performants qui ont systématiquement reçu un accueil triomphal des utilisateurs.

Une maîtrise parfaite de la technologie 80386. 1986 : COMPAQ® innovait en lançant le premier ordinateur à base de 80386. C'était le COMPAQ DESKPRO 386 et aussi... le micro-ordinateur le plus performant du monde. Aujourd'hui, COMPAQ® va encore plus loin en présentant la deuxième génération de micro-ordinateurs 80386 avec le COMPAQ DESKPRO 386/20 et le COMPAQ PORTABLE 386, créant de fait le nouveau standard de référence.

Des performances exceptionnelles. *Ces deux nouveaux micro-ordinateurs* fonctionnent à la vitesse inouïe de 20 MHz (3 à 4 fois plus rapides que les ordinateurs de type AT à 8 MHz).

Nous ne nous sommes pas contentés d'augmenter la vitesse du microprocesseur : en fait, nous avons créé une nouvelle architecture en bus parallèles qui assure la meilleure performance globale sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi. Tous deux possèdent la fonction cache-disque pour diminuer les temps d'accès au disque dur. Ils détiennent aussi, chacun dans leur catégorie, le record absolu de capacités de mémoire et de stockage. Et en plus, grâce au nouveau DOS 3.3 de COMPAQ®, un seul fichier peut contenir jusqu'à 300 Mo de données.


هكذا من الأصل



Economie

SOMMAIRE

Des marchés totalement désorientés

Désorientés, les marchés financiers saisissent tous les prétextes – et toutes les rumeurs – pour alimenter leur inquiétude et jouer le dollar à la baisse.

La simple annonce, pourtant sans surprise, d'une conférence de presse de la Bundesbank, le jeudi 21 janvier en début d'après-midi, a provoqué un effritement du dollar le mercredi 20 janvier à New-York, où Wall Street accélérait sa glissade. Organisée officiellement pour annoncer la fourchette dans laquelle l'institut d'émission compte maintenir l'évolution de la masse monétaire en 1988, cette conférence ne serait-elle pas l'occasion d'une baisse des taux directeurs allemands ?

Les déclarations du représentant américain pour le commerce international, M. Clayton Yeutter, mettant en garde les Américains – et surtout leurs partenaires commerciaux – contre tout soulagement excessif au vu du redressement du commerce extérieur, provoquaient les mêmes réactions névrotiques, renforçant un phénomène d'entraînement inquiétant entre le marché des changes et la Bourse.

La place de Tokyo renforçait la tendance le jeudi 21 janvier, et seule une intervention sérieuse de la Banque du Japon permettait de limiter la baisse du dollar qui clôturait à *126,80* yens contre 128,78 yens *la veille*. L'Europe lui emboîtait le pas, et, dans la matinée, la devise américaine s'échangeait à 127 yens, 1,65 DM et 5,59 FF.

L'inquiétude des milieux financiers

(Suite de la première page.)

Se cumuleraient alors un mouvement de hausse des taux d'intérêt à court terme en Allemagne fédérale, une querelle publique germano-américaine donnant un sentiment d'irresponsabilité des gouvernements et l'annonce enfin d'un déficit commercial record aux Etats-Unis. Les Allemands ont engagé, en concertation avec leurs partenaires européens, une politique de réduction du prix de l'argent outre-Rhin. Les dirigeants des sept grandes puissances industrialisées s'efforcent de donner l'impression qu'ils maîtrisent la situation. Le déficit commercial américain est en contraction sensible. Tout semble aller mieux.

L'explosif est toujours là

Mais les investisseurs restent tous convaincus de la fragilité de la situation. Les grands déséquilibres de l'économie mondiale subsistent. Les perspectives de croissance de l'Allemagne fédérale sont moins favorables encore aujourd'hui qu'il y a trois mois, ce qui irrite au plus haut point les Américains. La querelle pourrait facilement reprendre, comme en témoignent les propos aigres à l'encontre de l'Europe tenus par M. Paul Volcker lundi 18 janvier à Paris lors du dîner-débat organisé par notre journal (*le Monde* du 20 janvier). La diminution du déficit commercial américain en novembre ne traduit pas encore un véritable renversement de tendance.

Dans ces conditions, la méfiance est totale sur les marchés boursiers du monde entier. Même les bonnes nouvelles n'ont guère d'effets. Les profits des entreprises continuent d'augmenter. En France, ils devraient encore progresser de 12,5 % en 1988 (après une hausse de 17 % en 1987) d'après les banques. Cela aurait dû doper les cours des actions. Ce n'est pas, ce n'est plus le cas. La confirmation d'un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis au cours des derniers mois de 1987 (0,1 % en décembre, après 0,3 % en novembre et 0,4 % en octobre) n'enthousiasme pas davantage. En fait, et pour poursuivre la métaphore précédente, toute la question reste de savoir si l'explosif à l'origine de l'effondrement du 19 octobre est toujours présent.

Pour de nombreux économistes, en effet – comme pour M. Edouard Balladur, – la cause principale du krach réside dans le découplage entre le marché des actions et celui des obligations. Les cours des premières s'étaient envolées, aux dépens des secondes. Le 19 octobre n'était, dans cette optique, qu'un ajustement naturel destiné à rapprocher les taux de rendement entre les deux types de placements. Les actions sont-elles toujours surévaluées ? Ont-elles retrouvé leur niveau d'équilibre, ou y a-t-il nécessité d'une baisse supplémentaire ? En fait, personne ne sait définir la valeur d'équilibre d'une action, d'où la difficulté du problème.

Le directeur des études de l'IPECODE (un institut de conjoncture proche du patronat), M. Gérard Maarek le resitue dans une perspective historique (1). Il en ressort en particulier que *« le cours des actions a bien un comportement cyclique »* (*voir graphiques*). Après l'euphorie des années 1982 à 1987, les marchés seraient entrés dans une période de baisse. Il apparaît ensuite que, après le krach, *« le cours des actions aurait rejoint en France sa valeur d'équilibre, mais que du chemin reste à faire aux Etats-Unis »*. Si krach il devait y avoir, il viendrait donc plutôt de Wall Street, où la marge de baisse reste encore importante.

Mais le 19 octobre a aussi profondément transformé la vie des marchés boursiers. Les places financières sont redevenues en grande partie nationales, même si elles continuent de réagir en phase. Les investisseurs se sont repliés sur leurs marchés nationaux. L'exemple de Tokyo est, à cet égard symbolique. Les étrangers avaient réussi à représenter 7 % à 8 % du marché. Aujourd'hui, ils pèsent moins de 3 %. Autre conséquence, partout le volume des transactions s'est fortement contracté. En moyenne, leur montant s'est réduit de 30 % à 40 % en janvier 1988 par rapport à janvier 1987.

Marché trop étroit

Ces nouvelles conditions (moins d'étrangers, moins de transactions) fragilisent davantage les Bourses moyennes (Paris, Francfort, Zurich, Milan...) que les grandes places internationales (Wall Street, la City et le Kabuto-Cho). Sur ces petits marchés se profile un risque d'insuffisance de liquidités. La contraction de l'activité amplifie en outre les mouvements des cours des actions – à la hausse comme à la baisse. Le fonctionnement du palais Brongniart au cours des dernières semaines est révélateur.

A Paris, hormis le déficit commercial, les données économiques fondamentales présentent des signes positifs (activité, inflation, chômage, résultats des entreprises...). Après la baisse de plus de 30 % des cours en un an, le rendement des actions s'est nettement amélioré. Le rapport moyen du dividende versé sur le cours de l'action serait remonté de 1,5 % l'an dernier à 2,7 % actuellement. La place est devenue moins chère, l'une des moins chères du monde. Pour la quatrième fois consécutive, le mois boursier s'achève, en janvier sur une baisse. Elle serait de 8 % au moins.

Les investisseurs nationaux continuent néanmoins à bouder les actions, préférant se réfugier dans les obligations, plus sûres et mieux rémunérées, les taux d'intérêt réels à long terme restant élevés. Même les opérations publiques d'achat qui semblent se multiplier ne contribuent pas à dynamiser la place. Malgré des prix séduisants, les investisseurs anglo-saxons ne sont pas non plus acheteurs, craignant de ne pouvoir se désengager sur un marché trop étroit.

Le marché parisien des actions est donc très fragile, d'autant plus que les intervenants ont désormais les yeux rivés sur un seul paramètre : l'indice CAC (de la Compagnie des agents de change). Celui-ci a enfoncé, mercredi 20 janvier, le seuil des 270, pour terminer à 263,5. Il se retrouve en dessous de son niveau du 31 décembre 1985. Deux ans de hausse ont ainsi été effacés. Pour de nombreux experts, le prochain seuil de résistance (ou d'« accumulation ») serait à présent de 220, une baisse potentielle de 16 % ! Les incertitudes liées à l'élection présidentielle commencent ensuite à alimenter cette vague de pessimisme.

En fait, la partie de bras de fer entre les marchés et les autorités monétaires et économiques des grands pays se poursuit. Les marchés accepteront-ils de patienter jusqu'à l'élection présidentielle américaine, en novembre prochain ? Rien n'est sûr. *« Un nouveau krach n'est pas certain »*, affirme un banquier. Les problèmes de fonds subsistent. Le 19 octobre a encore fragilisé l'édifice, notamment les Bourses moyennes. A Paris comme sur les autres places financières, la méfiance à l'égard du « papier » actions est générale.

DOMINIQUE GALLOIS et ERIK IZRAELEWICZ

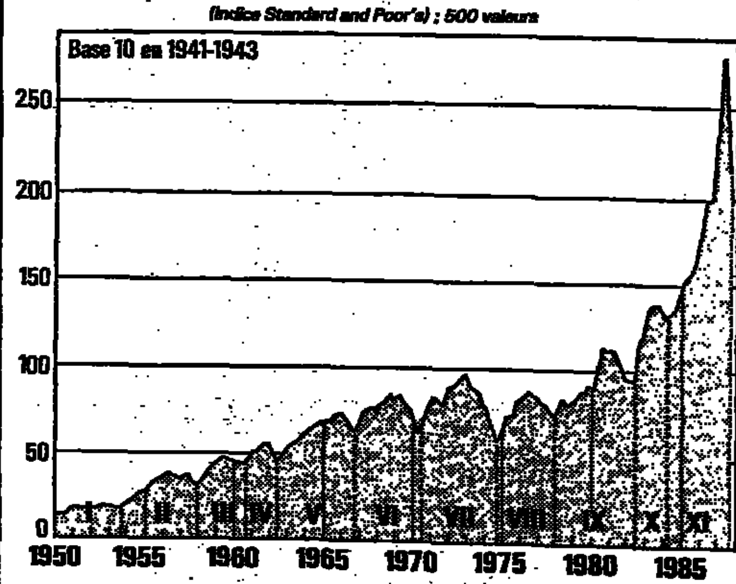
(1) Revue de décembre de l'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises).

Le caractère cyclique des évolutions boursières

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, pas moins de dix cycles complets de hausse et de baisse ont été mis en évidence aux Etats-Unis et sept en France selon l'Ipécode. Dans ces deux pays, le krach du 19 octobre marque probablement le début de la phase descendante de cette période après l'euphorie du début des années 80.

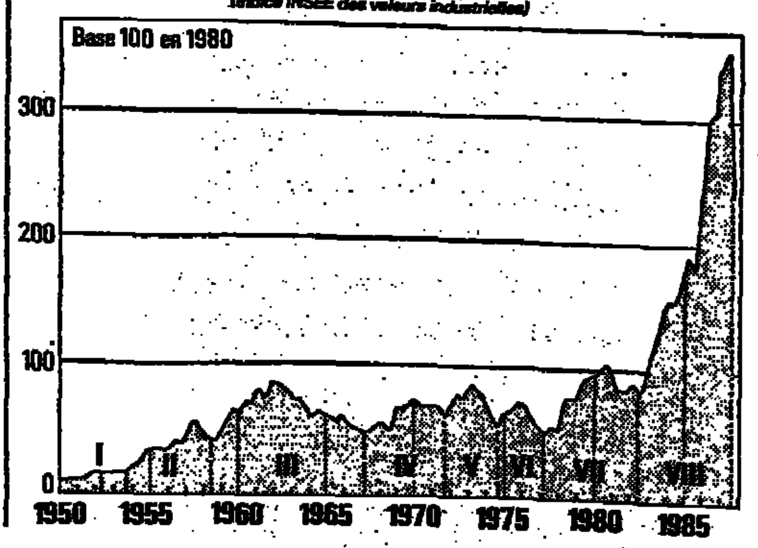
COURS DES ACTIONS A NEW-YORK

(Indice Standard and Poor's) : 500 valeurs



COURS DES ACTIONS A PARIS

(Indice INSEE des valeurs industrielles)



LETTRE AUX ACTIONNAIRES DE MARTELL

GRAND METROPOLITAN

PUBLIC LIMITED COMPANY

Le 21 janvier 1988

Madame, Monsieur,

Comme cela a été annoncé dans la presse, le 15 janvier 1988, vous avez pu noter que nous avons amélioré notre offre pour chacun des actionnaires MARTELL à 3.300 F par action. Cette nouvelle offre est à comparer à l'offre de 2.975 F faite par SEAGRAM.

C'est depuis 1875, date de l'acquisition du château Loudenne, que notre filiale International Distillers and Vintners (IDV) est présente dans le secteur des vins et spiritueux français. L'acquisition plus récente, en 1972, de PIAT a démontré la capacité d'IDV à développer les ventes et les exportations des produits français. PIAT D'OR est aujourd'hui le vin français le plus exporté dans le monde.

La politique d'IDV a toujours été de décentraliser la gestion de ses grandes marques internationales en laissant à ses affaires une grande autonomie. IDV considère que cette approche est la plus efficace, puisqu'elle préserve l'individualité de caractère et la raison d'être de chaque marque. De plus, IDV encourage l'épanouissement de l'encadrement, aussi bien dans leur pays d'origine qu'au niveau international, permettant ainsi au groupe de renforcer ses structures humaines à l'échelle internationale. De cette manière, MARTELL resterait au sein d'IDV une entité opérationnelle autonome gérée à partir de Cognac.

IDV est la société de vins et spiritueux qui connaît actuellement la plus forte croissance dans le monde et dispose d'un puissant réseau international de marketing et de distribution. Ce réseau s'appuie sur la gamme de produits la plus prestigieuse et la plus recherchée à l'heure actuelle. Nous sommes persuadé que la combinaison des portefeuilles de marques et des réseaux de distribution d'IDV et de MARTELL va créer des avantages commerciaux considérables. De ce fait, les ventes futures des produits MARTELL connaîtront une croissance accélérée. C'est la conviction de la qualité de cette association qui avait poussé MARTELL et IDV à signer, en juillet dernier, un accord mondial de distribution. Cette association internationale unique permet ainsi à IDV d'offrir le prix très élevé de 3.300 F pour chacune des actions de MARTELL. Pour cette même raison, nous avons déclaré notre offre finale étant donné que toute offre supérieure nécessiterait des mesures de réduction de coûts dans la société, mesures que, de notre part, nous nous refusons à prendre.

Nous souhaitons également vous confirmer que GRAND METROPOLITAN a donné toutes assurances au ministre d'Etat, des Finances et de la Privatisation qu'il respectera totalement les pratiques d'affaires de MARTELL et se conformera aux traditions en usage dans le négoce dans la région de Cognac. Nous avons aussi clairement fait savoir que nous souhaitions bénéficier, à l'avenir, de l'apport de la famille MARTELL dans la direction de la société et que nous donnons toutes assurances que les intérêts des employés de la société seront sauvegardés. Si notre offre pour MARTELL réussit, nous inviterons M. René FIRINO-MARTELL à siéger au conseil d'administration d'IDV.

Nous pensons que notre offre de 3.300 F par action valorise pleinement les actions MARTELL. Cette nouvelle offre est supérieure de 325 F, soit 11 %, à la proposition qui vous a été faite par le groupe SEAGRAM. J'espère personnellement que vous pourrez ainsi donner votre accord à l'offre d'achat qui est faite par GRAND METROPOLITAN.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

A.-J. G. SHEPPARD,
Président

....adding value





Économie

Devant le Parlement de la CEE

M. Genscher reprend les propositions françaises de Banque centrale européenne

STRASBOURG
de notre correspondant

A l'instar de M. Edouard Balladur, M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, s'est prononcé, le mercredi 20 janvier, devant le Parlement de la CEE, en faveur de la création d'une Banque centrale européenne. En présentant la programme de son pays pour la présidence des travaux communautaires pendant le semestre en cours, le représentant de Bonn a particulièrement insisté sur le renforcement de la coopération monétaire entre les Douze.

« *Nous ne pourrons réaliser le grand marché européen*, a expliqué M. Genscher, *sans une union monétaire consolidée* ». Le ministre ouest-allemand a esquissé la voie à suivre en indiquant que le SME (système monétaire européen) devait être amélioré, à un point tel qu'à terme un institut d'émission commun puisse voir le jour.

Jusqu'ici, aucun membre du cabinet du chancelier Helmut Kohl — notamment M. Gerhard Stoltenberg, le ministre des finances, — et encore moins M. Karl Otto Pöhl, le gouverneur de la Bundesbank, — ne s'est prononcé clairement à ce sujet. Le chef de la diplomatie allemande a-t-il tout simplement tenu des propos de circonstance ou affiché ses convictions ? Toujours est-il que certains observateurs de la vie politique en RFA notaient mercredi, dans les couloirs de l'Assemblée de Strasbourg, que l'idée faisait son chemin dans les milieux gouvernementaux de Bonn.

En revanche, la déclaration de M. Genscher sur l'amélioration des relations avec l'Union soviétique et ls pays de l'Est ne suscite aucun doute sur les orientations des autorités fédérales. Depuis la signature du traité sur les FNI (forces nucléaires intermédiaires) et la « perestroïka », le ministre est visiblement convaincu que les réflexes créés par la « guerre froide » doivent disparaître. Il a notamment préconisé que les règles du COCOM (l'organisation occidentale qui contrôle les ventes de technologies aux Etats communistes) soient assouplies.

MARCEL SCOTTO.

Un déficit de 31,4 milliards de francs en 1987 pour la balance commerciale française

La balance commerciale de la France en décembre 1987 a été excédentaire de 700 millions de francs en données brutes, et déficitaire de 900 millions de francs en données corrigées des variations saisonnières. Les exportations (81,6 milliards de francs) ont progressé de 2,5 % par rapport à novembre et de 13,9 % en un an. Les importations augmentent de 2,7 % en un mois et de 19,3 % par *rapport à décembre 1986*.

Les exportations industrielles progressent de 1,7 % en un mois et de 13,4 % en un an. Le solde des échanges dans ce domaine est déficitaire de 500 millions de francs après un excédent de 200 millions de francs en novembre et un déficit de 3 milliards de francs en octobre. L'excédent agro-alimentaire stagne aux environs de 3 milliards de francs mensuels (3 milliards en décembre, 3,1 en novembre, 3,2 en octobre). Quant au déficit énergétique, il a été de 6,4 milliards de francs après 6,8 milliards en novembre.

Sur le plan géographique, le déficit des échanges avec les pays de la CEE se réduit, revenant de 5,1 milliards de francs en octobre à 3,6 milliards en novembre et de 1,9 milliard en décembre.

Pour l'ensemble de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 31,4 milliards de francs alors qu'il avait été presque équilibré en 1986 (– 500 millions de francs) et déficitaire de 30,7 milliards en 1985. Le solde industriel est déficitaire de 11,5 milliards, alors qu'il avait été excédentaire de 31,8 milliards en 1986.

La France malade de son commerce extérieur

Si des doutes existaient encore, le déficit du commerce extérieur de la France en 1987 – 31,4 milliards de francs – serait là pour rappeler l'affaiblissement d'un pays qui jusque vers les années 30 était l'une des premières puissances économiques du monde.

Au cours de la campagne qui va s'ouvrir pour l'élection présidentielle, M. Chirac et son gouvernement tenteront de persuader les Français que le pays est en train de se ressaisir. Et, certes, l'investissement industriel est reparti, cet investissement qui est refus de consommer immédiatement la richesse produite au bénéfice d'équipements qui consolideront la puissance française *dans cinq ou dix ans. De* même, le déficit français vis-à-vis des pays de la C ommunauté économique européenne est-il en bonne voie de réduction. Il n'empêche. Tout au long de l'année 1987 — ou presque — les déficits se sont succédé, réduisant peu à peu, jusqu'à le faire disparaître, l'excédent le plus significatif de la compétitivité d'un pays, celui des produits manufacturés. En 1985, notre *commerce dans ce domaine était* excédentaire d'environ 80 milliards de francs ; en 1986 d'un peu plus de 30 milliards de francs. L'année dernière et pour la première fois la balance commerciale de la France a été déficitaire d'une *dizaine* de milliards de francs.

Les milieux internationaux vont juger cette performance douteuse. D'autant plus douteuse que la balance des paiements courants va connaître elle aussi un déficit de quelque 25 milliards de francs après avoir été excédentaire d'une vingtaine de milliards *en 1986*.

A la première occasion, le franc subira au sein du SME les tensions qu'il connaît bien vis-à-vis d'un deutschemark triomphant, obligeant les autorités monétaires *françaises à conserver* des taux d'intérêt réels historiquement élevés. Des taux qui gênent les chefs d'entreprise, alourdissent leurs coûts d'emprunts et étouffent la croissance économique.

La France critique à juste titre l'inconscience — ou l'égoïsme — d'une Amérique qui consomme trop par rapport à ce qu'elle épargne et produit. Mais notre pays ne peut-il se voir reprocher la *même inconscience* ? A la fin de l'hiver 1983, MM. Mauroy et Delors avaient lancé, et, pour cinq ou six ans disaient-ils avec raison, un plan d'austérité. Pour réduire la demande des Français, pour forcer les chefs d'entreprise à se tourner vers les marchés étrangers. A peine ce plan commençait-il à porter ses fruits — au prix de deux années de baisse du pouvoir d'achat — que les jeux de la politique imposaient *à nouveau leur loi : 1985 marqua* la fin de l'austérité, les élections législatives de 1986 se profilant à l'horizon.

En arrivant au pouvoir, la droite n'eut pas le courage d'imposer au pays les sacrifices hélas ! nécessaires. Au contraire. Le discours tenu — qui, sur le fond n'était pas déraisonnable — fut tout entier *centré sur les baisses d'impôts*. L'effondrement des prix pétroliers, la suppression de l'encadrement du crédit, ont fait le reste : les prêts accordés par les banques pour les achats à tempérament ont littéralement explosé, permettant aux Français — dont les salaires étaient rigoureusement tenus — de multiplier leurs achats. Au bénéfice essentiellement des industries étrangères, japonaises bien sûr et asiatiques.

Valéry Giscard d'Estaing déclarait récemment qu'un pays qui n'équilibre pas ses échanges de produits industriels est un pays sous-développé. La formule est abrupte mais juste. Les ventes d'Airbus et les remarquables percées de la France dans quelques domaines (nucléaires, télécommunications, espace...) ne peuvent faire oublier cette vérité : aussi longtemps que nous ne produirons pas à prix compétitifs les produits nouveaux *que* demande le marché mondial, il nous faudra vivre en limitant nos appétits.

Cette vérité s'imposera dès le lendemain de l'élection présidentielle.

ALAIN VERNHOLES.

L'Europe dans ses frontières

(Suite de la première page.)

Malgré la réappréciation du yen de près de 100 % en deux ans, les ventes japonaises sur le marché américain n'ont pas diminué en valeur, pas plus que le déficit commercial à l'égard du Japon. Le rapport *de forces des autres* « dragons du Sud-Est » n'a pas changé, puisque la monnaie de ces pays est liée au dollar américain. Or à la suite du grand frère nippon, ces nouveaux pays industrialisés font des percées fulgurantes sur le marché nord-américain. *Sous peu, les conseillers* économiques de l'administration américaine vont découvrir que la seule façon de réduire le déficit est de produire chez eux les produits demandés par les consommateurs. Car aucune mesure restrictive que prendrait le Congrès ne pourrait empêcher des produits asiatiques d'entrer sur un marché laissé vacant.

Ce qui est arrivé à *notre* partenaire américain ne risque-t-il pas d'être le sort de l'Europe dans les toutes prochaines années ? Telle est la vraie question.

Déjà, nous n'existons quasiment plus ou sommes gravement menacés dans de nombreux secteurs : électronique grand public, habillement, jouet...

∴

En 1987, le déficit total de la Communauté européenne à l'égard de cette zone de l'Asie aura dépassé les 30 milliards de dollars, et le rythme s'accélère sensiblement chaque trimestre. Plus inquiétant encore est notre déficit dans les secteurs de technologies du futur, puisque ces secteurs irrigueront l'ensem*ble des activités économiques* de la prochaine décennie, comme c'est le cas aujourd'hui de la puce électronique. Pour les seules technologies de l'information, le déficit européen a dépassé les 18 milliards de dollars en 1986. L'Europe, à l'instar des Etats-Unis, a *tort* d'imaginer survivre en abandonnant les valeurs ajoutées tirées de la production de masse des produits. Ce n'est pas en devenant une simple entreprise de négoce, un bureau d'études ou un laboratoire de recherches, lui *procurant* au mieux 4 % à 5 % de revenus, que la Communauté européenne pourrait fabriquer de la croissance et de l'emploi.

Nous ne réussirons pas ainsi à lutter contre des compétiteurs qui, profitant *de conditions de coûts* de main-d'œuvre réduits assimilables à un véritable dumping social, sont riches des valeurs ajoutées nettement supérieures dégagées par l'activité de production.

Forts de tels excédents de richesses par rapport à nous, nos concurrents pourront, mieux que nous, financer leurs stratégies et réseaux commerciaux mondiaux, et leurs efforts de formation des sala*riés* ; tout comme ils pourront racheter des sociétés en cas de variation trop agressive des parités monétaires.

Il est donc essentiel que nos industries européennes soient déterminées à *fournir des efforts considérables* d'investissements de technologies de production afin de conserver en Europe ce cycle essentiel à la compétitivité de l'entreprise à moyen et à long terme.

∴

Cet effort de préservation de notre tissu productif européen exigera un certain nombre d'années. Il faut, en attendant, que les relations économiques entre l'Europe et les pays d'Asie du Sud-Est fassent l'objet d'une politique commerciale commune d'une grande fermeté. Celle-ci fait largement défaut aujourd'hui.

La préparation du marché unique de 1992 peut précisément fournir, de manière fort opportune, l'occasion de combler le manque actuel. Il ne s'agit certainement pas de bâtir une quelconque ligne Maginot européenne, qui nous ferait retomber dans le travers toujours néfaste du protectionnisme. Il s'agit plutôt de définir le prix et les contreparties des avantages exceptionnels que le *marché unique offrira* aux fournisseurs de l'Europe, en termes d'accès réciproque aux marchés, de suppression des multiples entraves existantes, et du respect de la propriété intellectuelle et des marques.

L'Europe doit avoir le courage de poser clairement le principe de la réciprocité et du respect des règles du jeu, comme condition préalable à l'accès au premier marché mondial qu'elle représentera à partir de 1992. Tel est l'objet de la politique commerciale commune à établir, corollaire indispensable du marché unique.

Sans cela, d'ici à quelques années, l'Europe serait condamnée à jouer *les sous-traitants* de pays *tiers et* devrait faire face aux difficultés sociales majeures engendrées par des déficits commerciaux croissants et des taux de chômage explosifs. N'oublions pas qu'un jeune de moins de vingt-cinq ans *sur* quatre en Europe est demandeur d'emploi !

Le contexte international est tout à fait favorable à une telle stratégie offensive des partenaires communautaires. La crise boursière et monétaire les a *en effet contraints* à augmenter leur coopération monétaire, ce qu'ils ont dans l'ensemble relativement bien fait. La proposition française de création d'une véritable Banque centrale européenne ne pourra pas être éludée si l'Europe ne veut plus payer, au prix fort, les variations du dollar liées à la guerre monétaire entre le Japon et les Etats-Unis.

Devant la menace d'agressivité commerciale, plus ou *moins* respectueuse des règlements communautaires, des pays d'Asie du Sud-Est en surcapacité de production dans tous les domaines, nous sommes placés dans l'obligation de définir d'urgence une attitude commune de fermeté dans nos relations économiques extérieures. Le volet extérieur du marché unique a été oublié. Ce devrait être, à l'initiative de la France, le sujet européen essentiel de 1988.

MICHEL NOIR.

REPÈRES

Cadres

Recrutement en hausse au premier semestre 1988

Sur un fond de perspectives d'emploi moins moroses, le recrutement des cadres devrait s'accroître de 7 % environ au premier semestre 1988. C'est ce qui ressort de l'enquête semestrielle de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), réalisée auprès de 3 264 entreprises employant 1,3 million de salariés, dont 152 500 cadres. Après une certaine modération au deuxième semestre 1987, les recrutements reprendraient plus activement, mais avec des politiques différentes selon les secteurs.

En 1987, 124 800 postes de cadres ont été pourvus, le plus gros (70 %) provenant de recrutements externes, le reste *de promotions* internes : la répartition n'a guère changé par rapport à 1986, mais les promotions internes sont nettement plus importantes qu'il y a une dizaine d'années. Les recrutements extérieurs ont profité surtout aux cadre *confirmés, changeant d'entreprise* (plus de la moitié du total).

Chantiers navals

La Commission critique la France

La Commission des Communautés européennes demande à la France de réduire considérablement les aides qui ont permis à ses chantiers navals de remporter, l'été dernier, contre ses concurrents britanniques et néerlandais, la commande d'un car-ferry qui sera exploité par l'armateur français Brittany Ferries. Cette mise en demeure — la première en matière de construction *navale — signifierait que* les Chantiers de l'Atlantique touchent 100 millions de francs de subventions de moins que prévu, sur les 175 millions annoncés.

Inflation

0,1 % en décembre aux Etats-Unis

L'indice des prix de détail a progressé de 0,1 % en décembre aux Etats-Unis contre 0,3 % en novembre, annonce le département du commerce. En dépit de ce bon résultat, l'année 1987 se termine sur une inflation de 4,4 % contre 1,1 % en 1986. Il s'agit de la plus forte poussée annuelle des prix enregistrée depuis 1981. Cette accélération est essentiellement due au redressement des prix du pétrole dont l'augmentation a atteint 8,2 % après avoir connu une chute de 19,7 % en 1986.

Au total, les analystes estiment que, pour l'instant, l'inflation reste sous contrôle. En décembre, les prix de l'énergie ont baissé de 1,1 % à la suite de la réduction des cours du pétrole brut et les prix des produits *alimentaires ont progressé de 0,5 %*. Par ailleurs le même département du commerce annonce une forte chute de 16,2 % en décembre des mises en chantier de logements. Un retournement de tendance dans ce secteur était attendu mais il s'agit de la plus forte baisse *mensuelle* enregistrée depuis plus de trois ans.

Politique budgétaire

Réduction de la pression fiscale britannique

Le livre blanc publié par le gouvernement britannique sur l'évolution des dépenses publiques au cours des trois prochaines années confirme sa volonté de réduire les déficits tout en continuant à diminuer la pression fiscale. *La progression des dépenses,* environ 1,25 % par an en termes réels, restera nettement inférieure à la croissance attendue de l'économie (2,5 % cette année). En excluant les recettes tirées de la privatisation, le poids de ces dépenses en terme de produit national brut passerait ainsi à 41,25 % en 1990-1991, son plus bas niveau depuis 1972-1973, contre 46,75 % en 1982-1983 et *42,5 % en 1987-1977*. Le fonds de réserve destiné à faire face à des depenses imprévues reste fixé à 3,5 milliards de livres (30,5 milliards de francs) cette année, 7 milliards l'année suivante et 10,5 milliards en 1990.

Production industrielle

Baisse de 0,2 % au Japon...

La production industrielle a baissé en novembre de 0,2 % par rapport à octobre selon les chiffres révisés publiés au Japon par le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Sur novembre 1986, la progression reste malgré tout très forte et atteint 10,5 %.

...et de 0,3 % en Grande-Bretagne

Selon des chiffres provisoires publiés par l'Office *central* des statistiques, la production industrielle britannique a baissé de 0,3 % en novembre après *avoir augmenté de* 1,3 % en octobre. Premier indice d'importance après le krach boursier d'octobre, ce résultat est moins bon que ne le prévoyaient la majorité des économistes outre-Manche. Mais en dépit de l'annonce d'une baisse, en décembre, de 1,1 % des ventes du commerce de détail, nul n'ose affirmer que la croissance est vouée à un ralentissement en Grande-Bretagne. La production manufacturière (hors matières premières) a diminué de 0,5 % *en novembre. Elle dépasse* de 2,5 % son niveau de la mi-1979, lors de l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher mais reste inférieure de 2,5 % à son plafond de 1974.



Économie

AFFAIRES

Après l'abandon de Sanofi pour la reprise du groupe pharmaceutique américain Robins

Le groupe pharmaceutique américain American Home Products semble avoir emporté la bataille boursière qui l'opposait à son concurrent Rorer et au français Sanofi pour la reprise de A.-H. Robins. Cette firme s'était mise sous la protection de la loi sur les faillites à la suite d'une fabrication, dans les années 70, de stérilets défectueux ayant provoqué des blessures et des stérilités de femmes américaines. Deux cent mille d'entre elles ont porté plainte. Il fallait aux candidats verser des indemnités de 2,4 milliards de dollars aux plaignantes et, en outre, acheter les actions dont environ 40 % sont aux mains de la famille Robins. Sanofi semblait l'avoir emporté au début du mois, mais American Home Products avait récemment relevé ses propositions et la firme française a annoncé, le mercredi 20 janvier, se retirer de la compétition devenue trop coûteuse à ses yeux (*le Monde* du 21 janvier). Le juge des faillites doit toutefois encore se prononcer.

La loi du cash

C'est la dure loi du cash : American Home Products (AHP), cinquième groupe pharmaceutique mondial, semble avoir raflé Robins à Sanofi parce qu'il paye plus, plus vite... et plus simple. En ces temps troublés d'après-krach, la simplicité en matière de bataille boursière triomphe. Le général Karl von Clausevitz, stratège prussien aux idées carrées, répétait toujours : *« Il faut masser le plus grand nombre possible de troupes au point décisif de l'engagement. »* Les stratèges d'AHP ont compris que le point décisif n'était pas, comme le pensait Sanofi, la famille Robins, mais l'« equity committee », représentant la masse des actionnaires hors famille. C'est là qu'ils ont massé 700 millions de dollars, soit 100 millions de dollars de plus que la firme française. Surtout, AHP a dit haut et fort qu'il privilégiait les actionnaires sur les autres parties, c'est-à-dire la famille et le fonds d'indemnisation des victimes du stérilet Dalkon Shield. Une prise de position qui a ravi les « arbritageurs » de Wall Street.

Quant aux plaignantes du drame de 1974, AHP n'a pas hésité non plus à leur offrir, cash, 2,375 milliards de dollars et 100 millions de plus si elles attendaient un an. C'est ainsi que l'on mène des affaire rondement : Sanofi, qui proposait 2,47 milliards répartis sur cinq ans, n'a pas fait le poids. Ce n'est pas parce que le dollar est bon marché qu'il va devenir aisé pour les entreprises françaises de prendre pied sur le sol américain. Il faut avoir aussi une force de frappe en tout point comparable à celle des géants que l'on trouve sur son chemin.

Sanofi, pour réaliser le rêve américain de son président-fondateur, M. René Sautier, a tenté de se montrer plus subtile que ses concurrents locaux. Son montage financier avait un certain cachet : acheter une majorité à l'aide d'obligations convertibles, qui rapportent tout de suite, mettre Robins en position financière de payer le Dalkon Shield au lieu de débourser l'argent soi-même, profiter à fond des exonérations fiscales de l'indemnisation... tout cela ressemblait à une dentelle néogothique, frêle, mais supportant, on ne sait comment, des poids énormes. En face, AHP a joué le néoclassique, massif, mais élégant dans sa sobriété. Les actionnaires de Robins ont apprécié.

Quelques points restent maintenant en suspens après cette expédition ratée. Que va devenir l'accord actuel de Sanofi avec... AHP pour la commercialisation du Cordarone de la firme française aux Etats-Unis ? Plus généralement, que va devenir l'ambition américaine du groupe de M. René Sautier, qui part à la retraite en février ? Sanofi affirme qu'elle est *« toujours intéressée par le marché américain »*, sans lequel, elle n'obtiendra jamais la taille mondiale. Mais nul n'ignore que M. Jean-François Dehecq, vice-PDG de Sanofi, compagnon de route de M. Sautier depuis quinze ans, préférait *« grandir en Europe »* avant d'aller outre-Atlantique. Le voilà bientôt PDG du groupe. Son obstination à ne vouloir rien changer à son offre sur Robins, alors que ses concurrents renchérissaient, prélude peut-être à un réexamen de la stratégie américaine du leader français de la pharmacie. Mais, la prochaine fois, il faudra peut-être adopter une tactique moins sophistiquée : payer cash.

DIDIER POURQUERY.

L'OPA de M. De Benedetti sur la Générale de Belgique

La bataille boursière se double d'une querelle juridique

BRUXELLES
de notre correspondant

L'épreuve de force entre Carlo De Benedetti et les responsables de la Société générale de Belgique va-t-elle se doubler d'une querelle entre le tribunal de commerce et la commission bancaire, comme les décisions prises dans la soirée du mercredi 20 janvier par les deux institutions pourraient le donner à penser ?

En effet, si la commission bancaire, dans un avis attendu, donnait largement raison à la Société générale, quelques instants plus tard, le tribunal de commerce rendait une nouvelle ordonnance en référé confirmant sa première interprétation. Il jugeait irrégulière l'augmentation de capital décidée par le groupe belge pour noyer la prise de participation de l'homme d'affaires italien. Bref, le feuilleton continue, et la bagarre financière initiale, suivie d'une guerre médiatique – Carlo De Benedetti et René Lamy, le gouverneur de la Société générale, n'ont cessé d'occuper les écrans, les micros et les colonnes – va maintenant laisser place à une – peut-être – longue et – sûrement – complexe procédure juridique.

Où en est-on ? Deux questions liées sont au centre du débat.

La Société générale a-t-elle respecté les règles en décidant une augmentation gigantesque de son capital ? Non, a dit, dit et redit le tribunal de commerce, car cette augmentation de capital a suivi l'annonce d'OPA par Carlo De Benedetti. Or il est interdit de procéder ainsi. Oui, rétorque la commission bancaire, car, selon elle, une société réalisant une OPA doit l'avertir au moins quinze jours auparavant, et ce n'est qu'à partir de ce moment que prend effet sa recommandation interdisant à la société « proie » de réaliser une augmentation de capital. Commentaire du *Soir* de Bruxelles : *« Carlo De Benedetti a péché par excès de courtoisie en avertissant René Lamy, dimanche soir, de son action. Son silence aurait permis de ne pas mettre la puce à l'oreille de sa victime et de l'empêcher de réagir prématurément... »*

L'OPA de Carlo De Benedetti est-elle régulière ou non ? La commission bancaire a préféré se donner un nouveau délai de réflexion pour répondre. Elle laisse néanmoins entendre que l'homme d'affaires italien aurait dû informer la commission de ses intentions avant de procéder, à la fin de la semaine dernière, à des achats massifs de titres de la Généale.

Reste à déterminer enfin la valeur respective des jugements du tribunal de commerce et des avis de la commission bancaire. Si les ordonnances du tribunal ont force de loi et l'emportent donc sur les avis de la commission bancaire, dont la violation n'est pas sanctionnée pénalement, il appartient toutefois à cette dernière de fonder la doctrine permettant aux juges de prendre leurs ordonnances. De toute façon, si la commission bancaire et le ministre des finances jugent l'OPA illégale, il leur revient de porter plainte devant les tribunaux.

Devant la complexité du dossier, on comprend que de petits actionnaires isolés aient décidé hier à Bruxelles de former un syndicat.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

TRANSPORTS

Du côté de la Grande-Bretagne

100 mètres de tunnel sous la Manche ont été creusés

Le tunnel sous la Manche, qui a bouclé à la fin de l'année 1987 son financement de 60 milliards de francs, devient, un mois plus tard, une réalité. Du côté britannique, on a déjà percé, en guise de réglages, 100 mètres de l'un des trois « tubes » (celui du tunnel de service), qui relieront les deux rives de la Manche. Du côté français, on s'apprête à débarquer, en provenance des Etats-Unis, le premier des tunneliers qui commencera, vers le 1er mars, à ronger la craie « bleue », à la cadence de 500 mètres par mois après une période de mise au point. Le président de la République française devrait visiter, le 28 janvier, le chantier ouvert à Sangatte (Pas-de-Calais). La mise en service est prévue pour le printemps 1993.

A cette occasion, M. André Bénard, coprésident de la société concessionnaire Eurotunnel, a tenu à faire le point, le 20 janvier, sur l'état d'avancement du tunnel dont il a la charge. En matière financière, *« nous avons réussi*, a-t-il déclaré, *à séduire environ 312 000 particuliers, qui ont acheté des titres de notre société à l'occasion de la troisième augmentation de capital. Sur ce total, 200 000 se trouvent en France ; ils ont souscrit 60 % de la part française, les investisseurs en prenant 20 % comme les banques. La chute du cours de l'action Eurotunnel de 35 F à 25 F environ n'a rien de surprenant ; elle correspond à la chute de la Bourse et ramène le prix de l'action au niveau du prix d'émission de notre deuxième tranche, en octobre 1986. Le cours remontera au rythme des travaux »*.

1 500 figurants

D'ores et déjà, les retombées économiques pour la région Nord-Pas-de-Calais sont tangibles. 1 150 personnes travaillent sur le site et, à la fin de cette année, 2 900 salariés s'y activeront, dont 62 % viendront du bassin d'emploi du littoral. Du point de vue des commandes, on évalue à 60 % la part que l'industrie nationale a reçue des 1 34$ millions de francs de commandes passées par la partie française d'Eurotunnel.

Eurotunnel vient de transmettre à la commission intergouvernementale et à la commission de sécurité les tests de sécurité qu'elle a fait réaliser sur les maquettes des navettes qui circuleront dans le tunnel. La firme de Dietrich a procédé à Reichshoffen (Bas-Rhin) à des exercices d'évacuation dans la fumée et au milieu d'explosions, avec le concours de quinze cents figurants représentatifs de toutes les catégories d'usagers potentiels. Cette foule a reflué hors de la maquette en bon ordre et dans les temps impartis. Un test similaire a été réalisé au Centre d'études et de recherche des charbonnages (CERCHA) où des automobiles ont été volontairement incendiées pour étudier comment se propage en milieu confiné un sinistre alimenté par des carburants.

Toutes ces études permettront de préciser, dans les prochaines semaines, le cahier des charges qu'Eurotunnel imposera au constructeur des navettes. L'appel d'offres pour la fabrication des prototypes devrait être lancé avant la fin du mois de juin prochain.

ALAIN FAUJAS.

● **La compagnie Ansett renonce à piloter ses Airbus à trois.** – Le secrétaire de l'association australienne des mécaniciens navigants a confirmé que la compagnie Ansett avait renoncé à faire piloter en équipage à trois les neuf Airbus A-320 qu'elle avait commandés et qui lui seront livrés à partir du mois de septembre. Les pilotes de la compagnie australienne étaient prêts à faire grève pour s'opposer à la venue d'un troisième homme, le mécanicien, dans le cockpit de cet avion conçu pour deux navigants seulement. Les négociations se poursuivent entre la direction et le syndicat pour garantir un emploi aux mécaniciens sur d'autres types d'avions. Les syndicats des navigants d'Air Inter sont donc les seuls au monde à refuser un pilotage à deux de l'A-320, vendu déjà à quatre cent quatre-vingt exemplaires environ. *(AFP)*.





Marchés financiers

Le suédois Ericsson vend son informatique au finlandais Nokia

Le suédois Ericsson poursuit son recentrage sur la téléphonie en cédant au finlandais Nokia sa division systèmes informatiques (4 milliards de francs de chiffre d'affaires), deux mois après s'être séparé de sa bureautique (2 milliards), vendue au norvégien Design Funktion.

De son ancienne filiale, Ericsson Information System, constituée en 1982 et qui représentait environ 9 milliards de francs de chiffre d'affaires sur les 32 milliards réalisés par le groupe, Ericcson ne conserve plus que la téléphonie privée. Le suédois, qui a affiché, pour le premier semestre 1987, des résultats décevants, et perdait, jusqu'en 1986, de l'argent dans l'informatique, concentre donc ses forces sur son métier principal – le téléphone – où il est confronté à un problème de taille face aux géants mondiaux comme ATT ou Alcatel (groupe CGE).

Nokia, qui vient de racheter l'électronique grand public de Standard Electric Lorentz (SEL), les téléviseurs Oceanic et de conclure plusieurs accords sur le radiotéléphone, confirme son émergence sur la scène électronique européenne (*le Monde Affaires* du 9 janvier 1988). Il *devient, en particulier, le premier* groupe informatique dans les pays nordiques, avec 7 milliards de francs *de chiffre d'affaires. Ses intérêts* dans l'informatique seront réunis dans une nouvelle filiale, Nokia Data – *dont Ericsson conservera 20 %,* – employant environ huit mille salariés (dont cinq mille provenant d'Ericsson).

Bénédictine maintient la date de son assemblée extraordinaire

Au lendemain de l'OPA lancée par Rémy et Associés sur Bénédictine, la COB (Commission des opérations de Bourse) avait invité les dirigeants de la société de Fécamp à différer la tenue de leur assemblée extraordinaire prévue pour le 25 janvier. Le conseil d'administration a décidé de ne pas tenir compte de cette recommandation et l'assemblée générale se tiendra à la date fixée.

Il sera demandé aux actionnaires de Bénédictine de renoncer à leur droit préférentiel de souscription et d'accepter ainsi une augmentation de capital réservée à Union d'études et d'investissements (filiale du Crédit agricole) et à Whitbread. Ces deux actionnaires porteront leurs participations respectives dans Bénédictine de 6,5 % à 10 % du capital.

Deux décrets en faveur des petits porteurs

Le *Journal officiel* en date du *20 janvier publie deux décrets renforçant* le pouvoir des petits porteurs.

Le premier améliore la représentation de l'actionnaire qui pourra exiger, à moins de six jours de la date de l'assemblée générale, que la société lui envoie un formulaire détaillé des résolutions proposées et des possibilités de vote offertes.

Le second décret permet aux *actionnaires qui se sentiraient lésés* de se regrouper au sein d'une structure informelle, afin de pouvoir saisir *la justice au nom de tous. Une* seule plainte regroupant l'ensemble des victimes supposées suffira pour que la plainte soit recevable.

OPA sur le troisième assureur belge

Le groupe AG pourrait acquérir 28 % du capital d'Assubel

Le groupe AG (Assurances générales), numéro deux de l'assurance en Belgique, a annoncé, mardi 19 janvier, à Bruxelles, qu'au terme de l'offre publique d'achat qu'il avait lancé sur les actions d'Assubel-Vie, au prix de 6 000 FB, 28,3 % des titres du troisième assureur belge lui ont été proposés. Parmi les porteurs qui souhaitent vendre leurs actions, on trouve la Société générale de Belgique (pour 10 %).

Compte tenu de la réglementation belge et des recommandations des autorités boursières, le groupe AG ne pourra acquérir ces titres qu'après accord du conseil d'administration d'Assubel-Vie. Celui-ci doit se réunir, le 27 janvier prochain, pour en délibérer. En fait, il semble probable que le conseil désignera *d'autres acquéreurs disposés* à acheter les titres au même prix (6 000 FB). Les Assurances générales belges avaient lancé leur OPA à la suite de l'annonce d'un projet de rapprochement d'Assubel avec les AGF (Assurances générales de France), la seconde société d'assurances française.

Le conseil proposera, sans doute, le 27 janvier prochain, aux AGF, à la Cobepa et au groupe Bruxelles-Lambert, l'achat des titres proposés à AG au prix de 6 000 FB. Le groupe belge AG pourra cependant faire une offre plus alléchante aux porteurs de titres Assubel. La même procédure devrait être suivie par la suite.

E. I.

NEW-YORK, 20 janv. ⬇

Forte baisse

Pour la première fois depuis le 12 décembre, la Bourse de New-York est repassée au-dessous de la barre des 1 900 points, à 1 879,14, en baisse de 57,20 points. Le marché a été plus actif. Quelque 182 millions d'actions ont été échangées, contre 154 millions la veille. Le nombre des baisses a largement dépassé celui des hausses : 1 300, contre 333, et 336 titres ont été inchangés.

C'est une fois encore IBM qui avait donné, la veille, le signal d'alarme de la chute, entraînant, le lendemain, dans son sillage l'ensemble du secteur de la haute technologie. La faiblesse du dollar a entraîné une remontée des taux d'intérêt obligataires, *défavorable au marché* des actions. La diminution inattendue de 16,2 % des mises en chantier de logements en décembre a contribué aux dégagements. Une rumeur selon laquelle le déficit commercial américain de novembre avait été sous-évalué de 3 milliards de dollars a contribué à cette mauvaise tenue du marché. Il s'agit d'un chiffre brut encore sujet à révision.

Les programmes informatiques des investisseurs institutionnels ont accéléré les baisses et l'activité en début d'après-midi. *Parmi les dix valeurs les plus* actives au Stock Exchange, on trouvait New York State Electric, avec 5,3 millions de titres ; Southern Co, avec 5,2 millions ; Houston Industries, avec 4,4 millions ; IBM, avec 3,6 millions ; Motorola, avec 2,3 millions ; International Paper, avec 1,8 million, et Ford Motor, avec 1,6 million.

VALEURS	Cours du 19 janv.	Cours du 20 janv.
Alcoa	42 7/8	41 3/4
Allegis (ex-UAL)	73 1/8	72 1/8
A.T.T.	28 5/8	27 7/8
Boeing	42 7/8	42 1/8
Chase Manhattan Bank	21 1/2	21 1/8
Du Pont de Nemours	80 1/8	78 1/8
Eastman Kodak	50 1/8	48 1/2
Exxon	39 7/8	38 1/2
Ford	42 7/8	40 1/2
General Electric	45 5/8	43 1/2
General Motors	63	61 3/8
Goodyear	58 7/8	57 1/4
I.B.M.	111 3/4	110
I.T.T.	47	46
Mobil Oil	40 5/8	39 1/2
Pfizer	53	51 1/4
Schlumberger	29 7/8	29 1/4
Texaco	37 7/8	38 1/8
Union Carbide	21	20 1/4
U.S.X.	31 7/8	30 1/2
Westinghouse	49 1/2	48 3/4
Xerox Corp.	67 3/4	55 7/8

PARIS, 20 janvier ⬇

Accélération de la baisse

Sans raison apparente, la baisse s'est accélérée, mercredi, pendant que le moral des boursiers s'effondrait. L'indicateur de tendance, *qui dès le matin affichait un recul de 2 %, plongeait en séance, pour clôturer à – 3,5 % à la fin de la séance officielle.* Les cours de l'ensemble des valeurs ont chuté sans discernement, à tel *point* qu'à présent le repli moyen est de 45 % par rapport aux cours les plus hauts de 1987. Plus inquiétant pour de nombreux professionnels, le recul de l'indice CAC. Ce baromètre de la Bourse a « cassé » la barre des 270 points, tombant en dessous du *plus bas de 1987* (270,3 le 11 décembre) et revenant au niveau de celui du 31 décembre 1986. Or, pour de nombreux spécialistes d'analyse sur graphiques, la Bourse ne se stabilisera que lorsque le CAC atteindra le *« seuil de résistance de 240 ».*

Le flot des ventes qui arrivent dans les banques et les charges provient également de particuliers. Ces derniers ont reçu *leur relevé annuel et* apprécient en un seul coup d'œil l'évolution de leur portefeuille. *« Ils souhaitant pour certains se désengager le plus rapidement possible »,* commente un gérant de SICAV.

De plus, à ces données s'ajoute l'approche des opérations de liquidation du mois boursier de janvier, qui débutent jeudi. En un mois, la perte aura été considérable puisqu'elle atteindra près de 8 %.

« Et pourtant, soupirait un gestionnaire, *tant de valeurs sont à de tels cours d'achat à présent que je ne comprends pas pourquoi personne n'achète. »* Et de se souvenir de ce vieux dicton qui revient à la mode sous les lambris : *« Il vaut mieux avoir tort avec les autres que raison tout seul... »*

Les écarts à la baisse étaient alors très importants. SCOA était même incotable pendant un moment après l'annonce de résultats déficitaires. Pennaroya perdait près de 13 %, suivie par Euromarché, De Dietrich, Printemps et SGF en recul de plus de 9 %. De nouveaux franchissements de seuil *étaient publiés.* Suez a acquis 5 % de la Sodeocho, et la Société générale 5 % de Havas.

Sur le MATIF, le contrat de mars perdait 0,05 % à 98,60.

LONDRES, 20 janvier ⬇

Déprime

Le Stock Exchange de Londres a évolué irrégulièrement mercredi 20, pour terminer en baisse. L'indice Financial Times des vedettes industrielles a perdu 13,8 points, à 1 409,2, et l'indice Footsie des cent valeurs a terminé à – 15,2 points, à 1 752,8. Le *volume des transactions a sensiblement* diminué, à 23 393, contre 23 749 mardi. Déprimée par le repli du dollar, la Bourse a également réagit à la rumeur démentie selon laquelle le département américain du commerce réviserait à la hausse le déficit commercial de novembre. L'indice Footsie, après avoir atteint un plus bas de 1 748,8 en milieu de journée, suite à la baisse de 18 points en ouverture à New-York, s'est repris quelque peu dans l'après-midi.

Le groupe Sears s'est distingué avec un gain de 2 pence, à 134, après avoir porté à 29,9 % sa participation dans la *société de vente* par correspondance Freemans. De son côté, Britoil s'est fait remarqué parmi le secteur des pétrolières avec une progression du titre de 20 pence, à 474, faisant suite à l'annonce d'une importante découverte de pétrole. *« La plus importante en mer du Nord depuis des années »,* selon les estimations de la compagnie. Les internationales, industrielles, pharmaceutiques et mécaniques ont enregistré un net repli. Seules les bancaires et les mines d'or ont sauvé la face.

TOKYO, 21 janvier ⬇

Recul sensible

La Bourse de Tokyo a cédé 132,88 points, le jeudi 21 janvier, pour terminer à 2 2710,26. Dès l'ouverture, la tendance du marché était à la baisse. L'indice Nikkei de 225 valeurs japonaises cédait 207,01 points, un quart d'heure après le début des échanges à 22 636,13 points. Par la suite, le marché s'est un peu repris, suivant le mouvement de la devise américaine. Cette dernière avait ouvert en forte baisse, à 127,15 yens, avant de remonter en fin de séance du matin. Le volume échangé est demeuré faible, avec 518,4 millions d'actions, contre 503,5 millions mercredi. Les analystes attribuent la tendance à l'exemple donné la veille par Wall Street *et à la baisse du dollar.* Beaucoup de ventes de détail ont été notées sur les valeurs de haute technologie et d'exportation, ainsi que sur les sidérurgiques.

Les trois principales banques de crédit à long terme abaisseraient sans doute leur taux de base de 0,2 % dans le courant du mois de février, si l'on en croit les milieux financiers.

VALEURS	Cours du 20 janv.	Cours du 21 jan.
Akai	500	486
Bridgestone	1 210	1 200
Canon	986	950
Fuji Bank	3 080	3 100
Honda Motors	1 340	1 320
Matsushita Electric	2 290	2 220
Mitsubishi Heavy	540	537
Sony Corp.	4 840	4 740
Toyota Motors	1 850	1 870

FAITS ET RÉSULTATS

● **Thomson-CSF contrôle l'américain Wilcox.** – Thomson-CSF a racheté à l'américain Northrop sa filiale Wilcox Electric pour un prix qui n'a pas été publié. Basée à Kansas-City (Missouri), Wilcox emploie trois cent cinquante personnes et réalise 35 millions de dollars de chiffre d'affaires dans la fabrication d'équipements d'aide à la navigation aérienne et à l'atterrissage. Numéro un dans le domaine du contrôle du trafic aérien, Thomson-CSF était absent du marché américain, qui représente environ la moitié du marché mondial. En plus de cette entrée aux Etats-Unis, Thomson-CSF bénéficiera de la complémentarité des produits développés par Wilcox. En effet, celle-ci a développé des ILS (appareils permettant un atterrissage sans visibilité) de catégorie I, alors que Thomson-CSF s'est spécialisé dans les catégories II et III.

● **Citicorp : pertes de 1,14 milliard de dollars.** – La Citicorp, numéro un de la banque américaine, a annoncé que ses profits avaient doublé, au quatrième *trimestre 1987, par rapport à ceux* du trimestre correspondant de 1986, passant de 306 à 642 millions de dollars. Pour l'exercice 1987 tout entier, une perte nette de 1,14 milliard de dollars a été enregistrée, contre un bénéfice de 1,06 milliard de dollars en 1986, après constitution, au deuxième trimestre 1987, d'une provision supplémentaire de 3 milliards de dollars sur les crédits consentis à l'Amérique latine (*le Monde affaires* du 16 janvier).

● **Cap Gemini Sogeti : 4 milliards de francs de chiffre d'affaires.** – Cap Gemini Sogeti, première société de services informatiques française, affiche, pour 1987, un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs, à comparer avec 2,9 milliards en 1986. Pour cette année 1988, compte tenu de l'intégration sur l'ensemble de l'exercice de la société SESA (achetée cet été), le chiffre d'affaires s'élèvera à 5,4 *milliards* de francs. Les acquisitions récentes ne pèsent pas sur la rentabilité du groupe, la *plus forte de* la profession ; le bénéfice net après impôts et participation s'établit, en 1987, à 266 millions (contre 193 millions en 1986), soit une rentabilité de 6,6 %.

● **Unisys sort du rouge.** – Unisys, numéro deux mondial de l'informatique, né en 1986, de la fusion entre Sperry et Burroughs, sort du rouge : il affiche, pour 1987, un bénéfice net de 578,5 millions de dollars, à comparer avec une perte de 43,4 millions en 1986. Pour le dernier trimestre, le bénéfice s'élève à 216,9 millions *de dollars. Dopé par la baisse* du dollar, le groupe américain affiche une progression de 6,7 % de son chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'exercice, à 9,7 milliards de dollars. Au cours des trois derniers mois, celui-ci a fait un bond de 16,3 % par rapport au dernier trimestre 1986.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	720	....	Manutan	246	240
Alain Manoukian	181 40	174 20	Marlin Immobilier	300	290
Arnault & Associés	318	....	Metallurg. Minière	112 30	104 60 o
Asystel	277	276	Métrologie Internat.	284	273
B.A.C.	420	420	Microservice	110	113
B. Demachy & Assoc.	370	382	M.M.B.M.	451	433
B.I.C.M.	650	650	Molex	187	190
B.I.P.	400	398	Navale-Delmas	540	518
Bolloré Technologies	675	669	Olivetti-Logabax	173 50	172 10
Buitoni	840	825	Om. Gest.Fin.	270	270
Câbles de Lyon	895	870	Petit Bateau	128	125
Calberson	578	555 o	[illegible]	268 20	255 50 o
Canal Plus	398	388	Pier Import	155	....
Cardif	1000	985	Presbourg (C. In. & Fin.)	100 80	100 80
C.D.M.E.	820	842	Razel	623	624
C. Equip. Elect.	299 50	....	St-Gobain Emballage	1000	1000
C.E.G.I.D.	443 50	425 80	St-Honoré Matignon	120	120
C.E.G.E.P.	133	130	S.C.G.P.M.	119 10	....
C.E.P.-Communication	800	826	Segin	250	240
C.G.I. Informatique	464	452	Sema-Metra	396	380
Ciments d'Origny	375	366	S.E.P.	850	816
C.N.I.M.	255	246	S.E.P.R.	930	930
Concept	200	200	Sigos	854	830
Conforama	435	425	S.M.T.Goupil	184	....
Dafsa	139	136	Sodinforg	600	578
Dauphin O.T.A.	2760	2700	Sofibus	366 50	355 50
Devanlay	1230	....	Sopra	217	217
Deville	660	650	TF 1	170	168
Drouot-Ob. convert.	....	....	Union Financ. de Fr.	370 20	355 40
Editions Belfond	96	98	Valeurs de France	302 90	304
Elect. S. Dassault	338	325			
Elysées Investiss.	16 30	16 90			
Expand	380	365			
Filipacchi	305	292 80			
Finacor	412	396 60			
Guintoli	570	547 o			
Guy Degrenne	740	710			
I.C.C.	220 10	220 10			
IDIA	153	150 10			
I.G.F.	90	90			
IN2	100	98 o			
Int. Metal Service	180	163			
La Commande Electro.	222	220			
Le gd livre du mois	164	164 10			
Loca Investissement	247	240			
Locamic	160	155			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 20-1-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Lafarge Cop.	1100	79	130	–	–	100	134	–	–
Paribas	320	10	16	–	–	44	48	–	–
Peugeot	1000	30,50	70	–	–	160	–	–	–
Thomson-CSF	152	5	9	–	–	31	35	–	–
Elf-Aquitaine	240	16,50	32	–	–	22	30	–	–
Midi	1000	105	–	–	–	90	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 janv. 1988
Nombre de contrats : 44 029

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	98,75	97,55	97	–
Précédent	98,65	97,45	97,05	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5950 F ⬇

Dans des marchés calmes, le dollar a perdu, jeudi 21, 1,43 yen à Tokyo, où il a terminé la séance à 127,35 yens, après des interventions de la Banque centrale. A Paris, le billet vert s'échangeait à 5,5950 F, contre 5,6145 F la veille au fixing.

FRANCFORT	20 janv.	21 jan.
Dollar (en DM)	1,6675	1,6580
TOKYO	20 janv.	21 jan.
Dollar (en yens)	128,78	127,35

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (21 jan.) .... 8 1/8-8 1/4 %
New-York (20 janv.). 6 3/4-6 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	19 janv.	20 janv.
Valeurs françaises	95,2	
Valeurs étrangères	104,7	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	19 janv.	20 janv.
Indice général	270,5	263,5

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	19 janv.	20 janv.
Industrielles	1 936,34	1 879,14

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	19 janv.	20 janv.
Industrielles	1 423	1 409,2
Mines d'or	284,1	261,3
Fonds d'Etat	88,19	88,35

TOKYO

	20 janv.	21 janv.
Nikkei Dow Jones	22 843,14	22 710,26
Indice général	1 815,23	1 807,13

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,5900	5,5920	+ 15	+ 30	+ 55	+ 80	+ 260	+ 340
$ can.	4,3553	4,3602	– 56	– 31	– 72	– 36	– 109	– 17
Yen (100)	4,4016	4,4066	+ 120	+ 146	+ 263	+ 301	+ 894	+ 996
DM	3,3695	3,3727	+ 109	+ 128	+ 236	+ 261	+ 780	+ 852
Florin	3,0013	3,0048	+ 78	+ 92	+ 169	+ 191	+ 583	+ 644
FB (100)	16,1328	16,1478	+ 102	+ 180	+ 299	+ 430	+1 288	+1 653
FS	4,1561	4,1607	+ 207	+ 229	+ 409	+ 441	+1 159	+1 248
L (1 000)	4,5829	4,5883	– 128	– 79	– 235	– 169	– 621	– 503
£	10,0536	10,0628	– 113	– 69	– 175	– 108	– 364	– 176

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 3/4	7	6 7/8	7	7	7 1/8	7 1/4	7 3/8
DM	3 1/8	3 3/8	3 3/16	3 5/16	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Florin	4	4 1/4	4 1/8	4 1/4	4 1/8	4 1/4	4 1/4	4 3/8
F.B. (100)	6 1/8	6 5/8	6 3/8	6 11/16	6 3/8	6 11/16	6 9/16	6 7/8
F.S.	0 1/4	0 3/4	1 3/8	1 1/2	1 1/2	1 5/8	2 5/8	2 3/4
L (1 000)	9	10	10	10 1/2	10 1/4	10 3/4	10 7/8	11 1/4
£	8 1/4	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 11/16	8 13/16	9 1/8	9 1/4
F. franç.	7	7 1/2	7 15/16	8 3/16	8 1/8	8 3/8	8 5/8	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.

Marchés financiers

BOURSE DU 20 JANVIER

Cours relevés à 17 h 35

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1805	4,5 % 1973	1763	1756	1756	- 0 40
4125	C.N.E. 3 %	4020	4005	4010	- 0 25
1063	B.N.P. T.P.	1020	1021	1021	+ 0 10
1030	C.C.F. T.P.	980	980	980	- 1
1035	Créd. Lyon. T.P.	1030	1030	1030	....
1200	Renault T.P.	1253	1247	1247	- 0 47
1725	Rhône-Poul. T.P.	1805	1800	1800	- 0 30
1220	St-Gobain T.P.	1255	1248	1248	- 0 55
1150	Thomson T.P.	1111	1111	1111	....
320	Accor	299	285	289 10	- 3 31
415	Agence Havas	398	382	382	- 4 02
520	Air Liquide	460	435	440	- 4 35
2030	Alcatel	1879	1834	1834	- 2 39
1280	Als. Superm.	1100	1085	1085	- 1 36
230	A.L.S.P.I.	202	185 50	189	- 6 44
255	Alsthom ★	215 10	210	201 10	- 6 51
1520	Arjom. Prioux	1625	1581	1581	- 2 71
330	Avenue-Rey	283	267	266	- 6 22
780	Av. Entrepr. ★	740	720	719	- 2 84
705	Av. Dassault ★	678	662	642	- 5 31
280	BAFP	267	261	260	- 2 62
280	Bail-Equipem. ★	262	268	261	- 0 38
940	Bail Investiss.	931	925	940	+ 0 97
200	B.N.P. C.I.	215 20	207	207	- 3 81
350	Cie Bancaire ★	358 80	350	335	- 6 69
240	Bazar H.-V.	260	257 10	248 80	- 4 31
340	Béghin-Say ★	309	305	302 50	- 2 10

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
610	Crédit Nat. ★	621	615	618	- 0 48
140	Coussat ★	126	126	119 90	- 4 08
2050	Damart S.A.	1815	1520	1520	- 16 25
315	Darty ★	299	291 10	285	- 4 68
245	Darty (DP)	242 10	238 50	236	- 2 52
1470	De Dietrich	1225	1220	1140	- 6 94
210	Dév. P.d.C. (LI)	197	190	190	- 3 55
445	D.M.C.	404	401 10	400	- 0 99
285	Drouot Assur.	244	238	236	- 3 28
1340	Docks France ★	1210	1188	1200	- 0 83
540	Dumez ★	472	455	455	- 3 60
1080	Eaux (Gén.)	1000	991	995	- 0 50
935	Ecco ★	1012	976	1035	+ 2 27
650	Electrofinancière	567	556	556	- 1 94
210	Elf-Aquitaine	239 80	234	234 50	- 2 20
195	— (certific.)	213	210 10	209	- 1 88
445	Epeda-B-Faure	430	410	410	- 4 65
1980	Essilor	2075	2011	2039	- 1 73
1400	Essilor Int. (DP)	1365	1310	1310	- 4 03
280	Esso S.A.F. ★	262	261	250	- 4 58
1180	Eurafrance	1226	1202	1210	- 1 31
810	Eurocom ★	765	748	721	- 4 60
2950	Euromarché	2450	2380	2300	- 6 12
420	Europe n° 1 ★	363	340	364	+ 0 28
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
104	Buffelsfont.	108 20	107 80	106 20	- 1 85
115	Chase Manh.	122 10	118	118	- 3 36
54	De Beers	54 10	53 90	53 95	- 0 28
1370	Deutsche Bank	1311	1271	1260	- 3 89
795	Dresdner Bank	747	740	742	- 0 67
67	Driefontein Cal	70 20	69 50	69 05	- 1 64
475	Du Pont-Nem.	457 50	442 50	440	- 3 83
....	Eastman Kodak	285	276 10	271	- 4 91

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours

Étrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 20/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net

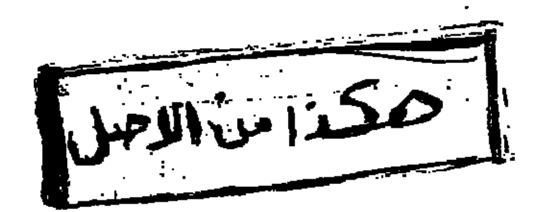
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/1	COURS DES BILLETS Achat	Vente

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/1

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu



Le Monde

M. Balladur envisage de sanctionner les entreprises publiques qui ont spéculé

Le ministère des finances envisage de réduire les dotations en capital des entreprises publiques qui ont perdu de l'argent sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers). Les services de M. Balladur examinent actuellement les comptes des entreprises publiques qui ont risqué *« sans nécessité »* des fonds sur le MATIF et n'exclut pas de réduire les dotations en capital demandées par ces entreprises à hauteur des pertes enregistrées.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 janvier

Forte baisse

Le mouvement de baisse amorcé lundi n'en finit plus. L'indicateur de séance, après avoir perdu – 3,62 % à l'ouverture, revenait à – 2,94 % en séance. A la hausse, on ne notait que quatre valeurs : Esso (+ 4,80 %), Bail Equipement (+ 1,15 %), Mid*land (+ 0,6 %), Interbail (+ 0,1 %)* et Pechelbronn (+ 0,1 %). En baisse figuraient Alspi (– 8,9 %), Via Banque (– 8,9 %), Gaz et eaux (– 8,2 %), SFIM (– 8,1 %), Intertechnique (– 8 %). La Redoute (– 7,9 %) et Comptoirs modernes (– 7,3 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	289 10	268,90	276
Agence Havas	382	382	375
Air Liquide (L')	440	411	431
Bancaire (Cie)	....	....	....
Bongrain	1905	1771	1800
Bouygues	799	743	762
B.S.N.	4100	3900	3980
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	620	608	613
Club Méditerranée	....	....	....
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	....	....	....
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1059	....	....
Michelin	168	150	155
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	1520	1491	1495
Navig. Mixtes	628	588	595
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	....	....	....
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	399 10	389	394
Sanofi	....	....	....
Source Perrier	527	527	517
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	362	354	355

Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1988 a été tiré à 509 728 exemplaires

La campagne présidentielle

M. Chirac reproche à M. Mitterrand de « prendre les Français pour des béni-oui-oui »

M. Jacques Chirac, invité le jeudi matin 21 janvier des élèves HEC pour un petit-déjeuner, a de nouveau estimé que *« François Mitterrand serait bien inspiré de donner une réponse rapidement »* à la question de son éventuelle candidature à l'élection présidentielle. *« Une élection présidentielle est une affaire importante »*, a déclaré M. Chirac. *Dans l'opposition, on est devant un grand point d'interrogation. C'est une espèce d'escamotage – M. Barre a utilisé le mot, j'y souscris pleinement – du débat démocratique. »*

M. Chirac a ajouté : *« Il faut dire ce qu'on propose, et avec qui et comment on veut gouverner. On ne peut pas laisser les Français dans l'incertitude et les prendre pour des béni-oui-oui qui vont se prononcer sur une impression générale. »*

Interrogé, d'autre part, sur sa conception du référendum, M. Chirac a indiqué qu'il est *« favorable à la pratique raisonnable »* de cette procédure. *« Je regrette qu'il n'y en ait plus depuis longtemps,* a-t-il dit. *Je suis favorable à son élargissement, mais non à ce qu'on essaie de modifier la Constitution. »*

M. Chirac s'est démarqué fermement de *« ceux qui considèrent que le chômage est une fatalité »*. *« Nous sommes dans une période d'adaptation »*, a-t-il souligné, en rappelant que dans son histoire la France avait déjà connu *« des périodes où des modifications technologiques ont conduit à du chômage qui a été résorbé »*. *« Nous ne connaissons pas la moitié des emplois de l'an 2000 »*, a observé M. Chirac.

Le premier ministre s'est refusé également à tout pessimisme en ce qui concerne la situation monétaire et financière internationale. Tout en jugeant qu'il n'est *« pas convenable de la part des Américains de laisser se développer une espèce de protectionnisme sournois par le biais de la baisse de leur monnaie »*... M. Chirac estime que les décisions prises par les Sept *« permettent de penser que nous sortirons de cette crise »*. *« Le pire n'est pas certain,* a-t-il dit, *la preuve c'est qu'il n'arrive pas »*.

M. Chirac a précisé enfin quelques-unes des grandes lignes de ses propositions en matière de formation : il a souligné notamment *« la nécessité de lutter contre une sous-scolarisation et un échec scolaire trop important »* et de faire en sorte que *« la formation soit considérée comme une donnée permanente dans la vie de l'homme »*.

La mort du baron Philippe de Rothschild

Le poète vigneron

En quittant la vie à quatre-vingt-six ans, mercredi 20 janvier 1988, à son domicile parisien, le baron Philippe de Rothschild a mis fin à l'une des carrières les plus originales du siècle, celle de « poète vigneron », comme il aimait le dire. Certes, *« dans tout ce que j'ai fait, Mouton* (son célèbre château, premier cru classé du Médoc) *est toujours passé en premier »*, mais ce diable d'homme aura touché à tout : science, théâtre, littérature, course automobile, voile. *« J'aime travailler dur,* déclarait-il à la télévision française en 1984, *et j'aime aussi le plaisir, le plus grand étant, naturellement, donné par les femmes. »*

Philippe de Rothschild était né à Paris en 1902, fils d'un père médecin et inventeur, qui descendait d'un des cinq Rothschild d'origine, fait baron autrichien en 1822, et consacra une bonne part de son héritage à fonder deux hôpitaux, qui existent toujours. Après une éducation à moitié britannique, Philippe obtient un doctorat ès-sciences, et, en 1922, à l'âge de vingt ans, prend goût brusquement à la rénovation du château mouton-rothschild, deuxième cru classé du Médoc, en Bordelais, que son arrière-grand-père, Nathaniel, avait acheté en 1853 sous le nom de Brane-Mouton. La vue de ce *« domaine délabré, enfoui dans un hameau bouseux, piteux état inchangé depuis des siècles, le Moyen Age, comme le reste du Médoc, l'avait plongé dans « l'indignation »* (*le Monde* du 28 décembre 1981).

Il commence alors un long combat pour l'amélioration de la qualité et la promotion du vin de « Mouton ». Il sera l'un des premiers, à Bordeaux, à *pratiquer* la mise *en* bouteille au château, dès 1924, au lieu d'en confier le soin aux grandes maisons de négoce. C'est cette année là, également, qu'il décide de faire dessiner l'étiquette de ses bouteilles chaque année par un artiste différent, petits chefs d'œuvre de Jean Cocteau, Marie Laurencin, Léonor Fini, Salvador Dali (1958), Marc Chagall (1970), Pablo Picasso (1973), Andy Warhol.

Guitry et Romains au théâtre

Parallèlement, il s'intéresse au théâtre, écrivant des pièces et surtout, construisant, avec son père, le théâtre Pigalle, qu'il dirige lui-même de 1928 à 1935, avec une *réputation d'« avant-garde »*. Très lié avec le « cartel des quatre » (Gaston Baty, Charles Dullin, Louis Jouvet et Sacha Pito2ff), il produit Sacha Guitry, Jules Romains (Donogoo Tonka) et en 1932, l'un des premiers films parlant français « Lac aux dames », tiré du roman de Vicki Baum, sur scénario de Colette, mise en scène de Marc Allégret et musique de Georges Auric. Sa culture franco-britannique le porte vers les poètes et dramaturges élizabethains, dont il devient un spécialiste reconnu, notamment avec la traduction du Faust de Marlowe. Installé à Mouton, il adorait recevoir ses visiteurs dans un grand lit d'apparat jusqu'au déjeuner, en chemise à jabot de dentelle ou en robe de chambre damassée, arbitrant, notamment des querelles de sémantique sur l'anglais du seizième et du début du dix-septième siècle.

« Sportsman » de classe, il n'hésita pas à prendre le volant de bolides de course Bugatti, se plaçant dans les trois premiers au Grand Prix de Monaco et au Vingt-Quatre Heures du Mans. Fin régatier, le baron Philippe remporta « aussi » deux coupes de France sur 8 mètres jauge internationale.

Viticulteur passionné, il éprouva une des grandes joies de sa vie, lorsqu'après un combat de cinquante ans, un arrêté ministériel du 21 juin 1973 érigea le château Mouton-Rothschild au rang de « premier cru » du Médoc (classement de 1855) à égalité avec les trois autres « grands », Lafite-Rothschild (de ses cousins), Latour et Margaux. Homme d'affaires averti, après avoir acquis deux autres châteaux, Mouton Baronne-Philippe et Clerc-Milon, il a créé la première maison bordelaise de « vin *de bordeaux générique* », la Baronnie, qui vend 1,5 million de Mouton-Cadet dans le monde entier.

Avant la seconde guerre mondiale, il avait épousé la comtesse Lili de Chambure, qu'il fit divorcer d'un baron belge et qui donna naissance à sa fille Philippine, comédienne sous le nom de Philippe-Pascal, un temps pensionnaire de la Comédie-Française, épouse (divorcée) du comédien Jacques Serey et qui, aujourd'hui, a pris en charge le domaine viticole. Pendant la seconde guerre mondiale, officier de l'armée de l'air et emprisonné par les autorités de Vichy, il s'évade à travers les Pyrénées à pied pour rejoindre, en 1943, les Forces françaises libres à Londres et prendre part au débarquement comme officier de liaison.

Il achève la guerre en Allemagne pour s'occuper des prisonniers et déportés français, ce qui lui vaut la croix de commandeur de la Légion d'honneur, la croix de guerre et la médaille des évadés. Entre-temps, sa femme Lili, déportée par les Allemands, est morte au camp de Ravensbruck. En 1954, il se remarie avec une Américaine, Pauline Fairfax-Potter, décédée en 1976 après l'avoir aidé à faire du château Mouton-Rothschild un véritable musée. Pour son cousin Eric le baron Philippe aura été *« le Rothschild le plus réussi de sa génération »* et pour André Cazes, maire de Pauillac (la commune de Mouton) et propriétaire du château Lynch Bages, *« il n'y avait pas d'autre grand homme que lui dans le Médoc, et il n'y en aura probablement plus jamais »*.

FRANÇOIS RENARD.

● **Décision en février pour l'autoroute A 14.** – M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, tranchera entre les projets d'autoroute A 14, dans la traversée de la forêt de Saint-Germain, au retour d'un voyage officiel en Chine, c'est-à-dire en février. Les trois projets en lice sont Villexpress (SPIE-Batignolles), Autorif (GTM-Entrepose) et le projet de l'association SAPN-Bouygues.

Sur le vif

A don égal...

Vous connaissez mon amie *Deborah ? Oh, désolée, je* croyais vous l'avoir déjà présentée. C'est une Américaine, prof à Berkeley, un brave petit soldat, en guerre contre toutes les injustices, toutes les inégalités. Là, elle est de passage à Paris, je l'invite à prendre un pot. Elle débarque, jean déchiré, parka, sac à dos, et elle attaque, bille en tête.

– Qu'est-ce que t'attends pour dénoncer le scandale des dons d'ovule ? Ils en parlaient encore l'autre jour dans le *Herald Tribune.*

– J'ai pas lu, mais, bon, je vois pas ce que ça a de choquant. Une nana traitée aux hormones en fabrique une bonne demi-douzaine, des ovules. On les aspire. On lui en remet deux, *trois, fécondés in vitro,* dans le ballon, et les autres, on les refile à une femme stérile ; où est le problème ?

– Ici, je sais pas, mais, aux Etats-Unis, pas question de le larguer comme ça, son rab d'ovules. On se le met au congélateur, bien au froid, des fois qu'on aurait une petite faim de maternité plus tard. Résultat, si *t'as les trompes bouchées,* mettons, dans la plupart des centres de *fécondation artificielle,* ta donneuse, tu l'amènes toi-même, une sœur, une copine ou une volontaire souvent recrutée par voie d'annonce.

– Et alors ? Si elles sont d'accord, les filles... Non, mais tu te rends pas compte ! D'accord ou pas d'accord, ça implique des piqûres, des prises de sang, une anesthésie, tout un bazar... Pour pas un rond. Sous prétexte que ça pourrait inciter les fabricantes d'ovules à ouvrir un petit commerce, c'est à peine si on les indemnise. C'est du *sexisme caractérisé.*

– Quoi ?

– Enfin, réfléchis ! Un mec, son sperme, ça lui coûte vraiment rien de s'en séparer, il a l'habitude, il aime assez. *Là,* c'est tout profit. Au dodo, il doit casquer et au labo il est payé. 50 dollars le ... don. Décidément, c'est toujours pareil : les femmes travaillent plus et gagnent moins que les hommes. Tiens, signe-là, c'est une pétition : à qualification égale, salaire égal.

CLAUDE SARRAUTE.

Avant ses essais au printemps

Le missile Hadès aurait une portée accrue

Selon des indiscrétions d'état-major, des calculs prévisionnels évaluant, avant essais, les performances du missile nucléaire préstratégique Hadès, qui doit équiper les forces françaises à partir de 1992, font état d'une portée de l'ordre de 480 kilomètres, au lieu des 350 primitivement annoncés. Le missile Hadès doit remplacer le Pluton, qui est en service dans cinq régiments d'artillerie nucléaire.

C'est au printemps prochain que devraient commencer les premières expérimentations en vraie grandeur, sans la charge explosive, du missile sol-sol Hadès.

Par rapport au missile Pluton, monté à un seul exemplaire sur le châssis chenillé d'un char AMX-30, le missile Hadès devrait être rendu plus mobile : il sera embarqué, à raison de deux exemplaires, à bord d'un semi-remorque banalisé à roues, qui sert également de rampe de lancement. Le véhicule érecteur, et donc lanceur, est autonome. Cependant, les régiments Hadès pourraient être intégrés au sein d'une même division, à la différence des unités Pluton, qui sont affectées à chacun des trois corps d'armée.

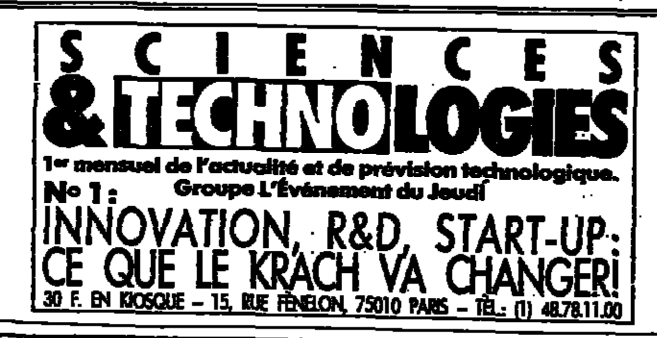
La division Hadès disposerait de ses propres moyens de transmissions, dont la réalisation serait confiée à la *société Thomson sur le modèle du* système RITA, déjà destiné à l'ensemble du corps de bataille de l'armée de terre.

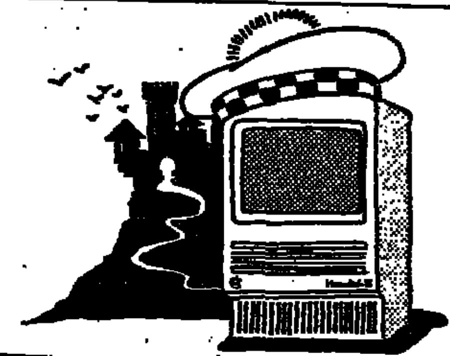
L'engagement éventuel de la division Hadès se ferait sur l'ordre du chef de l'Etat, comme pour toutes les armes nucléaires, stratégiques et préstratégiques, de la panoplie française de dissuasion. Parmi les charges explosives qui armeraient le missile Hadès, il est question de lui réserver un certain nombre de « munitions » neutroniques, si le gouvernement décidait de fabriquer en série des têtes à rayonnements renforcés, plus communément appelées bombes à neutrons...

Avant même les essais de ce missile, attendus pour le printemps prochain au centre des Landes, et compte tenu des caractéristiques de sa propulsion, des évaluations de performances font état d'une portée prévisionnelle de 80 kilomètres à 480 kilomètres, selon l'effet militaire recherché sur le terrain, alors que la distance attribuée au Pluton va de 40 kilomètres à 120 kilomètres. A l'origine, les états-majors avaient annoncé une portée maximale de 250 kilomètres pour le Hadès et c'est du temps de M. Charles Hernu au ministère de la défense que la distance de 350 kilomètres fut retenue en définitive et fixée comme objectif aux techniciens du missile.

Les spéculations autour des performances du Hadès n'intéressent pas les seuls experts en balistique. Elles concernent, aussi, les militaires et, avec eux, les responsables politiques qui méditent sur la sécurité européenne.

J. I.





A B C D E F G



